



Université d'Oran 2  
Faculté des Sciences Economiques, Commerciales et des Sciences de  
Gestion

**THESE**

Pour l'obtention du diplôme de Doctorat en Sciences  
Commerciales

Politiques commerciales et croissance économique  
Dans les PED  
Le cas de l'Algérie

Présentée et soutenue publiquement par :  
M<sup>me</sup> Kalafate Nadia

Devant le jury composé de :

M. Bouyacoub Ahmed	Professeur	Univ. d'Oran 2	Président
M. Boulenuar Bachir	MC A	Univ. d'Oran 2	Rapporteur
M. Benbayer Habib	Professeur	Univ. d'Oran 2	Examineur
M. Madani Benchohra	Professeur	Univ. de Tiaret	Examineur
M. Chérif Touil Noureddine	MC A	Univ. Mostaganem	Examineur
M. Belmokaddem Mustapha	Professeur	Univ. de Tlemcen	Examineur

Année 2015-2016

# Politiques commerciales et croissance économique dans les PED

## Sommaire

<b>INTRODUCTION GENERALE .....</b>	<b>2</b>
<b>PARTIE 1 : ÉVALUATION DE L'IMPACT DES POLITIQUES COMMERCIALES SUR LA CROISSANCE. ....</b>	<b>9</b>
<b>INTRODUCTION :.....</b>	<b>9</b>
<b>CHAPITRE1 : LA THÉORIE DU PROTECTIONNISME .....</b>	<b>11</b>
SECTION1 : L'évaluation du protectionnisme.....	13
SECTION 2 : Protectionnisme-croissance quel constat ?.....	23
SECTION3 : Analyse hétérodoxes du commerce international.....	27
SECTION4 : L'économie politique internationale et la politique commerciale des PED...	30
<b>CONCLUSION DU PREMIER CHAPITRE :.....</b>	<b>38</b>
<b>CHAPITRE2:OUVERTURE ET CROISSANCE .....</b>	<b>41</b>
SECTION1 : Généralités sur les effets de l'ouverture .....	43
SECTION2 : L'ouverture et le modèle de croissance néoclassique .....	51
SECTION 3 : L'ouverture dans le cadre d'un modèle de croissance endogène (Romer) : .	67
SECTION4: indices d'ouverture et déterminants de la croissance .....	78
<b>CONCLUSION DU DEUXIEME CHAPITRE :.....</b>	<b>86</b>
<b>CONCLUSION DE LA PREMIÈRE PARTIE :.....</b>	<b>89</b>
<b>PARTIE2 : CHOIX DES POLITIQUES COMMERCIALES DES PED ET CROISSANCE ÉCONOMIQUE .....</b>	<b>91</b>
<b>CHAPITRE 3 : STRATEGIES D'INDUSTRIALISATION ET POLITIQUE COMMERCIALE DES PED .....</b>	<b>94</b>
SECTION1 Les stratégies d'industrialisation :.....	95
SECTION2 : Les exemples indou et chinois .....	108
SECTION 3 : Le cas de l'Afrique, résultats mitigés :.....	117
<b>CONCLUSION DU TROISIEME CHAPITRE: .....</b>	<b>131</b>
<b>CHAPITRE4 : POLITIQUES COMMERCIALES ET CROISSANCE EN ALGÉRIE .....</b>	<b>135</b>
SECTION 1 : stratégie de développement et politiques commerciales. ....	136
SECTION2: OUVERTURE ET CROISSANCE EN ALGERIE .....	150
SECTION3 : Analyse de la structure des exportations .....	162
<b>CONCLUSION DU QUATRIEME CHAPITRE : .....</b>	<b>176</b>
<b>CONCLUSION DE LA DEUXIEME PARTIE : .....</b>	<b>179</b>
<b>CONCLUSION GÉNÉRALE : .....</b>	<b>181</b>
<b>ANNEXE .....</b>	<b>189</b>
ANNEXE 1 .....	189
ANNEXE 2 : .....	191
ANNEXE 3 : .....	193
<b>BIBLIOGRAPHIE .....</b>	<b>196</b>
<b>TABLE DES MATIERES .....</b>	<b>203</b>

## INTRODUCTION GENERALE

En Algérie, la baisse du prix du pétrole agite le spectre du déficit de la balance commerciale et budgétaire et actualise le dossier de la diversification des exportations. Subséquemment, la problématique ouverture-protectionnisme reprend tout son sens en cette période de crise. L'Algérie parait faire marche arrière en matière d'ouverture commerciale alors qu'elle s'y était engagée depuis la décennie 1990. Même si la décision du 30 décembre 2014 concernant l'établissement de quota d'importation s'insère dans le cadre du respect des engagements internationaux de l'Algérie, elle peut être négativement perçue par les investisseurs et les partenaires commerciaux.

Abdelmalki définit les politiques commerciales par l'ensemble des objectifs, des instruments et des actions qu'un pays peut mettre en œuvre pour que les échanges commerciaux de biens et de services avec le reste du monde contribuent à l'amélioration du bien-être global de sa population<sup>1</sup>.

Cependant l'amélioration du bien-être national peut ne pas correspondre au bien être des partenaires commerciaux ou même au bien être mondiale. L'ouverture commerciale peut se faire au détriment du pays qui est faiblement doté en facteurs de production, ou qui connaît des distorsions de marchés, ou des institutions inefficaces ou le tout en même temps. In fine ce pays se redirigera vers le protectionnisme. Par ailleurs, le protectionnisme, cible ces écarts mais crée pour le reste, d'autres distorsions au niveau national et international (Bhagwati 1990). C'est ainsi que, les politiques commerciales ont été et sont source de controverses.

La politique commerciale s'apparente à un dilemme qu'un pays doit savoir résoudre de manière optimale.

Les deux orientations ont à la fois des impacts qui peuvent être positifs et négatifs. La politique commerciale optimale est celle qui touche de plus près l'objectif. Cette difficulté à cibler précisément les distorsions constitue le point de divergence entre les antagonistes de la

C'est ainsi que l'histoire économique est jalonnée de périodes de libéralisation et de protectionnisme, périodes qui se succèdent aux grés des idéologies, des intérêts et des institutions dominantes. A ce jour les recherches sur la question ne tranchent pas définitivement sur la supériorité de tel ou tel orientation. Le succès de la politique commerciale sur le plan de la performance économique dépend de différents facteurs inhérents au pays et à son environnement international.

---

<sup>1</sup> Abdelmalki L. & Sandretto R. (2011), p 11.

Se référant à l'expérience des PED, notre problématique consiste à circonscrire la politique commerciale optimale créatrice de croissance pour un pays en développement comme l'Algérie.

En partant de deux hypothèses :

- L'ouverture crée des conditions favorables à une croissance économique grâce à son effet catalyseur.

- Le protectionnisme freine la dynamique de la croissance économique.

D'autre part, la thèse permettra aussi de déterminer si l'ouverture telle qu'elle est entreprise par l'Algérie, peut avoir un impact positif sur la croissance? En l'absence de réponse affirmative, quelles en serait la ou les causes ? Et à ce moment-là, quelles choix s'offre à l'Algérie en matière de politique commerciale?

Pour tenter de répondre à ces questions, ce travail est organisé en deux parties.

La première partie fait état du corpus théorique du protectionnisme et du libre-échange. Elle a pour intérêt de mettre en évidence les effets positifs et négatifs des deux orientations.

Alors que la politique autocentrée a été clairement identifié comme facteur de l'échec des PED, l'ouverture, depuis l'avènement du consensus de Washington jusqu'à la fin des années deux milles ne semblait souffrir d'aucunes ambiguïtés : « *Ouvrir l'économie, c'est élargir le marché. Cet élargissement a des effets de variété, renforce la concurrence et permet de bénéficier de rendements croissants. Ouvrir l'économie, c'est également élargir l'offre d'inputs, biens sur lesquels porte la plus grande part du commerce international. Cette offre élargie d'inputs est porteuse de gains d'efficacité et plus généralement d'externalités. Ouvrir l'économie, enfin, c'est avoir la possibilité de changer de sentier de croissance au bénéfice de gains dynamiques<sup>2</sup> ».*

Pour autant, ces gains ne sont pas systématiques et le sont d'autant moins que l'on prend en compte l'existence d'externalités.

En Afrique, au Moyen-Orient et dans la Communauté d'États indépendants (CEI), la part des ressources dans les exportations totales a dépassé 70% en 2008, alors qu'en Amérique du Nord, en Europe et en Asie, elle était de 20 % au moins. En Amérique du Sud et en Amérique centrale, elle se situait entre les deux, à 47 %<sup>3</sup>.

---

<sup>2</sup> Guerin J. L (1999).

<sup>3</sup> Rapport sur le commerce mondial 2008,

Ces chiffres montrent que les PED (d'Afrique essentiellement) n'ont pas été en mesure de sortir de cette situation de dépendance vis-à-vis des ressources naturelles et ce malgré les recommandations et incitations des institutions multilatérales depuis le début des années 1980. Car les caractéristiques des économies en développement peuvent rendre problématiques les prescriptions classiques en matière de politique commerciale.

S'il est vrai que le libre-échange peut souvent procurer des avantages à toutes les parties prenantes, il peut être hasardeux d'appliquer aveuglément les prescriptions en faveur de l'ouverture commerciale.

Le débat a mûri au cours des dernières années, car on a reconnu le caractère complexe et multidimensionnel du processus de développement. Ce point de vue tient compte des avantages de l'ouverture des marchés et reconnaît que les gouvernements ont la responsabilité de promouvoir le développement.

Les pays dont l'économie dépend des ressources naturelles risquent davantage de souffrir de la malédiction des ressources si le commerce renforce cette dépendance.

Par l'approche statique, Il est clair que l'ouverture est supérieure au protectionnisme cependant l'analyse dynamique n'est pas aussi catégorique. Il suffit d'explorer la littérature sur le sujet pour relever qu'un certain nombre de problèmes entrave l'étude de cette relation ouverture- croissance. Des difficultés qui ont trait : aux modèles économétriques comme aux choix des variables notamment et surtout les indicateurs d'ouverture (Rodrik et Rodriguez 2001).

Car depuis le milieu des années 1990, il y a scepticisme croissant concernant les bienfaits du libre-échange, cela ne remet pas en cause l'ensemble de la théorie du commerce international mais cela a donné un nouveau souffle à la théorie du protectionnisme avec la naissance du concept du managed trade (Tyson L. 1990). Par la suite des auteurs comme Irwin(2002), Williamson (2001), Clemences et O'rouk (2008) se sont intéressés à cette relation paradoxale : croissance-protectionnisme.

Cette esquisse sur le dilemme entre ouverture ou protectionnisme montre que le choix n'est pas manifeste, l'ouverture peut être tout aussi dangereuse que le protectionnisme si elle n'est pas accompagnée d'une stratégie industrielle. L'exemple d'un certain nombre de PED et de pays émergents illustre assez bien la complexité de la politique commerciale entre objectifs et résultats.

La première partie représente le pivot sur lequel la deuxième partie repose puisque cette dernière traite des choix de politiques commerciales de pays émergents et de PED.

La deuxième partie va nous permettre d'illustrer l'importance de la concordance de la politique commerciale à la politique industrielle dans la réussite des PED. Car la plupart des arguments développés au long de cette thèse ne portent pas sur la question de savoir si l'ouverture est souhaitable ou non; ils portent plutôt sur la nécessité de veiller à ce que cette ouverture s'accompagne de politiques nationales qui tiennent compte des particularités des économies. C'est ainsi que les exemples pays dans le troisième chapitre illustrent bien la complexité de la politique commerciale entre objectifs et résultats.

Le quatrième chapitre s'attache à déterminer le cadre structurel et institutionnel dans lequel évolue l'économie algérienne. Il insiste sur le besoin de prendre en compte l'aspect historique qui a façonné le modèle de développement algérien. Ce chapitre met en évidence les caractéristiques de l'Algérie qui impactent sur les résultats de la relation ouverture-croissance.

Dans ce pays, depuis le début des années 1970, et pendant plus de vingt ans l'orientation commerciale était introvertie ponctuée depuis 1987, de quelques tentatives d'assouplissement de la politique commerciale. Mais depuis 1994 l'engagement du pays dans la libéralisation commerciale paraît irréversible quoi qu'entrecouper de période de recule.

Sur le plan juridique, l'Algérie a fourni des efforts considérables pour améliorer la qualité de ses institutions. Les réformes institutionnelles ont touché la protection sociale et le marché du travail, la stabilisation macroéconomique, le marché financier et la promotion des investissements privés. Le fond monétaire international<sup>4</sup> est optimiste en ce qui concerne les réformes en Algérie. Cependant les résultats empiriques sur la question de la relation ouverture – croissance sont ambigus<sup>5</sup> et ne nous ont pas permis il y a plus d'une décennie d'établir une relation directe et sans équivoques entre les deux variables

Notre travail ne vise pas à établir un lien entre les deux notions mais d'expliquer les raisons de l'insuccès de l'ouverture sur la diversification des exportations et par conséquent sur la croissance.

Les premiers éléments de réponses nous les obtiendrons de l'historique de la politique commerciale et des politiques industrielles de l'Algérie. C'est pour cela que la première

---

<sup>4</sup> Rapport du FMI 14/161. Juin 2014.

<sup>5</sup> Kalafate Nadia, p154.

section est consacrée à la stratégie de développement ainsi qu'à sa politique commerciale sous-jacente, nous nous interrogerons dans cette section sur le degré d'adéquation de la politique commerciale à la politique industrielle.

La deuxième section s'intéresse à la relation ouverture –croissance. Nous tenterons d'établir un lien entre les deux variables, mais ce lien ne serait peut-être pas un lien direct. Nous utiliserons à cet effet un modèle de régression multiple.

La troisième section a pour objet la structure du commerce extérieur. Cette section va permettre d'expliquer les raisons de la forte concentration des exportations et fait apparaître les véritables obstacles à la diversification des exportations.

Les différentes statistiques de ces dernières années sur le rapport du PIB aux exportations d'hydrocarbures, la faible part des exportations hors hydrocarbures, la corrélation entre les dépenses publiques et le cours du pétrole nous font douter du rôle effectif de l'ouverture. Il ressort de la première partie que l'ouverture est un catalyseur de la croissance, en ce sens qu'elle dynamise un certain nombre de facteurs mais elle n'est pas suffisante. L'ouverture ne garantirait donc pas une amélioration de la production et de la compétitivité ni permettrait explicitement une diversification des exportations. Ce fait est observé dans la deuxième section. L'ouverture en Algérie, n'agirait pas directement sur les capacités de production ni sur la compétitivité des produits

Le point le plus saillant de l'estimation par les moindres carrés ordinaires et que l'ouverture ne représente ni le moteur ni le catalyseur de la croissance algérienne, sur le PIB son impact est négatif, régressé sur les exportations de biens manufacturés il est positif. Mais au regard du volume des exportations hors hydrocarbures il nous paraît évident que la diversification des exportations ne dépend pas uniquement d'une politique commerciale ouverte mais elle dépend aussi d'autres facteurs que nous supposons structurelles.

Nous exposons dans la troisième section, à travers l'analyse de la structure des exportations le problème de la spécialisation lié à l'extraversion de la branche des hydrocarbures et le phénomène de la concentration des exportations algérienne. Nous pensons que cet exposé permettra d'expliquer le manque de performances des exportations hors hydrocarbures malgré toutes les politiques favorables à l'ouverture entreprises par l'Algérie depuis 1994 ainsi que les raisons de sa difficulté à s'insérer dans l'économie mondiale.

L'analyse des exportations constitue un bon indicateur de l'appareil productif dans la mesure où les exportations, en reflétant notamment les avantages comparatifs, démontrent bien la capacité d'un pays à valoriser son système productif sur les marchés internationaux.

Le lien entre la structure des exportations et le développement économique peut être étudié à travers deux indicateurs : la diversification et la sophistication des exportations.

Le concept de diversification et de sophistication des exportations a été renouvelé par l'université d'Harvard, Cambridge, Etats-Unis. Ricardo Hausmann et Dani Rodrik avaient entrepris une nouvelle approche du développement économique comme processus de découverte de son potentielle économique « self-discovery », c'est-à-dire en termes d'identification et de concrétisation des opportunités économiques rentables que recèle une économie.

Les pays deviennent rarement riches en produisant une plus grande quantité du même bien. Le développement passe par des changements dans la production des pays. La transformation structurelle est le processus par lequel les pays s'engagent dans de nouvelles activités économiques. Les nouvelles activités économiques, sont quant à elle, celles qui permettent de relever les niveaux de productivité, d'offrir des salaires plus élevés et d'améliorer le niveau de prospérité de la population d'un pays. La transformation structurelle est cruciale pour la croissance économique : les pays qui sont à même d'améliorer leur production et leurs exportations en s'engageant dans des activités économiques nouvelles et plus complexes tendent à se développer plus rapidement (Hausmann, Hwang et Rodrik 2007)

Les produits d'exportations traditionnels de l'Algérie offrent moins de possibilités de progrès technologiques rapides et d'absorption de mains d'œuvres hautement qualifiées que les produits plus sophistiqués exportés par les deux économies asiatiques. Ainsi l'identification et l'appui à la production dans les secteurs présentant un potentiel de croissance rapide en termes de productivité devrait être un objectif important de la politique économique en Algérie. Toute la question est de savoir comment faire évoluer la structure de l'industrie d'un pays et remonter ses produits dans la chaîne de valeur. En fin de compte, les pays se développent en étant capables d'accroître le nombre des différentes activités dans lesquelles ils sont à même de s'engager avec succès, et d'évoluer vers des activités de plus en plus complexes. Pour la plupart des pays, le message relatif aux politiques est clair : créer un environnement où puisse s'épanouir une plus grande diversité d'activités productives, en particulier, des activités relativement plus complexes.



Pour cela, la section 3 nous permet de saisir l'importance du rôle de la composition de la production dans la détermination des performances à l'exportation et des taux de croissance.

Pour bénéficier des avantages de l'ouverture l'économie algérienne doit identifier les opportunités rentables qu'elle recèle et s'emploie à les concrétiser par le biais d'une politique industrielle franche. C'est le *self discovery*, ce concept consiste à distinguer ce qui peut être produit avec profit de ce qui ne peut l'être. Il ne s'agit pas de l'avantage comparatif mais de définir la voie de l'évolution sur l'échelle de la spécialisation en prenant en compte la dynamique de la demande mondiale.

Cependant la transformation sectorielle qui permet un pays de s'engager dans de nouvelles activités économiques a un coût. Chaque pays se situe sur une carte de produit virtuelle. Sa situation dépend de sa spécialisation. Plus ce pays est spécialisé dans des domaines spécifiques éloignés de la dynamique de la demande mondiale plus le changement structurelle sera couteux pour la société.

Concernant la théorie du commerce international, l'évolution du panier d'exportation est une conséquence passive de l'évolution et du glissement de l'avantage comparatif induit par l'accumulation des facteurs. Ce glissement est facilité et encouragé par les efforts que consent le pays dans les secteurs de : l'éducation, la formation, la recherche scientifique, les infrastructures. Les efforts en matière d'accessibilité et de disponibilité de facteurs de production notamment le capital et le travail qualifié. Cet ensemble représente la transformation structurelle.

Il s'agit donc plus particulièrement pour l'Algérie de s'engager dans des activités qui permettent de relever les niveaux de productivité, d'offrir des salaires plus élevés et d'améliorer le bien-être collectif. L'économie algérienne se situant dans la périphérie de la carte des produits, le noyau étant composé de biens à haute productivité, la transition vers des activités plus productive est complexe et couteuse. La transformation structurelle s'avère pour cette économie ardue.

Comme dans cette optique du glissement de l'avantage comparatif, le coût du glissement d'une activité à une autre, ne retient pas toute l'attention de la théorie du commerce international, la transformation structurelle relève plus de la politique industrielle que de la politique commerciale.

L'Algérie ne doit pas voire en l'ouverture commerciale et économique une panacée à ses difficultés de diversifications, elle doit se concentrée sur les choix industrielles et la

politique commerciale doit être un outil facilitant l'orientation de la production vers des biens à fortes valeurs ajoutés.

## **PARTIE 1 : ÉVALUATION DE L'IMPACT DES POLITIQUES COMMERCIALES SUR LA CROISSANCE.**

### **INTRODUCTION :**

Selon un rapport publié par la commission européenne en 2013, environ 150 nouvelles mesures de restrictions des échanges ont été instaurées au cours de la dite année, tandis que 18 seulement ont été démantelées. Cela porte à plus de 700 le nombre de dispositifs de ce type recensés par la commission depuis 2008. Il est paradoxal de constater la montée de l'interventionnisme des États en matière de politique industrielle et commerciale dans le

monde alors que les institutions comme l'OMC et la banque mondiale plébiscitent l'ouverture et la mondialisation. Cette situation est encouragée par le fait que les interventions politiques dans le commerce sont de plus en plus un sujet de controverse dans la mesure où les modèles dynamiques démontrent que le libre-échange pourrait ne pas être la solution de premier rang (*first best*).

Dans un modèle statique, le libre-échange est supérieur à toute autre forme de politique commerciale. La théorie classique du commerce international repose sur l'hypothèse de concurrence parfaite et donc par extension sur l'efficacité des marchés il n'y a d'optimum que si et seulement si cette hypothèse est vérifiée. Or dans les faits cette hypothèse tombe rapidement, car les échanges internationaux s'effectuent dans un cadre de concurrence imparfaite. Désormais la nouvelle politique commerciale, se doit de prendre en considération la présence d'échecs de marché dus aux externalités liées à certaines activités (Recherche et Développement, production). C'est une politique de *second best*.

Le débat autour de la politique commerciale optimale n'est pas récent, il a évolué. Pour comprendre cette évolution, dans cette partie, deux points de vue s'affrontent : le protectionnisme et le libre-échange (ou plus globalement l'ouverture), non pas pour conclure à la suprématie d'une orientation sur l'autre mais pour permettre de comprendre le fonctionnement de chacune d'elle et d'en dégager les enseignements nécessaires qui permettent d'établir une politique commerciale optimum.

Le premier chapitre est donc consacré à la théorie du protectionnisme. Ce chapitre va nous permettre de présenter autrement une politique trop souvent décriée car souvent présentée comme une politique qui amoindrit le bien-être collectif ce qui n'est pas faux du point de vue statique. Cependant d'un point de vue dynamique le protectionnisme est un instrument incontestable de la politique de développement et cela depuis au moins la révolution industrielle. C'est ce constat que les sections une, deux et trois font.

Dans ce cas pourquoi imposer aux PED une politique d'ouverture uniforme alors qu'il est démontré (section 2) que le protectionnisme est dans certaines circonstances préférable à l'ouverture. Les points de vue s'affrontent à ce sujet : les uns voient en l'ouverture une condition *sine qua non* pour participer à la mondialisation et bénéficier de ses avantages. Les autres avancent que les pays du Nord ayant acquis l'avantage de départ ne craignent plus la concurrence et souhaitent une uniformisation des règles<sup>6</sup> pour accéder aux marchés du Sud. Cette uniformisation de la politique commerciale serait le résultat d'un rapport de force

---

<sup>6</sup> Notamment par le biais de l'OMC

économique basé sur des intérêts d'Etats et non basé sur des considérations de théorie économique (section4).

Le deuxième chapitre a pour intérêt de montrer par quels canaux l'ouverture peut agir sur la croissance pour ce faire le chapitre se décompose en quatre sections :

La première section concerne les effets positifs du commerce international sur la croissance. Si l'intuition de la relation exportation/ croissance est reconnue, la relation importation / croissance est souvent à tort omise par les partisans de politique mercantiliste. Cette section met en exergue l'importance des importations de biens et services sur la croissance

- J Comme stimulant de la compétitivité des entreprises soumises à la concurrence féroce des importations de biens finis.
- J Ou/et comme stimulant de la productivité des entreprises en leur permettant d'utiliser dans le processus de production des biens intermédiaires de qualité et à fort coefficient technologique qui leur permettra de produire des biens de qualité et par effet d'apprentissage d'assimiler cette technologie et de la reproduire ultérieurement (Romer, Grossman & Helpman).

De fait la deuxième section étudie l'incidence de l'ouverture dans un modèle de croissance classique suivie de la troisième section qui utilise un modèle de croissance endogène. La quatrième section touche à la problématique de l'évaluation de l'ouverture par les indices.

## **CHAPITRE1 : LA THÉORIE DU PROTECTIONNISME**

Depuis les mercantilistes, les politiques commerciales ont oscillé entre protectionnisme et libéralisme et ceci en fonction de la conjoncture économique intérieure et internationale. Les degrés d'ouverture ont varié du libre-échange de catégorie « first best » à l'interventionnisme ponctuelle « second best ».

Par hypothèse, si nous plaçons les pays sur une échelle d'évaluation des politiques commerciales, l'autarcie prendrait la valeur (zéro) alors que le libre-échange total prendrait la

valeur (dix). L'histoire économique de la plupart des pays développés nous montre que ces derniers ont monté les échelons de 1 à 8 (l'ouverture totale étant très peu pratiquée dans les faits) étapes par étapes, l'ouverture commerciale et économique était graduelle. A contrario les PED dès le début des années 1980, ont dû subir pour la plupart une ouverture rapide conduite par des mesures économiques similaires et uniformes. Or les politiques économiques tout autant que les politiques commerciales sont le résultat d'une réflexion qui prend en compte nombre d'éléments en rapport avec la spécificité de l'économie ainsi que son environnement international.

De ce fait chaque pays est différent, les résultats d'une ouverture ou même d'une protection ciblée varieront par exemple selon les dotations factorielles, la structure industrielle, les partenaires commerciaux.

La substance des développements qui suivent est de proposer des éclairages sur l'évolution du débat concernant la théorie du commerce international.

La teneur de la première section consiste en la présentation du protectionnisme, de ses effets sur le bien-être, et des arguments en sa faveur.

Pour la deuxième section, contrairement à la première, qui porte sur une analyse statique du protectionnisme, elle montre que d'un point de vue dynamique et sous certaines conditions le protectionnisme peut favoriser la croissance.

C'est ce que List (1840) dans son ouvrage « *Système national de l'économie politique* » suggérait déjà en observant l'évolution de la politique commerciale des grandes puissances avant et après la révolution industrielle. Si la politique de substitution d'importation a été si populaire auprès des pays nouvellement indépendants c'est conséquemment aux travaux de F. List et de l'argument de *l'infant industry* ainsi qu'à la théorie du développement de l'école structuraliste. Le but de la troisième section est donc de présenter la théorie orthodoxe du commerce international et de démontrer que les nations qui créent de la croissance sont celles qui ont réussi à mettre à profit une politique commerciale qui prend en compte tous les paramètres économiques et institutionnels et non celles qui ont appliqué à l'aveugle les théories libérales.

La dernière section démontre que les PED n'ont pas le choix de la politique commerciale, ce n'est plus la nation qui choisit l'orientation commerciale adéquate mais celle-ci est imposée par le rapport de force entre les nations qui détermine la tendance à la protection ou inversement la tendance à l'ouverture commerciale.

## **SECTION1 : L'évaluation du protectionnisme**

Le protectionnisme n'a pas toujours eu la défaveur des économistes. Selon Friedrich List (1840), le libre-échange a tendance à perpétuer la domination des nations qui ont su se lancer en premier dans une industrie porteuse. L'ouverture étant un objectif à long terme, elle n'est avantageuse pour un pays que s'il a rejoint le niveau de développement des pays les plus avancés. Il préconise donc l'utilisation des droits de douane pour favoriser l'éclosion d'industries nationales compétitives (théorie du protectionnisme éducateur). Il pense que chaque nation doit avoir l'opportunité de choisir la politique commerciale qui lui convient et cela en fonction de ses propres réalités économiques, sociales et ses dotations factorielles. Le libre-échange ne doit pas être la solution incontestable, il est de ce point de vue le fondateur de la théorie de la protection de l'industrie naissante, bien que Alexander Hamilton aurait arboré l'idée en 1791<sup>7</sup>, l'argument sera repris plus tard notamment par les pays nouvellement indépendants et les accords du GATT où elle y inspire les dispositions particulières en faveur des PED.

Avant d'aborder les notions à priori antagoniques du protectionnisme et de la croissance, nous présentons les effets de la protection sur le bien-être du point de vue de l'économie statique.

### **1.1 Fondement théorique des mesures commerciales :**

Avant toutes choses il est nécessaire de définir ce qu'est la protection ce qui permettra de mettre en évidence le fonctionnement et les outils de la politique restrictive.

#### **1.1.1. Les effets d'un tarif douanier nominal**

##### **a. La situation du petit pays**

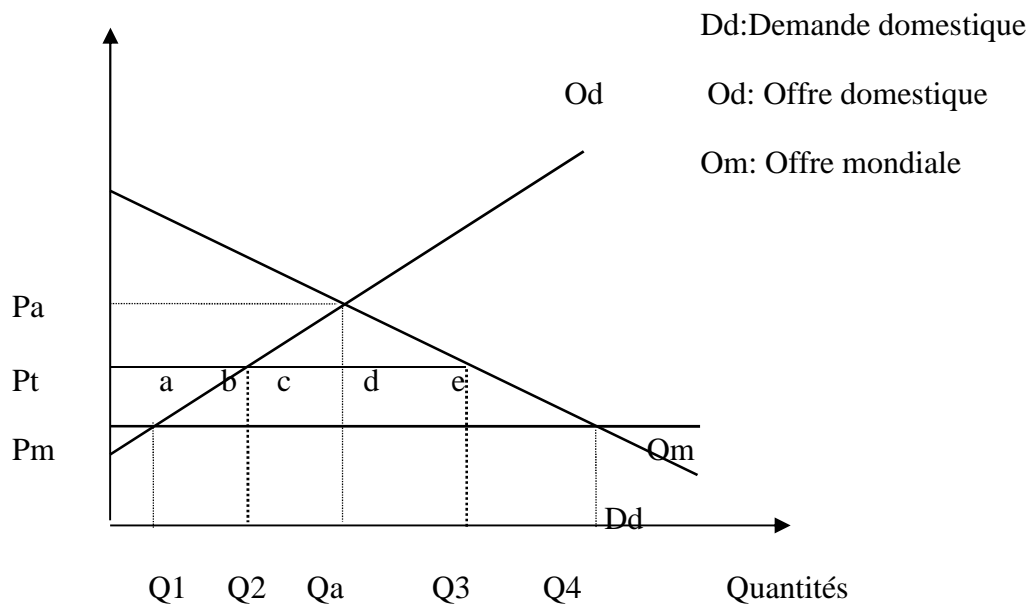
Si le pays est considéré comme « petit », cela signifie qu'il ne peut influencer les prix internationaux qui lui sont donnés par le marché mondial. Dans un modèle d'équilibre partiel, nous pouvons en comparant trois situations, l'autarcie, le libre-échange et la protection, exposer les cinq effets du protectionnisme.

**Figure 1.1:** L'effet d'un droit de douane sur la demande et l'offre d'un petit pays

Prix

---

<sup>7</sup> Baldwin (2003), p4.



En autarcie, la demande domestique est uniquement satisfaite par l'offre nationale (Od), le prix d'équilibre se situe en ( $P_a$ ) et les quantités vendues et consommées sont égales à ( $Q_a$ ).

En libre échange le prix mondial ( $P_m$ ) est inférieur à ( $P_a$ ). Les producteurs les moins efficaces disparaissent, l'offre domestique ( $Q_1$ ) est réduite ( $Q_1 < Q_a$ ). En parallèle la demande domestique augmente de ( $Q_a$ ) à ( $Q_4$ ), l'écart entre l'offre  $Q_1$  et la demande  $Q_4$  est comblé par les importations.

Si le pays veut réduire les importations, il peut alors appliquer un tarif douanier sur celles-ci, le prix sera ( $P_t$ ), supérieur à ( $P_m$ ), la quantité offerte est ( $Q_2$ ) et celle demandée est ( $Q_3$ ). Il s'en suit les cinq effets suivants:

**-Un effet sur la consommation:** La consommation baisse de  $Q_4$  à  $Q_3$ . Le surplus du consommateur est réduit comparativement au cas du libre échange.

**-Un effet sur la production:** la production domestique augmente de  $Q_1$  à  $Q_2$ . Le surplus du producteur augmente du fait de l'amélioration des prix, mais leur efficacité n'en est pas améliorée.

**-Un effet sur les importations:** les importations décroissent, elles se réduisent à l'écart  $Q_2$ - $Q_3$ .

**-Un effet sur les recettes fiscales:** le tarif représente un revenu fiscal pour le gouvernement du pays importateur. Mais il ne constitue pas l'objectif principal.

**-Un effet de redistribution du revenu:** Dans la mesure où le prix a augmenté, il y a une redistribution des consommateurs vers les producteurs. C'est en quelque sorte une subvention, la différence de prix ( $P_t - P_m$ ) multipliée par  $0Q_2$ , la quantité produite par les producteurs nationaux après tarif constitue *l'équivalent subvention du tarif douanier*. Un gouvernement qui désire maintenir le niveau de production à  $Q_2$  sans recourir au tarif douanier, pourrait verser une subvention au montant égal à  $[0Q_2 \cdot (P_t - P_m)]$ , soit la surface (a+b)

De la même manière, on peut considérer que les consommateurs sont taxés d'un montant égal au revenu douanier,  $(Q_3 - Q_2)$ . On définit ainsi un *équivalent-taxe à la consommation*, qui réduit la consommation d'un montant égal à la réduction entraînée par le tarif, et amène un revenu fiscal égal à  $(a+b+c+d)$ , représentant la somme de l'équivalent subvention et du revenu tarifaire (c+d).

Le tarif a alors le même effet d'une taxe à la consommation, qui servirait en partie à subventionner les producteurs et en partie à accroître le revenu fiscal de l'état.

Les gains d'un tarif douanier ne recouvrent pas les pertes. Il y a une perte sèche liée à l'inefficience des producteurs qui produisent plus sans être plus compétitifs et au fait que les consommateurs achètent moins et plus cher et qui correspond à la surface (b+e).

#### b. La situation du grand pays:

Précédemment nous avons émis l'hypothèse d'un petit pays et nous avons décrit les incidences d'un droit de douane sur les différents individus de la nation. Mais, en certaine circonstance une nation peut détenir une part suffisamment importante du marché mondial sur l'un des produits qu'elle importe pour agir unilatéralement sur le prix mondial. Une nation qui dispose d'un tel pouvoir de monopsonne, peut exploiter cet avantage en instituant un droit de douane sur les importations.

Afin de préserver au maximum leurs parts de marché, les exportateurs étrangers vont devoir baisser leur prix. Le seul avantage demeure pour le trésor public qui bénéficie d'une marge égale à la différence entre le prix payé aux étrangers (inférieur au prix mondial) et le prix intérieur payé par les consommateurs. Le gain de la nation est supérieur dans cet exemple et la perte sèche est moins importante. Contrairement à l'exposé précédent, un droit de douane peut être meilleure pour une nation qui détient l'avantage du monopsonne puisqu'elle fait payer aux producteurs étrangers une partie du droit de douane. Ce dernier est optimal.



Concernant la détermination de ce taux, il est supposé que plus l'élasticité de l'offre étrangère est faible, plus le droit de douane est élevé. En cas de forte inélasticité, les étrangers offrent une quantité pratiquement constante.<sup>8</sup>

Un droit de douane optimale est un droit de douane qui se situerait entre 0% et un droit de douane prohibitif. Cet aspect positif de la taxe douanière demeure pour le reste du monde tout aussi dommageable que l'exemple cité dans le cas d'un petit pays, cet état peut s'aggraver en cas de représailles des pays qui la subissent. C'est ce qui s'est passé en 1880 entre la France et l'Italie; et aussi dans les années tentes où la guerre des représailles tarifaires a affecté l'ensemble du commerce mondial (les grands pays inclus).<sup>9</sup>

### **1.1.2. La protection non-tarifaire**

L'évaluation du degré de protection non tarifaire et de son impact sur les courants d'échanges mondiaux est délicate, car ces obstacles ne sont ni facilement comparables ni vraiment quantifiables.

Pour freiner leurs importations les pays ont recours à un nombre impressionnant de mesures non-tarifaires :

- Subventions,
- Formalités douanières et administratives à l'importation
- Limitations spécifiques (licences et quotas).
- Normes phytosanitaires
- Droits compensateurs
- Entraves à l'accès au marché.

Nous n'étudierons pas tous les cas, les exemples d'un quota à l'importation et d'une restriction volontaire à l'exportation ainsi que les subventions sont les plus courants. En plus ce sont les barrières non tarifaires qui se prêtent le mieux à l'analyse graphique.

#### **A. Le quota**

« Le quota représente la restriction quantitative la plus connue. Il consiste à n'accepter, en terme de volume ou de valeur, qu'un certain montant d'importations<sup>10</sup> »

---

<sup>8</sup> Linder, Peter.H. et Pugel, Thomas A. (1997), p. 163.

<sup>9</sup> Idem, p.164.

<sup>10</sup> J.L.Mucchielli (1994), p. 110

Les effets d'un quota sur le consommateur et le producteur sont identiques à ceux du tarif. Puisque l'offre est insuffisante pour couvrir la demande intérieure, le prix domestique du bien contingenté ( $P_t$ ) sera supérieur au prix mondiale ( $P_m$ ). A ce titre les effets d'un contingentement seront identiques à celui du tarif. Mis à part le fait que les recettes fiscales sont accaparées par les importateurs qui vendent la quantité importé ( $Q_2-Q_3$ ) de l'exemple précédent au prix  $P_t$  et non plus au prix  $P_m$ .

$(Q_2-Q_3)*P_t$ , représente la *rente du quota*. En dehors de cette différence d'appropriation des recettes fiscales, il y en a deux autres. La première est inhérente à la dynamique de la demande. On peut supposer que celle-ci augmente à la suite d'une amélioration du pouvoir d'achat, la restriction quantitative fait que l'ajustement de la nouvelle quantité demandée et l'offre se fasse par l'augmentation du prix et non par les quantités comme cela aurait été pour un tarif.

La deuxième est inhérente à l'imperfection du marché, une fois le quota écoulé, le producteur national qui détenait un monopole potentiel dans le cas du tarif douanier retrouve une situation totale de monopole à laquelle va être confronté la demande résiduelle. Il pourra alors élever son prix et vendre des produits de moins bonne qualité. Tandis que dans le cas du tarif les producteurs nationaux restent toujours confrontés à la concurrence étrangère.

En règle générale le tarif douanier est préférable aux restrictions quantitatives.

#### b. Les restrictions quantitatives aux exportations

«Les restrictions quantitatives aux exportations (RVE) est un quota adopté par le pays étranger exportateur au lieu de l'être par le pays importateur comme précédemment<sup>11</sup>. »

Du point de vue économique, les restrictions volontaires d'exportations sont en tous points semblables à des quotas d'importations dont les licences sont allouées à des gouvernements étrangers: elles sont dès lors, très coûteuses pour le pays importateur. La différence avec un droit de douane c'est que ce dernier représente une recette douanière alors que la RVE devient une rente payée à un pays étranger. Les RVE sont utilisées par les grands pays comme action d'arrière-garde pour protéger leurs industries éprouvées par la concurrence étrangère.

Les raisons qui poussent les pays à restreindre leurs exportations sont ou volontaires, en formant des cartels (par exemple l'OPEP) certains pays s'entendent sur une quantité à produire et ainsi bénéficient de rente de monopoles. Ou alors par peur de représailles du pays

---

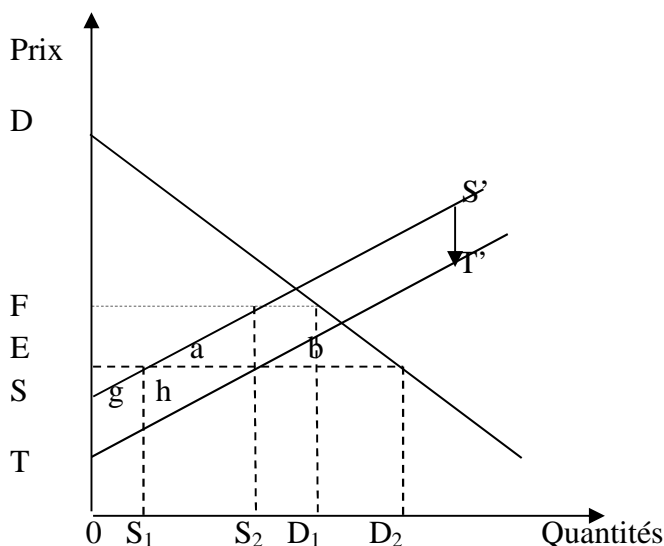
<sup>11</sup> . Ibidem (1994), p.114.

importateur, les exportateurs anticipent et acceptent de restreindre leurs offres pour ne pas perdre leur part de marché, du moins essaient t'ils d'en préserver le maximum.

### c. Subventions et dumping

Les subventions à la production peuvent apparaître comme une solution de remplacement du tarif douanier, dans la mesure où ce tarif est levé en vue de protéger la production nationale du bien considéré. La subvention vise à modifier le prix auquel vont avoir à faire face les producteurs nationaux sans modifier celui auquel vont être confrontés les consommateurs. Dans cette situation la subvention peut être une solution supérieure au droit de douane puisqu'elle n'entraîne qu'une distorsion, sur la production, alors que le tarif en engendre deux: une sur la consommation et une autre sur la production, ainsi que le montre la figure 1.2.

**Figure 1.2:** Droit de douane et subvention à la production<sup>12</sup>



Reprenons le cas d'un petit pays qui instaure un droit de douane EF, alors que le prix étranger en libre échange est de OE, la perte nette est la même que celle de la figure 1.1, soit (a+b), à la place du droit de douane l'état décide d'allouer aux producteurs nationaux une subvention égale au droit de douane (EF par unité produite). Cette subvention abaisse le coût marginal, donc déplace la courbe d'offre SS' en TT' (ST=EF). Grâce à cette subvention, les producteurs produisent la quantité OS<sub>2</sub> sans que le prix varie. Celui-ci reste au niveau OE de libre échange et les consommateurs consomment une quantité supérieure par rapport à la situation du droit de douane D<sub>2</sub>.

La subvention a accru le surplus des producteurs d'un montant mesuré par la surface g+h. Le montant global de la subvention est égal à g+h+a, puisque le pays produit OS<sub>2</sub>. Le

<sup>12</sup> B. Guillochon, (1995), p.126.

financement de cette subvention nécessite une contribution (égale à  $g+h+a$ ) de la part de la collectivité nationale. Comme  $(g+h+a)$  est plus grand que  $(g+h)$  il y a une perte nette égale à la surface  $(a)$ . Cette perte nette est inférieure à celle enregistrée pour un droit de douane.

Nous avons là un résultat plus général à savoir que tout écart par rapport à une situation optimale est supprimé avec un coût minimum, en utilisant la politique économique qui agit plus directement sur l'objectif concerné (règle de spécificité). En l'occurrence la situation optimale pour le décideur est d'atteindre un certain niveau de production dans la branche (dont nous attendons, par exemple, des effets bénéfiques sur l'ensemble de l'économie) pour cela il est moins coûteux socialement de favoriser directement cette production par une subvention versée aux producteurs que d'agir indirectement par un droit de douane.

La subvention peut être aussi utilisé comme moyen de dumping, vendre moins chers à l'étranger ce qui coûte plus cher à l'intérieur du pays. Le Japon ainsi que l'Europe sont souvent accusés de dumping par les Etats-Unis et des mesures de rétorsions tels la section 301 aux U.S.A ou le titre VII en Europe sont prises à l'égard des contrevenants. Des mesures interdites du fait qu'elles sont appliquées d'une manière unilatérale elles échappent totalement à l'OMC; elles constituent aussi une forme de protectionnisme.

En règle générale un droit de douane sur les importations amoindries le bien-être. Il entraîne des coûts pour les consommateurs qui dépassent les gains du producteur et ceux de l'Etat, en plus d'une perte sèche pour la nation due à l'inefficacité des producteurs.

Les mesures non tarifaires qui frappent le commerce international sont apparues comme la forme la plus importante de distorsions des échanges. D'une part parce qu'elles favorisent les groupes de pressions et d'autre part parce que plus subtiles, elles entravent considérablement l'accès aux marchés et sont difficilement contrôlable.

## **1.2 Les arguments en faveur du protectionnisme :**

Selon Jadhish Baghwati (1991) et Ann O. Krueger (1985), ce sont des groupes de pression qui influencent la politique commerciale et les choix en la matière sont plus dictés par l'intérêt des lobbies que par la considération des coûts et bénéfices nationaux.

J.Baghwati (1991), développe le concept « d'activités directement improductives » de recherche de rentes « rent seeking ». Ainsi aux pertes classiques dites de poids mort qu'induit la protection en faussant les décisions de production et de consommation, les économistes ajoutent une estimation des coûts imputables à tous ceux qui font pression pour obtenir ou conserver des licences d'importations ou autres passes droits.

Si ces arguments sont corrects, il est préférable de plaider pour un libre échange sans exception, bien que, sur la base de principes purement économique, le libre-échange ne soit nécessairement toujours la meilleure politique concevable.

Nous pouvons compter six arguments en défaveur du libre-échange :

1. L'argument des termes d'échange : il s'appuie sur l'avantage que procure un droit de douane optimal pour un grand pays. Pour un droit de douane suffisamment faible, le gain de terme d'échange doit dépasser le coût. Par conséquent le bien-être d'un grand pays est plus élevé avec un droit de douane optimal qu'en situation de libre-échange.

Seulement ce qui est envisageable dans le cas d'un grand pays ne l'est pas pour la majorité des PED qui ont très peu de possibilités voire pas de possibilité du tout d'affecter les prix mondiaux des biens importés ou exportés.

2. protection des industries naissantes et vieillissantes : Cette thèse (qui sera exposé plus largement par la suite) souligne l'importance des coûts fixes et des phénomènes d'apprentissage dans les activités industrielles et l'obligation de protection des industries naissantes.

En effet, l'existence d'économies d'échelle procure un avantage de compétitivité aux pays qui se sont engagés les premiers dans cette industrialisation. Les pays à industrialisation plus tardive supportent au contraire des coûts plus élevés qui empêche l'essor des « industrie dans l'enfance ».

La protection des industries en place, menacées par une forte concurrence étrangère « les industries vieillissantes » s'inspire du même type d'argument que celui avancé par F. List mais associé à un contexte exactement opposé. Une aide publique ou une protection temporaire peut permettre à une industrie de se restructurer ou se redéployer en vue de reconquérir sa compétitivité. La protection peut être aussi un acte social afin de préserver temporairement des postes d'emploi dans le cas cette fois « d'industrie mourantes »

3. Le paradoxe de West-Graham : en 1923, F. D. Graham, met à mal la théorie du libre-échange en reprenant l'analyse d'E. West(1815).

Graham, examine deux activités : l'une à rendements fortement décroissants (blé), l'autre à rendements faiblement croissants (horlogerie). Le pays qui se spécialise dans la production céréalière va voir ses coûts de production augmenter dans les deux secteurs. Le contraire se produit pour le partenaire qui va se spécialiser dans l'horlogerie.

Le paradoxe de West-Graham montre que le processus de spécialisation sur la base des avantages comparatifs peut être désastreux pour le pays qui se spécialise dans une activité à rendement décroissant comme l'extraction minière et l'agriculture. Ce paradoxe dénonce les dangers d'une spécialisation primaire, particularité des PED. Puisque ces derniers disposent d'abondantes ressources du sol et du sous-sol, le critère de l'avantage comparatif indique un avantage à développer la production et l'exportation de produits primaire or une telle spécialisation peut induire une perte d'efficacité dans l'allocation des ressources et une régression du bien-être.

4. L'avantage comparatif à long terme : La théorie classique et néoclassique montre qu'en analyse statique, la spécialisation selon l'avantage comparatif est la plus avantageuse. C'est une analyse selon les données du moment : coûts, prix et productivité, c'est ce que l'on nomme « l'avantage court »<sup>13</sup>.

Pour démontrer la supériorité du libre-échange il aurait fallu que l'avantage court engendre nécessairement un « avantage long ». Or la théorie classique avec l'hypothèse des coûts constants et la stabilité des conditions de production fait fi de l'évolution à long terme de cet « avantage court ».

La meilleure politique commerciale n'est donc pas nécessairement celle qui exploite au mieux les dotations et les coûts initiaux, mais celle qui fait le meilleur usage des économies d'échelles et des externalités.

5. La politique commerciale stratégique : la politique commerciale stratégique initialement développée par Brander et Spencer en 1985 a été popularisée par P. Krugman en 1987. La concurrence imparfaite se traduit par le fait que les entreprises peuvent prélever des « rentes ». Dans le cadre d'un marché parfait, de telles rentes sont résorbées par le jeu de la concurrence entre les firmes. L'idée de la politique stratégique défrichée par Brander et Spencer consiste à dire qu'un gouvernement qui pratiquerait une politique commerciale légèrement interventionniste pourrait obtenir pour son économie une plus grande part de ces rentes. L'industrie aéronautique étant un exemple type.

La théorie de la PCS démontre que dans les secteurs caractérisés par d'importantes économies d'échelles statiques (liées par exemple à d'importantes dépenses en R&D) et dynamiques (processus d'apprentissage), et soumis à une concurrence oligopolistique, le libre-échange n'est pas nécessairement optimal.

---

<sup>13</sup> Terme utilisé par M. Bye cité par L. Abdelmalki p37.

Selon René Sandretto : « En théorie, la politique commerciale stratégique (PCS) peut être (nationalement) supérieure au libre-échange cependant, le libre-échange n'est pas « dépassé » mais il n'est plus ce qu'il était : « *Il n'est plus l'optimum absolu (first best), il est le second best* <sup>14</sup>.

6. le managed trade : La présence de dysfonctionnements sur les marchés, le marché du travail par exemple avec absence d'équilibre ou le marché du capital avec inefficience de l'allocation des ressources entre autres, n'est pas calculés lors de l'analyse coûts-bénéfices d'un droit de douane. Par exemple, la production d'un bien dans un secteur donne une expérience qui améliore la technologie de l'économie dans son ensemble. Le bénéfice social marginal qui en découle, n'est pas capturé par le surplus du producteur, c'est précisément ce point qui va arguer en faveur de l'interventionnisme commerciale.

Contrairement à la PCS qui est une politique de *rent seeking*, politique qui vise à capter la rente liée à la structure oligopolistique de certains marchés ; le *Managed Trade* est fondé spécifiquement sur des externalités technologiques génératrices d'effets d'accumulation, qui à long terme va consolider la compétitivité des industries nationales.

La théorie du *Managed Trade* de L.Tyson (1990) souligne le rôle des externalités diffusées sur les autres secteurs par les industries de haute technologie. L'importance de ces retombées économiques et technologiques de ces industries sur l'ensemble de l'économie nationale justifie que le sort de ces secteurs, stratégiques pour le devenir de la productivité à long terme, ne soit pas laissé au seul jeu des mécanismes de marchés de plus en plus globalisés. Ces industries à fort potentiel de croissance doivent être promues par un soutien de la R&D et par la conclusion d'accords de commerce organisé comme la mise en place de quotas à l'exportation (RVE) ou l'expansion volontaire d'importation.

L'analyse statique du protectionnisme démontre l'inefficacité économique de cette politique cependant l'existence d'exceptions et de remarques critiques (List, Graham, Tyson) laissent entrevoir que le libre-échange pourrait ne pas être la solution optimal et qu'au contraire la protection pourrait bénéficier de justifications théoriques. Car l'histoire économique fait état de périodes protectionnistes prospère, c'est ce qui a donné lieu à des

---

<sup>14</sup> In: Borel X, Themejian K et Velay P.

recherches sur la relation protectionnisme-croissance et qui ont abouti au paradoxe de Williamson (2001).

## **SECTION 2 : Protectionnisme-croissance quel constat ?**

Il y a plus de trente ans Paul Bairoch (1972) a soutenu que les pays protectionnistes du 19<sup>e</sup> siècle enregistraient une croissance plus rapide.

L'échantillon de Paul Bairoch quoi que réduit à quelques pays de l'Europe et à la période pré 1914 fut confirmé plus tard par Irwin(2002), Williamson (2001), Clemences et O'rourk (2008) lesquels se sont intéressés à cette relation paradoxale : croissance-protectionnisme, observée à cette époque. Ces auteurs apportent aussi quelques éléments de réponses concernant cette fois l'échec du développement autocentré des PED.

Le paradoxe de Bairoch a conforté le principe du protectionnisme éducateur de F. List. Effectivement il a démontré que la croissance des pays industrialisé au dix-neuvième siècle a augmenté en présence de protections tarifaire. Cette constatation est reprise par d'autres auteurs.

Nous pouvons retenir deux éléments essentiels du papier de Williamson et Clemences (2001) :

La première concerne la période entre les deux guerres mondiales, un intervalle protectionniste à laquelle correspond une forte croissance, Le taux moyen de protection est même la variable la plus significative en comparaison avec d'autres déterminants de la croissance. Puis cette relation forte et positive va, après les années 1920, décliner et sera moins importante comparativement à ce qui a été enregistrer auparavant. Elle va carrément s'inverser après les années 1950.

La deuxième remarque concerne la relation protectionnisme-croissance, alors qu'elle est forte et positive pour les pays riche du nouveau monde (USA, Canada, Australie), elle est faible et négative pour les pays pauvres (la périphérie).

Cela nous intéresse car il est évident que le protectionnisme tout comme le libre-échange d'ailleurs n'ont pas dans le temps et l'espace les mêmes implications pour les nations.

Qu'est ce qui fait que le paradoxe « de Williamson » existe et est significativement positif avant 1914 et pendant l'entre deux guerre mais qui disparaît vers les années 1950 ?



J La tendance au protectionniste avant 1940 : L'existence de marchés à l'exportation des biens manufacturés en pleine expansion a dopé les exportations des pays d'Europe et de l'Amérique du nord protectionnistes. dès lors la libéralisation commerciale ne représentait plus la pierre angulaire pour achever l'industrialisation. Dans de telles conditions l'ISI aurait été porteuse de gains.

A partir des années 1970 les marchés caractérisées par une forte concurrence, l'effet du paradoxe est inversé.

J Le pays qui a recours au protectionnisme doit être prêt à l'industrialisation : La dotation factorielle joue un rôle prépondérant, en plus le pays doit faciliter le transfert des facteurs de production vers les activités à forte productivité.

Dans la même logique, en mesurant l'impact des barrières tarifaires sur la croissance pour cette période, Irwin (2002), trouve un lien faiblement positif, et qui varie selon les pays et dépend du niveau initial du revenu et de l'avantage comparatif. La productivité marginale dans l'industrie étant plus élevée, les pays ayant réussi par une politique tournée vers l'intérieure sont ceux qui ont pu accélérer le transfert de la main d'œuvre du secteur agricole vers le secteur industriel en imposant des tarifs élevés sur les biens de ce dernier secteur tandis que d'autres l'on freiné en imposant les biens agricoles.

En plus Williamson relève que les pays spécialisé dans la production de matières première et importateur de biens manufacturiers connaissent un taux de croissance plus lent comparativement aux pays du noyau (France, Grande-Bretagne, Allemagne, USA)

Il y a une déconnection fondamentale entre les travaux théorique et empirique concernant la relation politique commerciale et croissance. Il y a cependant un point sur lequel la théorie s'entend : les échanges et le protectionnisme modifient l'allocation interne des ressources.

D'une manière générale, à partir du moment où la protection réduit la production du bien sur lequel le pays détient un avantage comparatif et augmente la production du bien pour lequel le pays a un désavantage comparatif, nous pouvons dire qu'au regard de la théorie statique la protection réduit le bien être. Mais ceci dit abstraction est faite sur la *nature* des biens qu'une économie peut importer ou exporter.

Nous pouvons remarquer dans des travaux tel que présentés par Irwin (2001) et Clemens and Williamson (2004) que le taux de croissance est régressé sur le taux moyen

de protection comme si l'ensemble des pays de l'échantillon importaient des biens et services similaires et cela n'est évidemment pas le cas. Ce choix de variable de régression ne concerne pas uniquement les travaux relatifs à la période du dix-neuvième siècle mais concerne aussi des intervalles plus récentes avec les travaux de Sachs et Warner (1995) et ceux rapportés par Rodrik et Rodriguez (2001).

Pour O'Rourke et Lehmann (2008), l'impact de la protection sur la croissance dépend de la manière dont elle va affecter les ressources. Elle pourra les diriger vers des activités qui vont générer une croissance à long terme ou bien les détourner de ces activités. Pour cela il ne s'agit plus de traiter la problématique de l'impact du protectionnisme en utilisant un agrégat unique comme le taux de protection moyen.

Contrairement aux auteurs comme Irwin et Williamson ils distinguent trois catégories de droits tarifaires celle qui concerne les biens agricoles, celle des biens industriels et enfin les biens dits exotiques comme le café et le sucre. Cette décomposition tarifaire permet de mesurer l'effet d'un droit de douane sur chaque secteur.

La protection des biens agricoles a un effet négatif sur la croissance par contre elle est positivement associée à la croissance lorsqu'elle concerne les biens industriels.

Même si la période d'étude choisie se concentre sur le dix-neuvième siècle et même si elle ne concerne qu'un échantillon réduit de pays, la constance des signes des coefficients de régressions protection-croissance de O'Rourke et Lehmann est cohérente au regard de la théorie qui prédit que le secteur industriel est source de croissance en comparaison au secteur agricole où la productivité est moindre.

Les résultats supposent aussi que les économies du centre ont cru plus fortement en accélérant le transfert de la main d'œuvre du secteur agricole vers le secteur manufacturier et cela en protégeant le secteur industriel alors que la protection du secteur agricole aurait par contre, retardé cette migration.

En fait l'impact de la protection du secteur industriel est globalement positif sur la croissance mais dépend fondamentalement de la catégorie de biens que l'on protège et de la structure de l'économie (niveau initial de revenu, dotation factorielle et avantages comparatifs).

Ces constatations expliqueraient l'engouement des PED pour la politique tournée vers l'intérieur.

Nous pouvons formuler quelques remarques sur le fait que ces travaux n'incluent pas l'ensemble des déterminants de la croissance dans les régressions (les statistiques n'étant pas disponibles dans leur ensemble). Par ailleurs, les structures de marchés ne sont pas les mêmes, les coûts de transports ont considérablement baissés alors que le niveau du taux moyen de protection a augmenté augmentant par la même occasion le nombre de mesures de rétorsion. Cependant ces articles nous permettent d'expliquer pourquoi dans les années 1950 la politique autocétré des PED a échoué.

- ) Ces derniers n'ont pas bénéficié à cette époque d'effets de départ comme les économies du Nord lorsque l'industrialisation s'est mise en marche. Par exemple lorsque les pays d'Amérique Latine tentent de s'ouvrir, ils subissent un environnement très compétitif tandis que les pays d'Asie ont bénéficié de marchés relativement ouverts et peu soumis à cette pression. Il faut noter que le timing importe beaucoup en matière de politique commerciale.
- ) En plus la protection d'une industrie ne peut être avantageuse que lorsqu'elle est temporaire, d'où l'échec des PED ayant opté pour cette solution.
- ) Par ailleurs, alors que la protection de l'industrie a pour vocation première de protéger les secteurs en expansion elle est actuellement plus utilisée pour les secteurs en déclin. Nous retrouvons à ce sujet les auteurs tel que J. Bhagwati et A.O. Krueger qui mettent en avant les effets négatifs du protectionnisme sous toutes ses formes.

Au final qu'elles sont les orientations qui s'offrent aux PED pour enclencher le moteur de la croissance et la maintenir à long terme ? Ont-ils vraiment le choix ?

Lorsque nous savons que les crises économiques récurrentes de ces trente dernières années, l'effet déstabilisateur de la volatilité des monnaies, l'extension du chômage, l'accentuation de la concurrence internationale, la menace supposée des pays à bas salaires, et les profonds déséquilibres de la balance des paiements qui en ont découlé ont renforcé le réflexe protectionniste aussi bien dans les grands pays industriels, soucieux de maintenir leur niveau de vie que dans les pays en voie de développement, soucieux de se protéger de ces mêmes pays développés qui bénéficient d'économie d'échelle.

## **SECTION3 : Analyse hétérodoxes du commerce international**

Dès le XIX<sup>ème</sup> siècle, il existe des opposants aux doctrines libre-échangistes développées dans le cadre ricardien. Ils soulignent les effets négatifs de la concurrence entre des nations qui n'ont pas atteint le même niveau de développement. C'est dans le contexte de la Révolution industrielle, que se développent ces thèses, notamment en Allemagne, aux Etats-Unis et au Japon, qui sont trois pays touchés plus tardivement par cette révolution industrielle, qui font donc plutôt partie de la seconde vague d'industrialisation. Cette section sans être exhaustive retrace l'évolution de la pensée « hétérodoxe » du commerce international.

### **3.1. Le protectionnisme du XIX siècle :**

L'expression la plus connue de ces raisonnements sur les effets négatifs du libre-échange, pour les pays qui démarrent et connaissent donc un retard économique, a été formulée par Friedrich List (1840). Il est partisan d'une union douanière en Allemagne, entre des états, qui n'ont pas encore réalisé leur unité politique avec l'idée que l'unification du marché intérieur va favoriser l'industrialisation, à condition qu'il soit protégé de l'extérieur par des barrières douanières. Il insiste sur le fait que la puissance économique d'un pays vient de sa capacité à développer une industrie, qu'il existe donc des spécialisations plus avantageuses que d'autres et qu'on ne doit donc pas s'en tenir à des avantages comparatifs acquis : il ne suffit pas d'exploiter des avantages acquis, il faut en construire, pour se spécialiser dans des productions avantageuses. Il constate par ailleurs que les écarts de développement sont déjà importants et qu'un pays qui souhaite développer son industrie, source de sa puissance, ne pourra pas résister à la concurrence venue d'entreprises déjà installées depuis longtemps sur le marché et bénéficiant donc de coûts de production inférieurs (grâce aux économies d'échelle et aux effets d'apprentissage). Dans un premier temps, les biens importés seront plus compétitifs que les biens fabriqués sur le marché intérieur. List préconise un " protectionnisme éducateur ", pour les industries " naissantes " ou " dans l'enfance ". Il s'agit donc d'une protection temporaire et dégressive le temps que l'industrie nationale puisse devenir compétitive. La question est de savoir à quel moment lever ces protections.

En toile de fond de cette thèse ou des thèses similaires défendues aux Etats-Unis par Hamilton, il y a l'idée que l'Angleterre est libre-échangiste, parce qu'elle est en avance économiquement et que le libre-échange est profitable aux nations, à partir du moment où

elles en sont au même niveau de développement, et à partir du moment où elles ont pu développer suffisamment leur industrie.

### **3.2. L'école structuraliste et le protectionnisme des PED :**

La tendance protectionniste est réapparue vers les années 1950 à la faveur de l'analyse centre-périphérie, un concept avancé par des économistes du mouvement de la pensée structuraliste notamment Raul Prebisch. Il considère que le sous-développement est la conséquence de la division internationale du travail qui engendre la polarisation du monde entre un centre (les pays riches) et une périphérie (les pays pauvres). L'avancée technologique et la position du centre lui permettent d'organiser à son profit les relations avec la périphérie. En conséquence, les pays de la périphérie se voient cantonnés à l'exportation des produits primaires pour le centre.

C'est ainsi que dès la fin des années 1950 une vague nationaliste s'empare naturellement des pays qui accèdent à l'indépendance, certains vont avoir un recours accru au protectionnisme dans le but de développer leurs industries. Le phénomène se renforce dans les années soixante-dix, Arghiri Emmanuel (1969) et Samir Amin (1973) théorisent la nature de l'échange qui s'effectue entre le centre et la périphérie : il s'agit de l'*échange inégal*.

L'idée commune aux théories de l'échange inégal, est que contrairement à ce qu'affirment les modèles inspirés des avantages comparatifs, tous les pays ne sont pas forcément gagnants au libre-échange, parce que les avantages comparatifs négligeraient les rapports de force internationaux, qui font que certains pays fixent les règles du jeu à leur avantage. Samir Amin, par exemple, insiste sur la différence entre le " centre ", qui fixe les règles du jeu, et la " périphérie ". La domination du centre sur la périphérie, permet le développement de l'échange inégal, qui se fait au profit des pays riches et aux dépens des pays pauvres, il se caractérise par:

-L'inaccessibilité des marchés du Nord.

-La spécialisation des pays du Sud dans la production de biens à faible valeur ajoutée et donc la dégradation des termes de l'échange.

Cette théorie jette les derniers arguments de la politique tournée vers l'intérieur (*inward looking orientation*) des PED. La théorie de l'échange inégal a contribué au retour du protectionnisme et à l'expansion du concept du développement autocentré.

### 3.3. Le protectionnisme des pays industrialisés et le concept du Managed Trade

L'échec des PED à cause des politiques autocentrées et l'avènement de la mondialisation grâce au consensus de Washington n'ont pas totalement mis à mal la théorie du protectionnisme.

Dès les débuts des années 1990, A. Tyson souligne la spécificité de l'industrie de haute technologie qui en fait un cas à part qui ne peut être abordé par l'approche classique du commerce international c'est la naissance du concept *Managed Trade* ou « commerce administré ».

Tyson avance trois principaux arguments pour justifier une intervention publique destinée à soutenir ou promouvoir les industries de haute technologie.

- J) Les barrières à l'entrée et à la sortie : dans les industries de haute technologie, le lancement de la production et, ultérieurement, le maintien de la compétitivité impose l'engagement de lourds coûts fixes de R&D à long terme et dont les bénéfices sont aléatoires. Ces dépenses ont les caractéristiques de coûts qui ne peuvent être récupérés si la firme devait arrêter la production. Même si elle devait sortir du marché. Dans de telles conditions les marchés financiers sont d'une efficacité limitée pour permettre le financement de tel projets, dont les risques sont difficilement évaluables et donc difficilement assurables. Il en résulte une tendance spontanée au sous-investissement dans de telles activités. Par ailleurs ces barrières à l'entrée et sortie caractérisent ces industries d'une concurrence imparfaite, d'autant plus que les innovations génératrices d'inputs confèrent à celles-ci des situations de monopoles. A ce titre l'Etat peut intervenir pour remédier aux obstacles de financement et permettre à ces industries de bénéficier d'économies d'échelles dynamiques à l'abri de la concurrence internationale.
- J) Externalités positives et défaillance du marché : diverses formes de retombées du progrès technique peuvent être recensées: développement de nouveaux produits ou de procédés de production, abaissement des coûts des inputs pour d'autres activités, amélioration de la productivité dans d'autres secteurs, amélioration de la qualité de produits déjà existants et la diffusion des connaissances. Au vue de la situation stratégique qu'occupent ces entreprises dans la production de fortes

externalités positives, et vue l'absence de valorisation marchande de ces dernières qui crée la défaillance du marché, les interventions publiques peuvent être justifiées.

- J) Des industries stratégiques: Elles sont stratégiques parce qu'elles permettent d'une part d'améliorer la rentabilité des autres industries en produisant des externalités de liaison, et d'autre part grâce à leurs situation de monopole elles peuvent capter plus de profits c'est la théorie du « rent seeking ».

Pour toutes ces raisons, les industries de haute technologie méritent une attention toute particulière de la part des pouvoirs publiques elles ne pourraient et sauraient être si elles étaient soumises au seul jeu des mécanismes de marché.

Les analyses hétérodoxes : mercantiliste, listienne, et keynésienne du commerce international permettent de souligner l'importance des rapports de force entre les nations et les effets de domination existant dans le commerce international. Ainsi, selon la théorie de l'économie politique internationale, La politique commerciale ne serait pas le résultat des prédictions de la théorie économique mais plutôt le résultat d'un rapport de force entre nations.

#### ***SECTION4 : L'économie politique internationale et la politique commerciale des PED.***

Nous avons abordé dans la section 2 et 3 par, notamment, les travaux de List, comment certains pays comme la Grande-Bretagne, la France et les Etats-Unis avaient pour des raisons de difficultés sociales économiques ou selon leurs niveaux de compétitivité recours au protectionnisme. Ensuite ces mêmes pays s'ouvraient graduellement afin de bénéficier d'économie d'échelle. Nous nous intéressons ici à la Grande-Bretagne et les USA porteurs du modèle qualifié d'anglo-saxon, modèle économique, social, politique et culturel qui a largement contribué au phénomène de la mondialisation. Le but de cette section est de montrer dans quelle mesure l'économie politique internationale est-elle influencée par le rapport de force entre nation ?

Les relations commerciales internationales se présentent sous la forme d'un mouvement tendant à organiser un ensemble de règles et de principes collectivement acceptés<sup>15</sup>.

---

<sup>15</sup> Kébabdjian Gérard, (1999) p 84.

On peut qualifier de « système international » le modèle organisationnel du commerce international. Ce système international apparaît lorsque nées des interdépendances entre les nations.

L'histoire des faits économiques relate les différents systèmes commerciaux pouvant exister tout en opérant une dichotomie protectionnisme/libre-échangeisme. Ce clivage simpliste brise l'enchaînement historique qui explique la formation du système commercial international tel que nous le connaissons aujourd'hui. Il est impératif de saisir les différences fondamentales qui existent entre les fonctionnalités assurées par les systèmes commerciaux ayant existé en utilisant la théorie des régimes.

#### **4.1 Typologie du système commercial :**

Le mercantilisme :

Le protectionnisme par des entraves à l'importation et des encouragements à l'exportation a été pour les mercantilistes, un outil permettant l'accumulation des richesses<sup>16</sup> qui a servi l'avènement de la révolution industrielle.

Débuté lors de la renaissance, le courant mercantiliste rompt largement avec les valeurs du moyen âge. Selon les mercantilistes, la richesse, uniquement monétaire, provient de la possession de métaux précieux. Le rôle de l'Etat est donc de mettre en œuvre tous les moyens, en favorisant notamment le commerce, permettant cette accumulation de métaux précieux.

Les tendances principales du mercantilisme anglais furent : la protection de l'industrie et de l'agriculture par différentes mesures dont les principales sont les "*corn laws*" qui interdisaient les importations de blé et diverses taxes sur les produits industriels ; l'appui à la colonisation ; l'aide à l'essor de la marine par les actes de navigation de 1651 qui donnaient un monopole aux navires anglais sur le commerce extérieur...

En France, les interventions mercantilistes ne sont que ponctuelles jusqu'à ce que Colbert au XVII<sup>e</sup> siècle, les systématisa en mettant en place un interventionnisme dit « industrialiste ».

---

<sup>16</sup> Perrault Jean Louis, (2005) p2.



Ce mercantilisme met en œuvre une politique industrielle : aide à la création des entreprises par des subventions, des privilèges (comme l'octroi d'une position de monopole) et des commandes de l'Etat ; création directe par l'Etat de nombreuses entreprises.

Ce sont des gouvernements interventionnistes qui ont jetés les bases de la révolution industrielle. Ainsi le colbertisme par exemple a dessiné la carte industrielle de la France (forges, arsenaux, manufactures...).

Malgré le protectionnisme des Etats le mercantilisme a permis l'éclosion du capitalisme en organisant, en stimulant et en protégeant. Tout cela a été favorable à l'essor de l'initiative privée.

C'est seulement après cette période de construction que le libéralisme commerciale tel que le présentait la théorie du commerce international est apparu pour renforcer le développement de ces nations.

Le mercantilisme est une politique économique qui certes bride les importations dans le but de :

- ) Réduire l'approvisionnement extérieur au minimum et réduire les dépenses
- ) favoriser les produits domestiques et annihiler la concurrence étrangère.

Mais d'une certaine manière c'est aussi une politique tournée vers l'extérieure car le mercantilisme vise à dégager des recettes d'exportation et cherche à conquérir les marchés extérieurs. L'Etat joue donc un rôle central, c'est un Etat entrepreneur l'objectif étant de développer une spécialisation de l'économie nationale. C'est une spécialisation « construite » grâce à une politique industrielle d'où émerge un avantage comparatif.

Le mercantilisme suppose une politique industrielle intérieure volontariste (colbertisme), déconnecté des conditions de la concurrence internationale.

**Le protectionnisme :**

Le protectionnisme stricto-sensu c'est une politique qui protège l'industrie nationale et est tournée vers les marchés intérieurs. Contrairement au mercantilisme il se désintéresse de l'aspect revenu et peu s'ouvrir partiellement aux importations si celles-ci sont nécessaires à l'industrialisation de l'économie. Le mercantilisme obéi à une optique marchande lorsque le protectionnisme est guidé par une optique productiviste.

Concernant les importations et la fonction d'approvisionnement, le système protectionniste ne cherche pas l'autosuffisance et ne désire pas prohiber toute forme d'importation. Au contraire, c'est un système qui, jusqu'à un certain point, fait appel aux importations car il intègre celles-ci dans sa stratégie de développement. Avec des droits de douanes faibles ou modérés le pays met en place une stratégie d'industrialisation par substitution d'importations. C'est une stratégie qui a une dimension de politique industrielle.

Le protectionnisme suppose donc des importations non nulles mais plus ou moins taxées. Les taxes doivent être suffisamment faibles pour rendre possibles les importations et en même temps suffisamment élevées pour assurer des rentrées fiscales significatives. Le système mercantiliste été quant à lui prohibitif en ce sens qu'il ne permettait pas d'augmenter les recettes budgétaires et se contentait de s'opposer à toute sortie du revenu en contre partie des importations.

Le protectionnisme est donc un système de distorsion de concurrence tandis que le mercantilisme est un système de refus de concurrence.

Le pays pratiquant une politique protectionniste a la possibilité de choisir sa spécialisation par l'intermédiaire des taux de protection, ce qui définit une forme d'internalisation particulière des relations internationales dans les structures intérieures. Il y a donc une division internationale du travail caractéristique d'un système protectionniste.

Le libre-échange :

Le libre échange est un système totalement exempté de droits de douanes, de normes phytosanitaires et sociales ainsi que de subventions toutes catégories, c'est un système qui n'existe pas encore car il supposerait l'absence total de toute politique industrielle. Les structures industrielles seraient donc déterminées par la concurrence internationale et non par le gouvernement et la spécialisation serait la résultante d'avantages comparatifs hérités. En d'autres termes, les conditions d'internalisation du régime international seraient maximales.

Si le libre-échange tel décrit précédemment n'a jamais existé comme régime international, il est depuis le consensus de Washington au centre des interrogations et des débats actuels. Les relations commerciales tendent de plus en plus vers une généralisation d'un système caractérisé par l'uniformisation et l'internationalisation des politiques économiques.

Comment sommes-nous arrivés à la formation d'un système commercial international dominant à partir de dynamiques nationales indépendantes ?

La hiérarchie des pays et les grandes puissances, joue-t-elle un rôle dans la formation d'un courant dominant ?

L'économie politique internationale (l'EPI) apporte des explications là où la théorie économique n'apporte aucun éclaircissement.

*Pour l'économie politique internationale, les phénomènes économiques internationaux résultent autant de facteurs économiques que de facteurs politiques. Ils sont même prédéterminés par les relations de pouvoir à l'échelle internationale, des relations ordonnées par les Etats-nations et les grands opérateurs privés et, pour une part cristallisées dans des « institutions » de l'économie internationale<sup>17</sup>.*

L'EPI est donc une discipline qui joint à l'approche microéconomique la sphère politique avec ses intervenants Etats-nations, groupes de pressions et les institutions de Bretton woods.

Ainsi l'EPI démontre d'abord que les relations commerciales internationales forment sous certaines conditions, un système. Elle présente ensuite une série d'analyses cherchant à rendre compte du fait historique que l'émergence d'un système commercial international ouvert a toujours été associée à une hégémonie.

Pour l'EPI (américaine), portée par Robert Gilpin, Robert Keohane, Stephen Krasner, les Etats ont toujours été et restent les acteurs dominants de l'économie mondiale. Ils exercent un pouvoir dit « relationnel » car il s'exprime dans un affrontement direct entre les acteurs. Il est déterminé par la mesure de leurs ressources matérielles (population, territoire, capacité militaire) et repose d'abord sur la force. Les chercheurs qui s'en réclament souhaitent promouvoir la coopération interétatique dans le cadre d'organisations internationales qui doivent faire comprendre à tous les vertus d'une économie mondiale libéralisée.

Pour l'EPI (canadienne), menée par Robert Cox, la mondialisation est le résultat d'une nébuleuse regroupant les éléments d'une classe dirigeante transnationale alliant les hauts responsables des Etats et du secteur privé. Le pouvoir de cette classe dirigeante s'exprime

---

<sup>17</sup> Kébabdjian Gérard, 1999. p 8

dans sa capacité à contrôler les rapports de production et l'Etat, à créer les conditions d'un consensus idéologique en sa faveur et à cristalliser l'ensemble dans des institutions internationales à leur service. Cette classe transnationale dominante impose à l'ensemble du monde un « néolibéralisme disciplinaire », un ordre global fondé sur la primauté des relations de marchés imposées dans toutes les formes de relations sociales.

Quand à Susanne Strange l'analyse de la hiérarchie mondiale des pouvoirs reste une étape essentielle de compréhension de la mondialisation.

Les trois écoles s'accordent à définir la mondialisation comme la concrétisation d'une idéologie imposée par un groupe détenant un pouvoir hégémonique, à priori nous aurons compris qu'il s'agit d'Etats mais aussi d'institutions internationales et plus encore de groupes de pressions.

#### **4.2 La théorie des régimes :**

La théorie des régimes a essentiellement été appliquée pour comprendre les coalitions qui se forment au sein du commerce international et dans le cadre des régimes monétaires. Elle a cherché dès le début des années quatre-vingt à conceptualiser des interrogations sur la coopération internationale. Pour Krasner (1983)<sup>18</sup>, les régimes « sont des ensembles explicites ou implicites de principes, de normes, de règles et de procédures de prise de décision autour desquelles les anticipations des acteurs convergent dans un domaine donné des relations internationales »

Les principes et normes constituent les éléments permanents d'un régime : ils se réfèrent au système de valeurs fondamentales partagées par un groupe de pays c'est à dire aux finalités du régime : les buts fondamentaux (principes) et les droits et obligations (normes). Les règles et procédures de décision se réfèrent, de leur côté, aux instruments du régime, donc à des éléments qui peuvent être variable dans un régime. Les règles sont des prescriptions pour l'action. Les procédures de décision concernent les pratiques en vigueur pour la formation des choix collectifs.

Par exemple, le principe de non-discrimination ou la clause de la nation la plus favorisée font partie des principes constitutifs de l'OMC ils sont immuables ils constituent la

---

<sup>18</sup> Cité par Kébabdjian. 137.

philosophie fondamentale du régime, alors que les procédures d'abaissement des barrières tarifaires peuvent varier sans remettre en cause l'existence même de ce régime.

L'objet principal des théories des régimes demeure toutefois la coopération interétatique en matière de gestion de l'économie mondiale. L'idée est que les États, en particulier du fait de l'interdépendance des économies nationales, de la présence d'externalités et de biens collectifs, ont un intérêt commun à coopérer dans la gestion de l'économie mondiale. Cet intérêt se manifeste notamment dans le maintien d'un système commercial ouvert et d'un système monétaire et financier stable, perçus comme deux conditions structurelles de la prospérité des nations.

Un régime est donc plus qu'un système international dans la mesure où il traduit une certaine intériorisation des principes, normes et règles par les acteurs étatiques. Par ailleurs un tel régime international, naît durant la période d'hégémonie incontestée d'un leader.

Cet état de fait est surtout constaté durant la période s'étalant de la fin des années soixante-dix jusqu'au début des années deux mille.

### **4.3. L'avènement du consensus de Washington :**

La théorie du régime est souvent assimilée à celle de la stabilité des relations internationales et c'est de ce point de vue que les institutions multilatérales, FMI, Banque Mondiale et OMC plaident entre autre pour un système commercial ouvert qui est seul apte à maintenir une stabilité mondiale notamment après la stagflation des années 1970 suivie par la crise d'endettement des débuts de la décennie 1980. Cette théorie fut notamment avancée par C. Kindleberger au début des années soixante-dix : La suprématie écrasante d'un pays est nécessaire pour l'existence d'une économie mondiale ouverte et stable. Un tel État hégémonique sert à coordonner et discipliner les autres pays de sorte que chacun puisse se sentir en sécurité et ouvrir ses marchés<sup>19</sup>.

Face aux défaillances des PED dans leurs stratégies autonomes de développement révélées par la crise de la dette des années 1980, et pour les aider à surmonter leurs blocages structurels et rembourser leurs dettes, les institutions financières internationales, en premier lieu le FMI et la Banque mondiale, prennent la relève de la CNUCED dans la politique de développement et réagissent en soumettant leurs prêts à des conditionnalités : ce sont les «

---

<sup>19</sup> Milner Helen V, p2.

politiques d'ajustement structurel » (PAS). Il est significatif de noter qu'à partir des années 1980, la part des prêts de ces institutions financières internationales va croître de manière très importante dans la dette extérieure totale des PED, au détriment des banques privées.

À l'origine, ces plans sont des mesures conjoncturelles édictées par le FMI pour garantir le remboursement des prêts : c'est la stabilisation. Mais ils vont devenir progressivement un véritable modèle de développement libéral devant s'appliquer à n'importe quelle économie en développement, s'opposant en cela aux thèses structuralistes et renouant avec le modèle de Rostow. Les PAS illustrent le changement de rôle des institutions internationales au cours des années 1980 : de garantir la stabilité financière mondiale comme il était prévu dans ses statuts de 1944 (stabilisation), le FMI se donne alors comme objectif d'assurer la sortie du sous-développement des PED par l'application de mesures structurelles modifiant en profondeur l'organisation économique de ces pays (ajustement). Ce corpus théorique est basé sur deux hypothèses fortes : le sous-développement et l'échec des stratégies de développement autocentrées sont causés par une place trop importante de l'État dans l'économie (affectation sous-optimale des ressources du fait de l'absence des mécanismes de marché) et une trop faible ouverture au commerce international. Ces plans vont donc prôner l'adoption de mesures structurelles pour favoriser le développement. Ces mesures sont réunies au sein du « consensus de Washington ».

Cette expression a été inventée par l'économiste américain James Williamson pour qualifier l'ensemble des mesures structurelles accompagnant les prêts du FMI et de la Banque mondiale aux pays en développement. C'est le principe de conditionnalité des prêts. Cette conditionnalité peut se résumer en trois principes (libéralisation, privatisation, dérégulation)

Les PAS vont devenir la norme des stratégies de développement des pays du Sud : Les politiques de développement définies par les institutions de Bretton Woods vont bénéficier de l'appui de l'Organisation mondiale du commerce, créée en 1995, car elles partagent un postulat commun : le développement passe par une ouverture croissante au commerce international. Ainsi, à partir de l'Uruguay Round, les PED ne vont plus bénéficier du traitement de faveur qui leur permettait d'être exemptés de certaines mesures d'ouverture commerciale au nom de la fragilité de leur développement, ou de bénéficier de la clause de la nation la plus favorisée. L'ouverture étant, selon la théorie néoclassique, facteur de spécialisation, de gains de productivité et de transferts de technologie (exemple des NPI asiatiques mis en avant, notamment par Krueger et Bhagwati), les PED doivent appliquer les

règles de l'OMC au même titre que les pays développés (d'autant que ces derniers réclament cette égalité de traitement du fait de la concurrence croissante des pays émergents). Mais les concepteurs et les promoteurs des PAS oublient que les pays développés ainsi que les NPI avaient bénéficié d'un protectionnisme initial avant leur ouverture commerciale.

## **CONCLUSION DU PREMIER CHAPITRE :**

La protection commerciale, peut prendre différents aspects : Allant du simple tarif douanier en passant par la subvention à la production, la subvention de la recherche et des secteurs stratégiques, jusqu'aux barrières non tarifaires. Si l'impact négatif de la protection sur le bien-être a été largement démontré, l'analyse hétérodoxe du commerce international démontre que les grandes puissances économiques en ont largement usité pour favoriser la croissance de leurs industries et continuent à le faire. Avant la crise de 2008, pour la plupart de ceux qui gouvernaient l'économie mondiale (décideurs des pays développés, chefs de grandes entreprises organisations économiques internationales), les pays en développement (PED) devaient adopter les "bonnes" politiques économiques et les modèles institutionnels dont les nations développées se targuent d'appliquer. Par exemple : la libéralisation du

commerce et des investissements, ou une protection légale des brevets et de la propriété intellectuelle.

Beaucoup d'observateurs se sont, certes, penchés sur le caractère approprié de ces réformes et de ces institutions pour les PED ; mais ils se sont rarement demandé si ce sont bien ces voies-là que les pays développés ont empruntées pour s'enrichir.

Or, les pays riches ne se sont pas historiquement développés en s'appuyant sur les réformes qu'ils prescrivent aujourd'hui.

L'Angleterre et les Etats-Unis, censés avoir atteint les sommets de l'économie mondiale grâce à leurs politiques fondées sur la liberté des marchés et la libéralisation commerciale, sont en fait les pays qui ont utilisé le plus agressivement ces instruments (Heffer J (2003)). Entre le milieu du XIXe siècle et la deuxième guerre mondiale les Etats-Unis, ont constitué l'économie la plus fortement protégée du monde (O'rourke & Lehmann, 2008, pages 22, 23). Ce furent des penseurs américains tels qu'Alexander Hamilton, le premier secrétaire au Trésor des Etats-Unis, qui les premiers élaborèrent systématiquement l'argument dit des "industries naissantes", justifiant la protection des entreprises manufacturières dans les pays moins développés. En protégeant leurs industries, les Américains allaient contre les conseils d'éminents économistes tels qu'Adam Smith et Jean-Baptiste Say. Cependant, ils savaient que la Grande-Bretagne avait acquis son avance économique grâce aux mesures de protection et aux subventions, et donc ils devaient prendre la même voie s'ils voulaient parvenir à concurrencer les industries européennes.

L'analyse hétérodoxe du commerce international démontre que les grandes puissances d'aujourd'hui ont bénéficié d'une avance sur les autres pays grâce à leur protectionnisme. Certains auteurs ont même démontré que cet usage a eu un impact positif sur la croissance de ces pays.

A ce jour, la nouvelle théorie du commerce international fait état des exceptions liées à la concurrence imparfaite qui justifie l'interventionnisme. Il s'agit de la politique commerciale stratégique et du *managed trade*. Rappelons que les deux sont liées aux spécificités de pays développés et ne peuvent concerner les pays les plus pauvres.

On peut alors logiquement se demander si les recommandations faites aux PED depuis les années 1980 par les pays riches n'avaient pas l'objectif de bénéficier de marchés ouverts à leurs exportations. Car c'est bien au moment du deuxième choc pétrolier que ces pays ont commencé à mettre la pression sur les PED afin que ceux-ci adoptent les préceptes du consensus de Washington. Cette période coïncide d'un côté à la crise d'endettement des PED et d'un autre côté à la stagflation des pays développés.



Ceci nous a naturellement guidés vers le concept d'économie politique internationale et sa relation avec le régime commerciale internationale. Nous pouvons constater que l'ouverture commerciale telle que proposée par le consensus de Washington est une doctrine nait de l'hégémonie d'un groupe de nations et n'est pas la résultante d'un modèle de développement ou d'une théorie qui serait valide pour l'ensemble des nations.

Le résultat en est que les PED se retrouvent dans l'obligation d'appliquer des règles qui ne correspondent pas toujours à leurs spécificités et qui parfois même freinent leurs développements. Cela est dut notamment aux coûts élevés de la transitions : de la mise à niveau des entreprises ; des institutions, de mise en conformité des produits, des baisses de recettes douanières, augmentation des importations de biens de large consommation. Alors que ces pays ont besoin d'un audit de l'industrie domestique, de leurs avantages comparatifs et révélés pour déterminer une politique industrielle à même de créer de la richesse et de la croissance.

Depuis la fin de la décennie 1990 et l'épuisement du paradigme néolibéral synthétisé par le « consensus de Washington » les PED ne croient plus aux recettes universelles et s'organisent au sein même de la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED) pour faire valoir la spécificité de leurs économies. L'idée de marge de manœuvre politique (policy space) dans la définition des politiques de développement gagne du terrain, contre l'application brutale des règles de l'économie de marché. Si les PED ont la latitude d'adopter les politiques économiques et les institutions les mieux appropriées à leurs conditions spécifiques, ils seront aptes à développer les facteurs de croissance et de créer de la richesse. A ce propos Rodrik souligne que l'intégration dans l'économie mondiale ne doit plus être considérée comme la meilleure des politiques de développement. Au regard du coût de l'adhésion à l'OMC ou n'importe quel accord multilatéral, il faut raisonner en terme d'efficacité comparée de la politique d'ouverture des économies, et d'autres politiques comme des programmes d'éducation de la population ou des programmes d'aides à la recherche et l'innovation.

A long terme, ces politiques alternatives bénéficieront aussi aux pays riches, en augmentant leurs opportunités en matière de commerce et d'investissement.

Il faut retenir de ce chapitre que le protectionnisme ne se limite pas aux tarifs, le gouvernement peut choisir divers formes d'interventionnisme dès qu'il s'agit de favoriser une industrie ou un secteur stratégique. Cependant ses effets peuvent être positifs ou négatifs. Ils seront négatifs s'ils ne permettent pas de répondre à une stratégie de développement économique ou bien au pire des cas lorsqu'il y a absence de stratégie et de politique

industrielle. Auquel cas le seul bénéfice tiré de cette protection sera l'augmentation des recettes fiscales tout en laissant les industries à l'abri de la concurrence, les conduisant à la léthargie.

## **CHAPITRE2:OUVERTURE ET CROISSANCE**

L'ouverture commerciale a toujours été assimilée à la croissance. Si la théorie classique de la croissance établie laborieusement ce lien positif, la croissance endogène elle, a ouvert des voies multiples. Nous ne comptons plus les études et papiers dans le domaine, nous nous contentons dans ce chapitre d'explorer les apports d'auteurs de référence pour cerner et identifier les canaux à travers lesquels l'ouverture agit sur la croissance.

Il était quasiment impossible voir inconcevable de traiter des effets de la politique commerciale sur la croissance sans aborder par la même occasion les théories de la croissance et cela parce que les deux étant fortement liées.

Nous tentons d'établir l'évolution chronologique de la théorie de la croissance d'une manière synthétique et non exhaustive afin de mettre en relief le parallèle entre cette dernière et la théorie du commerce international.

La théorie de la croissance a connu une longue léthargie durant les années 70 où la question ne sollicitait guère l'attention des économistes. La stagflation qui a suivi le premier choc pétrolier a réellement boosté les recherches dans ce domaine. D'autre part, la nouvelle théorie du commerce internationale a contribué à la levée des hypothèses restrictives du modèle de croissance de Solow (1956). S'en est suivi un nombre considérable d'écrits et d'articles qui tentent de définir le mécanisme de la croissance.

D'une manière générale il y a deux grandes écoles de la théorie de la croissance : néoclassique et endogène.

La principale innovation introduite par les modèles de croissance endogènes est de permettre de distinguer le taux de croissance des variables par tête du trend exogène de progrès technique supposé. Le gain ainsi réalisé pourrait paraître mineur, car, in fine, le taux de croissance de l'économie sera toujours déterminé par des variables exogènes. Néanmoins, le terme endogène, plus qu'à la solution de croissance stationnaire décrite par les modèles, se réfère aux mécanismes qui l'engendrent.

Ainsi le message majeur de ces « nouvelles » théories est de considérer la croissance comme un phénomène endogène, résultant du fonctionnement décentralisé de l'économie et non d'un progrès technique exogène, surajouté au modèle, l'économie peut alors atteindre une croissance perpétuelle par ses forces internes.

Il ne s'agit pas d'opposer le modèle néoclassique au modèle de croissance endogène même si ce dernier intègre des phénomènes certes souvent laissés de côté par les analyses néoclassiques traditionnelles, la démarche méthodologique de la croissance endogène se situe dans le fondement microéconomique de la macroéconomie par l'adoption de comportements rationnels d'agents maximisateurs.

Il va de soi que la démonstration du lien entre ouverture et croissance passe d'abord par l'élaboration d'un modèle. La présentation des modèles qui suit a un double objectif d'une part rappeler le mécanisme de croissance et ses déterminants à long terme et d'autre part saisir pour nous, la méthode adéquate qui va nous permettre justement d'introduire l'ouverture comme variable explicative de la croissance. Mais avant cela quelques généralités sur les effets du commerce international sur le bien-être.

## **SECTION1 : Généralités sur les effets de l'ouverture**

Depuis le début des années 1950 le commerce international a connu un essor très important : l'augmentation des échanges internationaux est plus forte que celle de la production mondiale cette augmentation a surtout profité aux produits manufacturés. Les exportations de services ont aussi beaucoup augmenté. La croissance des exportations mondiales sur la période 1970-2001, montre que le commerce mondial a cru ces dernières décennies beaucoup plus vite que la richesse mondiale. Les échanges se sont donc intensifiés et le degré d'ouverture mesuré par le rapport  $X+M/PIB$  a augmenté. Les échanges mondiaux représentent 10-12 % de la richesse mondiale à la fin des années 1960 contre 24 % au début des années 2000. De même les forts taux de croissance des exportations des pays émergents, de l'ordre de 1054,3 % pour la période 1967-1997<sup>20</sup>, ont fortement contribué à renforcer l'idée selon laquelle l'ouverture constituait une solution aux difficultés des PED.

Mais est ce que ces statistiques représentent les seules arguments sur lesquels repose le consensus de Washington ?

### **1.1. Ouverture commerciale et bien-être, rappel théorique**

L'ouvrage d'Adam Smith date les débuts remarquables<sup>21</sup> de la pensée classique moderne. Pour l'auteur cette richesse dépend largement de la division du travail.

En participant à la division du travail, on peut économiser son travail dans les domaines où l'on est médiocre et lui donner la plus grande efficacité en se consacrant au domaine où l'on excelle. Le résultat est que chacun peut s'offrir un plus grand nombre de biens. Pourquoi fabriquer soit même un bien qui nous coûterait moins cher en l'achetant? A partir de ce raisonnement les échanges entre nations se baseraient sur les avantages en coût que détiendrait chacune d'elles. Cet avantage est absolu pour Smith. Si les échanges vus par Smith accroissent le bien être des nations qui y participent la théorie des avantages absolus exclu du commerce international tout pays qui n'en aurait aucun, c'est David Ricardo qui en 1817 dépassa la limite de la théorie de Smith en introduisant la notion d'avantage comparatif.

Une nation, comme une personne, tire un gain de l'échange en exportant les biens et services pour lesquels il dispose du plus grand avantage comparatif en terme de productivité et en important ceux pour lesquels il dispose de l'avantage comparatif le plus faible. En introduisant la notion de l'avantage comparatif, Ricardo démontre que le commerce entre nations peut être profitable aux deux parties qu'ils aient ou non un avantage absolu. La

---

<sup>20</sup> In : Delgay-Troïse Denis, p 1.

<sup>21</sup> Cantillon avait précédé Smith dans «Essai sur la nature et le commerce en général » en 1734, qui traitait des problèmes essentiels de l'économie. Mais la «richesse des nations » demeure la bible des classiques.

structure des avantages comparatifs est donnée par les coûts comparés ou coûts d'opportunités. Vu sous cet angle la théorie explique le principe de la spécialisation et de l'échange. Mais elle n'apporte aucune réponse concernant la différence de coûts qui existe déjà avant l'échange. C'est la théorie d'Heckscher-Ohlin qui offre la réponse. Fondée sur (1) : les différences dans la disponibilité des ressources en facteurs de productions d'un pays à l'autre et (2) : des différences dans l'utilisation de ces facteurs pour la fabrication des produits d'un produit à l'autre.

Les pays sont supposés ne pas avoir les mêmes dotations relatives de facteurs et donc ne pas obtenir les mêmes coûts relatifs de production. Si le capital est abondant dans le Nord cela signifie qu'il est bon marché comparativement aux prix du même facteur dans le sud. Comme les produits peuvent être élaborés par plusieurs techniques, les coefficients d'input, output dépendent du prix relatif des facteurs de production. Le Nord choisira de produire des biens intensifs en capital tandis que le sud se spécialisera dans des biens intensifs en mains d'œuvre car elle y est bon marché.

Le théorème d'Heckscher-Ohlin peut s'énoncer comme suit : un pays à un avantage comparatif dans le produit qui utilise intensément le facteur pour lequel il a une abondance factorielle relative par rapport à son partenaire commerciale.

Donc si le sud exporte des biens intensifs en travail, quel sera le sort des autres productions intensives en facteur rare ? Quelle sera la conséquence du mouvement des facteurs à l'intérieur du pays ?

L'une des vertus de la théorie des échanges internationaux d'Heckscher-Ohlin est de fournir des prédictions réalistes de la façon dont le commerce international affecte la répartition des revenus entre les groupes représentant les différents facteurs de production (les détenteurs de capitaux ou les travailleurs.) A court terme, tous les groupes liés au secteur en expansion gagneront et tous ceux liés au secteur en déclin perdront.

La conclusion selon laquelle l'ouverture des échanges partage un pays entre gagnants et perdants spécifiques à long terme est l'application d'une relation générale, celle du théorème de Stolper-Samuelson.

En prenant comme exemple le cas du textile, si son prix international du est supérieur au prix autarcique, le Sud se spécialise dans la fabrication et l'exportation du textile. Les producteurs demandent de plus en plus de mains d'œuvre et de moins en moins de capital. La rémunération du travail par rapport au capital va augmenter. Ainsi, lorsque le prix d'un

produit (Y) augmente, la rémunération du facteur qui est intensif dans la production de (Y) augmente et la rémunération du facteur rare baisse.

L'ouverture du pays sur l'extérieur n'est donc favorable qu'à l'un des deux facteurs de production, celui le plus utilisé dans la branche dans laquelle le pays se spécialise. Globalement, le pays est gagnant par rapport à l'autarcie, puisque la collectivité des consommateurs accroît sa satisfaction. On se trouve donc dans une situation de gain global, avec simultanément, une augmentation de revenu réel pour l'un des deux facteurs et une diminution de revenu réel pour l'autre. Il n'y a pas de contradiction entre l'idée d'un gain à l'échange et le théorème de Stolper-Samuelson.

Si l'on admet la longue liste des hypothèses des modèles statiques<sup>22</sup>, le libre-échange égalisera non seulement les prix des marchandises, mais aussi les prix des facteurs d'une manière tel que tous les travailleurs recevront le même salaire et toutes les unités de capital rapporteront la même rente dans les deux pays, quelles que soient l'offre des facteurs et la configuration de la demande dans les deux pays.

En reprenant l'exemple précédant, et le résultat de Stolper-Samuelson, si le Sud se spécialise dans la production du textile cela augmentera la rémunération du facteur abondant (L) et abaissera la rémunération du facteur rare (K). Donc le rapport des prix  $w^*/r^*$  augmentera l'effet inverse se produira dans le Nord où la rémunération du capital augmentera par rapport à celle du travail, le prix relatif des facteurs  $w/r$  baissera. Or avant échange nous avions le rapport suivant:  $w/r > w^*/r^*$ . Après échange le prix relatif des facteurs dans chaque pays se rapproche de l'autre jusqu'à l'égalisation  $w/r \beta w^*/r^*$ .

La dotation de facteurs de production peut ne pas "tomber" du ciel, nous pouvons par un processus d'accumulation du capital et d'apprentissage, procéder à l'accroissement de ses dotations factorielles. Le coût du facteur baisse et le prix de ces produits intensifs en ce facteur diminue. De ce fait, lorsqu'un pays connaît une croissance d'un facteur de production, c'est la production du bien intensif en ce facteur qui croît ; le pays obtient ainsi un glissement de son avantage comparatif en faveur de ce produit.

---

<sup>22</sup> Hypothèses: 1) il existe deux facteurs, deux marchandises et deux pays; 2) la concurrence parfaite prévaut sur tout les marchés; 3) l'offre de chaque facteur est fixe et il n'existe pas de mouvement de facteurs entre pays; 4) chaque facteur est pleinement utilisé dans chaque pays, qu'on n'effectue ou non des échanges avec l'extérieur; 5) les coûts de transport ou d'informations sont nuls; 6) Il n'existe pas d'entraves à l'entrée et à la sortie des marchandises; 7) les fonctions de productions sont identiques dans les deux pays; 8) les rendements sont constants; 9) il y a irréversibilité des intensités factorielles; 10) il n'y a pas de spécialisation totale.

Une croissance du capital engendrera l'apparition d'avantages comparatifs dans les produits intensifs en capital. Un pays à forte croissance peut ainsi monter l'échelle des avantages comparatifs et voir sa spécialisation glisser de produits intensifs en travail vers des produits intensifs en capital. Le Japon et les nouveaux pays industrialisés (NPI) ont connu ce type d'évolution.

Il est également possible d'établir une forme d'équivalent du théorème de Rybczinski. Une hausse de la dotation en un facteur spécifique<sup>23</sup> engendre une augmentation de la production dans laquelle il est employé et une baisse de l'autre production. On se réfère parfois à ce résultat pour expliquer le risque qu'une forme de désindustrialisation accompagne la découverte d'une ressource naturelle en quantité importante. Cette augmentation de la dotation en un facteur spécifique peut en effet induire une croissance de l'activité d'exploitation de cette ressource nouvelle au détriment des autres secteurs industriels. C'est ce qui est convenu d'appeler le « syndrome hollandais. » Par référence aux difficultés rencontrées aux Pays Bas à la suite de la découverte d'importants gisements de gaz naturel.

Depuis une trentaine d'années, les tests empiriques mettent en évidence les lacunes de la théorie classique. Deux points de vue, radicalement différents se sont alors opposés.

Le premier, considéra que les enseignements des modèles traditionnels étaient pertinents pour fournir un cadre de réflexions valable et qu'il fallait simplement affirmer les hypothèses concernant notamment le nombre de facteurs de production et leur qualité. Se sont alors développés les analyses néo-factorielle et néo-technologique ; qui ont mis l'accent respectivement sur la qualification du travail et l'avance technologique, comme déterminants des spécialisations internationales. Le second point de vue considéra que les échanges intra-branches de produits presque semblables entre des pays à développement économique équivalent invalidaient la pertinence des différences des conditions de l'offre comme déterminants de ce type d'échange et nécessitaient de nouvelles approches notamment en termes de proximité de la demande et de concurrence imparfaite.

Du point de vue des théories classiques et modernes du commerce international le libre-échange dans ensemble augmente le bien-être des individus. La question qui se pose à présent est de savoir si d'un point de vue dynamique les résultats demeurent vérifiés ?

---

<sup>23</sup> Le facteur est dit spécifique si son utilisation est spécifique à une industrie, il est immobile entre les secteurs. Dans le cas du syndrome hollandais l'on suppose que c'est la main d'œuvre qui est mobile.

## **1.2. Les effets attendus de l'ouverture sur la croissance**

La dynamique des effets du libre-échange fait apparaître que l'on ne puisse plus cloisonner l'analyse au secteur de l'exportation et ses conséquences sur les facteurs de productions uniquement. Dans l'analyse dynamique il faut raisonner en termes d'externalités sur l'ensemble de l'économie c'est pour cela que l'on reprendra plus volontiers le terme « ouverture » que libre-échange.

### **1.2.1. Effets des exportations sur la croissance**

La politique économique de libéralisation du commerce extérieur a généralement pour objectif de promouvoir l'expansion et la diversification des exportations. L'impact positif d'une telle politique d'ouverture commerciale sur la croissance découle des effets directs et indirects induits. S'agissant des effets directs, la production et la demande sont deux principaux canaux par lesquels les exportations conduisent à la croissance et au développement. En effet, il peut y avoir accroissement de la production suite à celui des exportations dans la mesure où le développement des exportations permet d'une part une concentration des investissements dans ce secteur où il est révélé un avantage comparatif et d'autre part une extension des infrastructures et des systèmes de transport et de communication qui en retour facilitent la production d'autres biens et services. En outre, le processus de production se trouverait améliorer suite à l'accroissement des exportations puisque le secteur des exportations constitue un canal de transmission des transferts de technologie, de la connaissance et du capital humain et des économies d'échelle (Grossman et Helpman, 1989; Edwards, 1992).

L'effet de l'accroissement en valeur des exportations sur la croissance économique par le canal de la demande résulte du fait que cet accroissement induit celui du revenu et partant celui de la demande de biens et services incluant les biens non échangeables.

Les effets indirects par lesquels l'expansion des exportations affecte positivement la croissance économique sont visibles à travers l'épargne globale, les investissements directs étrangers et les importations des biens en capital et des matières premières. En effet, l'épargne globale en augmentation suite à l'accroissement de la propension marginale à épargner du secteur des exportations permettra de financer les investissements intérieurs tout comme le permettront les investissements directs étrangers et les emprunts étrangers. De même, les gains en devises étrangères générés par les exportations permettront de financer les importations de biens en capital et de matières premières indispensables à la production nationale.



Pour certains auteurs, les effets sur la croissance économique peuvent être durables dans un contexte de libéralisation du commerce si le pays procède à des réformes institutionnelles adéquates (Rodrik, 2001). Ces réformes sont indispensables pour susciter les incitations économiques et améliorer l'allocation des ressources. L'Etat doit veiller à la qualité des institutions publiques car son absence peut constituer un risque préjudiciable à la croissance. Enfin, l'expansion des exportations peut aussi conduire à la croissance économique à travers la loi de Verdoorn (1966). Cette loi stipule que «la variation de la productivité résultant d'une spécialisation dans la production des biens imputable à l'accroissement des exportations, via une amélioration des qualifications et des compétences dans le secteur et une réallocation des ressources des secteurs moins performant vers des secteurs plus performants, conduirait à un accroissement du produit».

Pour certain auteur c'est la croissance économique qui crée un cadre favorable à l'expansion des exportations dans un pays et non l'inverse. Pour ces derniers, la croissance économique conduit à une amélioration des talents, des compétences et des techniques, éléments qui contribuent à l'expansion des exportations. Dans le même ordre d'idée, d'autre argument de la nécessité d'un niveau minimum de développement avant l'observation des effets bénéfiques de l'expansion des exportations.

L'hypothèse de l'apprentissage par l'exportation est aussi soutenue. Toutefois, l'argument ici est que contrairement à la loi de Verdoorn, ce ne sont pas les entreprises tournées vers les exportations qui deviennent plus productives et donc influent sur la croissance économique, mais plutôt les entreprises performantes qui exportent.

Selon Grossman et Helpmann l'expansion des exportations résulte des gains de productivité et des économies d'échelle qui conduisent à une réduction des coûts de production et par conséquent entraînent une amélioration substantielle de la productivité, Cette amélioration de la productivité va conduire à son tour à une augmentation des exportations et ainsi de suite. Ainsi, l'expansion des exportations conduit à une croissance économique et la croissance économique conduit à une expansion des exportations.

### **1.2.2. Effets des importations sur la croissance**

Il existe une littérature empirique étendue sur la liaison entre les exportations et la croissance. Cependant, concernant la relation importation croissance le nombre d'études empiriques sur la question est tout à fait limité, parce que la liaison théorique entre les importations et la croissance économique a tendance à être plus complexe que celle entre les exportations et la croissance. Nous pouvons analyser cette relation de deux points de vue :

- ) C'est la croissance qui booste les importations : Les importations dépendent de facteurs économiques et non économiques cependant le revenu réel et les prix relatifs demeurent les déterminants majeurs qui affectent significativement la demande des importations. La croissance de l'activité économique augmente le revenu réel et donc la consommation ce qui implique un accroissement de la demande pour les importations.
- ) L'autre face de cette relation est celle qui consiste à analyser la relation inverse, donc l'impact des importations sur la croissance. Dans ce cas il faut différencier les gains de la productivité qui surviennent de la réduction de tarifs sur les biens finaux de ceux qui surviennent de la réduction de tarifs sur les biens intermédiaires. Ceci nous permet d'identifier les différents effets d'une baisse des tarifs sur les entreprises qui importent ces inputs et celles qui subissent la compétition de ces même inputs.

Cependant la relation importation-croissance dépendra de facteurs, tel que le niveau de qualification de la main d'œuvre, de la capacité d'assimilation de la technique ainsi que la capacité des entreprises à affronter la compétitivité des produits importés...etc. Si les conditions ne sont pas réunies les effets positifs des importations sur la croissance s'inverseront. Il faut aussi noter que dans le cas d'un pays en développement, les contraintes liées à l'adoption des nouveaux biens intermédiaires peuvent entraîner un impact négatif sur la croissance de ce pays en détournant des facteurs d'activités plus génératrices de croissance : le mécanisme de croissance tirée par les importations ne possède donc pas de caractère automatique.

L'ouverture élargit l'offre d'intrants, ce qui augmente la productivité : L'ouverture entraîne un élargissement de l'offre d'intrants, c'est-à-dire une augmentation du nombre de variétés intermédiaires disponibles, mais donne aussi accès à une gamme plus large de qualités de ces biens. Cet élargissement de l'offre de biens intermédiaires (que ce soit en qualité ou en quantité) est à la base des politiques de *croissance tirée par les importations*.

La réduction de tarifs sur les outputs peut procurer des gains de la productivité en provoquant une compétition féroce tandis que la réduction de tarif sur des inputs peut augmenter la productivité via les effets d'apprentissage, de la variété et de la qualité.

Par exemple, une réduction de tarif sur les inputs comme les compresseurs peuvent forcer l'industrie domestique du compresseur à devenir plus compétitive, cette même

réduction a des effets tout à fait différents sur les utilisateurs de ces inputs comme les producteurs des réfrigérateurs. Leur productivité peut augmenter suite à la technologie étrangère exprimée dans ces inputs.

Les modèles de croissance tel que présentés par Grossman & Helpman (1990, 1991) ainsi que Rivera Batiz & Romer (1991) montrent comment les échanges internationaux des biens et services peuvent faciliter l'introduction et l'assimilation de la technologie, de l'innovation et des idées. La technologie est incorporée dans les importations de biens intermédiaires tels que les machines et les équipements ainsi la productivité des travailleurs pourrait augmenter dans le temps au fur et à mesure qu'ils parviendront à assimiler la technologie et à acquérir les connaissances nécessaires pour décomposer la technologie incorporée dans les biens. La compétitivité des industries accrue les exportations augmenteront, de plus, si l'accumulation de devises est suffisante, la croissance économique est stimulée par l'importation de biens et services de qualité, qui à son tour élargi les possibilités de production.

Pascale Boureille (1994) en analysant les relations entre importations et développement montre d'abord que le développement ne peut pas se passer d'importation, y compris lorsqu'il repose sur une stratégie d'industrialisation. Cette analyse permet aussi et surtout de mettre en évidence l'évolution de la fonction des importations, au fur et à mesure du processus de développement et selon l'état de la balance des paiements. Les importations de lancement et de diversification fournissent les biens d'équipement et les technologies nécessaires à la construction des industries de base et des autres secteurs de l'économie. Les importations d'accompagnement assurent l'approvisionnement de l'appareil de production en intrants non disponibles sur le territoire national le financement de ces différentes catégories d'importations suppose un niveau minimum d'exportation.

Si les exportations existantes sont insuffisantes, leur accroissement implique notamment que les entreprises nationales deviennent plus compétitives. c'est pour renforcer cette compétitivité que l'on a recours aux importations pour l'exportation, aux importations de modernisation (afin de remplacer les technologies obsolètes) et aux importations de stimulation (libéralisation des importations de biens substituables a ceux produits localement, en vue de renforcer la concurrence et d'inciter les entreprises nationales à devenir plus efficaces.) mais si les rigidités internes à l'économie et les contraintes imposées par l'environnement économique international empêchent la concrétisation des effets attendus des importations, ces dernières risquent au contraire de renforcer le déficit de la balance des paiements.

L'ouverture commerciale agit donc sur la croissance par les deux aspects des échanges :

- ) Les importations comme source d'intrants et de technologies incorporées indispensables aux industries.
- ) Promouvoir l'expansion et la diversification des exportations, et financer ces importations par les exportations.

Depuis A. Smith, la théorie du commerce international tente d'expliquer la configuration des échanges internationaux et l'intérêt de la nation à pratiquer le libre-échange. Actuellement, l'évolution des outils d'analyses ainsi que les hypothèses ont plus que renforcé l'idée de la supériorité de l'ouverture sur le protectionnisme du point de vue du bien-être. En effet la théorie statique démontre la possibilité pour un pays de gravir l'échelle de la spécialisation, les cas des pays de l'Asie et de l'Asie du sud Est sont souvent cités en exemple.

Mais l'ouverture c'est aussi bénéficier d'externalités et cela que l'on se place du côté des exportations ou du côté des importations.

L'ouverture engendre par elle-même une dynamique sur l'ensemble des acteurs économiques, des facteurs de productions et des comportements d'où son impact positif sur la croissance. C'est le sujet dont traite la section suivante traite justement de la relation ouverture-croissance.

## ***SECTION2 : L'ouverture et le modèle de croissance néoclassique***

Au 19e siècle, avec la théorie des avantages comparatifs, David Ricardo a démontré que plus un pays était ouvert, plus cela lui permettait de réorienter ses ressources rares vers des secteurs plus efficaces et d'améliorer son bien-être. Les théories qui suivirent sont venues confirmer ces gains, en plus d'y rajouter ceux liés à la rémunération des facteurs de production.

Cependant, même avec les nouvelles théories du commerce international qui prennent en compte les rendements d'échelle et la concurrence imparfaite, les gains restent statiques. C'est dans la théorie de la croissance qu'on peut alors venir chercher les gains dynamiques.

Les modèles de croissance néo-classiques, issus du modèle de Solow (1957), assument que le changement technologique est exogène. Dans un tel cadre, les politiques commerciales d'un pays ne peuvent donc pas être considérées comme un élément affectant sa croissance.

Depuis le début des années 1990, les nouvelles théories de croissance considèrent le changement technologique comme étant endogène. Il devient alors possible de combiner la nouvelle théorie du commerce internationale et celle de la croissance endogène.

Nombre d'économistes se sont appliqués à mettre au point des modèles pouvant mesurer l'impact de la libéralisation sur la croissance. Nous avons choisi les auteurs les plus cités dans la littérature attenante à ce sujet.

Certains utilisent les modèles de croissance à la Solow comme Edwards (1998), Greenaway, Wyn et Wright (1997) d'autre utilisent les modèles de croissance endogènes Grossman & Helpmann en plus de Rivera-Batiz & Romer(1991).

## **2.1. Le modèle de croissance néoclassique :**

Par soucis de chronologie ; nous débutons notre sous-section par le modèle classique. Ensuite nous évoluons vers le modèle de croissance endogène.

Face à la difficulté rencontrée par le modèle Harrod-Domar, les néoclassiques décident de retenir une autre fonction de production.

En 1956 Solow a essayé d'effectuer une synthèse entre l'approche keynésienne et la théorie néoclassique, ce qui explique que son point de départ corresponde aux conclusions de Harrod et Domar. Solow admet toutes les hypothèses des deux économistes sauf celle des proportions fixes de capital et de travail.

Solow apporte une réponse aux prédictions pessimistes de Harrod-Domar, il construit un modèle qui engendre un déplacement au cours du temps de l'équilibre économique, le niveau d'activité devenant de plus en plus élevé. La succession d'équilibres qualifiés de sentier de croissance, est de plus, stable.

Pour obtenir ce résultat, Solow lève l'hypothèse de rigidité de la technique de production que Harrod retenait. Mais il fait plus, en postulant qu'à chaque instant les décisions ex-ante d'épargne et d'investissements coïncident. Le problème de la coordination des agents est donc d'emblée résolu et le plein emploi des facteurs de production obtenu.

Ce modèle décrit un monde où il existe un seul bien qui sert à fois à la production et à la consommation et qui est produit à partir de lui-même et de main d'œuvre selon une technique de production représentée par :

$$Y_t = F(K_t, L_t, t)$$

$Y_t$  est le flux de production à l'instant  $t$ ,  $K$  celui du stock de capital,  $L$  celui de l'emploi, l'indice  $t$  représente le temps. La fonction de production dépend du temps  $t$  ce qui traduit les effets du progrès technique : un même montant de capital et de travail permet d'obtenir une plus grande quantité de production en 2010 qu'en 1910, uniquement si la technologie employée en 2010 est supérieure. Par hypothèse, cette fonction néoclassique possède un certain

nombre de propriétés qui vont impliquer l'existence, l'unicité et la stabilité de l'équilibre. La principale de ces hypothèses est que le rendement marginal du capital est décroissant.

En économie fermée, l'investissement est par définition égal à la fraction non consommée de la production et l'évolution du capital est donnée par l'équation suivante :

$$\dot{K} = I - \Omega K_t \quad (2.1.1)$$

I : L'investissement

$\Omega$ : Taux de déclassement du capital

s : Taux d'épargne.

Où le point au-dessus de la variable, comme  $\dot{K}$ , désigne une dérivé par rapport au temps, et où  $0 < s < 1$ .

L'équation (2.1.1) détermine la dynamique de K pour une technologie et une force de travail données.

Dans ce modèle on suppose que le taux de participation à l'emploi de la population est constant si la population croît à un taux exogène et constant  $n$ , l'offre de travail (L) augmente aussi à ce taux  $n$  :

$$\frac{\dot{L}}{L} = n$$

Et que chacun travail avec la même intensité. Si nous normalisons le nombre de personne à un, alors la population totale et la population active à l'instant t sont égales à :

$$L(t) = e^{nt} \quad (2.1.2)$$

Lorsque L(t) est donné par l'équation (2.1.2) et qu'il n'y a pas de progrès technique l'équation (2.1.1) détermine les sentiers temporels d'évolution du capital et de la production Y. Cette évolution dépend essentiellement des propriétés de la fonction de production F(Y).

Nous allons maintenant analyser l'évolution dynamique de l'économie décrite ci-dessus par la fonction de production néoclassique. Le modèle de croissance qui en résulte est appelé « modèle de Solow- Swan » (1956).

La variation du stock de capital au cours du temps est donnée par l'équation (2.1.1) divisons les deux membres de l'équation par L, afin d'obtenir :

$$\frac{\dot{K}}{L} = sf(k) - \Omega k$$

Le membre de droite contient uniquement des variables par tête, mais pas le membre de gauche. Nous pouvons écrire  $\dot{K}/L$  comme une fonction de  $k$  en utilisant l'identité suivante :

$$\dot{k} = \frac{d(K/L)}{dt} = \frac{\dot{K}}{L} - nk$$

Où  $n = \dot{L}/L$  remplaçons ce résultat dans la formule de  $\dot{K}/L$

$$\dot{k} = sf(k) - (n + \delta)k \quad (2.1.3)$$

L'équation (1.1.3) est l'équation différentielle fondamentale du capital du modèle de Solow-Swan. Cette équation non linéaire dépend uniquement de  $k$

Le terme  $(n + \delta)$  le taux effectif de dépréciation du ratio capital/travail,  $k = K/L$ . Si le taux d'épargne était égal à 0 ; alors  $k$  baisserait en partie en raison de la dépréciation du capital au taux  $\delta$  et en partie en raison de la croissance du travail au taux  $n$ .

Le niveau de capital à l'état régulier ( $\dot{k} = 0$ ),  $k^*$  est déterminé lorsque  $sf(k^*) = (n + \delta)k^*$

Où (\*) est utilisé pour indiquer les valeurs de l'état régulier.

Puisque  $k^*$  est constant à l'état régulier,  $y$  et  $c$  le sont aussi pour les valeurs  $y^* = f(k^*)$  et  $c^* = \delta k^* + n k^*$ , respectivement. De ce fait, dans le modèle néoclassique, les quantités par tête  $k$ ,  $y$ ,  $c$  sont des constantes à l'état régulier. La constance des grandeurs par tête signifie qu'à l'état régulier, le niveau des variables ( $K$ ,  $Y$ ,  $C$ ) croît au même taux que la population active,  $n$ .

Observons à présent ce qui détermine le taux de croissance à long terme.

Soit une fonction de production de type Cobb-Douglas :  $Y = A K^\alpha L^{1-\alpha}$

À l'état régulier nous avons  $\frac{\dot{Y}}{Y} = \alpha \frac{\dot{K}}{K} + (1-\alpha) \frac{\dot{L}}{L}$  (ils augmentent au même taux constant en longue période)

En remplaçant  $\frac{\dot{K}}{K}$  par  $\frac{\dot{Y}}{Y} - \frac{\dot{L}}{L}$  dans la définition du taux de croissance :

$$\frac{\dot{Y}}{Y} = \alpha \left( \frac{\dot{Y}}{Y} - \frac{\dot{L}}{L} \right) + (1-\alpha) \frac{\dot{L}}{L}$$

On obtient :

$$\frac{\dot{Y}}{Y} = \frac{\alpha}{1-\alpha} \left( \frac{\dot{Y}}{Y} - \frac{\dot{L}}{L} \right) + \frac{\dot{L}}{L}$$

De plus la croissance est illimitée à condition que la population augmente et qu'il y ait des progrès techniques. Sinon, elle s'arrête. La croissance est donc liée à des facteurs exogènes à savoir les progrès techniques essentiellement et la croissance de la population à long terme. Par conséquent les comportements économiques des agents, les modifications du taux d'épargne n'influent pas à long terme sur le taux de croissance économique dans le modèle de Solow. Ce n'est qu'en période de transition (toutes choses égales par ailleurs) ou l'économie n'a pas encore rejoint son sentier de croissance de long terme que le taux d'épargne influence positivement la croissance.

Il est important de noter qu'à l'état régulier, les changements du niveau de la technologie, du taux d'épargne, du taux de croissance de la population et du taux de dépréciation, n'affectent pas les taux de croissance par tête de la production, du capital, et de la consommation, lesquels sont tous égaux à 0. Pour cette raison, le modèle tel qu'il est actuellement formulé, ne fournit aucune explication des déterminants du taux de croissance par tête à long terme.

Le modèle de Solow a pour ambition de fournir une représentation des mécanismes essentiels au cœur du phénomène de la croissance. Il démontre aussi, que la croissance est naturelle et qu'elle est possible et optimale sans interventions extérieures notamment publiques, puisque ces modèles ne rendent pas compte des comportements des agents. Ce point de vue discutable n'est pas partagé par la plupart des nouvelles théories de la croissance. Cependant le modèle de Solow demeure par sa simplicité un modèle largement usité à nos jours.

## **2.2. Introduction des politiques commerciales dans un modèle néoclassique**

L'investissement en capital physique, l'investissement en capital humain et le progrès technique sont les trois grandes sources de la croissance de la productivité. La question est alors de déterminer leurs contributions respectives à la croissance. Pour y répondre il existe une méthode d'*analyse de la productivité des facteurs*. Cette méthode sert à déterminer le changement du produit global qui peut être attribué aux accroissements du stock de capital physique et / ou humain et aux accroissements de l'offre de travail. Toutes parties de la croissance du produit qui ne peut être attribuée ni à l'un ni à l'autre est considéré comme un résidu dû au progrès technique. Elle est aussi appelée accroissement de la productivité globale des facteurs (PGF)



En s'inspirant du modèle ci-dessus Edwards (1997) développe un modèle à cheval entre le modèle de Solow et un modèle de croissance endogène. C'est un modèle de croissance de la (PGF) calculée grâce aux résidus à la Solow avec endogénéisation du progrès technique. Il exécute une régression de la PGF sur différents indicateurs de la politique commerciale.

D'après ce modèle les pays qui libéralise leurs échanges et qui s'ouvrent enregistrent une croissance plus rapide. Utilisant alternativement 9 indicateurs de l'orientation commerciale, il constate que les résultats confirment l'idée selon laquelle les économies les plus ouvertes tendent à croître plus vite que les économies qui ne le sont pas.

L'une de ses idées est que les PED les plus ouverts donc les plus intégrés au reste du monde ont un avantage dans l'absorption rapide des innovations technologiques générées par les pays développés. Il débute à partir d'une fonction de production d'un petit pays:

$$Y_t = F(K_t, L_t) B_t$$

Où Y est l'output, K le stock de capital, L le travail et B le stock des connaissances accumulées du pays considéré. Il suppose l'existence de deux sources de connaissance, une source purement domestique issue d'améliorations technologiques locales (innovation pure) et l'autre, étrangère relative à l'imitation (absorption des innovations). Malgré que la première source d'accumulation des connaissances revienne à l'innovation locale l'auteur maintient qu'elle demeure influencée par des événements extérieurs.

En supposant que l'aptitude d'un pays à s'approprier les innovations du reste du monde dépend positivement de son degré d'ouverture économique, le taux global d'accumulation des connaissances ( $\dot{B}/B$ ) dans ce petit pays peut s'écrire de la manière suivante:

$$(\dot{B}/B) = \delta + \theta(W-B)/B$$

Où W est le stock des connaissances mondiale il croît au taux g,  $\theta$  est le taux d'innovation domestique il dépend du capital humain et ne peut être supérieur à g ( $\theta > g$ ). Si le pays en question est leader alors  $\theta = g$  et  $W=B$ .

$\theta$  est la vitesse à laquelle le pays comble son déficit de connaissance *the knowledge gap* il dépend de la politique nationale, politique commerciale inclus. Par hypothèse plus l'économie est dite « ouverte » plus la capacité d'absorption des innovations est décuplée donc le taux  $\theta$  est élevé dans cette économie.

Le stock de connaissance de ces pays converge vers  $[\theta / (\theta + g - \delta)] \cdot W$

Le modèle suggère que la croissance de la PGF sera positivement affectée par le niveau du capital humain et l'ouverture, mais négativement affectée par le niveau initial du stock des connaissances.

A l'état régulier la PGF croît au taux  $g$  dans l'ensemble des pays (tant que  $\forall t, \Delta A_t > 0$ )  $g$  est estimé de la manière suivante :  $g_{jt} = \alpha d \log K_{jt} + \beta d \log L_{jt} + \lambda + \zeta_j + \epsilon_t + \xi_{jt}$

Où  $\zeta, \epsilon, \xi$  sont des spécificités : pays, chronologique et terme d'erreur quant à  $\lambda$  c'est un terme fixe. La PGF est alors estimée à partir de données bruts (capital, travail, PIB réel)

Suite à cela il présente une fonction de régression simple suivant la logique esquissée précédemment elle focalise sur les trois déterminants possible de la PGF le niveau initial du PIB par tête, capital humain et l'ouverture :

$$TFPGROWTH_j = a_0 + a_1 GDP_{65} + a_2 HUMAN + a_3 OPEN$$

$TFPGROWTH_j$ : est le taux moyen de croissance du PIB par tête du pays  $j$ ,

$GDP_j$  est le logarithme du PIB par tête, cette variable capte l'existence d'une convergence de la PGF, il est attendu que son coefficient soit négatif

$HUMAN$  : le niveau initial du capital humain mesure la durée moyenne de la scolarité pour une année de base (en l'occurrence 1965). Sous le postulat que les pays qui disposent d'un système éducatif développé ont des aptitudes à l'innovation et des facilités d'assimilation de nouvelles techniques.

$OPEN$  : représente les neuf indicateurs d'ouverture ils sont utilisés alternativement. Les indicateurs sont composés d'indicateurs d'ouverture comme l'indicateur de Sachs & Warner, l'indice de LEAMER et celui de la banque mondiale (*world development report outward orientation index*) et d'indicateurs de politiques distorsionnistes comme le *average black market premium (BLACK)*, le tarif moyen sur les biens manufacturés ( $TARIFF$ ), le taux moyen de couverture des barrières non tarifaires ( $QR$ ) et l'indice de distorsion des importations de Wolff. Ces derniers ont coefficient négatif et significatif.

En 1995 Edwards avait déjà tenté d'établir les mêmes liens en utilisant à peu près la même fonction mais le résidu n'étant pas explicitement détaillé et où le taux d'accumulation des connaissances (ici  $(\dot{A}/A)$ ) s'écrivait :

$$(\dot{A}/A) = \{\beta + \exists(W-A)/A\} + \xi$$

Où  $\beta$  et  $\gamma$  sont des paramètres exogènes,  $W$  le stock des connaissances mondiale,  $\alpha$  le taux de croissance de  $W$  et  $\theta$  est un paramètre de sorte que  $0 < \theta < 1$ , il mesure l'aptitude du pays à absorber les inventions générées par le reste du monde<sup>24</sup>.

La régression simple s'écrivait donc :

$$\text{GROWTH}_j = a_0 + a_1 \text{INVGDP}_j + a_2 \text{GAP}_j + a_3 \theta_j + u_j$$

$\text{GROWTH}_j$ : est le taux moyen de croissance du PIB par tête du pays  $j$ ,

$\text{INVGDP}_j$  est le rapport de l'investissement agrégé au PIB,

$\text{GAP}_j$  mesure le retard technologique du pays  $j$  par rapport au reste du monde  $(W-A)/A$ ,

$\theta_j$  l'indice d'interventionnisme du pays  $j$ ,

$u_j$  le résidu.

Edwards mesure le gap technologique directement il utilise :

- (1) le PIB réel par habitant conformément à l'idée que les pays à faible revenu par tête accusent un large décalage et peuvent ainsi bénéficier de l'effet de rattrapage.
- (2) le nombre d'ingénieurs en recherche et développement pour mille habitants.

Il est donc attendu que ces deux indices auront un coefficient de régression négatif pour les pays les plus pauvres.

La première série de régression des deux modèles (1995 et 1997) qui inclue les indices d'ouvertures offre un appui conséquent à l'hypothèse selon laquelle, un régime commercial ouvert (toute chose égale par ailleurs) favorise une croissance rapide. La deuxième série de régression qui inclue les indices d'interventions commerciales, à contrario, montre que les pays avec des régimes commerciaux distorsionnistes ralentissent leur croissance.

En revenant au modèle de 1997, l'auteur pense que l'efficacité des indices est améliorée en les combinant ensemble et en les synthétisant

$$\text{TFPGROWTH}_j = a_0 + a_1 \text{GDP}_{65} + a_2 \text{HUMAN} - a_3 \text{FAC}$$

Où (FAC) est lui-même un indice synthétique de politique distorsionniste

<sup>24</sup> Ce modèle du taux d'accumulation des connaissances étant inspiré par A.Lewis,  $\theta$  est supposée être une fraction négative du niveau des distorsions commerciales d'une économie

$\theta < 0$  où  $\theta$  est l'indice de l'interventionnisme commerciale.

$$FAC = -0,469 \text{ OPEN} + 0,320 \text{ BLACK} + 0,494 \text{ TARIFF} + 0,553 \text{ QR} + 0,354 \text{ WOLF}$$

Nous savons que la problématique qui se pose pour les modèles de régression d'ouverture sur la croissance est de trouver justement des indices d'ouverture et de restriction commerciales appropriés, plus encore lorsque les tarifs douaniers ne constituent qu'une part infime de l'ensemble des restrictions et que les barrières non-tarifaires peu décelables et difficilement quantifiables occupent une place de plus en plus grande dans l'assortiment des mesures protectionnistes.

Le signe négatif du niveau initial du PIB indique selon Edwards une convergence conditionnelle de la PGF, cependant sa valeur réduite indique que ce processus se fait lentement.

L'une des principales implications du modèle de croissance néo-classique concerne la convergence des niveaux de vie des différents pays vers une même valeur. Les travaux les plus remarquables sur la question sont ceux de D. Ben David il essaye d'établir une relation positive entre ouverture et convergence, la sous-section suivante traite du sujet.

### **2.3. Ouverture et convergence**

Le cadre dans lequel nous nous plaçons est celui d'un monde composé d'un certain nombre d'économies fermées caractérisées par des stocks de capital accumulés différents. Par conséquent, il existe des économies riches et des économies pauvres. L'une des hypothèses communes du modèle néo-classique est que toutes les économies ont accès à la même technique, ce qui est logique puisque le changement technique est gratuit. La fonction de production est donc la même pour tous les pays (de même que le taux de dépréciation).

De plus selon les prédictions du théorème de l'égalisation des prix des facteurs de productions, le libre-échange égalisera non seulement les prix des marchandises, mais aussi les prix des facteurs d'une manière telle que tous les travailleurs recevront le même salaire et toutes les unités de capital rapporteront la même rente dans les deux pays, quelles que soient l'offre des facteurs et la configuration de la demande dans les deux pays. Ces deux points ouvrent la possibilité de construire des hypothèses pour identifier la relation entre ouverture et convergence.

C'est ainsi que la persistance à long terme d'écarts dans les niveaux de développement des différents pays peut reposer sur la possibilité de valeurs d'équilibre stationnaires différentes pour les stocks de capital par travailleur. Cette valeur est donnée par

$$k^* = \frac{sf(k^*)}{(n\Gamma u)}$$

Nous constatons que les seuls paramètres susceptibles d'influencer  $k^*$  sont : le taux d'épargne  $s$  et le taux de croissance de la population  $n$ . Par conséquent, des économies "structurellement similaires", c'est à dire caractérisées par les mêmes valeurs du taux d'épargne et la même croissance de la population, devraient converger vers le même niveau de développement. Par corollaire, les différences dans les niveaux de développement à court terme devraient être attribuées à des différences internationales dans les rythmes d'accumulation des facteurs de production.

Le modèle de croissance de Solow conclu à la convergence des économies et donc offre la possibilité de mesurer l'effet d'une ouverture sur l'accélération du rattrapage des pays riches par les pays en développement. Les Nombre d'effets théoriques de l'ouverture sur la croissance proviennent d'un transfert (de technologie, de facteurs) d'un partenaire, la question de la convergence entre économie plus ou moins intégrées est donc posée. Trois formes principales de convergence peuvent être distinguées.

« Il y a  $\phi$ convergence conditionnelle lorsqu'une économie tend vers son sentier d'équilibre de long terme à une « vitesse » constante; le taux de croissance est donc une fonction croissante de l'écart qui sépare l'économie de son état d'équilibre. Cette convergence est appelée conditionnelle car ce sentier d'équilibre est fonction des caractéristiques structurelles de l'économie. La  $\forall$ convergence absolue suppose de plus que, dans le long terme, les économies tendent vers le même état d'équilibre sur le même sentier. Elle n'est compatible avec la  $\forall$ convergence conditionnelle que si l'ensemble des caractéristiques structurelles des économies pauvres croissent plus vite que les riches. La  $\exists$ -convergence s'obtient lorsqu'on a réduction de la dispersion des PIB par tête<sup>25</sup>.

Pour que la convergence soit constatée il doit y avoir une relation négative entre le coefficient de régression du niveau initial du PIB par tête et le taux de croissance du PIB par tête.

---

<sup>25</sup> La  $\forall$ convergence absolue étant une condition nécessaire mais non suffisante de la  $\exists$ convergence, in: J.L.Fontagné,(1997), p.148.

Le travail de Ben David repose sur la  $\exists$ -convergence, il mesure les effets des politiques commerciales sur le revenu et tente de savoir dans quelle mesure la libéralisation conduit à une réduction de la dispersion des niveaux de revenu.

La différence de vitesse de diffusion peut largement compter dans la différence du niveau de revenus, dans ce contexte qu'est ce qui détermine le taux de diffusion des technologies ?

Chez Ben David (1993), le commerce international serait ainsi un facteur de convergence des niveaux de productivité *via* la diffusion de la technologie. En effet la divergence des revenus serait dû au taux auxquels les nations mettent en application les nouvelles technologies. Plus une économie est intégrée plus elle augmente les opportunités de capter les nouvelles technique grâce aux importations de biens et services.

Dans la continuité de ses travaux Ben David et Loewy (1998), (2003) ont l'idée de formuler un modèle de croissance endogène en économie ouverte sur la base et les hypothèses d'un modèle de croissance néoclassique à la Solow. Le but étant de démontrer comment la variable technique (résidus de Solow) qui évolue à un taux constant en économie fermée croît à un rythme dit " endogène " lorsqu'il y a ouverture. Ainsi avec cette modification, la politique commerciale d'un pays peut à la fois modifier son taux de croissance à l'état stationnaire et le niveau de son revenu par rapport aux autres pays.

C'est un modèle qui se concentre sur l'impact des échanges sur le *processus* de la croissance.

En comparaison avec le modèle néo-classique le facteur "technologie" est introduit auprès du capital physique et du facteur travail. Toutes fois les caractéristiques de la convergence conditionnelle sont conservées.

Le taux de croissance du facteur technologie représente l'accumulation des connaissances. Cette accumulation est conduite par le degré d'aptitude de chaque pays à assimiler et à absorber la technique contenu dans les biens importés et de les mettre en application en les combinant avec la technique qu'il détient déjà. Plus le pays est ouvert plus cette aptitude augmente et accroît son taux de croissance au-delà des limite de l'état stationnaire à la Solow ce pays va de cette façon accroître le faussé des niveaux des revenus avec les pays les moins ouverts.

En dépit de cette différence de niveau de revenu (faits stylisés) l'ensemble des nations qu'ils soient ouverts ou protectionnistes sont supposé avoir la même productivité marginale

du capital et le même taux d'épargne ( $s$ ) c'est en effet une spécificité de la croissance à l'état stationnaire d'une économie fermée. Donc la convergence des niveaux de revenu revient à l'ouverture.

L'auteur arrive à dépasser le modèle de Solow en prenant comme point de départ les faits stylisés qui montrent une divergence de revenu, et explique ce fait par l'intégration d'un certain nombre de pays. Selon Ben David les pays qui ont convergé sont ceux qui ont appliqués dans la même mesure les mêmes politiques commerciales d'un autre côté les pays qui ont entrepris des politiques divergentes ont emprunté un sentier de croissance différent.

En utilisant comme échantillon les états de l'union européenne Ben David parvient au résultat attendu. Cependant, ce type d'évidence ne permet pas de savoir si le commerce a entraîné la convergence ou si le développement de certains pays a conduit à une intensification des échanges avec les autres économies développées de niveau comparable. De plus, la convergence obtenue pour les économies européennes -la majorité de l'échantillon- pourrait capturer l'effet d'une intégration en profondeur qui ne saurait être comparée à une décision d'ouverture classique ; ou encore des effets de proximité qu'on sait jouer à la fois sur la croissance et l'intensité des échanges ; ou enfin ne faire que traduire la poursuite d'un trend de convergence antérieur. L'aspect rattrapage technologique n'apparaît que pour des pays ayant déjà atteint un certain niveau de développement, ce qui accrédite la thèse d'un niveau minimal en capital humain pour pouvoir bénéficier des externalités technologiques. Aussi la probabilité que la libéralisation puisse conduire à une convergence des revenus est basée sur le théorème de l'égalisation des prix des facteurs, or le théorème de Stolper-Samuelson n'est en aucun cas une preuve de convergence, rien ne poussant le rapport capital par travailleur à converger. Les résultats empiriques relatifs à la relation entre ouverture et convergence restent très hétérogènes. Selon Fontagné (1997) il n'y a pas de  $\forall$ -convergence absolus et donc encore moins de  $\exists$ -convergence au niveau mondial. Même pour les pays développés, ce phénomène semble être absent depuis au moins vingt ans.

Cette hétérogénéité des résultats semblerait être le résultat de biais de sélection de l'échantillon, la difficulté aussi d'évaluer le point de convergence. En prenant le cas européen, l'expérience semble attester des bénéfices de l'ouverture les pays du sud de l'Europe ont enregistré un boom d'investissement lors de leur accession. La distance économique et le mécanisme de rattrapage jouent ici un rôle central on ne peut affirmer catégoriquement que le libre-échange amène à la convergence le modèle européen est plus un modèle d'intégration où

la politique monétaire commune et la stabilité macroéconomique qui en découle font que les pays de l'union européenne convergent.

Le niveau de l'éducation de la population qui rend compte en partie de la capacité des économies à s'adapter aux évolutions technologiques, contribue-t-il à expliquer le rattrapage? Une étude du CEPII<sup>26</sup> montre clairement qu'en moyenne les pays qui ont convergé disposaient au départ d'une population plus instruite et qu'ils ont connu un taux d'investissement significativement plus soutenu que les pays dont le niveau par tête relatif est aujourd'hui plus faible qu'en 1960. Par ailleurs, la croissance de la population de ces derniers est restée relativement forte. Cette analyse montre que très peu de pays sont parvenus à rejoindre le club des pays riches. Elle souligne aussi que la convergence n'a rien d'automatique comme pourrait le suggérer le modèle de croissance classique dans une situation d'ouverture. Les pays dont les caractéristiques structurelles ont été les plus proches de celles des pays riches sont aussi ceux qui ont le plus comblés leurs écarts de richesse. Partant d'un niveau de revenu par tête relativement faible, leur croissance a été très rapide, soutenue par les politiques mises en œuvre pour favoriser l'investissement et l'éducation.

L'un des travaux les plus remarquables sur la question de convergence est celui de Sachs et Warner non pas pour le concept de convergence en lui-même mais surtout pour l'introduction d'un indice synthétique d'ouverture.

#### **2.4. L'indice synthétique d'ouverture :**

Des auteurs tels que Sachs & Warner (S.W) ont innové dans le milieu des années 1990 en utilisant comme mesure d'ouverture un indice synthétique.

L'idée de départ se résume à une intuition, la convergence ne serait possible pour les PED et les pays les moins avancés (PMA), qu'une fois atteint un certain seuil, de revenu ou de capital humain. Il est question de mettre en évidence qu'une convergence n'est possible que si ces pays suivent raisonnablement des politiques économiques efficaces, notamment une ouverture commerciale et des mesures de protections du capital privée.

Seule une politique commerciale plus ouverte, une stabilité macroéconomique et un climat favorable à l'investissement permettra aux pays les moins avancés d'assimiler la technologie et d'accumuler le capital nécessaires au rattrapage des niveaux de revenu par tête des pays les plus riches.

---

<sup>26</sup> Rapport du CEPII, 1998.



Les auteurs présentent deux indices l'un concerne la propriété privée, condition nécessaire, car l'absence de droit de propriété sape l'accumulation du capital privée et par conséquent l'accumulation du capital humain.

Le deuxième indice concerne l'ouverture commerciale, les auteurs adoptent une approche discontinue et globale de l'ouverture; Les pays sont classés en économie ouverte et fermée. Une économie est dite fermée si elle vérifie au moins l'une des cinq conditions suivantes: Barrières non-tarifaires sur plus de 40% du commerce international, droit de douane moyen supérieur à 40%, taux de change parallèle différent de plus de 20% du taux officiel, économie de type socialiste, monopole d'État dans les principales industries exportatrices. Pour chaque pays, les dates d'ouverture sont identifiées, ils sont ensuite classés dans l'une des deux catégories. Les pays «qualifiés » qui pourront participer à la course vers la croissance et les pays « non qualifiés » qui auront échoué au test de SW et qui donc n'enregistrerons que de faibles performances.

Comparativement aux pays non qualifiés, les pays qualifiés enregistrent en moyenne un taux de croissance supérieur.

Il apparaît alors que les économies ouvertes :

- ) croissent plus vite,
- ) que la période de transition est souvent marquée par une croissance négative,
- ) que la décision d'ouverture semble être un phénomène quasi-irréversible.

Cependant sept pays « non qualifiés », le Botswana, le Cap-Vert, la Chine, la Hongrie, le Lesotho, la Thaïlande et la Tunisie, enregistrent tout de même des taux de croissance supérieurs à 3% durant la période 1970-1989. Le Botswana est exportateur de diamants, le Cap-Vert, la Tunisie et la Hongrie ont adopté une politique de développement statique qui a produit de la croissance dans les années 1970 ainsi que des crises financières durant la décennie 1980-1990. La faible démographie du Lesotho lui a permis une utilisation efficace du marché sud-africain (biens et mains d'œuvre migrante) alors même que ce dernier était soumis aux sanctions internationales. Le nombre de coups d'Etat en Thaïlande n'a permis de l'intégrer dans la liste des pays qualifiés mais son économie était considérée comme ouverte et comme une économie attractive pour l'investissement étranger ce qui fait que son taux de croissance est équivalent aux pays considérés « ouvert ». Le seul pays qui enregistre un fort taux de croissance sans satisfaire aux critères de SW et auquel l'on ne pouvait apporter une réponse rationnelle à l'époque de l'analyse est la Chine. Cependant les auteurs estiment que le modèle chinois semble difficilement imitable.

Ces variables prises ensemble peuvent indiquer un niveau de corrélation élevé mais introduites séparément dans une régression elles peuvent donner des résultats moins probants. Les résultats de S.W montrent que les économies « ouvertes » connaissent une moyenne de croissance de 2.4 supérieure aux économies « fermés ». Il y a un effet de convergence observé sur les pays qualifiés. Par ailleurs la prime du marché noire réduit la croissance de 2.25 points, le monopole d'Etat sur les exportations la réduit de 1.88 points et la mauvaise qualité des institutions de 2.77points.

Dans le tableau 2.2.1<sup>27</sup>, on peut remarquer une forte corrélation entre la croissance et deux autres variables, le monopole d'État et le taux de change parallèle. Par contre l'on note une faible action des barrières tarifaire et non-tarifaire alors qu'elles représentent les mesures les plus directes de la politique commerciale.

**Tableau 2.2.1:** Une simple corrélation avec la croissance

Variable<sup>28</sup>      Corrélation

OUVERT	0.556
MON	-0.423
SOC	-0.148
TCP	-0.368
BNT	-0.083
TAR	-0.048

-OUVERT : pour ouverture, MON pour monopole des exportations, SOC pour les régimes socialistes, TCP pour taux de change parallèle, BNT pour barrière non- tarifaire et TAR pour tarif douanier.

Cette faible corrélation découle probablement du fait que ces dernières années les barrières tarifaires ont sensiblement diminué au profit des barrières non-tarifaire plus difficilement quantifiables. Quant à l'argument théorique de l'utilisation du TCP comme variable repose sur le fait que sous certaines conditions les restrictions de change agissent comme une barrière à l'échange. La prudence demeure néanmoins quant à l'utilisation du taux de change ou du marché de change parallèle comme mesure de l'orientation commerciale lorsque l'on sait qu'il peut créer des externalités négatives sur l'accumulation des capitaux et la croissance de la productivité.

Les conclusions de SW sont à relativiser en raison de biais de sélection implicites contenus dans le choix discrétionnaire des dates d'ouverture et des seuils ; les auteurs soulignent d'ailleurs la nécessité de soutenir l'ouverture par un certain nombre de conditions internes

<sup>27</sup> F. Rodriguez et D. Rodrik, appendice, tableau IV.1

comme la stabilité macro-économique et politique. D'un point de vue plus technique, leur approche souffre de l'importance prépondérante du coefficient de prime sur le marché noir dans leurs résultats. Or un tel indicateur ne traduit pas seulement des politiques commerciales restrictives mais aussi des déséquilibres macroéconomiques, eux-mêmes corrélés négativement à la croissance.

Le travail de SW veut attester de la force avec laquelle les pays convergent lorsqu'ils adoptent une politique d'ouverture. Ils résument cela dans un tableau où sont représentés les pays avec un PIB inférieur à 4000 \$ en 1970. Ils sont séparés en deux groupes ceux qui satisfont aux critères SW et ceux qui ne le sont pas. Notons tout de même que sur les vingt pays à croissance modérée (entre 2-3%), dix-huit ne satisfont pas aux critères de SW. De même pour les pays à croissance élevée nous avons déjà relevé que 40% sont des pays « disqualifiés ». Par contre les pays à faible croissance sont majoritairement des pays qui n'ont pas adopté une démarche d'ouverture commerciale.

Tableau récapitulatif

Pays avec PIB <sub>70</sub> < 4000	Satisfait aux critères	Ne satisfait pas aux critères
Forte croissance (PIB <sub>70-89</sub> > 3.0)	10	7
Croissance modérée (PIB <sub>70-89</sub> > 2.0)	2	18
Faible croissance (PIB <sub>70-89</sub> > 1.0)	0	51

Source : Sachs et Warner(1995) p24

PIB<sub>70-89</sub> : moyenne du taux de croissance entre 1970 et 1989

L'apport des auteurs est fondamentale en ce qui concerne ce champ de recherche qui est la relation ouverture-croissance même si certaines critiques ont été émises, Wacziarg et Welch (2008) ont repris la, même méthodologie et ont prolongé le travail pour la décennie 1990-2000.

Deux résultats majeurs peuvent être notés :

- 1- la mesure dans laquelle le PIB par tête varie après l'ouverture varie considérablement d'un pays à un autre. Alors que l'effet moyen (sur l'ensemble des pays de l'échantillon) est largement positif, environ la moitié des pays affichent une croissance nulle ou même une croissance négative après la libéralisation.

- 2- On ne peut tirer des généralités sur les causes de ces différences. De même que ces dissemblances mettent en garde contre les politiques « one-size-fits-all » qui ne tiennent pas compte des conjonctures locales.

Le travail Wacziarg et Welch n'est que le prolongement de la méthode SW, elle est actualisée et demeure favorable à l'ouverture comme facteur de convergence économique.

En outre d'autres facteurs, comme la spécialisation des pays apparaissent particulièrement important quant aux évolutions futures. Là aussi il s'agit pour les pays d'avoir une stratégie qui consiste à ne pas s'enfermer dans des spécialisations pas porteuses mais au contraire de développer de nouveaux avantages dans des productions où la valeur ajoutée est mieux rémunérée. Le rôle d'autres facteurs telle la stabilité macroéconomique, les dépenses gouvernementales en faveur de l'éducation et la qualité des institutions est devenu incontournable dans l'évaluation de la relation ouverture-croissance et c'est la théorie endogène qui a rendu cela possible.

### ***SECTION 3 : L'ouverture dans le cadre d'un modèle de croissance endogène (Romer) :***

Les modèles de croissance endogène, trouvent leur origine dans les critiques de la théorie de Solow. La critique essentielle concerne le progrès technique : ce n'est pas un facteur de croissance exogène mais endogène car il est le fruit des investissements des agents.

Les théories de la croissance endogène cherchent à répondre à la question de l'origine du progrès technique qui est sous-jacent à la croissance économique.

Ces modèles introduisent une idée simple : le progrès technique résulte de la recherche de profit des inventeurs et des firmes. Par conséquent, il résulte du fonctionnement même de l'économie. Il y a trois grands axes sur lesquelles reposent les nouvelles théories de la croissance :

- la croissance est principalement stimulée par le taux d'innovations technologiques, sous forme de nouveaux produits, de nouvelles méthodes et de nouvelles façons d'organiser les processus de production;

- la plupart des innovations découlent des activités des entrepreneurs ou des investissements et comportent des risques, liés à l'expérimentation et à l'apprentissage. C'est ce qui incite les gouvernements à prendre le relais dans les secteurs de technologies de pointe.

- La motivation à investir dans l'innovation est elle-même influencée par l'environnement économique.

Puisque les facteurs de croissance sont endogènes, l'Etat peut jouer un rôle dans le processus de croissance en incitant les agents à investir davantage dans le progrès technique. Cette théorie réhabilite le rôle structurel de l'Etat, ses dépenses publiques à long terme dans une vision néoclassique.

Un des aspects essentiels des *nouvelles théories de la croissance* est l'hypothèse de rendement constant du capital. La première démarche théorique fut d'abandonner définitivement l'hypothèse des rendements décroissants du capital. Ce dernier est alors perçu comme "l'ensemble exhaustif des facteurs de production susceptibles d'être accumulés" (capital humain, stock de connaissances). De plus, le renouveau des théories de la croissance repose sur une nouvelle façon de considérer l'origine et le rôle du progrès technique, qui n'est plus exogène, inexplicé, mais bien une variable économique qui renvoie à des comportements et des grandeurs macro-économiques.

Les premiers articles sont de P.Romer (1986) et R.Lucas (1988) : la théorie de la croissance endogène est née. L'ambition d'une telle théorie est de rendre compte du facteur A qui, dans les théories traditionnelles, représentait le niveau technologique. ( $Y = f(K, L, A)$ ).

Un premier groupe de travaux, à la suite de Romer (1986), cherche le moteur de la croissance dans le phénomène d'apprentissage par l'expérience (*learning by doing*), à l'intérieur des entreprises.

Une deuxième est ouverte par Lucas (1988), et privilégie l'accumulation de capital humain au sein du système éducatif.

Enfin, Romer (1990) et Aghion-Howitt (1992) font de A un stock d'innovations, produit d'une activité volontaire de recherche-développement.

### **3.1. Eléments de base du modèle**

Le modèle de Romer endogénéise le progrès technique en introduisant la recherche de nouvelles idées dans son modèle. Les inventeurs sont intéressés par les profits qu'ils peuvent obtenir grâce à leurs innovations, la nature de la concurrence dans le secteur R&D est donc monopolistique.

Comme dans le modèle de Solow, il y a deux éléments fondamentaux dans le modèle de croissance endogène de Romer : une équation décrivant la fonction de production et un ensemble d'équations décrivant la manière dont les inputs évoluent dans le temps.

La fonction de production agrégée

$$Y = K^{\alpha} (AL_Y)^{1-\alpha}, \quad (3.1.1)$$

Où ( $\alpha$ ) est un paramètre compris entre 0 et 1. ( $L_Y$ ) est le travail consacré à la production.

Pour un niveau donné de la technologie,  $(A)$ , cette fonction de production à des rendements constants en  $K$  et en  $L_Y$ . Mais, si l'on considère que les idées  $(A)$  sont aussi un facteur de production, la technologie a des rendements croissants :

$$F(t_1, t_1, t_1) = (t_1^\alpha K^\alpha) \cdot (t_1^{1-\alpha} A^{1-\alpha}) \cdot (t_1^{1-\alpha} L^{1-\alpha})$$

$$F(t_1, t_1, t_1) = t_1^{2-\alpha} \cdot F(K, A, L) > t \cdot F(K, A, L)$$

Sans aborder les détails, la présence des rendements croissants résultent de l'utilisation non-rivale des idées, car ces dernières créent des externalités positives.

Les équations d'accumulation du capital et du travail sont similaires à celles du modèle de Solow

$$\dot{K} = s_K Y - \delta \quad ,$$

$$\frac{\dot{L}}{L} = n.$$

L'équation clé est celle décrivant l'évolution du progrès technique. Dans le modèle néo-classique, le terme de productivité  $A$  croît à un taux constant de manière exogène. Dans le modèle de Romer, l'évolution de  $A$  est endogénéisée.  $A(t)$  est le stock des idées qui ont été inventées jusqu'au moment  $t$ . Par conséquent  $\dot{A}$  donne le nombre de nouvelles idées inventées à chaque moment.

Dans la version la plus simple du modèle, nous avons

$$\dot{A} = \tau L_A \tag{3.1.2}$$

Où  $L_A$  est le nombre de personnes consacrant leur temps à la recherche de nouvelles idées et  $\tau$  est le taux auquel ils trouvent de nouvelles idées ou la productivité moyenne de ces heures de recherche. Par conséquent,

$$L = L_Y + L_A. \tag{3.1.3}$$

D'autre part,  $\tau$  peut dépendre (positivement ou négativement) des idées déjà trouvées

$$\tau = A^\phi, \quad \phi < 1, \tag{3.1.4}$$

Et la productivité moyenne de la recherche peut dépendre du nombre de personnes qui consacrent leur temps à la recherche et développement. Cela revient à considérer que ce qui entre dans la production de nouvelles idées n'est pas  $L_A$ , mais  $L_A^\lambda$ , où  $\lambda \in [0,1]$  traduit la duplication des efforts de recherche.

Ainsi l'évolution du stock de connaissances est donnée par :

$$\dot{A} = \rho \cdot L_A^\lambda \cdot A^\phi. \tag{3.1.5}$$

Les équations (3.1.4- 3.1.5) montrent un aspect très important des modèles de croissance économique.

Les chercheurs individuels, qui sont petits comparés au reste de l'économie, prennent  $\theta$  comme une donnée, et observent des rendements constants dans la recherche.

Dans l'équation (3.1.2), un chercheur produit  $\theta$  nouvelles idées. Au niveau global, la fonction de production de nouvelles idées n'a pas nécessairement des rendements constants (équation (3.1.5) : Même si  $\theta$  varie très faiblement face aux actions d'un chercheur individuel, il réagit très clairement aux variations de la recherche totale.

Par cela la théorie endogène a pu trouver une explication permettant de rejeter l'hypothèse d'une productivité marginale des facteurs de production décroissante au niveau macroéconomique sans remettre en cause cette hypothèse au niveau de chaque entreprise.

Les rendements des facteurs ne sont pas décroissants au niveau global parce qu'il y a des externalités Marshallienne quand on accumule en même temps plusieurs facteurs. Le concept d'effet externe (ou externalité) est au centre des analyses portant sur les justifications de l'intervention publique. Pour certains économistes celle-ci est indispensable pour régler les problèmes posés par l'écart existant entre avantage (coût) privé et collectif. Pour d'autres il faut simplement chercher des méthodes permettant "d'internaliser" ces effets externes en organisant une procédure marchande. Contrairement aux effets internes qui sont limités par la capacité de l'entreprise les effets externes avantagent aussi les petites entreprises et permettent de maintenir une productivité croissante du capital.

### **Croissance dans le modèle de Romer**

Quel est le taux de croissance le long du sentier de croissance économique (SCE) dans ce modèle ?

Si une fraction constante de la population ( $s_R$ ) est employée à la production des idées, ce modèle arrive à la même conclusion que le modèle néo-classique : toute la croissance per capita est due au progrès technique. Ainsi devons-nous avoir

$$\hat{y} = \hat{k} = \hat{A} \quad (3.1.6)$$

Comme dans le modèle de Solow avec progrès technique où  $\hat{y}$  est la variation par rapport au temps ( $\hat{y} = \frac{\dot{y}}{y}$ )

En effet, si  $s_R \equiv L_A/L$ ,  $L_Y = (1 - s_R)L$  et la fonction de (3.1.1) implique

$$Y = K^\alpha (A(1 - s_R)L)^{1-\alpha} \Rightarrow y = [A(1 - s_R)]^{1-\alpha} k^\alpha$$

Comme pour le modèle de Solow de base, sur le SCE, nous devons avoir K et Y variant à la même vitesse (sinon la vitesse de variation de K ne serait pas constante). De plus, sur le SCE  $S_R$  doit être constante sinon la composition de la population active ne serait pas viable. Par conséquent, nous devons avoir

$$Y_Y = (1 - \alpha)(Y_A - Y_{S_R}) + \alpha Y_R = (1 - \alpha)Y_Y + \alpha Y_R \Rightarrow Y_Y = Y_R = Y_A.$$

Quel est alors le taux du progrès technique le long du SCE ? Pour répondre à cette question, nous devons partir de l'équation (3.1.5)

$$\frac{\dot{A}}{A} = \rho \frac{L_A^\lambda}{A^{1-\phi}}. \quad (3.1.7)$$

Or, le long du SCE nous devons avoir  $\frac{\dot{A}}{A} Y_A = \text{Cste}$ . Cela n'est possible que si le numérateur et le dénominateur de l'équation (3.1.7) augmentent à la même vitesse, c'est-à-dire

$$0 = \lambda \frac{\dot{L}_A}{L_A} - (1 - \phi) \frac{\dot{A}}{A} \quad (3.1.8)$$

De plus, le long du SCE, nous devons avoir  $\dot{L}_A/L_A = \dot{L}/L = n$ . Ce qui nous donne

$$\boxed{Y_A = \frac{\dot{A}}{A} = \frac{\lambda}{1-\phi}} \quad (3.1.9)$$

Le taux de croissance de long terme de l'économie est par conséquent déterminé par les paramètres de la fonction de production des idées et le taux de croissance de population.

Cas particulier (le cas de Jones) :

$$\Leftarrow 1, \Leftarrow 0 \Rightarrow \varnothing = \partial, \dot{A} = \rho L_A$$

Si  $L_A$  est constant, la somme de nouvelles idées créées à chaque période est constante et la part de nouvelles idées dans le stock total diminue avec le temps.

Par conséquent :  $\dot{A}/A = 0$ .

La croissance soutenue n'existe que si le nombre de nouvelles idées créées à chaque période est croissant. Cela est possible si la population affectée à la recherche est croissante ou, si la population totale augmente :

$$\uparrow y = \uparrow A = n.$$

Ce résultat est similaire à celui du modèle de Solow avec progrès technique. Mais le mécanisme qui est derrière ce résultat est bien différent car il passe par la création endogène de nouvelles idées. Une population plus importante génère plus d'idées, et comme l'utilisation des idées est non-rivale, tout le monde en profite.

Le taux de croissance de long terme de l'économie est par conséquent déterminé par les paramètres de la fonction de production des idées et le taux de croissance de population.



Le modèle suggère que si la croissance de population s'arrête, la croissance économique doit s'arrêter aussi. De plus, si l'effort de recherche reste constant, cela devrait conduire aussi à une croissance nulle. Un effort de recherche constant ne peut pas soutenir les augmentations proportionnelles du stock de connaissances nécessaires à la croissance de long terme.

### 3.2 Le modèle de Romer et le transfert de technologie :

Pour Solow la richesse provient de l'accumulation du capital et de la technologie exogène, quand à Romer, c'est l'évolution de la frontière technologique qui est le moteur de la croissance.

Comment se diffusent les technologies entre les pays ?

Pourquoi certains pays ont des technologies plus avancées que les autres ?

En combinant le modèle de Lucas avec celui de Romer il est possible de répondre à la question.

Les pays produisent un bien homogène,  $Y$ , en utilisant le travail  $L$  et une gamme de biens capitaux  $x_j$ . Cette gamme est limitée par le niveau de la qualification de la main d'œuvre,  $h$

$$Y = L^{1-\alpha} \int_0^h x_j^\alpha d. \quad (3.2.1)$$

Une qualification plus élevée permet d'utiliser une gamme plus large de biens-capitaux. Dans le cas d'un petit pays qui est encore loin de la frontière technologique de l'économie mondiale. La croissance dans ce pays est assurée par l'apprentissage de l'utilisation des outils plus avancés qui sont déjà utilisés dans le reste du monde.

De nouveau, une unité de capital brut est nécessaire pour produire une unité de bien-capital.

Par conséquent, à un moment  $t$  donné

$$\int_0^{h(t)} x_j(t) d = K(t) \quad (3.2.2)$$

Les biens intermédiaires seront de nouveau traités de manière symétrique ( $x_j = x = \frac{K}{h}, \forall j$ )

Ce qui conduit à la fonction de Cobb-Douglas habituelle

$$Y = K^\alpha (hL)^{1-\alpha} \quad (3.2.3)$$

où  $h$  est le niveau de qualification qui renforce le travail.

Le capital est accumulé en sacrifiant la consommation

$$\dot{K} = s_K Y - \delta K.$$

L'accumulation du savoir-faire est :

$$\dot{h} = \mu \cdot e^\psi \cdot A^\lambda h^{1-\lambda} \quad (3.2.4)$$

$\mu$  : représente le temps consacré par l'économie à l'accumulation des savoir-faire.

$A$ : représente la frontière technologique mondiale. Il correspond à l'indice du bien-capital le plus avancé.

Nous supposons  $\mu > 0$  et  $0 < \lambda < 1$ .

La variation de la qualification est une moyenne géométrique de la frontière technologique et de la propre qualification du pays. En divisant les deux membres de cette équation par  $h$

$$\gamma_h = \frac{\dot{h}}{h} = \mu e^{\psi} \left(\frac{A}{h}\right)^{\lambda} \quad (3.2.5)$$

Quand le pays est proche de la frontière technologique, la croissance de son niveau de qualification ralentît.

La frontière technologique évolue grâce à l'investissement en R&D dans les pays avancés. Du point de vue du petit pays, elle avance à un taux constant

$$\frac{\dot{A}}{A} = \gamma_A.$$

Dans ce modèle, il n'y a pas d'investissement explicite en R&D. Nous supposons qu'il existe un réservoir d'idées librement disponibles pour tous les pays, mais qu'un pays qui n'apprend pas d'abord à l'utiliser ne peut profiter d'une nouvelle idée.

Pour l'analyse du SCE Nous supposerons  $s_K$  constant et un taux de croissance démographique de  $n$ . Le long du SCE, le taux de croissance de  $h$  doit être constant. Comme  $h$  entre dans la fonction de production en renforçant le travail, le taux de croissance de  $h$  va déterminer celui de  $y$  et de  $k$ .

A partir de l'équation (3.2.5), on voit que  $\dot{h}/h$  ne sera constant que si  $A/h$  est constant. Nous devons donc avoir

$$\dot{y} = \dot{k} = \dot{h} = \dot{A} = \gamma \quad (3.2.6)$$

De manière maintenant habituelle, nous pouvons déterminer

$$\left(\frac{K}{Y}\right)^* = \frac{s_K}{n + \gamma + \delta}$$

Ce qui, une fois intégré dans l'équation (3.2.3), nous donne, l'évolution du produit par tête sur le SCE :

$$y_t^* = \left(\frac{s_K}{n + \gamma + \delta}\right)^{\alpha/(1-\alpha)} h_t^* \quad (3.2.7)$$

Où (\*) est utilisé pour indiquer les valeurs de SCE. Si l'on intègre l'équation (3.2.6) dans l'équation (2.2.5), nous obtenons le résultat suivant :

$$\gamma_h = \gamma \Rightarrow \left(\frac{h}{A}\right)^* = \left(\frac{\mu}{\gamma} e^{\psi}\right)^{1/\lambda}$$

Quand les agents consacrent plus de temps à l'accumulation des savoir-faire, l'économie est plus proche de la frontière technologique sur son SCE. En utilisant cette valeur de  $h/A$  dans l'équation (3.2.7), nous avons l'évolution de  $y$  sur le SCE

$$y_t^* = \left( \frac{s_K}{n+\gamma+\delta} \right)^{\alpha/1-\alpha} \cdot \left( \frac{\mu}{\gamma} e^\psi \right)^{1/\lambda} \cdot A_t \quad (3.2.8)$$

Ce qui nous donne tous les déterminants de la richesse de cette petite économie et l'équation (3.2.6) nous donne l'évolution de cette richesse sur le SCE : cette évolution suit celle de la frontière technologique.

En comparaison avec le modèle de Lucas<sup>29</sup>, nous obtenons pour la dynamique de  $y$

$$y_t^* = \left( \frac{s_K}{n+\gamma+\delta} \right)^{\alpha/1-\alpha} \cdot h \cdot A_t$$

Le modèle explique maintenant pourquoi les différents pays ont des niveaux technologiques différents. Parce que les niveaux de compétence des travailleurs d'un pays à un autre diffèrent. Grâce à un investissement en éducation considérable, les travailleurs ont une aptitude à assimiler les nouvelles techniques. Les modes de production diffèrent aussi, ainsi donc les pays se situent différemment par rapport à la frontière technologique mondiale.

Le modèle suppose aussi que les technologies peuvent diffuser rapidement entre les pays. Cela est actuellement possible du fait de la mondialisation et des firmes multinationales qui dominent l'économie mondiale depuis les années 1970. Ce qui limiterait la diffusion, est la *capacité d'absorption* des pays et non l'impossibilité d'accéder aux nouvelles technologies. Ce qui amène à une autre conséquence de l'équation (3.2.8): à long terme toutes les économies doivent avoir le même taux de croissance, le taux d'expansion de la frontière technologique mondiale. Cela est dû à la diffusion des technologies : même si cela prend du temps, aucune économie ne reste en arrière définitivement.

Or nous savons que les taux de croissance varient entre les pays. Est-ce que ce fait contredit ce modèle ? La réponse est négative. Car cette variation est à expliquer par les *dynamiques de transition*. Dans la mesure où les pays changent leur position dans la distribution de revenu de long-terme, ils peuvent avoir des taux de croissance différents : les pays qui sont loin de leur SCE croîtront plus rapidement que ceux qui en sont près. Un choc externe sur le stock de capital (une guerre) ou un changement de politique peut transitoirement éloigner un pays de son SCE.

---

<sup>29</sup>Dans le modèle de Lucas nous obtenons  $y_t^* = \left( \frac{s_K}{n+g+\delta} \right)^{\alpha/1-\alpha} \cdot h \cdot A_t$   
où  $g$  est le taux du progrès technique  $\dot{A}/A$

Différemment du modèle néo-classique, les dynamiques de transition dans ce modèle dépendent aussi des caractéristiques de la diffusion de la technologie (l'équation (3.2.4)). Si une économie décide de s'ouvrir plus au reste du monde en réduisant les barrières douanières, cela peut augmenter son absorption de nouvelles technologies (correspondant, par exemple, à une augmentation de  $\mu$ ).

Or, l'équation (3.2.8) montre qu'une augmentation de  $\mu$  conduit à un PIB/tête de long terme plus élevée. Le pays se trouverait donc sous son SCE et cela pourrait expliquer un taux de croissance élevé pendant la transition vers le nouveau SCE.

Parmi les auteurs les plus prolifiques dans les années 1990, Grossman & Helpman ils utilisent comme référent théorique le modèle de croissance de Romer. Leur apport consiste à expliquer comment les politiques commerciales peuvent jouer en faveur ou défaveur des pays. En considérant leurs structures économiques et institutionnelles et leurs avantages comparatifs il est possible de tirer partie de la politique commerciale.

### **3.3. Le modèle de Romer en économie ouverte :**

Dans la perspective ouverte de Romer et Lucas, Grossman & Helpman de démontrer que les échanges de biens tangibles facilitent les échanges de biens intangibles (connaissance et savoir-faire). On s'attend alors que les économies plus ouvertes croissent à un rythme plus rapide que celles plus protectionnistes.

Dans leur article « trade, knowledge spillovers, and growth » (1990):

*« L'échange des biens favorise le transfert des connaissances dans la mesure où l'ouverture augmente les possibilités d'échange entre agents domestiques et étrangers ».*

L'ouverture permet d'augmenter les importations domestiques de biens et services qui incluent des nouvelles technologies. Grâce à l'apprentissage par la pratique et le transfert de technologies, le pays connaît un progrès technologique, sa production devient plus efficiente et sa productivité augmente.

Cependant, les auteurs rajoutent que ces gains dépendent de plusieurs facteurs, dont : la situation initiale, les goûts et la technologie ainsi que l'avantage comparatif. Cette dernière détermine la nature de la spécialisation du pays dans le long terme et donc son taux de croissance.

Ils examinent la stratégie d'industrialisation des PED : quel serait la politique optimale d'imitation d'un pays qui subit un retard technologique ? En premier lieu ils distinguent deux types de pays : les *suiveurs inefficaces* et les *suiveurs efficaces*.

Dans la première catégorie de pays, le bien est d'abord produit au Nord puis copié par le Sud, ce qui incite le nord à développer la qualité de ce bien et à se lancer dans la recherche. Une fois cette recherche aboutie le Sud se lance dans une imitation effrénée.

Dans la seconde catégorie de pays, le Sud non seulement parvient à imiter mais parfois également à rattraper et à concurrencer les firmes du Nord.

Le lien entre imitation et innovation est très différent dans les deux cas : dans le premier cas, le processus d'apprentissages se renforce mutuellement au Nord et au Sud. Les politiques de promotion dans le Nord incitent à l'innovation et par ricochet incite le Sud à l'imitation. A une propension à l'innovation plus élevée correspondra une propension à l'imitation presque équivalente. Tout comme les subventions dans le Sud réduisent la durée de vie des produits et incites les leaders à se remettre en cause et à innover d'avantage en retour.

Dans le second cas, les incitations dans une région réduira le taux d'apprentissage dans l'autre région : une subvention à la recherche dans le Nord réduit la part de marché dans le Sud et donc la diffusion du produit sur la base de laquelle se fait l'imitation, des subventions à l'imitation dans le sud découragent la recherche dans le Nord.

Les deux politiques protectionnistes ont donc tendance à produire des situations de blocage de la croissance mondiale.

Les nouveaux éléments dans l'analyse de Grossman & Helpman proviennent de la présence supposée de différences entre pays dans l'efficacité avec laquelle les facteurs de productions sont utilisés, ce qui correspond à un avantage comparatif. En tout état de cause, *ils constatent que de nombreux résultats de dynamique comparative repose sur une comparaison entre les pays de l'efficacité du secteur intermédiaire qui utilise les biens issus du secteur R & D. Car une nouvelle idée correspond à une nouvelle manière de transformer une unité de capital brut en une unité de bien intermédiaire.*

Le modèle de Grossman & Helpman (1989) est un modèle à deux pays, dans lequel les gains de productivité à long terme résultent de la maximisation du profit des entrepreneurs. Les déterminants de la R&D, se situe dans la conception de nouveaux produits intermédiaires et dans la réduction des coûts pour les recherches futures. Les nouveaux produits intermédiaires permettent une plus grande spécialisation dans le processus de fabrication des biens de consommation, ce qui améliore la productivité dans la production finale. La présence de différences entre pays dans l'efficacité de la R & D et la production, est l'élément central que l'on peut relever et qui peut être effacé grâce à la politique commerciale.

L'étude de l'impact d'un avantage comparatif dans la recherche par rapport à la fabrication de biens intermédiaires (modèle de Romer) repose énormément sur les effets de la

structure économique, de la politique économique et commerciale, des modes de spécialisation à long terme, et des taux de croissance à long terme. Par exemple, pour les auteurs l'accroissement des ressources dans le monde (biens intermédiaires) ou l'amélioration de l'efficacité R&D ne peut jouer le rôle de facteur endogène pour un pays qui souffre d'un désavantage comparatif dans la recherche et le développement.

L'ouverture commerciale pourrait agir sur le taux d'accumulation du capital humain ou sur la vitesse à laquelle un PED assimile les techniques de production disponible grâce aux innovations étrangères. Nous revenons ici à la notion de l'impact positif des importations de biens tangibles qui facilitent la circulation des biens intangibles.

L'intégration internationale serait d'autant plus bénéfique que la taille des marchés s'accroît que les doubles emplois dans le secteur de la recherche disparaissent et les effets dynamiques de l'ouverture des frontières semblent supérieurs aux simples gains statiques à l'échange des modèles ricardiens. Seulement l'étude menée par Grossman-Helpman (1990) qui examine l'impact de l'intégration entre des pays n'ayant pas le même degré de développement nuance ces conclusions.

Pour un pays ayant un avantage comparatif dans la R&D, la moindre intervention en faveur de biens de consommation causera une baisse du taux de croissance. Car c'est une incitation à la production de biens finis et le pays perdra petit à petit son avantage en R&D. D'un autre côté la subvention de l'activité de recherche accélérera la croissance. Par contre si le pays souffrant d'un décalage technologique (PED) subventionne la recherche tandis que le pays ayant un avantage ne le fait pas cela causera une baisse de la croissance du pays développé. Pourquoi ? parce que dans un premier temps, l'imitation des PED réduit la rente de l'innovation et décourage les entrepreneurs des pays développés.

L'avantage comparatif selon les auteurs ne devient endogène uniquement lorsque la diffusion des externalités liée à la R&D est plus rapide à l'intérieur du pays, en d'autres termes avant que les idées se diffusent à l'extérieur. La R&D ne peut entretenir la croissance à l'état régulier que s'il y a une course perpétuelle à l'innovation ; d'où la nécessité de l'incitation à la recherche.

Pour Grossman & Helpman les pays développés doivent encourager la R&D pour préserver ou bien renforcer leur avance technologique. Aux PED de s'ouvrir au commerce international pour espérer assimiler cette technologie. Même s'il souligne dans d'autres articles, à juste titre d'ailleurs, les problèmes d'assimilation de ces pays.

## **SECTION4: indices d'ouverture et déterminants de la croissance<sup>30</sup>**

Dans les années 1990, Barro s'est intéressé en générale aux déterminants de la croissance et plus particulièrement au rôle des dépenses publiques et leurs impacts sur la croissance à long terme. Il s'applique à démontrer la portée des dépenses publiques sur deux déterminants de la croissance, l'éducation / formation et la garantie des droits de propriété. Il trouve inefficaces toutes sortes d'interventions autres que celles qui pourraient faciliter l'accumulation des connaissances et la stimulation de la R&D. Elles sont mêmes sources de distorsions donc l'impact de ce genre de dépenses sur la croissance est naturellement négatif.

Le taux de croissance réel par habitant est stimulé par un meilleur contrôle du respect de la loi, une consommation publique plus faible, des renforcements des droits politiques, l'augmentation de l'espérance de vie, une plus forte scolarisation, etc.

Conscients que l'ouverture ne pourrait expliquer à elle seule la croissance économique, cet auteur et son collaborateur Sala-i- Martin<sup>31</sup> ont testé un nombre impressionnant de variables comme déterminant de la croissance.

Levine et Renelt (1992), se préoccupent moins de la relation ouverture-croissance, ils préfèrent focaliser leur travail sur l'étude de la robustesse ou la fragilité de la corrélation entre un certain nombre de variables. Ces dernières concernent les déterminants macroéconomiques, la politique budgétaire et la politique commerciale. Lorsque les variables sont prises séparément elles ne sont que faiblement corrélées à la croissance voir non significatives tandis que dans leur ensemble elles le sont significativement. Ce qui attire notre attention est le fait que même en recherchant une dépendance entre le PIB et la politique budgétaire avec par exemple entre autre les dépenses publiques, les résultats sont décevants. Non que la relation n'existe pas mais, ou le choix des variables n'est pas opportun ou alors la recherche d'une relation simple directe et linéaire est une erreur d'appréciation. Ce point est majeur dans la mesure où il nous rappelle que l'ensemble des travaux se heurtent aux difficultés économétriques et que le choix de la méthode et des variables dépend le résultat.

Le travail conclu sur le fait que la relation de causalité entre l'ouverture et la croissance se fait à travers l'investissement. Cette relation de causalité agirait en favorisant l'accumulation des ressources plutôt que l'optimisation de l'allocation des ressources comme présenté par les auteurs classiques. Si l'ouverture au commerce international permet l'accès à

---

<sup>30</sup>Jean-Marc Siroën. (2000).

<sup>31</sup> Sala-i- Martin a collaboré avec Barro dans son ouvrage de référence la croissance économique et a publié un article impressionnant sous le titre « I just ran two million regression »

des biens d'investissements, cela mènera à une croissance de long terme. Un pays libéralisant ses échanges s'attirera des flux d'investissement étranger.

Harrison quant à elle, emprunte la voie déjà ouverte par Levine Renelt et Barro. La variable dépendante devient la part des investissements dans le PIB ( $I/PIB$ ) et les variables indépendantes sont : les dépenses gouvernementales, inflation, termes de l'échange et différents indicateurs d'ouverture, comme celui de dollar, Krueger, Leamer plus le ratio volume des échanges sur PIB ( $X+M/PIB$ ). Elle trouve une relation positive et significative entre  $X+M/PIB$  et la variable dépendante ( $I/PIB$ ), mais la relation n'est pas significative avec les autres indices d'ouvertures.

Alors que la relation entre le volume des échanges et la croissance économique peut opérer à travers l'investissement, les autres indices d'ouvertures apparaissent directement associés à une meilleure allocation des ressources ou à un taux plus élevé de progrès technique.

Le résultat essentiel du travail d'Harrison est d'avoir démontré l'importance de savoir ce que l'on veut établir et comment y parvenir. S'agit-il de traiter de l'accumulation du capital ou de l'optimisation de l'allocation des ressources ? Le choix de l'indice d'ouverture s'effectuera selon que l'on se situe dans la première ou deuxième situation.

L'ouverture commerciale impacte la croissance économique. Cependant les résultats des tests empiriques restent à ce jour sources de controverses (Rodrik & Rodriguez) sans remettre totalement en cause cette relation. Ce lien peut prêter à équivoque à cause de la méthode économétrique, des choix de l'échantillon ou bien même de l'indice d'ouverture.

Le concept d'ouverture commerciale est lié à l'idée de *neutralité* (Bhagwati). La neutralité signifie que les incitations sont neutres entre épargner une unité de devise grâce à la substitution d'importation et gagner une unité de devise grâce à l'exportation.

Cependant les incitations en faveur d'une politique tournée vers l'extérieur comme les subventions aux exportations n'est pas vraiment neutre. Il est possible qu'un régime commerciale soit neutre dans l'ensemble mais qu'il intervienne sur des secteurs spécifiques.

Une mesure appropriée de la politique commerciale est une mesure qui capte la différence entre une politique commerciale neutre, ou tournée vers l'intérieur, ou une politique de promotion d'exportation. Il est fréquent d'observer ces différents régimes dans un seul pays pour différents secteurs d'où la difficulté de construire un indice d'ouverture capable de capter ces différentes subtilités de la politique commerciale.



L'étude directe du lien entre commerce et niveau du revenu vise à contourner les problèmes posés par l'estimation de la relation ouverture-croissance en utilisant le commerce comme variable représentant l'effet de la politique commerciale (« proxy »). Ce choix permet en particulier de résoudre les problèmes de définition des indicateurs d'ouverture et de mesure statistique, qui sont résolus par construction puisque le volume du commerce est l'objet d'une mesure unique. En revanche, le problème de causalité se pose de manière particulièrement aiguë pour les études portant sur le lien entre commerce (et non plus ouverture commerciale) et croissance (ou niveau) du revenu.

Comme l'observent en particulier Rodriguez et Rodrik (2000), l'ouverture effective d'un pays, mesurée par le ratio des échanges (exports+imports) au PIB, est endogène : autrement dit, un pays dont le PIB est important aura un faible volume d'échanges relativement à sa taille alors qu'un pays plus petit tendra à être plus ouvert. Cette relation est aussi vérifiée de manière dynamique : Rodrik (1998) prend ainsi le contre-pied de la plupart des études sur ce sujet, en montrant que les médiocres performances commerciales des pays africains sont avant tout la conséquence de leurs difficultés économiques en général et non l'inverse.

Pour corriger cette endogénéité, Frankel et Romer (1999) estiment la relation entre taux d'ouverture (échanges/PIB et non type de régime commercial ouvert/fermé) et niveau à long terme (et non croissance) du PIB/habitant, en ne s'intéressant qu'à la part de l'ouverture ainsi définie qui est indépendante du niveau de revenu. Pour ce faire, ils procèdent en deux étapes :

- ils estiment d'abord une équation de commerce bilatéral à l'aide d'un modèle gravitationnel où les variables explicatives sont de nature démographique (population) et géographique (superficie, enclavement, distance aux partenaires commerciaux) ; l'agrégation de cette équation pour un pays donné fournit une estimation de la composante géographique du commerce de ce pays.

- ils estiment ensuite une équation où la composante géographique (définie ci-dessus) du commerce est utilisée comme instrument et où la population et la superficie du pays sont utilisées comme variables explicatives.

Cette méthode présente un double intérêt, puisqu'en dehors des déterminants traditionnels de l'échange cela permet de tenir compte des diverses dynamiques de comportement de l'ensemble des pays et de leurs hétérogénéités. Cela permet ainsi de repérer si un pays ou un groupe de pays, plus particulièrement que d'autres, présentent des spécificités et si celles-ci évoluent dans le temps et dans l'espace. Le but est naturellement de préciser si elles influencent favorablement ou non les échanges.

Les indicateurs proposés dans la littérature sont multiples. Certains d'entre eux, exigent la constitution d'une base de données importante et servent de "biens publics" aux études plus récentes<sup>32</sup>. Baldwin (1989)<sup>33</sup> distingue deux familles de mesure: "*the incidence-based measure of openness*" et "*the outcome-based measure of openness*". La première est fondée, notamment, sur le niveau ou la dispersion des tarifs ou sur la fréquence des barrières non tarifaires. La seconde s'appuie sur l'écart entre un résultat constaté, en termes de prix des biens ou de flux d'échange, et le résultat prévisible lorsque l'État n'impose aucune barrière au commerce.

Cette diversité des indicateurs n'aurait pas grande importance si tous décrivaient, même grossièrement, la même réalité. Or, Pritchett (1996) observe que les indicateurs sont peu corrélés entre eux et aboutissent à des classements très différents. Selon l'indicateur utilisé, certains pays, comme par exemple, le Chili, la Corée du Sud (et même Hong Kong ou Singapour) apparaîtront très ouverts, dans d'autres ils laisseront leur place à des pays qui n'ont pourtant pas fondé leur réputation sur l'ouverture commerciale (par exemple, le Congo, la Jordanie relativement à la période étudiée).

Nous détaillerons les types d'indicateurs les plus fréquemment proposés. Pour ne pas reprendre littéralement la classification de Baldwin, certains sont considérés comme des indicateurs qui visent à isoler le niveau absolu de l'ouverture commerciale alors que les autres apprécient l'ouverture relativement à un ou des partenaires commerciaux. Cette distinction n'est pas anodine car les indicateurs relatifs apparaissent plus instables par nature. Ils dépendent, en effet, de l'ensemble des politiques commerciales mises en œuvre. En contrepartie, ils rappellent aussi que les performances commerciales d'un pays dépendent des politiques commerciales menées dans les autres pays. Dans tous les cas, ces indicateurs doivent permettre de classer les pays.

#### **4.1 Les indicateurs d'ouverture absolue.**

Ces indicateurs sont traditionnellement les plus utilisés. Ils visent à évaluer directement le degré d'ouverture d'une économie au commerce extérieur soit en observant le résultat par un ratio d'ouverture, soit en évaluant directement les mesures de protection mises en œuvre dans le pays considéré.

##### **) Le ratio d'ouverture :**

---

<sup>32</sup> C'est notamment le cas des indices calculés par Leamer (1988), Sachs et Warner (1995).

<sup>33</sup> Cité par Pritchett Lant, p 4.

Bien qu'abondamment utilisé dans la littérature, le rapport  $(X_i+M_i) / \text{PIB}_i$  aisément calculable pour chaque pays n'est pas recevable comme indicateur d'ouverture commerciale ce qui ne préjuge en rien de son utilité comme indicateur d'exposition (ou de dépendance) au commerce extérieur.

La critique principale de la mesure d'ouverture par un ratio d'intensité du commerce international tient au fait que, comme le remarque, parmi d'autres, Pritchett, il dépend d'une multitude de variables qui sont indépendantes des politiques commerciales comme la taille, la configuration géographique, les dotations en ressources (voir ci-dessous ). On sait, par exemple, que les pays les plus grands sont en général "moins ouverts" (en réalité moins dépendants du commerce extérieur) et que les pays détenteurs de ressources naturelles abondantes le sont relativement davantage.

### ) **La mesure directe :**

A priori, la méthode qui consiste à saisir directement les mesures restrictives de politique commerciale paraît mieux cibler l'objet des études. Tel est, par exemple, les données de la CNUCED pour les barrières tarifaires (tarifs moyens) et non tarifaires (pourcentage des importations).

En ce qui concerne les tarifs, la moyenne proposée n'est pas, en général, pondérée par les parts de commerce. L'indicateur favorise donc les pays qui imposent le plus fortement les quelques produits qu'ils importent en grande quantité et fait apparaître comme plus fermés les pays qui maintiennent une protection forte sur des secteurs marginaux.

Pour éviter les conséquences de cette non pondération, d'autres études retiennent la part des recettes tarifaires dans le PNB (ou dans les importations). Edwards (1992), notamment, prend en compte le ratio des droits de douane et des subventions à l'exportation sur le volume total du commerce.

La méthode directe doit-elle, enfin, se limiter aux seuls instruments référencés de la politique commerciale ou considérer l'ensemble des politiques susceptible d'affecter plus indirectement le commerce extérieur? Il est, en effet, très difficile de dissocier l'ouverture extérieure de la politique économique intérieure qui peut, parfois, conduire à des résultats "équivalents". La théorie justifie certes de considérer l'ensemble des distorsions causées par les interventions publiques, mais les instruments sont trop nombreux, souvent opaques et rarement quantifiables.

## ) **Les évaluations qualitatives et subjectives :**

Des méthodes alternatives peuvent être fondées sur une appréciation subjective du degré d'ouverture. Certaines organisations publient un indice synthétique qui est la somme des scores obtenus, par exemple l'indice de liberté économique de l'Heritage Foundation<sup>34</sup> concerne 161 pays et considère la politique commerciale (notée de 1 pour les pays ouverts à 5 pour les plus répressifs) comme un des dix critères pris en compte. Les résultats sont sensibles aux critères adoptés.

### **4.2 Les méthodes d'ouverture relative :**

Ces méthodes visent à apprécier l'ouverture d'un pays par rapport à une "norme" construite ou constatée dans un pays ou une zone de référence. L'écart entre la valeur constatée dans un pays et cette norme révélerait le degré d'ouverture du pays. Les premiers indicateurs apprécient l'ensemble des distorsions que les interventions publiques sont censées introduire. Les seconds cherchent à quantifier l'influence de ces politiques sur les seuls flux commerciaux.

## ) **Les indices de distorsion :**

Les indicateurs précédents supposent que l'ouverture et l'accroissement des échanges vont nécessairement main dans la main. Ce qui est plausible pour les tarifs et les barrières non tarifaires ne l'est pas nécessairement pour d'autres instruments de politique commerciale ou de politique industrielle. Ainsi, une subvention à la production d'un bien exportable et financée par une taxe à la consommation conduit à augmenter le commerce en agissant à la fois sur l'offre de biens exportables (qui augmente) et sur la demande (qui diminue). Inversement, un retrait de ces mesures incitatives conduirait à une rétraction du commerce extérieur. Dans ce cas, une plus grande ouverture ne conduit donc pas à une augmentation des flux d'échange mais à une réduction! Or, le rôle de ces politiques est sans doute loin d'être négligeable dès lors que la notion de subvention est entendue au sens large et inclut toute mesure fiscale ou réglementaire qui conduit à modifier le prix relatif des biens échangeables.

Puisque les distorsions sont censées se porter sur les prix, un certain nombre d'études tentent d'apprécier le degré d'ouverture par une mesure de la distorsion. Cette démarche se heurte à deux réserves préalables. La première est qu'il apparaît très difficile d'attribuer les différences entre les prix mondiaux et les prix intérieurs aux seules distorsions introduites par les politiques et de limiter celles-ci aux seules opérations de commerce extérieur. Les coûts de

---

<sup>34</sup> Cet indice est un des neuf indicateurs utilisé par Edwards (1998).

transport, les désajustements de taux de change, les différences d'élasticité-prix et d'élasticité-revenu et les comportements stratégiques des firmes (discrimination des prix) sont également candidats à l'explication. La seconde réserve tient au fait que les distorsions considérées concernent les différences entre des prix intérieurs et des prix étrangers alors qu'elles impliquent aussi une modification des prix relatifs internes entre, notamment les biens échangeables et les biens non échangeables (avec une possible remontée sur le prix relatif des facteurs).

Compte tenu de ces restrictions, l'instrument le plus sophistiqué est sans doute celui de Anderson & Neary (1999) qui proposent un *Mercantilist Trade Restrictiveness Index* (MTRI), mesuré à partir d'un modèle d'équilibre général calculable, défini comme le déflateur uniforme qui, appliqué aux prix des biens échangés calculés sans distorsion, conduirait au même volume de commerce que dans la situation avec distorsions.

Le calcul de la MTRI implique l'utilisation d'un modèle relativement simple d'équilibre général calculable (CGE), mais exige la collecte de plusieurs comptes sur le revenu national, et les hypothèses au sujet des élasticités de la demande et de l'offre. Sur le plan opérationnel, le calcul de la MTRI semble imposer des exigences significatives de données qui seraient difficiles à respecter pour de nombreux PED.

Dollar (1992) quantifie la distorsion à partir de l'écart entre un prix mondial (en fait, l'indice des prix à la consommation des Etats-Unis ( $P_{us}$ ) converti en monnaie locale au taux de change  $e_i$ ) et le prix intérieur ( $P_i$ )<sup>35</sup> compte tenu d'une correction qui tient compte des biens non échangeables qui figurent dans l'indice des prix<sup>36</sup>. Ces évaluations ne chiffrent donc les distorsions relatives que par rapport au pays de référence. Une politique commerciale restrictive conduirait à des prix plus élevés en moyenne ce qui revient à considérer que le taux de change ne remplit pas sa fonction d'égalisation des pouvoirs d'achat et donc que le taux de change est surévalué.

Au final, comme le rappellent Rodriguez et Rodrik (2000) la distorsion n'est une mesure acceptable des restrictions commerciales que si les conditions suivantes sont réunies : pas de taxes à l'exportation ou de subventions, application continue de la loi du prix unique, absence de différences systématiques dues au coût de transport ou aux facteurs géographiques. On

---

<sup>35</sup> Ces études font généralement appel à la base de données de Heston et Summers (1991) accessible sur le site du NBER.

<sup>36</sup> Il s'agit de corriger l'effet Balassa.

peut ajouter l'absence de stratégie de discrimination des firmes et un niveau de qualité des produits équivalents.

Certes, la surévaluation d'une monnaie est fréquemment associée à une forte protection des importations mais elle peut être causée par d'autres facteurs, notamment des facteurs financiers ou des effets de type *dutch disease* (comme celle observée en Algérie dans les années 1970 et encore aujourd'hui<sup>37</sup>). Inversement la sous-évaluation d'une monnaie peut difficilement être interpréter comme un signe d'ouverture libérale si elle repose sur une stratégie, active ou passive, de dumping monétaire qui aurait pour fonction d'encourager des exportations peu compétitives. Même dans un monde où les taux de change seraient maîtrisables par les gouvernements, l'interprétation de l'écart serait donc délicate. Mais dans le Monde réel où les déterminants financiers apparaissent prépondérants, les écarts de taux de change peuvent sans doute contribuer à expliquer les flux d'échange, mais non à identifier le sens des politiques commerciales.

Une méthode alternative (notamment Harrison, 1995; Levine et Renelt, 1992; Sachs et Warner, 1995) pour apprécier la distorsion est d'utiliser la prime sur le marché noir ou *black market premium* (BMP) moins souvent, comme mesure de la distorsion des taux de change que comme variable proxy de l'ensemble des distorsions introduites par le gouvernement (Barro, 1995). Néanmoins, si les exportateurs, détenteurs de devises, ont accès au marché noir la prime est neutre puisque les prix des importations financées par des devises acquises au marché noir devraient augmenter dans les mêmes proportions que des prix à l'exportation qui intègrent alors la prime de change (Rodriguez et Rodrik, 2000). On peut même considérer que si toutes les transactions se règlent par des devises échangées au marché noir, celui-ci devient un marché des changes à peu près normal qui permet, justement de réduire, voire de neutraliser, les effets des restrictions introduites par l'Etat.

### ) **L'évaluation de l'ouverture par les résidus :**

Comme nous l'avons vu, les taux d'ouverture ne peuvent prétendre refléter le degré d'ouverture d'une économie et l'orientation de sa politique commerciale. Guillaumont (1994 ; 2000), notamment, a proposé de contrôler les flux d'échange par des variables structurelles

---

<sup>37</sup> Benabdellah Y .(2008).

indépendantes de la politique commerciale. L'écart entre le volume constaté du commerce et celui prévu à partir du modèle de référence devient alors l'indicateur d'ouverture. Si ce résidu, est positif (commerce constaté > commerce prévu) le pays est considéré comme ouvert et inversement. Cet indicateur est donc incontestablement supérieur au simple taux d'ouverture, puisqu'il élimine certains des facteurs explicatifs de l'échange autres que ceux qui relèvent de la politique commerciale.

L'ensemble des facteurs non structurels devrait donc être correctement pris en compte comme des variables régionales (Rodrik, 2002) macroéconomiques (Rodriguez & Rodrik, 2000; Frankel et Romer, 1999), de politique industrielle (Rodrik, 1995) et, pourquoi pas, des variables culturelles ou institutionnelles (Edwards, 1998, Sala i Martin 1995).

## **CONCLUSION DU DEUXIEME CHAPITRE :**

Il ne faut pas observer l'ouverture commerciale uniquement du point de vue des exportations. Car elle porte deux objectifs :

- l'expansion et la diversification des exportations,
- Faciliter l'import d'intrants au meilleur prix et qualité.

Les effets des deux points de vue sont directs et indirects. Pour les exportations leurs impacts ont été largement étudiés et sont connus. En ce qui concerne les importations, elles représentent un aspect sous-estimé du commerce extérieur leurs rôles après celui du renforcement de l'offre domestique consiste à:

- Faciliter l'accès aux intrants pour les entreprises domestiques,
- Elargir la gamme de biens intermédiaires,
- Faciliter l'acquisition des connaissances et le transfert technologique,
- Exacerber la compétitivité des entreprises locales.

Les théories de la croissance montrent que tous ces aspects favorisent par leur présence la croissance.

Le modèle de Solow par ses hypothèses restrictives mais aussi par sa simplicité ne peut prendre en considération tous les éléments cités précédemment.

Pour Solow, une économie à l'état stationnaire, est une économie qui a atteint un niveau optimal, un niveau d'équilibre entre la croissance, la consommation et la démographie.

Cette état stationnaire indique que les variables consommation- croissance n'évoluent pas et ne favorise ni la croissance ni la décroissance. Si le résidu explique l'ensemble des facteurs techniques et temporels, il ne peut prétendre expliquer le mécanisme de la croissance auto-entretenu.

Au cours des années 1980, une nouvelle vague de modèles de croissance est apparue. Dans lesquels la croissance est induite, non seulement par l'accumulation du capital et l'épargne, mais, plus fondamentalement, par les activités des entrepreneurs ou les innovations, lesquelles sont elles-mêmes stimulées ou facilitées par diverses caractéristiques de l'environnement institutionnel.

Les différents travaux empiriques sur l'ouverture commerciale ont abouti à des résultats similaires où l'effet de l'ouverture est généralement favorable à la croissance.

La théorie de la croissance endogène a décortiqué le résidu de Solow. Alors selon les hypothèses retenues, d'après les variables explicatives utilisées, le résidu peut se résumer en :

- Effets d'apprentissage ou
- Effet d'innovation ou
- Effet de l'accumulation du capital humain.

Une fois le mécanisme de la croissance expliqué, il devient aisé d'apprécier l'effet de l'ouverture sur la croissance :



-L'ouverture facilite l'assimilation des nouvelles technologies incorporées dans les biens intermédiaires,

-L'ouverture dynamise l'accumulation du capital humain car elle oblige les entreprises la mise à niveau de sa production et de sa main d'œuvre. Dans le temps, il y aura un glissement en faveur de la production de biens intensifs en mains d'œuvre qualifiées,

-L'ouverture favorise la course à l'innovation qui octroie à son détenteur une rente temporaire.

Néanmoins, l'étude de la relation ouverture-croissance souffre de deux imperfections :

Premièrement, le choix de l'échantillon de pays observés et l'indice d'ouverture sont souvent mis à mal par la critique. Durant les années 70, la plupart des travaux empiriques utilisaient des régressions en coupe transversale sur un ensemble de pays. Les coefficients de corrélation se faisaient soit entre la croissance des exportations et le PIB, soit entre des indices représentant l'ouverture ou les politiques commerciales et la croissance de long terme. La plupart de ces études ont établi une relation positive entre l'ouverture et la croissance tout en relevant que cette relation était astreinte à la méthodologie employée.

Deuxièmement, nous pensons que l'ouverture au sens strictement commerciale ne peut engendrée seule la dynamique du mécanisme de la croissance. A contrario, l'ouverture dans son sens large (ouverture économique) suppose que le pays entreprend un certain nombre de réformes institutionnelles, macroéconomiques, fiscales et commerciales. Ces réformes dans leur ensemble vont créer un climat favorable à l'investissement et à l'innovation (Seker Murat 2011). Des mesures visant à améliorer le niveau de qualification des individus, l'accès à l'information ainsi qu'une facilitation à l'accès au capital conditionnent la réussite du modèle de croissance tel que ceux présentés précédemment.

C'est ainsi que les recommandations des institutions multilatérales concernant la politique commerciale butent sur les spécificités des PED. Ces dernières ne peuvent bénéficier des avantages de l'ouverture à causes des distorsions de marchés qui prévaut dans ces pays, aussi à cause du gap technologique et du manque de qualification de sa main d'œuvre ce qui rend quasiment caduc les enseignement de la théorie libérale du commerce international.

## **CONCLUSION DE LA PREMIÈRE PARTIE :**

L'objectif de cette partie était de présenter les fondements théoriques de la politique commerciale et ses principales modélisations. Elle développe, face à face les deux orientations majeures de la politique commerciale : Le protectionnisme souvent décrié, versus l'ouverture, fréquemment plébiscité.

Nous avons présenté cette partie de telle sorte que l'on ne puisse plus :

- Exclure l'interventionnisme commercial comme instrument d'aide au développement sans, bien entendu, verser dans la politique d'*inward looking*, une politique aujourd'hui totalement désuète.

- Considérer l'ouverture comme un facteur de croissance, une panacée à la problématique de la diversification des exportations ou comme politique pivot du développement économique.

Le choix de débiter cette thèse avec la théorie du protectionniste repose sur le souci que nous avons d'évoluer d'une politique restrictive vers une approche de la politique commerciale plus libérale. D'une part parce qu'historiquement les pays suivent ce cheminement. Et d'autre part cela nous permet d'exposer petit à petit la construction d'une politique commerciale.

L'exposé des modèles de croissance, classique et ensuite endogène décrit le mécanisme de base de la théorie. Dans un premier temps, le modèle de Solow a été analysé comme un support. Ensuite, la théorie de la croissance ne se limitant pas aux modèles d'ouverture classiques, la croissance endogène présente des notions et des modèles plus élaborés élargissant encore l'objet d'étude de la relation ouverture et croissance. La dynamique de la croissance elle-même a ensuite été analysée sous l'angle de l'ouverture aux échanges internationaux.

Le deuxième chapitre laisse apparaître que l'ouverture totale et sans conditions constitue expressément pour les PED un élément d'instabilité. En parallèle ces pays subissent déjà distorsions et déséquilibres économiques. Le contraire de ce qui pourrait garantir une ouverture accomplie. La spécificité de chaque pays rend caduc les politiques *one-size-fits-all*, politiques préconisées par la banque mondiale et le FMI.

Les champions de l'export souvent cités en référence par ces institutions comme preuve de la performance économique de l'ouverture, sont des pays qui ont su adapter leur politique commerciale à leurs caractéristiques économiques et à la conjoncture mondiale.

Les modèles présentés dans le deuxième chapitre ont amené à la conclusion que les résultats des modèles économétriques qui analysent la relation ouverture-croissance ne peuvent être étendues telles quelles aux PED. Vouloir dégager à partir des conclusions de ces modèles, une recommandation à l'ouverture pour les PED est complexe.

A ce titre, la partie suivante met en exergue l'impact des particularités des PED dans les résultats attendus des politiques commerciales. Nous allons démontrer que les pays qui ont réussi sont les pays qui ont su adopter des politiques hétérodoxes (Chine) ou des pays qui bénéficiaient de particularités historiques ou politiques (Iles Maurice, Corée du Sud).

## **PARTIE2 : CHOIX DES POLITIQUES COMMERCIALES DES PED ET CROISSANCE ÉCONOMIQUE**

La rupture entre deux notions fondamentales l'économie de développement et la croissance a mis à mal la doctrine libre-échangiste.

La croissance est un surplus économique, un préalable indispensable au développement, mais ce préalable n'est pas suffisant. La croissance doit s'interroger sur le contenu et l'orientation : avec quoi crée-t-on de la croissance ? Pour quel objectif ? Cette interrogation permet de montrer que la croissance peut aggraver le sous-développement. Le sous-développement ne doit pas être considéré comme un simple retard de croissance mais comme une situation spécifique. Or les théories de croissance sont des modèles économétriques qui traduisent assez peu les spécificités des PED.

Dans les années cinquante, l'économie de développement, constitué une alternative pour les pays nouvellement indépendants. Une alternative autre que le libéralisme Anglo-Saxon ou le modèle soviétique, avec l'idée, d'une solidarité des nations du Sud au sein d'un ordre mondial dominé par les pays industrialisés.

De fait, les économies des anciennes colonies sont structurellement orientées vers la livraison des économies industrialisées en matières premières. Pour sortir de ce schéma de spécialisation et faire face à la dégradation des termes de l'échange, la CNUCED est créé en 1964. Les travaux de cette dernière sont inspirés des théories de l'économie structuraliste et de l'école de la dépendance. Les revendications des pays du Sud visaient une transformation structurelle du commerce international à travers un meilleur accès aux marchés du centre et la stabilisation des prix des matières premières, mais également le transfert de technologies, une augmentation de l'aide publique au développement. Avec le premier choc pétrolier le dialogue Nord-Sud évolue considérablement en 1974, l'assemblée générale des Nations unies convoquée par le président algérien Houari Boumediene adopte la charte des droits et des devoirs économiques des Etats, qui entérine le principe de souveraineté économique. Elle affirme le droit de chaque Etat de choisir son propre système économique, d'exercer une souveraineté entière et permanente sur toutes ses richesses et ses ressources naturelles, ce qui implique le droit de réglementer les investissements étrangers, de réglementer et de surveiller les activités des sociétés transnationales, de nationaliser la propriétés des biens étrangers.

Le but de la CNUCED est la création d'un nouvel ordre économique internationale qui implique une nouvelle division internationale du travail orientée vers l'industrialisation accélérée des PED.

Cette période est caractérisée par l'adoption de stratégies d'industrialisation tournées vers l'intérieure avec l'industrialisation par substitution des importations (ISI), et l'industrie industrialisante Algérie, Inde.

Ensuite, les années 1980 vont être la période du reflux tiers-mondiste. La crise de la dette et les premiers ajustements structurels fragilisent les théories de développement et en particulier la politique d'*inward looking* qui a montré ses limites, elle s'éclipse au profit de la montée en puissance du GATT, future OMC. Désormais, les institutions internationales présentent le modèle d'extraversion des NPI comme seul référant en matière de développement et unique issue susceptible de créer de la croissance économique.

Or, le consensus de Washington a fait l'objet depuis quelques années d'importantes critiques. En effet, le bilan des réformes appliquées par les pays en développement est plus que mitigé. Certes, certaines économies ont réussi à diminuer leurs déséquilibres internes et

externes. Cependant, les dynamiques de croissance sont restées faibles et les réformes n'ont pas été en mesure d'initier de nouveaux modes de croissance. Par ailleurs, la compétitivité des économies en développement reste faible et leur dépendance vis-à-vis des exportations traditionnelles est encore marquée.

Ces résultats ont été à l'origine d'une remise en cause des fondements théoriques et des choix de développement du consensus de Washington. Au niveau théorique, les travaux récents mettent l'accent sur les imperfections du marché et s'accordent à reconnaître la pluralité des formes et notamment le rôle des institutions.

Le maintien d'une partie des pays sous-développés dans l'ancienne division internationale a des conséquences négatives sur sa croissance en raison de la détérioration des termes de l'échange. Le commerce entre pays industrialisés et Tiers-Monde aboutit à la dégradation des termes de l'échange pour les pays en développement, car le prix des produits manufacturés exportés par les pays développés augmente plus vite que le prix des produits primaires exportés par les pays du Tiers-Monde. Ce qui implique une faiblesse de l'épargne domestique et une incapacité à disposer de capital nécessaire à l'investissement. Quant aux IDE, l'environnement institutionnel les freine considérablement.

Néanmoins, le véritable problème des pays en voie de développement exportateurs de produits primaires n'est pas de se battre pour une accessible stabilisation des prix, il est de sortir du piège d'une spécialisation héritée de l'époque coloniale, qui constitue l'un des facteurs les plus puissants de blocage de leur développement et donc de leur croissance.

Le but de cette partie est de présenter les différentes voies empruntées par les PED de trois régions : Asie, Afrique, et Sud Amérique tout en exposant les causes d'échec et de réussite de ces pays. Cela permettra :

- une meilleure appréciation de la politique commerciale dynamique et d'en retirer les aspects positifs et négatifs.

- En tirer les leçons pour comprendre et expliquer l'échec à l'exportation de certains pays comme l'Algérie.

Naturellement le quatrième chapitre traitera du cas de l'Algérie. Pays où le taux de croissance est complètement dépendant de ses exportations d'hydrocarbures. Ce qui nous amène d'emblée à conclure que l'ouverture aux échanges n'a pas encore porté ses fruits. Il s'agira pour nous d'expliquer dans la dernière section du chapitre l'inefficacité de la politique commerciale.

### **CHAPITRE 3 : STRATEGIES D'INDUSTRIALISATION ET POLITIQUE COMMERCIALE DES PED**

Toute décision en politique économique repose sur un corpus théorique ou une doctrine. En ce qui concerne la politique commerciale, la théorie économique offre deux grands axes, qui serviront le modèle de développement choisi par un pays.

Les années 1950 à fin 1970 ont été marquées par les politiques volontaristes de croissance industrielle mises en œuvre par certains PED.

Deux modèles émergent :

- J le modèle d'Industrialisation par Substitution d'Importations (ISI)
- J le modèle d'Industrialisation par Substitution ou Promotion d'Exportations (IPE)

Dans les deux cas, un rôle central est donné à la politique commerciale.

Néanmoins, depuis le début des années 1980 de nombreux PED ont été obligés de libéraliser leur commerce extérieur. Or la libéralisation accélérée et généralisée des importations par de nombreux PED n'a pas été réalisée dans le contexte de négociations multilatérales, mais dans le cadre de la conditionnalité des programmes d'assistance financière des organismes FMI et banque mondiale.

Seuls certains pays d'Asie de l'Est et du Sud-est ont pu appliquer une approche sélective et graduelle de la libéralisation.

Selon l'approche réalisée dépendra le résultat mais pas seulement, la positivité de la politique commerciale dépendra également d'autres facteurs institutionnels, culturels et factoriels. Le but de la section deux et trois est de citer les exemples de PED ayant emprunté des politiques commerciales différentes ou pas.

Dans la section deux, notre choix est porté sur la Chine et l'Inde.

Le choix de la Chine est guidé par notre volonté de mettre en évidence la réussite fulgurante d'un pays grâce à une politique éclectique et hétérodoxe. En ce qui concerne l'Inde, c'est un pays ayant un héritage colonial similaire à celui de l'Algérie et sa démarche hésitante en matière d'ouverture a été un autre point commun.

La troisième section traite le cas de l'Afrique non pas comme un ensemble homogène de pays mais pour relater l'échec patent d'une politique commune imposée à quasiment l'ensemble des pays. Ces derniers ont une histoire commune, avec une spécialisation primaire et un développement en panne. La réussite de la république de Maurice et de l'Afrique du Sud permettra de tirer quelques leçons en matière de politique commerciale.

## ***SECTION1 Les stratégies d'industrialisation :***

Les économies du XVIII<sup>e</sup> siècle et XIX<sup>e</sup> siècle ont eu dans une certaine mesure l'opportunité de piloter leurs croissances, malheureusement tel n'est plus le cas de la plupart des PED notamment ceux nouvellement indépendants. La spécificité de ces économies : déficience du capital et faiblesse de l'épargne, faible infrastructure, archaïsme du secteur agricole et dualisme, faiblesse des exportations et déficit du commerce extérieur..., rend presque obsolète les théories de la croissance telles qu'elles ont été conçues pour les pays développés. Il faut donc rechercher des modèles de développement qui prennent en ligne de compte les caractéristiques des PED ou du moins essayer de les adapter aux contextes de ces pays.

En règle générale nous pouvons distinguer deux grandes catégories de la politique commerciale dans les PED, qui ne sont pas nécessairement incompatibles. La politique introvertie caractérisée par l'industrialisation par substitution des importations et la politique extravertie caractérisée par la promotion des exportations.

### **1.1. L'industrialisation par substitution des importations :**

Les arguments en faveur du libre-échange se réfèrent à une situation mondiale optimale. Mais un pays particulier peut être guidé par la prise en compte d'avantages



immédiats qu'il pense pouvoir tirer d'une protection sur les branches sensibles<sup>38</sup>. Dès lors qu'un pays peut voir dans une politique restrictive (à condition qu'elle soit limitée dans le temps) un gain, la protection peut apparaître comme justifié.

Les déterminants les plus courants de la protection sont liés à des arguments traditionnels de défense d'intérêts collectifs ou catégoriels que nous avons déjà cités au premier chapitre.

Le problème majeur que rencontre les PED est la difficulté à affronter la concurrence internationale. Selon l'argument de l'industrie naissante, les PED ont un avantage comparatif potentiel dans l'industrie manufacturière mais leurs nouvelles industries ne peuvent initialement soutenir la concurrence des industries solidement établies dans les pays avancés. Afin de permettre aux nouvelles industries de prendre racine, les gouvernements devraient temporairement les soutenir jusqu'à ce qu'elles soient devenues suffisamment fortes pour se mesurer à la concurrence internationale.

Le problème de l'industrie naissante trouve son explication dans les économies d'échelles externes. Ces dernières peuvent pour un nouveau pays constituer un frein à l'échange. Que serait devenue l'industrie de l'automobile au Japon ou en Corée du sud si elle avait été ouverte aux firmes comme General Motors?

L'effet d'apprentissage octroi à l'industrie des coûts plus faibles que ceux d'une nouvelle industrie même si celle-ci bénéficie par exemple d'une main d'œuvre à bon marché.

Les économies d'échelle dynamiques, comme les économies externes à un point donné du temps, justifient potentiellement le protectionnisme, en encourageant la production du bien soit par une subvention soit en le protégeant de la concurrence étrangère.

Il est naturel de voir l'industrialisation comme une force qui contribue à la progression économique d'ensemble. La plupart des pays à revenus élevés sont des pays industrialisés. Nous l'avons écrit précédemment, la stratégie de l'ISI a pris plus de faveur encore auprès des nations nouvellement indépendantes dans les années cinquante et soixante. Cette démarche a prévalu tôt dans la plupart des PED, dont les barrières à l'encontre des importations des produits manufacturés en sont venues à être aussi fortes que celles qu'avaient érigées les pays en voie d'industrialisation de l'avant-guerre les plus protectionnistes. Même si, entre le milieu des années soixante-dix, de nombreux pays ont adopté des politiques plus favorables aux

---

<sup>38</sup> En fait il faudrait prendre en considération le poids réel de la protection en d'autres termes calculer la protection effective.

échanges et plus tournées vers les exportations, l'ISI est restée une politique très répandue dans les PED.

Pour la stratégie d'ISI il s'agit de satisfaire progressivement la demande interne en remplaçant les importations par la production nationale. La dépendance extérieure doit diminuer, l'économie se diversifier et l'équilibre de la balance commerciale se rétablir à long terme.

C'est la crise de 1929 qui a été paradoxalement un catalyseur de l'industrialisation en Amérique latine. Les exportations de produits primaires ayant chuté la capacité d'exportation est considérablement réduite, ce qui a pour effet de stimuler la production interne. En effet la demande de produits manufacturés restant élevée, et leur offre ayant baissé, l'augmentation des prix va avantager la production de remplacement.

Ainsi en Amérique latine l'ISI serait le fruit du hasard puis c'est transformé dans les années 1950 en un choix volontaire. Les économistes structuralistes ont vu dans ce mécanisme qui a fait de la rupture des échanges internationaux le point de départ d'une industrialisation, la confirmation de leur thèse : l'impossibilité du développement initial dans le libre-échange, et la nécessité du protectionnisme.

La stratégie protectionniste de repli sur soi des PED qui leur a fait mener dans les années cinquante une politique de substitution des importations était fondée selon Bhagwati<sup>39</sup> sur quatre types de considérations :

1. Le pessimisme généralisé que suscitaient les perspectives des PED en matière d'exportation. L'on craignait que le reste du monde ou les autres PED ne soient pas en mesure d'absorber les exportations de ces pays qui participaient pour la première fois aux échanges de biens manufacturés.

2. L'insuffisance des entrées en devises, ce qui se traduit par une nette surévaluation des monnaies assortie d'un contrôle des changes et des échanges commerciaux. Or une telle surévaluation des monnaies est le plus sûr allié de la protection. C'est aussi ce qui a induit dans certains PED cette protection automatique, générale et sur mesure. La seule justification consistée à dire que l'on économisé des devises même si les produits de substitutions nationaux étaient plus coûteux.

---

<sup>39</sup> J. Bhagwati, 1990, p.97.

3. Bien entendu, l'argument de l'industrie naissante. même si cet argument ne justifie pas pour autant un protectionnisme généralisé. La règle de spécificité lui préfère la politique de promotion.

4. L'idée selon laquelle l'industrie manufacturière crée des externalités positives et des biens à fortes valeurs ajoutées, en opposition aux produits primaires qui caractérisent les exportations des PED.

Nonobstant, dans les régimes introvertis l'on relève des activités improductives consommatrices de ressources, comme le non-paiement des droits ou le lobbying en vue d'obtenir des licences d'importations et d'investissements lucratifs. Cet état de fait a donné lieu au développement du concept de " la recherche de la maximisation de la rente " (rent-seeking activities) par Krueger (1974), qui décrit les motivations des groupes de pression en quête de " primes " induites par les contingentements, et au développement de Bhagwati (1982) du concept " d'activités indirectement improductives de recherche du profit " (directly unproductive profit-seeking).

L'ISI se développe d'abord dans les industries de biens de consommations courante, il s'agit de la phase facile qui ne nécessite pas une protection élevée et qui a été suivi par pratiquement tous les pays en cours d'industrialisation.

Après cette phase les pays doivent opter pour l'une des deux solutions, s'orienter vers l'exportation (cas de l'Asie de l'Est et du Sud Est) ou entamer la deuxième phase de substitution des importations de biens intermédiaires, de biens d'équipement et de biens de consommation durable comme l'a fait nombre de pays d'Amérique latine ainsi que l'Inde, le Pakistan et les pays d'Europe de l'Est dans les années 1950.

Mais l'exemple qu'offrent les pays extravertis, montre que leurs bons résultats à l'exportation leur ont donné des moyens d'une industrialisation plus complète et plus réussie que celle à laquelle étaient parvenues les nations introverties. En rendant les marchés extérieurs au moins aussi attrayants que les marchés intérieurs, allant même jusqu'à favoriser les vocations exportatrices par l'adoption de mesures ciblées.

## **1.2. La Promotion Des Exportations**

Les partisans d'une politique orientée vers l'extérieure font valoir les coûts qu'entraînent des politiques protectionnistes. Parallèlement, un certain nombre de PED ont, soit supprimé, soit sensiblement réduit les barrières douanières et autres contrôles exercés sur l'activité économique. Avec la croissance remarquable de certaines économies, nous serions

amenés à conclure qu'une politique orientée vers l'extérieur a un effet dynamique sur l'économie intérieure et contribue à accélérer les taux de croissance.

*« Le concept de politique ouverte désigne généralement une politique qui n'introduit pas de biais anti- exportations, ou une politique qui entraîne un système d'incitations neutre à l'égard des activités tournées vers le marché intérieur », ou « c'est une politique qui recherche la compétitivité<sup>40</sup> »*

Le biais contre les exportations *anti-export bias* est le découragement à l'exportation ou la désincitation à l'exportation, c'est la conséquence directe du protectionnisme:

- La protection tarifaire et non-tarifaire augmentent le prix domestique, le marché local devient plus profitable et plus sûr comparativement aux marchés extérieurs où la concurrence y est plus rude.

- La protection sur les intrants augmente les coûts des producteurs, qu'ils s'adressent aux fournisseurs étrangers ou locaux, le prix de l'intrant est plus élevé.

L'ouverture selon la première définition serait une politique d'incitation neutre à l'égard des activités tournées vers le marché local ou les marchés extérieurs. Cette définition concerne une ouverture "pure" ou "théorique" dans la mesure où ce serait le marché qui décide de l'affectation des ressources et des activités. C'est une ouverture très peu appliquée dans les faits.

La dernière définition est plus globale et directe, l'ouverture se caractérise par l'utilisation d'un ensemble d'outils de la politique économique à la recherche de la compétitivité. Car en définitif la "non politique" n'existe pas et quoi que fassent les gouvernements : accepter les IDE ou les refuser, augmenter la masse monétaire ou ne pas le faire, protéger l'industrie ou pratiquer le libre-échange cela reste une action de politique économique qui provoquera des réactions positives ou négatives (Dornbusch 1995).

Une politique orientée vers l'exportation peut se limiter à l'absence de politique de nature à introduire une discrimination en faveur des ventes sur le marché intérieur. En principe, un gouvernement peut protéger certaines industries sur le marché intérieur tout en apportant à d'autres secteurs des subventions à l'exportation non négligeables. Krueger<sup>41</sup>, par exemple, voit qu'en pratique, la portée d'une telle double protection est limitée, pour certain nombre de raisons :

---

<sup>40</sup> P. Guillomont, 1994, p. 93

<sup>41</sup> Krueger 1985.

1- Les dispositifs de protection ou de subvention à l'exportation ne sont significatifs que s'ils introduisent une discrimination à l'encontre de certaines autres activités la protection d'un grand nombre d'activités n'est généralement pas compatible avec la promotion des exportations, puisque les exportateurs de biens manufacturés ont besoin de pouvoir accéder assez facilement aux marchés internationaux pour s'approvisionner en matières premières, en matières intermédiaires et en biens d'équipement.

2- Une protection aux niveaux jugés nécessaires pour favoriser une substitution aux exportations exige généralement un contrôle assez stricte (pour éviter la contrebande, les fausses factures, etc.) afin de rendre le marché intérieur suffisamment rentable et d'éviter l'exportation de biens protégés.

L'analyse des pratiques commerciales des pays d'Asie montre bien qu'un pays peut protéger un secteur tout en encourageant l'exportation.

Une brève étude<sup>42</sup> de quelques pays et territoires ayant réussi en tant qu'exportateurs donne un aperçu de l'éventail des politiques suivies. Singapour semble avoir suivie des politiques interventionnistes, alors que Hongkong a été un véritable champion du laisser-faire, le Brésil, la Corée et Taiwan se situant entre les deux. Les interventions se sont manifestées généralement sous la forme d'incitations plus que de l'imposition de contrôle direct. La plupart des pays exportateurs ayant réussi ont également mis en place des incitations générales au lieu de faire intervenir une différenciation entre groupes de produits. L'Etat peut favoriser l'exportation en versant aux exportateurs une subvention inscrite dans le budget. Souvent, l'aide est plus indirecte, pour être moins voyante. Elle peut consister par exemple, en l'attribution de prêts préférentiels à des taux inférieurs à ceux du marché.

Un autre exemple de ce genre de dualisme d'orientation commercial est bien la Corée du sud. Un pays qui a mis à profit une politique de substitution d'importation et une politique de promotion des exportations.

Mario Lanzarotti (1992) a adopté une méthode de décomposition des sources de la croissance pour rendre compte d'une part des différentes modalités de substitution aux importations<sup>43</sup>, d'autre part des différentes composantes de la demande locale.

---

<sup>42</sup> Ibid , p.21

<sup>43</sup> ISI vers l'intérieur signifie que l'on substitue à des biens que l'on importé des biens produits localement et ISI vers l'extérieur signifie que l'on substitue à des biens que l'on importé pour les réexporter des biens produits localement.

Les résultats de la décomposition des sources de la croissance ainsi obtenus, montrent en premier lieu le rôle relativement faible de l'ISI, aussi bien dans la croissance vers l'intérieure que dans la croissance vers l'extérieur. Pourtant, un regard par branches fait apparaître que pour certaines d'entre elles l'ISI a joué un rôle important, en particulier dans les années 1970.

Deuxièmement, il est apparu que les rôles respectifs de la croissance vers l'intérieure et de la croissance vers l'extérieur n'étaient ni fondamentalement déséquilibrés, ni figés. En fait les deux types de croissances se relayent l'un l'autre ce qui contribue à la stabilité de la croissance globale ; l'économie Coréenne *marche sur deux jambes*. Dans les années 70, la croissance manufacturière est devenu plus intensive en capital et en technologie, mais cette évolution s'explique surtout par une mutation de la croissance de la section « exportation » et par le poids accru de la section « biens d'équipements » la croissance de la section « biens de consommations » est restée concentrée sur des activités légères, pour s'intensifier dans les années 80 avec la modification et l'évolution de la structure salariale.

L'association de la neutralité au libre-échange évoquée précédemment pose problème. Est-ce possible d'envisager une situation où il y aurait neutralité, selon les définitions proposées par Krueger et Bhagwati , avec une très forte intervention étatique pour encourager à la fois, les exportations et la substitutions aux importations ?

Cette éventualité Krueger ne l'écarte pas au niveau théorique, mais que l'on ne la rencontre que très rarement dans la réalité. C'est pourtant ce qui s'est passé en Corée, on constate la coexistence d'une protection tarifaire avec la franchise à l'importation accordée aux exportateurs, ou bien l'existence de contrôle quantitatifs des importations avec la possibilité pour les exportateurs de bénéficier de relâchements spécifiques. Ils pouvaient en effet sous certaines conditions dépasser leurs quotas d'importation de biens intermédiaires, ou bien importer des marchandises normalement interdites et réaliser des gains conséquents sur le marché intérieur. La "Kotra", vaste réseau de promotion des produits coréens était financé par une taxe de 1% sur les importations. Cette exemple montre que non seulement il n'y a pas d'impossibilités théoriques à la simultanéité des mesures encourageant d'un côté les exportations et de l'autre l'ISI mais ces mesures peuvent être en plus complémentaire et s'alimenter les unes les autres.

Les caractéristiques des régimes introverti et extraverti varient considérablement en fonction des conditions locales, notamment des conditions des marchés des facteurs de

production. Les régimes de substitution aux importations entravent l'importation de biens manufacturés. En revanche les régimes de promotion des exportations offrent en tout cas aux exportateurs un accès immédiat aux importations de biens intermédiaires et de biens d'équipement. Les régimes de substitution aux importations sont notamment caractérisés par des taux de change surévalués (facteur de demande excessive de devises étrangères strictement contrôlée par le processus d'octroi de licence, Dollar 1991). Etant donné que les producteurs nationaux de biens de substitution aux importations perçoivent pour leur produit un prix sensiblement inférieur sur le marché mondial, ils ont rarement intérêt à accroître leurs productions au-delà de la demande du marché intérieur; dans les régimes de promotions des exportations, les taux de change sont assez réalistes et incitent au moins autant, voire plus, à vendre à l'étranger plutôt que sur le marché intérieur.

Pourquoi selon une idée très répandue il n'existerait que ces deux modalités de croissance s'excluant l'une l'autre, alors que la Corée du sud à titre d'exemple a su mettre à profit les deux orientations ?

On peut très facilement justifier le choix d'une croissance par l'exportation à Travers la mise à jour des insuffisances de l'ISI mais ils semblerait encore une fois que les deux voies ne sont pas exclusives et peuvent être simultanément suivies.

Pour mieux illustrer cela nous prenons l'exemple de deux régions différentes ayant adopté des options différentes, l'Asie et l'Amérique latine.

Pendant que le PIB par habitant des pays en développement augmentait, entre 1960 et 1995, de 163%, celui de l'Asie progressait de 400% et celui de l'Amérique latine ne 45% seulement<sup>44</sup>. Comment a-t-on pu arriver, en 35 ans, à une croissance moyenne du PIB par habitant 6 à 8 fois plus importante en Asie qu'en Amérique latine ?

Un des éléments de réponse se trouve dans les politiques industrielles et commerciales différentes.

### **1.3 La politique commerciale au service de la politique industrielle :**

L'avènement de la concurrence imparfaite a non seulement révolutionné la théorie de la croissance mais aussi celle du commerce international. Elle a pu expliquer la nouvelle configuration des échanges internationaux (commerce entre pays identiques, commerce intra-branches) et a été à l'origine d'un courant de pensée qui apporte de nouvelles justifications aux actions de politique commerciale. Des modélisations de ces actions initiées à l'origine

---

<sup>44</sup> Gugenheim Pierre(2006)

par B. Spencer & J. Brander au début des années 1980, montrent l'efficacité d'une intervention gouvernementale<sup>45</sup>. C'est la politique commerciale stratégique (PCS).

Pour P. Krugman, la (PCS) est le terme employé pour décrire les mesures pouvant être prises pour faire évoluer, au profit de la nation protectionniste, l'équilibre généré par la situation imparfaite du marché (oligopoles, voire monopoles).

Sur ces marchés imparfaits, les nations et les firmes se concurrencent pour accroître leur part de marché et donc de profit. L'objectif principal d'une (PCS) est de capturer une plus grande part de profit que celle que l'on pourrait obtenir sans intervenir.

Par exemple, dans le cas de produits importés, la protection doit permettre à l'Etat ou aux firmes nationales d'accaparer une part du profit des oligopoles ou du monopoleur étrangers. Dans le cas des industries exportatrices, une subvention aux exportations (ou en leur absence une subvention de la R&D, base de la compétitivité dans les industries de haute-technologie), peut se permettre d'obtenir une plus large part du marché international. Si le supplément de profit excède la perte du consommateur ou le coût de la subvention, le bien-être du pays protectionniste augmente.

Sous cet angle la (PCS) est une tentative de modéliser les effets d'une politique commerciale sur le bien-être.

L'utilisation d'un droit de douane ou d'une subvention à l'exportation pourrait contribuer à l'émergence d'une industrie ou à renforcer sa compétitivité. Les exemples ne manquent pas pour illustrer la théorie, il y a la France et l'Angleterre avec le Concorde ou bien le cas du Japon avec l'industrie des semi-conducteurs et bien d'autres tout au long de l'histoire économique.

De tout temps la politique commerciale a été un outil majeur pour la politique industrielle et l'industrialisation au point où certains auteurs comme (Borel) ne distinguent pas entre les deux concepts. Néanmoins du point de vue de la règle de spécificité l'utilisation d'instruments internes comme une subvention à la production (politique industrielle) est supérieure à l'utilisation d'un droit de douane. Un droit de douane augmentera le prix du produit ce qui aura pour conséquence une baisse de la demande tandis qu'une subvention directe à la production permettra au contraire une baisse du prix domestique par rapport au prix du produit étranger.

---

<sup>45</sup> F.X. Borel, K Themejian et P. Velay. p 6.



D'autre part les effets d'une politique commerciale sur l'industrialisation ne sont pas toujours positifs (Algérie, Inde et cela pour divers raisons que nous relaterons plus tard) lorsque la politique industrielle a des effets sur la structure des échanges.

Les deux politiques utilisent des instruments proches mais différents car ils appartiennent à des sphères distinctes il se doit donc de les différencier.

Toute la difficulté réside dans le choix des instruments qu'ils soient du ressort de la politique industrielle ou commerciale car chacun a un champ d'application spécifique donc des effets distincts voir divergents lorsqu'ils sont mal mis en place comme peut le montrer une comparaison entre deux régions l'Amérique Latine et l'Asie.

#### **1.4 Différence de choix d'instruments différences de résultats**

Pour l'Amérique latine une politique cyclique d'ouverture et de fermeture commerciales a pénalisé la croissance économique.

De 1929 à 1950, l'Amérique latine développe son industrie à l'ombre de protections douanières et plusieurs pays se rapprochent du niveau des pays occidentaux. En 1950 l'Argentine a un PIB par habitant, en parité de pouvoir d'achat, supérieur à celui de l'Italie et proche de celui de l'Allemagne.

De 1950 à 1995 la politique commerciale alterne les phases d'ouverture et de protectionnisme intensif. C'est dans les phases de protectionnisme (1962 à 1975 et 1982 à 1990) que la croissance est la plus forte. Notamment entre 1950 et 1965 la croissance est la plus forte de la planète.

De 1965 à 1980 le PNB par habitant a crû de 3,9% en moyenne par an, soit la plus forte progression des pays en développement. Cette croissance est principalement due à la montée vertigineuse des prix des matières premières.

- Entre 1980 et 1995, stagnation : le PIB par habitant est de 1.735 \$ en 1995 contre 1.752 en 1980 (au Brésil respectivement 2.051 et 2.049). Les causes principales de cette stagnation sont la libéralisation et la financiarisation de l'économie ainsi que la chute des prix mondiaux des matières premières industrielles et agricoles.

Après 1995 l'Amérique latine subit le contrecoup de la crise financière mondiale des années 97 et 98.

Protégées les entreprises ne cherchaient pas à améliorer la production. Elles achetaient aux européens leurs chaînes de fabrication devenues obsolètes. Cette situation ne pouvait

évidemment pas tenir dans la durée, d'où les alternances protection / libéralisme. Dans les périodes d'ouverture la non-compétitivité de l'industrie entraînait alors la chute de la production locale et des récessions. Ce schéma d'alternance de politique se retrouve aussi dans le modèle Indou avec les mêmes effets négatifs sur la croissance.

Le développement économique de l'Asie correspond à deux phases séparées par la crise monétaire et financière de 1997-1998.

Entre 1950-1997, Le mode de développement asiatique se caractérise par :

- Des aides importantes aux campagnes avec pour objectif l'autosuffisance alimentaire.
- Un développement industriel à l'abri de protections douanières.
- Une politique agressive d'exportation de produits manufacturés vers les pays développés.
- Un contrôle des changes et des capitaux étrangers.

Ce contrôle s'assouplit dans les années 90.

Le maintien de ces politiques dans la durée a permis une croissance continue et mettait les économies à l'abri des crises mondiales alors que l'Amérique latine faisait alterner des périodes de protection et de libéralisme.

Les pays ayant subi de plein fouet la crise financière et monétaire de 1997-1998 et qui s'étaient ouverts aux capitaux étrangers (donc ni la Chine, ni l'Inde, ni le Vietnam) ont dû, sous la pression du FMI, supprimer les barrières monétaires et douanières et s'ouvrir à l'extérieur.

Cependant les pays non touchés par la crise amorcent une conversion volontaire mais progressive au libéralisme.

Concernant les politiques financières, l'Amérique latine a toujours vécu sous le régime de la liberté des capitaux, alors que l'Asie contrôlait plus ou moins fortement les mouvements de capitaux étrangers jusqu'en 1990. Après 1990, parallèlement à la financiarisation mondiale, la plupart des pays asiatiques ont commencé à s'ouvrir, à des degrés divers, aux capitaux étrangers.

La sphère financière a pris son envol dans la décennie 80. En Amérique latine la prééminence du capital financier sur le capital industriel s'est traduite par un arrêt de la

croissance. L'Asie s'est volontairement protégée de la finance internationale. Son ouverture financière modérée jusqu'à la crise de 1997 n'a que faiblement diminué la croissance.

En Amérique latine, les capitaux autochtones s'investissent seulement à court et moyen terme, c'est-à-dire pas dans la grosse industrie ou dans les mines. Ils n'hésitent pas à sortir de leurs pays lorsque la situation économique s'y détériore afin de maintenir leurs profits. Ils ne reviennent qu'une fois la crise passée. Par exemple entre 1983 et 1985 les transferts nets de capitaux d'Amérique latine vers les pays développés s'élevaient à 145 milliards de dollars. Cela aggrave bien évidemment les crises. Quant aux capitaux étrangers, ce sont les capitaux étrangers et non les capitaux nationaux qui investissaient dans la grosse industrie et dans les mines. Ils en retiraient des profits considérables qu'ils rapatriaient. Ces profits rapatriés représentaient plusieurs fois la mise de fonds initiale. D'où un appauvrissement des pays latino-américains.

En Asie, à la différence de l'Amérique latine les capitaux autochtones s'investissent dans le pays et y restent. Le taux d'épargne en Asie étant très élevé (30 à 40%) (Le double du taux d'épargne en Amérique latine) la plus large partie des investissements est financée par le capital national. Le contrôle des capitaux étrangers est établi de façon à conserver la maîtrise de l'économie. En Inde et en Chine les étrangers ne pouvaient détenir qu'une quantité limitée du capital des entreprises. En Corée du Sud c'était l'Etat qui empruntait sur le marché financier mondial pour satisfaire ensuite, via les banques nationales, les besoins en capitaux du pays. Dans les années 90 la plupart des pays asiatiques s'ouvrent progressivement aux capitaux étrangers sous la pression de leurs grandes entreprises. Celles-ci veulent se financer à meilleur coût sur le marché mondial des capitaux. Cette ouverture toute chose égale par ailleurs va causer la crise monétaire et financière de 1997-1998.

Les politiques agricoles sont diamétralement opposées : grande propriété foncière et cultures d'exportation en Amérique latine, petite propriété et cultures vivrières en Asie.

En 1960, 96% des terres appartiennent à des grands propriétaires. 75% de la population se partagent les 4% restants. Cette agriculture, qui correspond le plus souvent à la monoculture, est intensive, mécanisée et portée vers l'exportation. Actuellement au Brésil, 80% des terres sont destinées à l'exportation. Mais les matières premières agricoles subissent les fluctuations du marché mondial. L'Amérique latine essuie les chocs de ces variations.

Jusqu'à la fin des années 1980 les gouvernements asiatiques visaient l'autosuffisance alimentaire. Y sont globalement parvenus la Chine, l'Inde, l'Indonésie. L'Indonésie, le plus

gros importateur mondial de riz en 1965 est devenu exportatrice au début des années 90. De même pour le Vietnam. En 1993 la Banque mondiale soulignait que le « miracle asiatique » était principalement dû aux politiques actives d'aide dans les campagnes : réforme agraire, scolarisation et électrification rurales, fiscalité et prix encourageants.

Divergences historiques et politiques divergences de résultats, les pays d'Asie ayant réussi ont fait de la politique commerciale un instrument qui a participé à l'accomplissement des objectifs d'industrialisation tandis que la région d'Amérique Latine a utilisé le protectionnisme pour industrialiser son économie sans politiques d'accompagnements adéquates.

Quelles sont au juste les particularités de la performance des économies asiatique?

En plus du fait que ces NPI n'avaient pas à respecter les règles commerciales imposées aujourd'hui par l'OMC ces économies se sont engagées dans une restructuration de l'économie avec principales priorités:

) Acquérir le capital: Former le capital humain, la période de croissance rapide a commencé alors que l'Asie de l'Est disposait d'un avantage marqué sur les autres PED dans le domaine de l'éducation, avantage qu'elle a su sauvegarder par des investissements systématiques dans l'enseignement élémentaire. Par exemple, au milieu des années 80, la Corée, l'Indonésie et la Thaïlande consacraient plus de 80% de leur budget de l'éducation à l'enseignement élémentaire, dans le but d'avoir une main-d'œuvre plus qualifiée<sup>46</sup>. Le reste du budget a été utilisé surtout pour l'enseignement scientifique et technique post-secondaire. Certaines économies ont massivement importé des services éducatifs, notamment dans les disciplines très spécialisées.

) Créer des systèmes financiers efficaces et sûrs: La politique financière visait à encourager l'épargne et l'orienter vers des activités à haut rendement social. En pratiquant des taux de rémunération généralement positifs et en créant par une réglementation rigoureuse, par une bonne supervision et par des réformes institutionnelles, des systèmes financiers sûrs assis sur les banques.

) Augmenter l'investissement: Ces économies ont créé un climat favorable à l'investissement privé en maintenant les prix relatifs des biens d'équipements à un niveau bas, surtout par des droits de douanes faibles sur les biens d'équipements importés.

---

<sup>46</sup> Finance et développement, Vol.31, N°.1, p. 31.

Mais les niveaux élevés de capital physique et humain ne sont pas une garantie de succès. Encore faut-il orienter les ressources accumulées vers des activités à haut rendement. Sur ce point-là ces économies ont joué simultanément des mécanismes du marché et de l'interventionnisme pour guider les décisions d'affectation des ressources sur les marchés du travail et du capital, l'Etat est intervenu systématiquement à la fois pour réglementer les taux d'intérêt et orienter le crédit, sans toutefois subventionner à l'excès les emprunteurs. Quant au marché du travail l'Etat a préconisé la flexibilité et la création d'emploi stimulant ainsi l'embauche.<sup>47</sup>

Le miracle asiatique, principale « preuve » jusqu'à récemment de l'existence d'un lien positif entre croissance et ouverture, doit donc être reconsidéré par rapport à cette liste non-exhaustive des particularités de ces pays extraverties car l'extraversion ne signifie pas forcément ouverture.

Dans les années 60 et 70, les taux de protection étaient assez élevés dans plusieurs économies. Le taux effectif de protection de l'industrie manufacturière était proche de 30% pour la Corée de 50% en Thaïlande et de 70% en Indonésie. Des taux de protection élevés ont été maintenus pendant une bonne partie des années 1980.

En matière de protectionnisme les interventions visaient surtout à accroître la compétitivité internationale des industries concernées. Des subventions et des crédits ont été offerts avec obligation de résultats en matière d'exportation et de compétitivité internationale. Ainsi les mesures de soutien à l'automobile en Corée dépendaient du chiffre des exportations. Le succès se mesurait en chiffre d'exportation, il fallait produire des résultats pour bénéficier de mesures préférentielles, c'est là un point qui ferait toute la différence dans les PED qui ont choisi de protéger l'industrie nationale et qui ont failli, notamment pour des raisons de lobbying.

La section qui suit met en évidence que du point de vue de l'économie positive une orientation commerciale ne suffit pas à créer de la richesse.

## ***SECTION2 : Les exemples indou et chinois***

Les économistes en faveur de l'ouverture prennent souvent en exemple la réussite des pays d'Asie : « Les résultats exceptionnels des quatre dragons de l'Asie de l'Est qui ont décidé d'assouplir unilatéralement leur régime commercial ont prouvé aux PED qu'ils

---

<sup>47</sup> Toutefois il ne faut pas oublier que le marché de l'emploi a bénéficié du boom économique et que la forte croissance a eu des retombées positives en faveur d'une large majorité d'individus.

pouvaient malgré leur sous-développement, tirer de la libéralisation des échanges de considérables avantages, mais, ils ont aussi participé à remettre en question le protectionnisme comme "seule" condition de la réussite des PED »<sup>48</sup>.

Mais il y a aussi dans le monde d'autres exemples de pays ayant réussi grâce à une ouverture graduelle nous citerons ici le cas de l'Inde et de la Chine.

L'Inde est un modèle type d'un grand pays par sa superficie et sa richesse. C'est aussi une des colonies de la Grande-Bretagne. Il a donc hérité d'un certain nombre de caractéristiques, tant sur le plan économique, un tissu industriel particulier lié à son statut de comptoir de l'empire, que sur le plan institutionnel.

Plus récemment c'est un pays qui a suivi une politique commerciale hésitante peu franche jusqu'en 1985 et a été graduelle jusqu'en 1991. Nous pouvons aisément faire le parallèle avec l'Algérie et en tirer des enseignements sur la meilleure façon d'y aborder l'ouverture commerciale et économique.

Nous avons ensuite choisi modèle chinois car c'est un cas de réussite extraordinaire surement pas comparable à l'Algérie ni du point de vue socioculturelle ni du point de vue du modèle économique mais l'expérimentation de l'ouverture grâce à des zone spécifique puis sa généralisation peu constituer à notre avis un élément de réflexion.

## **2.1. L'Inde**

Dès son indépendance en 1947, l'Inde a entrepris une politique de développement autocentré, dont le résultat s'est soldé par une faible croissance. Depuis le lancement en 1991 de politique de libéralisation et d'ouverture, le développement de l'Inde c'est accéléré et la croissance moyenne dépasse désormais les 7%<sup>49</sup>.

Une des premières leçons que l'on peut retenir du modèle Hindou est qu'un PED peut bénéficier d'une croissance rapide s'il adopte des mesures appropriées. Mais qu'elles sont ces mesures qui ont permis une telle croissance ?

Malgré un tissu industriel et une administration bien structurée l'Inde est un Etat dépendant du secteur primaire. Les deux moussons de 1965 et 1966 vont mettre en évidence cette dépendance vis-à-vis de l'agriculture, incitant Indira Gandhi à appuyer la révolution verte. Du point de vue du commerce extérieur les choses sont différentes, l'introversion de l'Inde limite le choc de l'offre des deux chocs pétroliers. En effet ce pays ne participe que

---

<sup>48</sup> Krueger, 1985.

<sup>49</sup> Calcul de l'auteur à partir des données de World Development Indicator, de la banque mondiale.

faiblement aux échanges extérieurs. Le système de licence Raj réduit les perspectives d'une participation au commerce international et renforce les lobbies. L'Inde paie le prix de sa volonté d'indépendance économique vis-à-vis de l'extérieur par une faible croissance et un retard technologique grandissant. Ce qui fut nommé " *hindu rate of growth* " terme qui désignait à la fois un résultat décevant sans être catastrophique et le fatalisme de l'hindouisme. La volonté de limiter l'expansion des grandes sociétés indiennes et celle des firmes étrangères connaîtra un sommet avec l'adoption dans les années 1970 de deux grandes lois : le *monopoly and restrictive trade practices* (MRTP) et le *foreign exchange regulation act* (FERA) qui les mettront sous un contrôle entièrement discrétionnaire de la banque centrale et du ministère des finances jusqu'en 1993.

La politique commerciale de l'Inde visait à créer un secteur industriel moderne à forte intensité capitaliste côtoyant une agriculture privée. Tout en poursuivant l'activité d'un secteur industriel privé limité aux biens de consommation courant et relativement grand utilisateur de main d'œuvre.

L'argument repose sur le modèle de l'industrie industrialisante : Le développement d'une base de biens d'équipement lourds sur une période déterminée devait conduire à la diversification des exportations dans le domaine des biens manufacturés, y compris les machines et l'équipement. Tandis que le développement de l'emploi conduisant à une demande accrue en biens de consommation serait réalisé au moyen d'industries intensives en main d'œuvre et faiblement capitalistiques.

L'idée de la libéralisation des échanges et plus particulièrement des importations a progressé tout au long des années 1970 cependant il faut attendre les années quatre-vingt avec le retour au pouvoir d'Indira Gandhi pour que la politique autocentrée soit remise en question. Le premier ministre procède à un réalignement politique plus favorable au secteur privé formel. On réforme le secteur public en encourageant l'investissement, l'Etat est ainsi passé d'une hostilité affichée à l'entreprise privée à un soutien manifeste.

La décennie soixante-dix est marquée par un assouplissement graduel des restrictions à l'échange. L'idée étant de favoriser l'exportation par un assouplissement des contrôles dans certains secteurs et limiter les importations de biens disponibles sur le territoire national ou considérés comme " non essentiels". On facilite en revanche l'accession à d'autres catégories d'importations, en fonction des besoins de l'économie nationale. Au cours de cette période la politique commerciale continue d'autoriser les importations de machines et technologies pour la création de nouvelles industries de la base d'accumulation autonome (BAA) ou de nouveaux secteurs extérieurs à la BAA, c'est-à-dire les importations de lançements et les

importations de diversification la seule condition étant que ces importations soient destinées à des secteurs décrétés "essentiels".

Or ce double souci de contrôler certaines importations, tout en libéralisant les autres, a rendu l'ensemble du système beaucoup trop complexe et déviant. Cette complexité aurait limité les effets de la libéralisation.

A la fin des années 1970, les résultats de la politique introvertie montre ses limites même si des progrès ont été réalisés dans le secteur de l'agriculture comme dans ceux de l'industrie et des infrastructures, ainsi qu'en matière d'éducation et de santé, ceux concernant la satisfaction des besoins de base pour l'ensemble de la population sont encore très limités. De plus le solde de la balance des paiements renoue avec le déficit dès 1978 amplifié par le choc pétrolier de 1979.

Ainsi puisque les politiques antérieures n'ont pas atteint les objectifs qu'elles s'étaient fixés des réformes sont entreprises dès le début des années quatre-vingt. À partir de 1985, sur le plan du commerce extérieur, la contrainte des licences industrielles est progressivement relâchée et les tarifs douaniers prennent place des quotas à l'importation et à l'exportation.

Les mesures internes visant à adapter les politiques industrielle et fiscale, ainsi que la politique de prix au processus de libéralisation des échanges extérieurs ont pour but de porter la politique d'extraversion de l'Inde. Il s'agit de faire en sorte que les effets attendus de l'ouverture commerciale ne soit plus contrarié par le système de contrôle interne (contrôle de prix, licences industrielles).

Les importations jouent dès lors un rôle pivot dans le modèle de développement indou : La modernisation et la stimulation.

D'une part elles facilitent l'accès aux inputs étrangers et d'autre part elles constituent un instrument de modernisation de l'ensemble du tissu industriel notamment les composantes de la BAA. Les importations ont aussi et surtout pour nouvelle fonction de stimuler l'appareil de production en l'incitant à devenir plus efficace, par l'introduction de biens concurrents jusqu'ici interdits à l'importation.

Cette libéralisation des importations a dynamisé la production et l'exportation.

Les réformes du milieu des années quatre-vingt ont eu pour but de moderniser l'industrie et desserrer la contrainte extérieure. Elles y parviendront avec un taux de



croissance en production de biens d'équipement de 9.9% sur la période 1980-1991 et une progression de 8.4% du secteur privée sur la même période<sup>50</sup>.

Si la période 1980-1991 n'est pas vraiment caractérisé par une libéralisation accrue elle est caractérisée par une évolution de la productivité totale des facteurs, passant de 0.47 pour la période 1970-1980 à 2.89 pour la décennie suivante, elle est même supérieure à la période 1990-2000 où elle retombe à 2.44<sup>51</sup>. Il va de même pour l'ensemble des agrégats.

Nous pouvons voir dans l'initiative des deux gouvernements Gandhi, la volonté de rassurer les entrepreneurs privés. Dans cette optique le revirement d'orientation serait plus "*probusiness*" que "*promarché*". L'orientation *probusiness* vise à favoriser les entreprises et les producteurs déjà existants par l'amélioration de leurs rentabilités tandis que l'orientation *promarché* est la libéralisation du marché, elle favorise les intrants et la consommation.

En plus l'allègement opéré au début des années quatre-vingt comme la diminution des restrictions à l'extension des capacités de production, la suppression des contrôles des prix et la réduction de la fiscalité des sociétés a eu un effet positif sur l'optimisme des entrepreneurs et a été un stimulant puissant de la croissance qui a facilité la véritable libéralisation de 1991.

Au début des années 1990, en pleine crise financière et politique le nouveau premier ministre Narasimha Rao et son ministre des finances lancent avec le plein accord du FMI une série de réformes :

- ) Suppression des contrôles qui paralysaient l'initiative du secteur privé
- ) Libéralisation des importations
- ) Baisse des droits de douanes
- ) Dévaluation de la roupie, instauration d'un taux de change flottant
- ) Ouverture aux importations, exportations et investissement étranger

Le désengagement de l'Etat sera plus progressif dans de nombreux secteurs comme l'industrie lourde, les télécommunications et des secteurs subventionnés.

Le bilan de la période 1991-2004 est assez impressionnant en termes de croissance et surtout de changements de structures. L'ouverture commerciale se traduit par une augmentation des exportations de biens et services de 10.8% par an contre 8.4% la décennie précédente. Les réserves de changes ne cessent de progresser pour dépasser le seuil des 125 milliard USD en 2004.

---

<sup>50</sup> Jean-Joseph Boillot. 2006.

<sup>51</sup> Rodrik Dani, (2008) tableau 1, p 124.

Il faut souligner que ce qui a renforcé le succès de l'expérience hindoue c'est aussi ses caractéristiques économiques et institutionnelles.

L'Inde disposait bien avant les réformes de 1980 d'institutions économiques et politiques de qualité, les droits de propriétés y étaient protégés. En plus, les connaissances acquises et la base industrielle moderne mise en place antérieurement ont t'elles fourni au pays un environnement favorable au décollage.

Nous distinguons bien pour le cas indien deux étapes du développement, la création de la croissance (1980-1990) et le maintien de cette croissance à long terme dès le début des années 1990. Il apparaît que l'absence de la première étape rendrait la libéralisation difficile, du moins elle annihilerait ses effets sur la croissance.

### **2.3. La Chine :**

Depuis la mise en place de sa politique "d'ouverture et de réforme" à la fin des années 70, la Chine a connu une croissance économique des plus remarquables. D'un point de vue global, l'ouverture a permis à la Chine d'exploiter ses avantages comparatifs pour exporter et d'accéder à la technologie étrangère grâce à l'investissement étranger. D'un point de vue régional, elle a permis à certaines zones de bénéficier d'un accès privilégié au marché international et d'expérimenter ainsi une forme d'"économie de marché".

Avant la mise en place des premières réformes en 1978, la Chine était une économie fermée dont les relations avec l'extérieur étaient dictées par le plan national centralisé et impératif. Les transactions internationales étaient donc un monopole d'État, contrôlé centralement par le ministère du Commerce extérieur et considéré comme un instrument de politique économique permettant de disposer, grâce aux exportations, des devises suffisantes pour le paiement des importations nécessaires. Les entreprises domestiques étaient confrontées à un seul et unique prix de vente et à un seul et unique prix d'achat, ce qui les rendaient indifférentes à la destination de leur production, exportation ou marché national. En l'absence de concurrence, elles n'étaient donc incitées ni à réduire leurs coûts, ni à augmenter la qualité des produits, ni à adopter de nouvelles technologies.

La première décision de réformer le commerce extérieur et de permettre l'entrée de capitaux étrangers a été annoncée en décembre 1978. Si la mise en pratique et les conséquences de la libéralisation n'étaient que très vaguement envisagées, les autorités pensaient cependant qu'il s'agissait d'une réforme clé pour stimuler la croissance économique, accroître la productivité et ajuster les prix nationaux aux prix internationaux. La réforme principale a été la décentralisation du contrôle du commerce extérieur à un niveau

provincial, permettant en particulier aux gouvernements provinciaux de superviser les activités des Sociétés de Commerce Extérieur (SCE) locales. Les grandes entreprises étaient également autorisées à mener leurs propres activités de commerce extérieur, sans en référer nécessairement aux SCE. Par ailleurs, d'autres réformes concernant la politique de change ont progressivement été mises en place, la plus importante étant l'établissement du système de rétention des devises. Ce système permet aux différentes entités directement responsables des exportations (du producteur au gouvernement provincial) de conserver une part des revenus d'exportation en devises. Auparavant, les recettes de l'échange devaient être versées à la Banque de Chine, seule organisation autorisée à détenir des devises. Ces réformes devaient promouvoir les exportations et les importations en incitant au commerce et à la concurrence. Le commerce total a effectivement crû à un taux annuel moyen de 15 pour cent de 1978 à 1990, les exportations et les importations ayant augmenté à un taux moyen similaire.

En matière d'investissement, les réformes visaient à attirer les capitaux étrangers en offrant des conditions favorables. Leur objectif principal était de permettre à la Chine d'accéder à la technologie moderne et au savoir-faire étranger. Une première loi sur les coentreprises sino-étrangères a été promulguée en 1979. Elle définissait les droits des entreprises étrangères à investir en Chine et à coopérer avec des partenaires chinois. D'autres lois ont été successivement promulguées pour codifier tous les types d'investissement direct étranger en Chine. Par ailleurs, des incitations à l'investissement étranger ont été également offertes au moyen d'avantages fiscaux. Ceux-ci varient d'une région à l'autre et ont essentiellement pris la forme de réductions du taux d'imposition, d'exonérations temporaires, d'abattements préférentiels, ainsi que d'accès privilégiés aux intrants. Cette ouverture aux investisseurs étrangers a attiré des montants considérables de capitaux et placé la Chine au premier rang des pays en développement destinataires de l'investissement étranger. En termes d'origine, la plupart des fonds viennent des Chinois de la diaspora via Hong Kong et Macao. En termes de destination, l'investissement étranger est concentré dans les provinces côtières et dans les activités orientées vers l'exportation.

Depuis la mise en œuvre de la politique d'ouverture en 1978, l'économie et la société chinoises ont très rapidement évolué, avec toutefois des différences importantes entre les régions, voire entre les villes. Au niveau macro-économique, le taux de croissance annuel moyen de 9.5 % de 1980 à 1990 est, comparé aux taux internationaux sur la même période, exceptionnel. Sur la période 1990-2000 le taux de croissance annuel moyen est de 10,84%, et 11,37% pour la décennie suivante. Une croissance régulière et entretenue.

En lien étroit avec l'ouverture à la concurrence étrangère et aux capitaux étrangers, l'établissement de zones économiques ouvertes a fortement contribué à promouvoir les activités orientées vers l'extérieur. Différentes zones à statut économique spécial ont successivement été créées. Dans une première phase, en 1979 et 1980, le gouvernement chinois a institué quatre Zones Economiques Spéciales (ZES), considérées comme des "laboratoires" pour l'expérimentation des réformes de marché. Dans une deuxième phase (1984), les statuts économiques spéciaux ont été étendus à 14 villes côtières et dans une troisième phase, qui a débuté en 1988, d'autres zones de développement économique ont été ouvertes, parmi lesquelles l'île de Hainan (1988), le district Pudong de Shanghai (1990), la vallée du Chang Jiang (1992) et un certain nombre de villes du nord-est de la Chine.

La zone économique spéciale et Pudong devint en quelques années le district le plus dynamique de Shanghai. Le quartier d'affaires de Shanghai est rapidement devenu le siège de nombreuses sociétés chinoises et étrangères, si bien que Pudong est considérée aujourd'hui comme un symbole de l'essor économique de la Chine.

Les ZES ont été instituées pour promouvoir la production destinée à l'exportation et faciliter l'importation de technologies avancées. Par commodité, elles ont donc été établies à proximité des marchés étrangers, c'est-à-dire près de Hong Kong, Macao et Taiwan. Trois d'entre elles (Shenzhen, Zhuhai et Shantou) se trouvent dans la province du Guangdong et la dernière (Xiamen) se trouve dans le Fujian. Une différence importante entre les ZES et les autres villes de Chine a été la relative autonomie accordée aux autorités locales de ces zones. Elles ont été en particulier autorisées à pratiquer des politiques préférentielles vis-à-vis des investisseurs étrangers et à développer leur propre infrastructure. Les entreprises à capitaux étrangers bénéficient dans ces zones d'exonérations d'impôts pendant les deux premières années d'activité et d'un très faible taux d'imposition au cours des trois années suivantes. De plus, toutes les entreprises implantées dans les ZES ne sont imposées qu'à 15 %, tandis que le taux de taxation dans le reste de la Chine est de 33 % pour les entreprises à capitaux étrangers et de 55 % pour les entreprises domestiques. Partant d'une base industrielle très faible, les ZES ont réussi à attirer des montants substantiels d'investissement étranger, ce qui leur a permis de développer une infrastructure et des capacités de production importantes.

Encouragé par le succès des ZES, le gouvernement chinois a ouvert 14 villes côtières en 1984. Par rapport aux ZES, ces villes étaient initialement relativement bien développées en matière d'industrie, d'infrastructure et de connaissances techniques.

La différence principale est liée à l'imposition des entreprises, qui était de 24 %, même si certains types d'investissement pouvaient bénéficier d'un taux plus faible. Au cours de la

période 1988-91, les ZES ont crû significativement plus vite que les autres villes, mais que cela n'a pas été le cas des villes ouvertes.

La différence entre les deux types de villes à statut économique spécial peut être expliquée à la fois en termes de localisation et en termes de structure industrielle. En effet, les ZES sont situées dans des régions (Guangdong et Fujian) qui ont crû particulièrement vite et qui, en matière d'exportations et d'investissement étranger, bénéficient de la proximité de Hong Kong et de Taiwan. A l'opposé, certaines villes ouvertes comme Shanghai, Dalian (Liaoning) et Nantong (Jiangsu) sont situées dans des régions qui ont crû à un taux inférieur à la moyenne. En termes de structure industrielle, les ZES sont beaucoup plus "récentes" que les villes ouvertes, leur tissu industriel étant essentiellement composé de petites entreprises très peu étatiques, et par conséquent plus flexibles face à l'évolution des marchés.

Il convient ici de distinguer deux effets de croissance attribuables à l'investissement étranger. Le premier vient de ce que l'investissement étranger contribue à l'accumulation de capital physique, donc par ce biais, à la croissance. Le second vient de ce que l'investissement étranger, comme canal de diffusion des technologies avancées, est plus efficace que l'investissement domestique et de ce fait accroît la productivité des facteurs, donc contribue à la croissance. D'autre part, Sylvie Démurgerre (1995) fait apparaître une forme de dualisme entre l'investissement étranger et les exportations, dualisme qui peut être interprété en termes d'équilibre du développement. Ainsi, tandis que l'un, en alimentant la croissance des zones "ouvertes", favorise un développement géographiquement concentré et non équilibré, les autres contribuent à une atténuation des disparités de développement en permettant la diffusion de cette croissance.

En 1990, le gouvernement chinois a décidé d'ouvrir et d'exploiter la nouvelle zone de Pudong à Shanghai et d'ouvrir un certain nombre de villes riveraines du Changjiang. La zone ouverte du Changjiang autour de Pudong a pris naissance. A partir de 1992, le gouvernement a autorisé un certain nombre de villes frontalières et tous les chefs-lieux de province ou région autonome de l'intérieur à s'ouvrir sur l'extérieur. 15 zones franches, 32 zones d'exploitation économique et technique de niveau national et 53 zones d'exploitation de hautes et nouvelles technologies ont été mises sur pied dans certaines villes de grande et moyenne importance. L'ouverture sur l'extérieur se poursuit tous azimuts, s'étendant des régions côtières, fluviales et frontalières jusqu'aux provinces intérieures. Toutes ces régions d'ouverture économique bénéficient de différentes politiques préférentielles, et jouent le rôle de fenêtres sur l'extérieur et de phares dans le développement d'une économie ouverte sur l'extérieur, dans la croissance

des exportations et l'apport de devises étrangères, et dans l'introduction de techniques avancées.

Les zones économiques spéciales ont servi de terrain expérimental pour la Chine dans l'exploitation du marché international en attirant des investissements étrangers et en développant le commerce extérieur. Ces dernières années, elles se sont placées au premier rang pour ce qui concerne le renouveau institutionnel, la modernisation des produits et l'ouverture vers le monde extérieur. En 1999, la technique de pointe est devenue le secteur le plus prometteur à Shanghai puisqu'elle a réalisé 40,5% de la valeur globale de la production industrielle, occupant ainsi l'une des premières places du pays.

L'exemple chinois est très instructif dans la mesure où il représente parfaitement le mécanisme de mise en place de la dynamique de la croissance. Cette croissance a été rendu possible grâce à l'ouverture expérimentale et graduelle de la Chine. Les exemples des ZES incarnent les effets d'externalités et d'entraînements que nous avons rapportés en deuxième chapitre.

### ***SECTION 3 : Le cas de l'Afrique, résultats mitigés :***

Le cas de l'Afrique dans cette section n'est pas étudié comme un ensemble homogène de pays. Le passé colonialiste en commun, la spécialisation primaire et les revers des politiques de développement de la plupart de ces pays africains nous incite à présenter ce cas d'étude dans son ensemble car les causes d'échecs de ces pays sont communes.

Historiquement, on peut distinguer trois phases dans l'évolution du commerce africain. Avant le début des années 60, qui marquent l'indépendance de nombreux pays africains, la politique commerciale africaine était définie par les puissances coloniales. Le commerce était essentiellement caractérisé par des échanges à double sens avec la métropole, les pays africains exportant des matières premières et important des articles manufacturés.

Le trait majeur des économies africaines à cette époque était l'extraversion. Ces économies étaient tournées vers l'extérieur, non pas dans une perspective d'expansion économique, mais dans une relation de dépendance. Cette extraversion était marquée par une hypertrophie du secteur primaire et une atrophie du secteur secondaire. Le premier fournissait les matières premières utilisés par les industrialisés européens, tandis que le second devait son atrophie à l'importation des produits manufacturés des métropoles, sous le régime de l'exclusif. Pendant cette période, la structure du commerce des pays africains était au service des intérêts des puissances coloniales.

Entre les années 60 et les années 80, la politique commerciale de nombreux pays africains s'inspirait de la doctrine de l'ISI. Par exemple, l'Algérie, le Burundi, l'Éthiopie, le Ghana, Madagascar, le Nigéria, le Sénégal, le Soudan, la République Unie de Tanzanie et la Zambie ont tous adopté des politiques tournées vers le marché intérieur, assorties de restrictions considérables en matière d'échanges. Cette stratégie préconisait de protéger le marché intérieur de la concurrence internationale afin de promouvoir la production industrielle intérieure. Nous savons que dans les années 60 et 70, l'ISI, était largement considérée comme une politique viable qui permettait d'aider les pays en développement à engager leur transformation structurelle et à réduire leur dépendance à l'égard des matières premières. En conséquence, la politique commerciale suivie par la plupart des pays africains pendant la période considérée était caractérisée par la forte participation de l'État à l'économie, aussi bien pour la production que pour la commercialisation. En outre, le marché intérieur de ces pays était souvent protégé de la concurrence étrangère par un certain nombre de mesures. Des mesures non tarifaires comme les restrictions quantitatives à l'importation et les licences délivrées par les pouvoirs publics étaient abondamment utilisées pour restreindre les importations. Les structures tarifaires étaient souvent très complexes, assorties d'un grand nombre de taux de droits, et les droits étaient élevés. Les exportations étaient souvent restreintes par un certain nombre de taxes à l'exportation et par des règles et réglementations strictes. Les taux de change des pays extérieurs à la zone du franc CFA étaient souvent très surévalués et l'achat de devises était rationné.

À la fin des années 1970 et au début des années 1980, sous l'effet conjugué de plusieurs facteurs, l'Afrique subsaharienne a traversé une crise économique de grande ampleur. L'environnement extérieur s'est détérioré en raison de la crise économique mondiale qui a suivi les deux chocs pétroliers de 1973 et 1979, entraînant une forte baisse de la demande d'exportations africaines et une chute des prix des produits de base. En outre, la hausse des taux d'intérêt a sensiblement accru le coût du service de la dette extérieure<sup>52</sup>.

Sur le plan intérieur, peu de pays ont été capables de poursuivre une stratégie efficace d'industrialisation fondée sur le remplacement des importations afin de créer un secteur manufacturier compétitif au niveau international. De nombreux pays africains se sont donc retrouvés face à une situation mondiale difficile alors que leur économie n'était pas assez compétitive en raison de l'intervention démesurée de l'État dans l'économie et d'une

---

<sup>52</sup> CNUCED (2008).

mauvaise gestion. Le taux annuel de croissance du produit intérieur brut (PIB) de la région est tombé de 4,3 % pendant la période 1971-1975 à 1,1 % en 1981 -1985<sup>53</sup>.

Face à la crise économique en Afrique, les institutions financières internationales ont préconisé d'adopter des réformes axées sur le marché, dont la libéralisation du commerce faisait partie intégrante. En effet, à partir du début des années 80, ces institutions ont modifié de manière notable leur approche de la politique économique.

L'objectif fondamental des réformes économiques était d'atteindre des taux de croissance économique plus élevés grâce à une allocation plus efficace des ressources, en particulier en rapprochant les prix intérieurs des prix internationaux.

Les pays africains devaient supprimer les contrôles à l'importation, tels que le rationnement des devises lié au déficit à court terme de la balance des paiements, ainsi que les mesures de protection à long terme, notamment les obstacles tarifaires et non tarifaires. Les mesures visant à libéraliser les importations tournaient autour de trois objectifs clefs: réduire la surévaluation des monnaies africaines et supprimer le rationnement des devises; lever les mesures non tarifaires en réduisant la liste des produits pour lesquels une licence d'importation était exigée; et réformer le système tarifaire en réduisant la dispersion tarifaire et en abaissant le niveau général des droits de douane. En outre, dans certains cas, la libéralisation du commerce s'est attaquée à des obstacles réglementaires tels que l'octroi de privilèges de monopoles.

La libéralisation des exportations était aussi nécessaire pour améliorer la balance des paiements. Quatre éléments considérés comme étant à l'origine des effets de distorsion les plus importants sur les exportations étaient visés par les mesures suivantes: dévaluation de la monnaie nationale; suppression des licences d'exportation; réduction ou suppression des taxes à l'exportation; et disparition des offices de commercialisation pour les cultures d'exportation. Un certain nombre de pays ont aussi adopté des mesures visant à encourager les exportations non traditionnelles. Il s'agissait notamment de l'octroi de ristournes de droits de douane, de la création de zones franches dotées d'une meilleure infrastructure de production, de la révision du code de l'investissement étranger ainsi que de la simplification des prescriptions en matière d'information et de délivrance de licences.

Dans la deuxième moitié des années 1980, 60 % environ des pays africains appliquaient ou avaient appliqué un programme d'ajustement structurel conçu en collaboration avec la

---

<sup>53</sup> Banque mondiale (2008).



Banque mondiale et le Fonds monétaire international (FMI) (Banque mondiale, 1994). Au milieu des années 90, la plupart des pays africains avaient appliqué ce type de programme.

En théorie, la libéralisation du commerce était censée avoir une influence positive sur la croissance à long terme de l'économie de diverses manières. À commencer par l'«effet de substitution», selon lequel la libéralisation du commerce devait réduire le prix des intrants importés et lever les obstacles à l'exportation, favorisant ainsi une augmentation de la production de biens exportables et une amélioration des résultats à l'exportation. Le secteur exportateur est censé être plus efficace que le secteur non exportateur car il est davantage exposé à la concurrence. D'où une hausse de la productivité totale des facteurs dans l'économie. Deuxièmement, la plus grande attention accordée à la production de biens exportables est censée favoriser une hausse de l'investissement, entraînant une augmentation de la production et des effets positifs sur l'économie. Troisièmement, l'augmentation de la production exportable se traduit par un accroissement des quantités produites, ce qui permet une spécialisation plus poussée et un «apprentissage par la pratique». Enfin, les échanges sont censés déboucher sur un transfert de technologie et la productivité totale des facteurs s'améliorer grâce à des techniques plus efficaces.

Globalement, on prévoyait que la libéralisation du commerce entraînerait une augmentation de la production de biens exportables et qu'une production plus efficace aurait des effets positifs sur l'économie. La libéralisation du commerce était aussi censée contribuer à la mise en place d'un environnement propice à la transformation structurelle de l'économie grâce à des politiques axées sur l'exportation, conduisant à une diversification.

Est-ce que les objectifs cités ci-dessus ont été atteints ?

### **3.1 Résultats de la politique d'extraversion de la décennie 1990 :**

La comparaison des résultats à l'exportation avant et après la libéralisation du commerce montre que cette dernière a eu peu d'effets en Afrique. La part des exportations exprimée en pourcentage du PIB n'a augmenté que de 11% contre une augmentation de 50% pour les PED d'autres régions<sup>54</sup>. Quant à la structure des exportations, elle est composée à 70% de matières premières contre 30% seulement de produits manufacturés<sup>55</sup> alors que pour l'Amérique latine et l'Asie du sud les produits manufacturés représentent près de 60% des exportations et 90% pour l'Asie de l'Est et l'Asie du Sud-Est. Ceci montre que les pays africains demeurent à quelques exceptions près des exportateurs de matières premières et la

---

<sup>54</sup> Rapport de la CNUCED 2008, p13.

<sup>55</sup> En moyenne pondérée, Ibid p20

tendance tarde à s'inverser. De même ces chiffres insinuent que l'augmentation de la demande mondiale pour les produits primaires est peut être la cause de l'augmentation de part des exportations dans le PIB et non pas l'ajustement structurel. En effet, nous pouvons relever pour cette région un indice de concentration en augmentation, passant de 0,238 en 1995 à 0,464 en 2008 et 0,41 en 2011<sup>56</sup>. L'indice de concentration a donc augmenté, les reformes de la politique commerciale n'a donc pas eu d'effets sur la nature des échanges.

Selon le CNUCED (2008) sur la période 2000-2006 huit pays seulement sur un groupe de 35, affichaient des exportations d'articles manufacturés qui représentaient au moins le dixième de leurs PIB. Le continent africain est le continent qui accuse le plus grand retard en matière de diversification économique malgré un taux de croissance de 5,2% en 2015 (banque mondiale). Cette croissance s'explique essentiellement par l'évolution des cours de matières premières exportées par ces pays. Certes, ce taux est en progression par rapport aux performances des années passées du fait de la hausse des cours mondiaux des produits de base dont le pétrole et de l'accroissement de l'appui international au continent, notamment sous forme d'aide. Cependant, ce taux reste très faible et les dynamiques de croissance en Afrique sont fortement fragiles.

Des données plus récentes de la CNUCED (2014) indiquent que le secteur des services est devenu le secteur dominant de l'économie des pays africains. Sa part de la valeur ajoutée totale pour la période 2000-2011 a été d'environ 47 %, contre 37 % pour l'industrie et 16 % pour l'agriculture. Alors que la part de l'activité manufacturière dans la valeur ajoutée totale a diminué au cours des deux dernières décennies; elle est passée d'une moyenne de 14 % pour la période 1990-1999 à 11 % pour la période 2000-2011.

Cependant un certain nombre de pays ont su tirer profit de l'ouverture commerciale. Dans les sous sections qui suivent nous nous intéressons aux cas de l'Afrique du sud, Maurice et la Tunisie.

### **3. 2. L'Afrique du Sud**

Le libéralisme à partir de 1994 n'est que la conséquence d'un événement historique dut à l'abolition de l'Apartheid. Auparavant, l'orientation commerciale était, à cause de l'embargo et des sanctions économique, plus tournée vers l'intérieure. La politique industrielle centrée sur l'apport massif des capitaux a échouée par le manque de main d'œuvre qualifiée et a eu une conséquence désastreuse sur le niveau de l'emploi. En plus le

---

<sup>56</sup> Indices de concentration et de diversification des exportations et des importations par pays, annuel, 1995-2011 CNUCED.

protectionnisme a créé à cause d'un manque à l'exposition internationale, un ralentissement dans les gains d'innovation et d'efficacité du processus productif ; Cela a réduit d'ailleurs la taille des marchés, ce qui n'a pas permis la mise en place d'économie d'échelle.

Depuis l'ouverture, l'Afrique du Sud a mis au point une série de stratégies pour une économie fondée sur le savoir. L'essor des exportations de produits manufacturés est considéré comme un facteur essentiel à la croissance économique et de l'emploi.

La stratégie industrielle adoptée en 2007 tend à consolider la compétitivité des branches existantes et à encourager l'émergence de nouvelles branches de production à forte intensité de technologie. Les objectifs visés dans le cadre de politique industrielle sont non seulement de diversifier la production et d'accroître la valeur ajoutée des exportations, mais aussi de créer des emplois et d'inclure des segments de la population marginalisés. Le Cadre national de politique industrielle n'est pas un programme détaillant des instruments, mais un document d'orientation, qui doit être complété par des documents opérationnels supplémentaires le cadre s'articule autour de documents stratégiques, ils concernent :

- ) Les stratégies sectorielles, destinées à identifier les noyaux où l'Afrique du Sud a un avantage concurrentiel, c'est-à-dire le secteur des ressources naturelles, le secteur de la technologie intermédiaire (par exemple, les produits chimiques et les plastiques, la bijouterie, la sidérurgie, les machines et matériels, le papier et la pâte de bois, le pétrole et le gaz), le secteur des technologies de pointe, le secteur absorbant de la main d'œuvre (l'agriculture, la foresterie, la pêche, une partie de l'extraction minière, les vêtements et les textiles, les chaussures, l'alimentation, les boissons et le mobilier) ;
- ) Le financement de l'industrie, qui mène à bien la réforme des instruments nationaux de financement au moyen de processus de sélection rigoureux, de façon à viser les investissements qui ont eu des retombées.
- ) Les politiques commerciales : qui appellent à une meilleure harmonisation entre les objectifs industriels et les instruments commerciaux. A titre d'exemple, elles appellent à la révision du profil tarifaire de l'Afrique du Sud pour adapter les taux aux besoins de chaque branche de production. Elles tendent à utiliser les accords commerciaux bilatéraux et ceux conclus dans le cadre de l'OMC pour le développement des branches existantes. La promotion des exportations et l'attraction d'IDE sont également vues comme des instruments utiles.
- ) La qualification et la formation ; les politiques de la concurrence ; les dépenses publiques.

- ) les instruments de modernisation industrielle : visant à améliorer la compétitivité des branches de production existantes. Plusieurs fonds sont créés ils sont tous susceptibles d'aider les entreprises à exporter dans des marchés étrangers exigeants et garantir que les importations de moindre qualité n'affaiblissent pas le secteur manufacturier.

Certains des instruments spécifiques du Cadre national de politique industrielle méritent d'être mentionnés séparément. Ils sont au nombre de quatre :

- ) les zones de développement des industries : sites construits pour fournir des installations aux industries orientées vers l'exportation (par exemple, facilité d'accès aux aéroports et aux ports internationaux). Elles sont similaires aux zones franches industrielles. Il est possible d'importer des marchandises en franchise de droits, de bénéficier d'exonération de la TVA et d'utiliser des infrastructures axées sur les exportations (procédure douanière rapide et services à l'exportation présents sur place). Certains des sites ont des objectifs de développement social par l'atténuation de la concentration industrielle et la création des emplois dans des zones géographiques désavantagées.
- ) le programme de développement des petites et moyennes entreprises : destiné à générer des emplois et à donner la possibilité de transférer des compétences plus avancées en Afrique du Sud, ainsi qu'à encourager l'investissement étranger. Le programme offre des avantages aux entreprises basées en Afrique du Sud projetant de s'étendre ou de lancer de nouveaux projets dans plusieurs secteurs, dont le secteur manufacturier, du tourisme, des services fournis aux entreprises, des TIC et de l'agriculture à haute valeur ajoutée. Les projets éligibles peuvent demander une subvention en espèces de deux ans exonérée d'impôts pouvant aller jusqu'à 10% du coût d'investissement.
- ) le programme des projets d'investissement stratégiques : offrant une réduction d'impôts pouvant aller jusqu'à 100% (réduction maximale) du coût des constructions, des installations et des machines, en ce qui concerne les investissements stratégiques.
- ) les subventions pour l'investissement étranger : subventions en espèces aux investisseurs étrangers dans les nouvelles entreprises manufacturières

d’Afrique du Sud. L’investisseur étranger (50% de capitaux propres étrangers) peut recevoir une compensation pour le coût qu’implique le déplacement des machines et des équipements depuis l’étranger. La subvention couvre jusqu’à 15% des coûts des nouvelles machines et des nouveaux équipements.

En ce qui concerne la promotion des exportations, plusieurs outils incitatifs sont mis en place, comme :

- ) le programme d'aide à la commercialisation et à l'investissement pour l'exportation au titre duquel est fournie une indemnisation aux exportateurs pour le coût induit par le développement des débouchés à l'exportation. Il prévoit le remboursement des frais de démarchage pour trouver de nouveaux clients sur les marchés internationaux.
- ) des incitations sous forme de crédit à l'exportation, octroyées par la Société de développement industriel. Ce sont des fonds accordés à des taux réduits et destinés à des plans censés produire des recettes en devises étrangères.
- ) une assurance du crédit à l'exportation, accordée aux micros, petites et moyennes entreprises et protégeant contre les défauts de paiement à un exportateur pour des biens et services livrés. Pour en bénéficier, les produits exportés doivent être riches en composants d'origine sud-africaine.
- ) des remboursements des droits de douane et d'accise pour les exportateurs et les sociétés qui importent des biens destinés à la réexportation.

D’autres instruments couvrent d’autres aspects du secteur manufacturier, plus particulièrement les risques qu’induisent l’innovation et la mise en place de nouvelles activités. Par exemple, le programme d'aide à l'innovation industrielle a été lancé en 1993 pour aider au développement technologique au moyen d’une aide financière destinée aux projets d’élaboration de produits ou procédés innovants. Le plan de mise au point de produits et procédés prévoit pour les micro, très petites et petites entreprises des subventions allant de 50 à 85% des coûts de développement technique. La subvention est plus importante pour les entreprises dont l’actionnariat est composé de femmes, d’handicapés physiques et de noirs.

Les politiques tarifaires sont entièrement insérées dans le cadre de politique industrielle. Il est clairement mentionné que l’intégration régionale et la rationalisation tarifaire font partie

de la politique industrielle, tout comme d'autres instruments de promotion. D'un côté, les producteurs nationaux peuvent bénéficier d'une protection sélective des tarifs douaniers. D'un autre côté, le marché des intrants industriels qui n'ont pas été produits (et qui ne seront probablement pas produits) en Afrique du Sud sera libéralisé pour accroître la compétitivité des industries nationales.

Par ailleurs, l'Afrique du Sud recourt à des mesures provisoires de sauvegarde lorsque des poussées d'importation menacent les industries nationales. Par exemple, un droit de sauvegarde a été imposé sur les importations de produits textiles et de vêtements venant de Chine pour compléter d'autres mesures d'aide aux producteurs nationaux.

L'Afrique du Sud a maintenu des contrôles à l'exportation sur certains produits agricoles, minéraux et industriels. Des taxes à l'exportation sont perçues sur un certain nombre de produits pour encourager la transformation locale (par exemple, un droit de 15% est appliqué sur les exportations de diamants non polis) ou pour garantir que les industries nationales y aient accès (par exemple, les déchets métalliques).

L'Afrique du Sud se sert de son insertion dans les marchés régionaux et internationaux pour étendre sa production industrielle. L'Afrique du Sud est un moteur non seulement de la SACU, mais aussi de la Communauté de développement de l'Afrique australe (CDA), laquelle a établi sa zone de libre-échange en août 2008.

En outre, l'Afrique du Sud a conclu un accord commercial préférentiel avec le Marché commun du Sud (MERCOSUR) et un accord de commerce, de développement et de coopération avec l'Union européenne (UE), qui couvre environ 90% des échanges entre les deux parties. Pour protéger les secteurs vulnérables, les parties ont exclu de l'accord certaines lignes tarifaires et n'ont prévu que la libéralisation partielle de certaines autres. Pour l'UE, cela concerne essentiellement les produits agricoles et pour l'Afrique du Sud, les produits industriels, comme les véhicules automobiles, les produits textiles et les vêtements. L'accord prévoit des mesures provisoires de sauvegarde lorsque les importations d'un produit menacent l'industrie nationale. Enfin, l'Afrique du Sud débat avec l'UE pour libéraliser davantage les échanges au titre des accords de partenariat économique.

L'Afrique du Sud a su mettre la politique commerciale au service de la politique industrielle. Tout en étant un pays « ouvert » au sens de wacziarg et welch, elle n'hésite pas cependant à protéger ou encourager tel ou tel segment au moyen de tarifs et subventions. Avec un droit moyen de 13,06 pour l'année 2009, l'Afrique du Sud a un indice de

concentration des exportations le plus faible du continent (0,156) et un taux d'ouverture  $X+M/PIB$  de 62,46%<sup>57</sup>.

C'est aussi un des rares pays qui croît à la promotion par l'intégration régionale, il forme avec ses voisins le Swaziland et le Botswana un trio gagnant.

L'exemple de l'Afrique du Sud nous inspire par ce qu'il mène une politique commerciale éclectique adaptée à sa politique industrielle tout aussi ambitieuse.

### **3.3. La zone franche pour promouvoir la croissance : le cas de La Tunisie et de Maurice**

Selon la définition habituelle des organisations internationales, une zone franche d'exportation (ou ZFE) est un espace industriel constituant une enclave par rapport aux droits de douane et aux règles commerciales en vigueur dans le pays hôte.

Le pays accueillant ces capitaux, principalement d'origine étrangère, accorde aux entreprises concernées des avantages dérogatoires au droit commun, principalement en matière fiscale<sup>58</sup>. Ces entreprises bénéficiant d'exemptions et d'avantages fiscaux sont tenues de produire essentiellement, sinon uniquement pour l'exportation.

Quatre objectifs non exclusifs les uns des autres sont à l'origine de l'instauration de régimes de zones franches (Madani, 1999) : le premier vise à enclencher un processus de développement industriel, intégrant les ZFE dans un schéma plus vaste de réformes économiques (Taiwan, Corée) ; le deuxième cherche à constituer une soupape de sécurité pour atténuer les problèmes de chômage et engranger des devises (Tunisie) ; le troisième objectif consiste à utiliser les ZFE comme laboratoire d'expérimentation de l'économie de marché (Chine) ; enfin, la plupart des ZFE ont pour objectif d'attirer les capitaux étrangers dans le but d'améliorer la compétitivité des économies. Outre ces objectifs spécifiques, les pays cherchent à favoriser à travers la mise en place de ZFE les transferts de technologie et à améliorer l'efficacité de leur système productif, grâce à l'incidence favorable de la présence des entreprises étrangères sur la formation de la main-d'œuvre locale et leurs effets de démonstration.

---

<sup>57</sup> UNCTADSTAT, <http://unctadstat.unctad.org/> le 21/12/2010.

<sup>58</sup> Le choix entre les nombreux régimes de ZFE qui existent est déterminé par les objectifs et les caractéristiques des pays les mettant en place. Néanmoins, dans tous les cas, les principaux éléments constitutifs d'une ZFE sont les suivants : simplification des procédures administratives ; régime d'importation en franchise de droits des équipements et des intrants nécessaires à la production des biens à exporter ; exonérations fiscales pour l'entreprise et pour ses salariés expatriés ; dans certains cas, assouplissements de la législation nationale du travail ; aménagements spécifiques (eau, bâtiments, etc.) ; régimes assouplis pour les changes.

A Maurice, qui demeure la référence incontournable en Afrique, les quelques 500 entreprises de la zone franche réalisent près de 75% des exportations du pays (dont 65% pour le seul secteur du textile-habillement)<sup>59</sup>, alors qu'en 1968, à la veille de l'indépendance, Maurice présentait un des cas les plus extrême de dépendance envers une monoculture. En 1970, plus de 95% des recettes d'exportation provenaient de l'industrie sucrière. Avec une telle dépendance unilatérale sur le marché mondial, un sous-développement infrastructurel, une population très jeune, un taux de chômage de 29% et une pauvreté de masse, l'Île Maurice était considérée dans la littérature scientifique comme un exemple «classique» de pays en développement<sup>60</sup>.

Mais le premier programme systématique de diversification des cultures date de février 1983. Cette première phase mit l'accent sur une politique d'autosuffisance alimentaire, Le secteur privilégié de différenciation agricole reste celui des cultures légumières et fruitières, et celui des cultures florales.

Aujourd'hui, Maurice n'importe plus une bonne partie de sa consommation alimentaire; de gros efforts sont faits pour accroître les ressources alimentaires, notamment grâce aux travaux de retenue d'eau entrepris sur le plateau central pour l'irrigation.

Mais cette nécessaire diversification agricole se heurte à des problèmes difficilement surmontables tel que la faible disponibilité des terres agricoles, les réticences des agriculteurs à prendre des risques, la rentabilité meilleure et plus rapide des investissements dans les secteurs non agricoles comme l'industrie manufacturière et le tourisme.

C'est pour cela que le gouvernement mauricien va tirer habilement parti de la position géopolitique de l'île et de la conjoncture internationale pour amorcer un nouveau développement. Il a systématiquement favorisé l'implantation d'industries manufacturières.

Entre 1961 et 1963 il y a une volonté politique de diversifier la structure économique, par la création d'un secteur secondaire.

Un premier décollage économique est entamé grâce à la montée en flèche du cours mondial du sucre. Il en résulte un doublement du PIB en quelques années.

Cela favorise donc le déclenchement d'un processus cumulatif de croissance.

En 1964, création de la banque de développement pour appuyer les initiatives privées dans le secteur industriel, en parallèle on met en place des infrastructures indispensables à l'industrialisation (routes, eau, électricité).

---

<sup>59</sup> Cling J-P, Letilly G (2001)

<sup>60</sup> Kirsten Koop, p112.



D'abord par une stratégie d'import-substitution, entre 1960 et 1970, mais cette stratégie est décevante et peu créatrice d'emplois.

Puis l'Etat va choisir une stratégie d'exportation, que la création de zones franches multiplia par l'apport d'investissements étrangers.

Simultanément, la modernisation industrielle, qui toucha le secteur sucrier, fut réductrice d'emplois, ce qui poussa plus encore les autorités vers une politique très volontariste en matière d'industrialisation.

La zone franche de transformation (Mauritius Export Processing Zone) est créée dès 1970, sur un modèle inspiré de Taiwan.

Elle connaît un démarrage prometteur, puisqu'elle attire, entre 1970 et 1976, 85 entreprises, créatrice de plus de 17000 emplois. En 1993, 550 entreprises s'y installent et créent 100000 emplois, dominés par le secteur textile/vêtements soit 80% des exportations. Maurice est le 3<sup>ème</sup> producteur au monde de tricots.

En 1981 s'ajoute une "zone franche de services" qui encourage les entreprises de service à l'exportation. D'importantes exemptions de taxes sont accessibles à des services très divers : conseils juridiques, comptabilité, informatique, marketing, traduction, dessin technique, etc. À la fin de 1984, il existait déjà 64 entreprises relevant de cette nouvelle zone.

Outre ses conséquences économiques directes, l'essor des zones franches a eu un retentissement social notable, par l'augmentation du niveau de vie.

Les zones franches sont géographiquement localisées (Port-Louis, Curepipe, Rose Belle, Quatre-Bornes/Rose-Hill)

Mais, il s'agit d'un statut et non d'un espace, si bien que les entreprises de zone franche ont été encouragées à se disperser à travers tout le pays, où elles touchent en profondeur la société rurale et son évolution.

Dans le même temps, la réduction régulière de la main-d'œuvre agricole n'entraîne pas une migration vers les villes, car il existe une solution sur place, les manufactures venant remplacer les plantations qui se modernisent.

Finalement Maurice reçoit les bénéfices d'un modèle de développement proche de celui des pays d'Asie auxquels tant de liens l'attachent.

Les nouvelles théories de la croissance ont amené à une appréciation plus favorable de l'impact potentiel de ces politiques d'implantation de zones franches, en mettant en évidence les externalités possibles, pouvant prendre la forme d'effets d'apprentissage, d'accroissement du capital humain, d'effets de démonstration, etc.

Les activités des zones franches sont concentrées dans des activités intensives en main-d'œuvre (textile-habillement et électronique surtout), d'où un potentiel important de création d'emplois.

L'impact des zones franches sur l'économie du pays hôte dépend essentiellement de l'activité directe et indirecte générée par leur implantation. Le ratio exportations nettes/exportations de produits finis<sup>61</sup>, qui constitue un indicateur du degré d'intégration locale, est largement supérieur dans les zones franches asiatiques à la moyenne des autres ZFE. Aux Philippines, ce ratio atteint 42 % (1994) alors qu'il n'est que de 22 % au Mexique (1999), pays dont le niveau de développement est pourtant nettement supérieur.

Les prix trop élevés des produits, leur qualité insuffisante, le manque de fiabilité des fournisseurs sont les raisons souvent avancées pour expliquer le faible taux d'approvisionnement local et par conséquent le faible degré d'intégration des zones franches dans l'économie domestique.

D'une manière générale, le bilan des effets d'entraînement des activités des zones franches sur le reste de l'économie est donc plutôt mitigé, aussi bien en amont qu'en aval. En fait, la nature et les activités des ZFE constituent un obstacle intrinsèque à l'existence d'externalités importantes. Pour une entreprise, l'objectif principal d'un investissement dans une ZFE est la plupart du temps de bénéficier d'exonération de droits de douane à l'importation, ce qui crée un biais pro-importation, par nature contradictoire avec une intégration locale poussée des activités. Les ZFE sont souvent spécialisées dans l'assemblage de composants et de sous-ensembles qui s'insèrent dans des processus de production globaux, largement inaccessibles aux sous-traitants domestiques. De plus, le bas niveau de développement des pays hôtes se traduit souvent par un différentiel de niveau technologique entre l'économie hôte et les entreprises franches qui limitent les transferts de technologie.

Au total, les PED créant des zones franches ont souvent considéré celles-ci comme un instrument central de leur politique de développement. Si les objectifs en termes de création d'emplois ont parfois été atteints, leur impact plus général en termes de développement est souvent loin des espoirs initiaux. Les rares succès dans ce domaine, telles que celles de Maurice ou de la Malaisie, sont probablement appelées à demeurer des exceptions qui confirment la règle.

Quant à la Tunisie même si elle fait le choix de l'ouverture elle n'est pas pour autant la championne du laisser-faire, laisser passer. Avec des droits moyens non pondérés de 22,87 en

---

<sup>61</sup> (Exportations de produits finis – intrants importés)/exportations de produits finis.

2006<sup>62</sup> ainsi que deux zones franches le marché Tunisien demeure fermé et protégé les obstacles ne sont levées que dans le cadre d'accords bilatéraux ou multilatéraux.

Au lendemain de l'indépendance l'État va nationaliser la quasi-totalité du commerce extérieur et créer sur des « Société régionale de commerce (SRC) » ayant comme prérogatives l'importation, l'homologation des prix de vente et la distribution des biens importés.

Les importations étaient soumises aux tarifs et autres quotas, toutes fois au secteur industriel, l'État procurait des avantages fiscaux et financiers, mais aussi, en matière de commerce extérieur:

- l'exonération des droits frappant, à l'importation, le matériel d'équipement;
- la protection douanière vis-à-vis de la concurrence étrangère, y compris par des mesures de prohibition ou de contingentement, deux conditions étant toutefois posées: que les entreprises tunisiennes en question soient en mesure de produire en quantité suffisante et à un prix sauvegardant l'intérêt du consommateur, d'une part, que la concurrence entre entreprises existe, d'autre part. Ces conditions posées au plan du discours et des intentions n'ont pas été suivies d'effets car nombre d'entreprises bénéficieront de protections élevées, à la fois tarifaires et non tarifaires, et du statut de quasi monopoles durant de longues périodes.

La décennie 1970, représente après l'abandon de la politique «socialiste» des années soixante, la période de la promotion du secteur privé, mais c'est également une période qui connaît un investissement massif du secteur public dans les infrastructures et dans la création de nouvelles industries de valorisation des matières premières.

En matière de politique industrielle, l'accent est mis sur la nécessité de s'insérer sur les marchés extérieurs et de tempérer la protection dont bénéficient les industries de substitution aux importations. Il importe de souligner que si la promotion des industries exportatrices et les investissements étrangers sont encouragés, le marché tunisien leur est fermé.

En 1986, la protection effective du marché intérieur atteignait une moyenne de 84%, dont 124% dans les industries manufacturières<sup>63</sup>

La stratégie de développement adoptée en Tunisie durant la période 1986-1995 a été celle de l'ajustement structurel. La politique commerciale qui a accompagné cet ajustement est celle de la libéralisation. Le pays à commencer à remplacer graduellement les restrictions quantitatives par des droits de douanes le taux moyen pondéré varie entre 28,5% en 1990 et 30,5% en 1995.

---

<sup>62</sup> CNUCED, le développement économique en Afrique, 2008. p9.

<sup>63</sup> Ben romdhan Mahmoud, p12

La deuxième moitié des années 90 ouvre une ère caractérisée par une multiplication des accords régionaux portant création de zones de libre-échange, avec leurs obligations en matière de politique commerciale tarifaire et non tarifaire.

Tout d'abord, la Tunisie a signé dans le cadre de la mise en œuvre de la déclaration de Barcelone dès juillet 1995, un Accord bilatéral d'association avec l'UE, prévoyant la libéralisation réciproque des échanges de produits manufacturés à l'horizon 2008, étant entendu que la Tunisie bénéficie depuis longtemps de l'accès privilégié de ses marchandises sur les marchés européens. Plus récemment la création de la grande zone arabe de libre échange (GAFTA), à pousser une quinzaine de pays au démantèlement accéléré des barrières tarifaires, les exportations de la Tunisie vers la région du moyen orient et l'Afrique du Nord ont gagné deux points passant de 8% à 11%, entre 2005 et 2009<sup>64</sup>

La politique commerciale tunisienne a toujours été une politique protectrice, d'une part, et accordant l'exclusivité du marché intérieur à des nationaux, d'autre part. C'est seulement depuis quelques années, à la faveur de la privatisation de cimenteries et de concessions accordées dans la téléphonie cellulaire à des groupes étrangers, que le marché tunisien a commencé à être pénétré par des entreprises étrangères. Depuis la loi du 27 avril 1972, les investissements étrangers directs sont encouragés, mais à la condition que leur production soit destinée à l'exportation.

Au total, depuis 1995, la stratégie de développement tunisienne et la politique commerciale qui en découlent sont fortement imprégnées par les accords régionaux (en particulier ceux signés avec l'Union Européenne) et par les obligations découlant de l'OMC.

## **CONCLUSION DU TROISIEME CHAPITRE:**

Dans les années 1980 à cause de la crise de la dette, la majorité des pays de l'Afrique ont recours aux institutions de Bretton Woods. Ces dernières ont une approche plus libérale, la suppression de la protection doit permettre de casser les rentes, de réduire les coûts financiers et de faire émerger les structures efficaces. La communauté européenne était partisane d'une approche plus graduelle, d'un protectionnisme dégressif compensateur d'asymétrie internationale. L'intégration régionale constituait par ailleurs comme un préalable à l'ouverture extérieure. Si la protection vis à vis des importations ou des entraves aux exportations peut engendrer de fortes inefficacités sources de blocage de croissance et de développement, une libéralisation commerciale rapide et brutale, qui ne serait pas intégrée au

---

<sup>64</sup> world development indicator. (WDI)

sein d'une politique nationale plus vaste risque d'être dévastatrice pour les personnes et les secteurs les plus fragiles des économies en développement. La Russie est un exemple que nous pouvons citer. Au début des années 1990, la Russie est passée d'une économie dirigée à une à une économie de marché. La transition vers l'économie de marché a été pour la Russie un parcours éprouvant. Expérimenter des systèmes économiques opposés passant d'une économie centralisée et étatisée à l'extrême à une économie de marché où l'Etat n'assure plus les fonctions élémentaires de régulation.

Pour réussir sa transition, la Russie avait besoin à la fois de redéployer ses ressources et de créer de toutes pièces des institutions du marché.

Les réformateurs de la banque mondiale et du FMI qui ont entrepris de conseiller la Russie et bien d'autres pays en transition n'ont prêté aucune attention aux expériences comme celle de la Chine et de Taïwan. Ils ont ignoré les spécificités et les disparités des pays en transition estimant que l'avènement du système marché allait rendre obsolète tout le savoir accumulé antérieurement par l'histoire, la sociologie et les autres disciplines.

*« Ce qu'ils prêchaient (les institutions de Bretton woods) c'était une économie de manuel, une version ultra simplifiée de l'économie de marché qui s'intéressait fort peu à la dynamique du changement ».* stiglitz (2002).

Le passage des PED d'une politique commerciale tournée vers l'intérieure à une politique d'ouverture sans conditions a rajouté de la difficulté à ces pays qui déjà subissaient les insuffisances de l'ISI.

L'échec, souvent avancé de cette stratégie est expliqué par les éléments suivants :

) système complexe (mélange de systèmes de droits de douane, licences d'importation et de taux de change multiple pour faciliter les importations « prioritaires » et décourager les autres), difficile à gérer par des institutions publiques faibles

) coûts élevés dut à la corruption qu'elle engendre, aux activités de recherches de rentes. A cause de cela elle fût majoritairement source d'inefficacité et de gaspillage.

) impossibilité de construire une industrie efficace, car le protectionnisme rend les entreprises domestiques indifférentes à l'exportation il y a une perte de compétitivité à cause des biais anti-exportation.

L'ironie du consensus actuel sur la libéralisation du commerce est qu'il cite l'Asie de l'Est comme l'exemple des vertus de l'ouverture et du libéralisme ; pourtant ces pays

apparaissent fondamentalement comme peu ouverts et interventionnistes. Dans la perspective d'intégrer l'espace industrielle mondiale certains pays d'Asie orientale ont porté leurs efforts sur la promotion des exportations. Dans ce cas, la politique commerciale ne doit introduire aucun biais anti-exportation. Elle est caractérisée par un ensemble de mesures pour soutenir la compétitivité d'une industrie nationale. Le résultat généralement positif est tout de même sujet à controverses.

La réussite fulgurante des pays d'Asie du Sud Est a interpellé plus d'un, jamais on a assisté à une expansion aussi rapide et aussi durable de 1965 à 1990, la croissance a été plus rapide dans les 23 économies de la région que n'importe où dans le monde plus de 5% pour l'Asie de l'est et les EAFP<sup>65</sup>, contre plus de 2% pour les pays de l'OCDE et inférieure à 2% pour l'Amérique latine, le moyen orient, la Méditerranée. Nombre de PED comme le souligne Krueger devrait de ce fait les imiter. Or, il se trouve que le développement d'une économie est fortement corrélé avec le nombre d'échecs de marchés qui y sévissent : plutôt que de vouloir adapter aveuglément les règles optimales pour une économie où ces échecs ne sont pas présents, un pays en développement a sans aucun doute intérêt à appliquer au moins temporairement des politiques pragmatiques visant premièrement à contrecarrer les effets de ces échecs de marché. Ces politiques permettront à l'ouverture de jouer à plein potentiel son rôle, à savoir, celui d'un catalyseur de la croissance et cela aux deux sens du terme catalyseur :

- *qui sous certaines conditions rend possible une réaction.*
- *qui joue un rôle d'accélérateur de cette réaction*<sup>66</sup>.

Il ne fait aucun doute que les pays de l'Asie souffraient de distorsions et ils y ont remédié premièrement avant même d'appliquer une ouverture graduelle.

L'Etat joue donc un rôle important, il prescrit et/ou proscriit. Ces prescriptions peuvent être aussi mauvaises que ses proscriptions, la première laisse ouverte des créneaux où peut s'exercer l'initiative et la seconde étouffe l'initiative et le progrès technique donc elle compromet la croissance.

Le retard technologique que subissent ces pays, leurs faibles dotations en capital, suggèrent qu'ils adoptent une politique commerciale protectionniste tout en encourageant l'investissement privée et en facilitant l'accès aux facteurs de production, et en faisant un

---

<sup>65</sup> Economies d'Asie à forte performance : Indonésie, Hong Kong, Japon, Malaisie, Corée, Thaïlande. Définition du FMI.

<sup>66</sup> J. L. Guerin, 1999.

choix de politique industrielle. L'industrialisation substitut des importations a montré ses limites, de plus les NPI ont démontré qu'il pouvait y avoir extraversion et protection, l'ouverture dans ces pays s'étant opérée graduellement.

A titre d'exemple le gouvernement chinois a décidé, en 1978, d'appliquer avec méthode et d'une façon planifiée la politique d'ouverture sur l'extérieur. A partir de 1980, la Chine a créé successivement 5 zones économiques spéciales.

L'Afrique du sud a utilisé différents instruments pour promouvoir la diversification, son ambition touche tout les secteurs : haute technologies, industrie manufacturière, industrie de transformation en complément de l'industrie extractive. La politique commerciale fait partie intégrante de la politique industrielle. Ce pays a entrepris une démarche globale dans le sens où c'est une politique d'incitation à la production tout azimuts. Elle favorise plusieurs créneaux en même temps. L'Afrique un pays riche qui a les moyens de sa politique.

A Maurice la zone franche n'est pas qu'un statut c'est un espace et c'est grâce à cette notion que les zones en pu se disperser dans tout le pays pour absorber au fur et à mesure la main d'œuvre que le secteur agricole libérait.

Les pays qui ont tiré parti de cette expérience sont des pays qui ont utilisé la zone franche pour dynamiser leurs industries et n'en a pas fait qu'une simple zone hors taxes pour attirer les capitaux.

L'action (ou la non action) du gouvernement a des conséquences sur la performance économique. Les bonnes politiques augmentent la croissance, les mauvaises la ralentissent ou pire encore cause la récession. C'est la politique industrielle qui a pour fonction d'orienter les ressources rares vers les activités les plus productives. La politique commerciale ne fait pas la politique industrielle et ne peut en aucun cas s'y substitué.

Ce chapitre nous a permis de mettre en exergue le rôle des politiques commerciales dans les stratégies de développement. Afin de contribuer de manière efficace à l'effort de développement, les politiques commerciales doivent être dynamiques et éviter d'apporter des appuis constants et linéaires à toute l'économie ou à certains secteurs économiques. Au contraire, elles doivent être évolutives, différenciées selon les secteurs et entre les différents segments au sein du même secteur. Le débat ne doit donc pas se limiter à ce questionnement stérile ouverture versus protectionnisme. Il doit s'orienter vers la recherche des combinaisons optimales entre les différents outils de la politique commerciale, et construire les institutions

nécessaires au processus de développement économique et à l'amélioration de la compétitivité des économies nationales.

Le chapitre qui suit analyse le cas de l'Algérie, il tente d'apporter des éléments de réponses au statu quo économique du pays.

## **CHAPITRE4 : POLITIQUES COMMERCIALES ET CROISSANCE EN ALGÉRIE**

En Algérie, depuis le début des années 1970, et pendant plus de vingt ans l'orientation commerciale était introvertie. A partir de 1988, la politique commerciale est ponctuée de quelques tentatives d'assouplissement, mais depuis 1994 l'engagement du pays dans la libéralisation commerciale paraissait irréversible.

Sur le plan juridique, l'Algérie a fourni des efforts considérables pour améliorer la qualité de ses institutions. Les réformes institutionnelles ont touché la protection sociale et le marché du travail, la stabilisation macroéconomique, le marché financier et la promotion des investissements privés. Cependant La politique économique de l'Algérie a connu récemment une évolution notable, notamment en matière commerciale, qui a surpris bon nombre de partenaires étrangers. Il s'agit entre autres de restrictions en matière d'investissement direct étranger, d'une volonté de renégocier l'accord d'association avec l'Union européenne, ou d'une mise en veille des négociations d'adhésion à l'OMC. Ce revirement de politique laisse apparaître une volonté de maîtriser son ouverture économique et commerciale. Les résultats empiriques sur la question de la relation ouverture – croissance en Algérie jusqu'à présent



sont ambigus<sup>67</sup> . il y a plus d'une décennie, l'analyse empirique ne nous a pas permis d'établir une relation directe et sans équivoques entre les deux variables.

Notre problématique n'est pas d'établir un lien entre les deux notions mais d'expliquer les raisons de l'insuccès de l'ouverture sur la diversification des exportations et par conséquent sur la croissance.

Les premiers éléments de réponses nous les obtiendrons de l'historique de la politique commerciale et des politiques industrielles de l'Algérie. C'est pour cela que la première section sera consacrée à la stratégie de développement ainsi qu'à sa politique commerciale sous-jacente, nous nous interrogerons dans cette section sur l'adéquation ou l'inadéquation de la politique commerciale à la politique industrielle.

La deuxième section s'intéresse à la relation ouverture –croissance. Nous tenterons d'établir un lien entre les deux variables, mais ce lien ne serait peut-être pas un lien directe. Nous utiliserons alors un modèle de régression multiple.

La troisième section a pour objet l'analyse de la structure du commerce extérieur. Cette section va permettre d'expliquer les raisons de la forte concentration des exportations et fait apparaître les véritables obstacles à la diversification des exportations.

## ***SECTION 1 : stratégie de développement et politiques commerciales.***

Après l'indépendance, l'Algérie a dut réagir rapidement. Trois questions majeures devaient être tranchées : Que faire du patrimoine abandonné par les Français? Comment organiser le nouvel Etat? A quelle force politique confier sa direction? Les trois problèmes étaient évidemment liés et les solutions aller orienter de façon décisive l'avenir économique du pays et en particulier, le développement du secteur industriel. En 1962<sup>68</sup> l'Algérie se retrouve avec un petit nombre d'entreprises de moindres envergures, une main d'œuvre peu qualifiée et peu de capitaux. L'industrie à cette période se résumait à une industrie minière exportatrice de matières premières et une industrie liée au fonctionnement du secteur agricole, elle comprenait le petit matériel agricole et le conditionnement des produits. Enfin, on relevait des industries d'infrastructure: production énergétique, BTP et quelques industries alimentaires.

---

<sup>67</sup> Kalafate Nadia, 2001. p145

<sup>68</sup> A. Brahim.

Cette section historique nous permet d'expliquer la configuration actuelle de l'industrie algérienne, et de mettre en exergue la nécessité d'une politique industrielle appropriée si ce pays souhaite bénéficier des avantages de l'intégration internationale et non pas subir les inconvénients d'une mauvaise préparation de l'ouverture.

### **1. 1 La stratégie de développement :**

La période 1962-1966 apparaît comme une phase de transition difficile, chargée de contraintes politiques, économiques, financière et sociales, l'orientation socialiste représentait l'aboutissement logique des impératifs qui existaient alors.

Dans la charte d'Alger, adopté en 1964, le développement économique est fondé sur " le nécessaire renforcement du secteur public, véritable moteur de la vie politique et économique du pays. Pour jouer pleinement ce rôle actif, le secteur publique doit disposer des principaux leviers de la vie économique du pays". Alors que la charte de Tripoli avait déjà limité l'activité privée, l'industrie privée est considérée comme une activité complémentaire à celle du secteur publique. "L'Etat doit orienter les efforts du secteur privé vers le perfectionnement de l'artisanat et l'installation de petites industries locales ou régionales". Autrement dit, le secteur industriel privé doit être orienté vers des activités spécifiques, mais contrôlé de manière à ce que sa dimension et son poids relatif dans l'économie nationale ne lui permettent pas de peser sur la décision politique ou économique à l'échelle nationale.

La période 1967-1979 est caractérisée par le dirigisme, le centralisme et l'étatisation de l'économie. L'Etat s'est affirmé par la nationalisation, la prise en main des principaux leviers de l'économie, la création et le développement d'entreprises publiques dans l'ensembles des secteurs d'activités et la mise en place d'un appareil institutionnel et réglementaire assurant son emprise sur l'ensemble des domaines de la vie économique et sociale.

La nationalisation des hydrocarbures et ensuite le choc de l'offre de 1973 ont renforcé la présence de l'Etat au dépend du secteur privée. « La rente pétrolière captée sur le marché mondial et l'important endettement extérieur et intérieur qu'elle garantit permet de financer un ambitieux programme de développement tout en soustrayant l'ensemble de la société algérienne aux coûts humains de développement tout le long du processus d'accumulation dans la phase de démarrage<sup>69</sup> »

La décennie soixante-dix se manifeste par un effort d'industrialisation sans précédent la hausse du prix du baril consécutif au premier choc pétrolier permet à l'État de lever des prêts auprès des banques commerciales privées étrangères à des taux élevés. En 1979, 80% du total

---

<sup>69</sup> Ben Abdallah, (2009), P86.

des investissements des entreprises publiques et autogérées était consacré à l'industrie<sup>70</sup> quant à l'agriculture et la pêche font figure de parents pauvres, les deux réunis ne bénéficient pas plus de 5% de l'ensemble des investissements; quant au secteur tertiaire, il subit la même marginalisation.

Dès le début de l'indépendance, le courant de la pensée structuraliste aidant, l'industrie est perçue comme moyen de s'affranchir du modèle colonial. L'Etat détenteur des facteurs de productions terre-capital, devient unique acteur du développement. Avec la nationalisation des hydrocarbures l'Etat s'octroie les moyens de ses ambitions : « le développement industriel est le seul en mesure de financer des investissements lourds et d'en assurer les surcoûts durant la phase de démarrage » (Ben abdellah Y, 2009)

Le noyau industriel est composé de deux industries fortement intégrées entre elles : les hydrocarbures et la sidérurgie. La valorisation des produits pétroliers obéit à l'impératif de financement du modèle de développement algérien. Mais cette stratégie aboutit à la mobilisation d'une partie très importante de l'investissement industriel dans les hydrocarbures : 50,9%, 41,2% et 46,8%<sup>71</sup> respectivement pour le premier, deuxième et troisième plan. Près de la moitié des investissements industriels affectée à la promotion d'un secteur exportateur produisant peu d'effets d'entrainements. L'autre moitié du total des investissements étant répartie sur les industries lourdes environs 40% et les industries légères moins de 10%. Avec ce faible taux d'investissement les branches (chimie, IMME, matériaux de construction) qui devaient fournir le principal débouché aux industries du noyau étaient dans l'impossibilité de tenir leurs rôles ce qui a étouffé le processus d'industrialisation.

C'est ainsi la part des hydrocarbures dans le PIB passe de 19% en moyenne entre 1963 et 1966 à 35% en 1980<sup>72</sup> et 45,9% en 2007. La stratégie de développement a échoué en créant un secteur rentier qui a obliqué le reste du tissu industriel.

## **1. 2 Le financement de l'industrie industrialisante :**

Au départ, la dépendance à l'égard d'un secteur était une nécessité logique et historique. La rente est érigée comme un modèle de développement. Cette solution se devait transitoire, le système projeté devait, in fine, par lui-même organiser l'affaiblissement du rôle de la rente dans le développement.

---

<sup>70</sup> Office nationale des statistiques, 1979.

<sup>71</sup> Marc Écrement (1986), p81.

<sup>72</sup> Ibid

L'objectif premier des investissements massifs était de mobiliser l'ensemble des ressources pour la construction d'un tissu industriel complexe susceptible de mener le pays vers l'indépendance économique.

Le caractère volontariste et étatiste de ce choix se manifestait, nous l'avons dit, par l'importance des investissements publics et leur concentration dans le secteur des industries lourdes : les hydrocarbures, la sidérurgie, la mécanique et la chimie.

A titre d'exemple, la répartition par branches des investissements industriels planifiés (1970-1977) est comme suit : 39,85% pour les hydrocarbures, 12,85% pour la sidérurgie et première transformation, 12,44% pour la mécanique électrique et 7,47% pour la chimie<sup>73</sup>.

L'objectif fondamentale de cette politique, était de permettre un effet d'entraînement et industrialisant sur l'ensemble de l'économie. De ce point de vue, cette politique se démarque des politiques traditionnelles d'industrialisation par substitution d'importations: ces dernières, en donnant la priorité aux industries légères (situées en aval et produisant des biens de consommations) restent tributaires d'importations de biens d'équipement et de technologies étrangères. Les décideurs voulaient rompre avec cette dépendance en faisant porter les efforts de l'économie vers les secteurs amont (biens intermédiaires et dès que possible, biens d'équipements), quitte à comprimer la consommation pour une période plus ou moins longue. C'est ce qui va justifier la politique commerciale introvertie de cette période, hélas cette protection va s'étendre au-delà de la période d'apprentissage, elle va même se renforcer et par conséquent, annihiler la compétitivité des entreprises.

L'Algérie a opté depuis 1967 pour un développement basé sur une industrialisation accélérée et massive. Le choix en faveur des industries industrialisantes et des pôles de développement s'est traduit par la construction d'un tissu industriel complexe. L'industrie, pierre angulaire du modèle de développement s'est matérialisé par une intervention publique massive et par une mobilisation des investissements planifiés d'une très grande ampleur dont le financement a reposé presque exclusivement sur la valorisation internationale des hydrocarbures. Cette valorisation a créé un développement par la rente et a accru la dépendance du pays vis-à-vis d'un seul secteur.

La place centrale qu'occupe l'industrie en générale et l'industrie des hydrocarbures en particulier dans l'économie algérienne peut être mesurée par la part de l'investissement industrielle dans l'investissement publique total. Le tableau qui suit donne cet aperçu des efforts fournis tout au long des années 1970.

---

<sup>73</sup> Calculs effectués à partir des données in : Lamchichi, p143.

**Tableau 4.1 :** Répartition des investissements publics réalisés de 1963 à 1977 (en 10<sup>9</sup> DA et %)

	1963-1966		1967-1969		1970-1973		1974-1977	
	10 <sup>9</sup> DA	%	10 <sup>9</sup> DA	%	10 <sup>9</sup> DA	%	10 <sup>9</sup> DA	%
A- Agriculture	0,65	16,5	1,90	20,7	4,35	12	8,9	7,3
B-Hydrocarbures et Industries	0,81	20,6	4,90	53,4	20,80	57,3	74,10	61,1
C-Autres secteurs <sup>74</sup>	2,47	62,9	2,37	25,8	11,15	30,70	38,20	31,60
TOTAL	3,93	100	9,17	100	36,30	100	121,20	100
<b>B/A</b>	<b>1,24</b>		<b>2,60</b>		<b>4,80</b>		<b>8,3</b>	
Hydrocarb./B	-		0,51		0,47		0,48	

**Source :** Marc Écrement (1986), p47.

Si la tendance à l'industrialisation se confirme depuis le premier plan triennal elle se renforce au fil des ans et cela au dépend de l'agriculture puisque depuis l'indépendance la part des investissements dans industrie était quasi équivalente à ce que recevait l'agriculture cette part à évolué à un rythme exponentiel pour atteindre en 1977, huit fois la part de l'agriculture. Quant « aux autres secteurs » au total six (6), ils ne se partagent que le quart du total des investissements.

La poursuite et l'élargissement de l'effort d'industrialisation reste un objectif majeur de la stratégie de développement pour le deuxième plan quadriennal. Le secteur industriel reçoit 43,5% du total des investissements<sup>75</sup>.

L'industrie des hydrocarbures, principale moteur du financement reçoit à elle seule la moitié du total des investissements industrielle. Cela va renforcer la position des hydrocarbures au détriment des autres industries qui autrement auraient pu bénéficier d'un apport frais de capital.

La politique industrielle avait pour but d'amener à produire des biens manufacturés à forte valeur ajoutée et de sortir de la spécialisation de type coloniale. Dans les faits, la spécialisation dans les hydrocarbures initiée dans les années 1950 va se poursuivre et se renforcer. En 20 ans (1957-1977), la tendance s'est maintenue, alors que l'Algérie a déjà mis en œuvre trois plans de développement. Son économie est toujours dépendante de ses ressources naturelles avec un très net recul du secteur agricole. Secteur qui devait aussi tenir

<sup>74</sup> Infrastructures, Education et Formation, Habitat, Tourisme, Transport, Secteur social et administratif.

<sup>75</sup> Secrétariat d'Etat au plan, tableaux de l'économie algérienne, 1973, p277.

le rôle de débouché pour l'industrie mécanique et chimique donc qui devait par sa croissance entraîner ces industries.

Tous ces éléments viennent confirmer la tendance apparue dès la mise en œuvre de la politique d'industrialisation, le développement de la fonction financière de la branche des hydrocarbures au détriment de la fonction d'industrialisation.

Ainsi l'Algérie passe d'une volonté d'introversion de l'industrie à l'extraversion d'une branche. Cela se traduit par un gonflement de la fonction d'exportation de ce secteur et l'Algérie autrefois mono exportateur de produits agricoles devient mono exportateur d'hydrocarbures.

### **1.3 Les conséquences de l'extraversion de la branche des hydrocarbures :**

Les recettes d'exportation en évolution constante servent à financer une grande partie des investissements prévus par les plans. Elles ont même impulsé un mouvement à la hausse du volume des investissements planifiés. L'industrie devint alors une priorité au détriment de l'agriculture délaissée. Ce qui n'a pas manqué de poser de redoutables problèmes à l'économie algérienne notamment en matière de dépendance alimentaire.

Sont privilégiés également les transferts de technologies et d'usines clé en main, ce qui posera d'autres problèmes, de dépendance technologique et de formation des travailleurs.

Le pétrole constitue aussi le gage dans la politique d'emprunt international de l'Algérie. C'est dire la position centrale qu'il tient dans une économie qui va s'avérer vulnérable et fragile. En effet la polarisation des recettes extérieures dans les hydrocarbures a des conséquences particulièrement contraignantes au niveau économique, comme le démontre le rapport du FMI<sup>76</sup>. Il en ressort du point de vue de la dépendance de l'économie à l'égard du pétrole que le PIB pétrolier représente près de 30% du PIB total. Du point de vue budgétaire, les recettes pétrolières représentent environ près de 70% des recettes totales. Ceci offre une appréciation sur la dangerosité de la prépondérance de ce secteur sur l'économie. De plus, du point de vue de la sensibilité aux variations des prix du brut, il en ressort qu'une fluctuation de 10 dollars US du cours moyen du pétrole sur un an (2010)<sup>77</sup>, pourrait modifier le solde des opérations courantes de plus de 4% du PIB ainsi que le solde budgétaire de 3%.

Les dépenses publiques sont le principal mécanisme en vertu duquel l'instabilité du secteur des hydrocarbures se transmet au secteur hors hydrocarbures. En effet, depuis

---

<sup>76</sup> Barajas Adolfo, (2010), p3.

<sup>77</sup> Sur la base des évolutions observées sur la période 1960–2009, le taux de probabilité d'une fluctuation du prix du baril de 10 dollars EU est de 66 % sur une année donnée.

toujours, l'instabilité des dépenses publiques a souvent eu des effets préjudiciables qui ont nui au secteur privé hors hydrocarbures et qui ont créé des incertitudes et des coûts d'ajustement. Parallèlement, le secteur public n'a pas toujours su utiliser la richesse des hydrocarbures de manière productive en l'investissant dans des projets susceptibles de renforcer la croissance. Comme d'autres économies fondées sur les ressources naturelles, l'Algérie n'a pas, jusqu'à ce jour, été en mesure d'utiliser la richesse des hydrocarbures pour créer les conditions propices à une croissance et à un développement économiques soutenus et plus rapides.

Force est de constater que l'Algérie importe plus qu'elle ne produit, les industries deviennent des intermédiaires entre l'offre étrangère et la demande domestique en biens et services.

A titre d'exemple<sup>78</sup> les importations des ISMME en 1974 représentent 322,67% du total de la production brute l'industrie de la chimie plastique importait 157,24% de sa production. La pétrochimie, les engrais et les plastiques reçoivent moins de 10% du total de la branche des hydrocarbures durant la période 1967-1978.

Ces chiffres montrent le manque d'intégration de l'industrie qui peine à pourvoir son rôle d'industrie industrialisante. En plus nous notons pour la période de 1973 à 1976 que les coûts (amortissements+masse salariale) par rapport à la valeur ajoutée représentent dans les branches des ISMME, la chimie, les industries textiles, peaux et cuirs, bois et papiers respectivement : 108%, 92%, 83%, 86% et 75%. Ce qui représente un manque d'efficacité d'une part et d'autre part cela indique que l'Algérie se souciait plus d'investissements et projets nouveaux que de mise en valeur de projets déjà existants.

En 1978, Andreff<sup>79</sup> s'interroge sur la pertinence des choix industrielles, sont t'ils conforme à la théorie de Destanne De Bernis ou demandent t'ils une reformulation ?

L'auteur relève une adéquation entre le plan algérien et la hiérarchie des industries théoriquement industrialisantes, ce qui pourrait expliquer selon lui les disproportions constatées dans la structure industrielle de l'Algérie. Les deux bases stratégiques du développement industriel de l'Algérie reposent sur la mise en valeur de ses ressources naturelles en hydrocarbures et en minerai de fer. Or la question est de savoir si ces industries ont réellement des effets d'entraînements. Une industrie industrialisante doit avoir deux caractéristiques essentielles<sup>80</sup> :

Z Elle doit faciliter l'intégration de l'économie

Z Elle doit permettre l'apparition d'un développement autonome.

---

<sup>78</sup> Mellah & Tehami. 1980.

<sup>79</sup> Andreff Wladimir & Hayab Abderrahmen

<sup>80</sup> Ibid

Le développement devait donc se réaliser par l'investissement en des branches bien précises qui sont :

- J les secteurs qui fournissent des biens de capital aux autres secteurs : équipement industriel, machines- outils, moteurs et turbines, outillages ;
- J l'industrie chimique : l'industrie chimique minérale et chimique organique
- J les hydrocarbures : ce n'est pas la production d'énergie qui, en soi, est industrialisante, mais ce qui peut se trouver à l'amont ou à l'aval de l'énergie, soit les grandes innovations technologiques introduites par la construction des grands centres énergétiques, soit les industries grosses consommatrices d'énergie (et en particulier l'industrie chimique).

Le canevas de ces industries évoluait dans un environnement introverti, la question de l'exportation n'étant pas de mise du moins à moyen terme. L'objectif des industries étant de s'assurer mutuellement l'autosuffisance et de noircir au maximum la matrice des échanges intersectorielle.

A titre d'exemple : l'industrie algérienne est théoriquement orientée à la fourniture à l'agriculture des biens dont elle a besoin pour l'élévation de la productivité du travail :

- Z les hydrocarbures à bas prix fournissent la base énergétique;
- Z les engrais sont fournis soit par les dérivés des hydrocarbures (engrais azotés), soit à partir des phosphates ;
- Z les dérivés des hydrocarbures fournissent encore les pesticides ; les matières plastiques emballage des engrais, conditionnement des produits agricoles, tuyaux de petits diamètres pour l'irrigation, tuyaux pour le drainage, films pour éviter l'évaporation des réservoirs d'eau, etc.);
- Z la branche de la sidérurgie et de la mécanique fournira le matériel tracté et l'ensemble de l'outillage dont l'agriculture a besoin pour se moderniser.

Cependant l'examen des tableaux d'échanges interindustriels et des tableaux des entrées-sorties montrent :

- J Qu'il y a que peu d'interdépendances entre les secteurs industrie et agriculture
- J Les importations en biens intermédiaires dévoilent que les industries exercent plutôt le rôle de relais auprès des consommateurs que de fournisseurs auprès des autres industries.



Nous pouvons constater que les industries supposées agir comme moteur d'impulsion, d'autres industries en aval fonctionnent plutôt pour eux même que pour le reste des secteurs. Cette situation est une manifestation du manque d'intégration de l'industrie algérienne signe précurseur de l'échec du plan de développement.

#### **1.4 La naissance d'une économie de rente :**

L'expérience de développement d'industrialisation et de désindustrialisation de l'économie algérienne est fortement liée à la question de la rente pétrolière et son utilisation. Bien que datant des années 1970, le pétrole, pierre angulaire du financement développement de l'économie algérienne demeure un concept d'actualité. L'élévation du niveau de vie des individus, le développement des autres secteurs économiques et sociaux ne peuvent être envisagé que grâce à la manne pétrolière.

Le poids de la rente pétrolière dans l'économie algérienne est indéniable. L'emprise de la rente n'a cessé de croître et de s'étendre au point de rythmer toutes les activités économiques et sociales caractéristiques du syndrome hollandais.

Cette concentration du capital dans l'industrie lourde a pénalisé les branches industrielles dont la production est destinée au marché final, sans créer pour autant les conditions de reproduction du capital et des biens d'équipement assurant l'intégration intra-industriel et intersectoriel. De même l'orientation introvertie a engendré la pénurie qui a créé des comportements rentiers la fonction des entreprises a été biaisé à cause de ces comportements.

Durant la guerre froide, le courant de pensée dominant considérait l'abondance de ressources naturelles comme un puissant vecteur de développement. Les investissements directs étrangers dans le secteur extractif et les recettes d'exportation devaient contribuer ipso facto au développement économique, conformément aux théories selon lesquelles l'apport de capital représentait la clé de voûte des stratégies de développement. Quelques économistes hétérodoxes (arghiri, Amin) y voyaient au contraire une source d'inégalités et de mal-développement, s'appuyant sur la thèse de Singer-Prebisch selon laquelle les termes de l'échange des matières premières tendent à se dégrader face aux produits manufacturés avec le temps.

Les causes de ce «paradoxe de l'abondance» sont multiples, comme le sont les explications relatives à l'impact négatif des ressources sur la performance économique des pays concernés. La hausse massive des recettes d'exportation de pétrole, par exemple, a pour effet l'appréciation de la monnaie nationale. En conséquence, les autres secteurs d'exportation

et d'activités soumis à la concurrence internationale perdent en compétitivité, avec des pertes d'emploi à la clé. Cela tend à renforcer le mouvement de concentration économique autour du secteur extractif, qui est intensif en capital, mais très peu en main-d'œuvre: une fois les infrastructures en place, le fonctionnement des tours de forage et des plates-formes ne requiert que peu de personnel. C'est pourquoi un boom pétrolier ne permet pas d'absorber le chômage lié aux difficultés auxquelles doivent faire face d'autres secteurs économiques plus intensifs en main-d'œuvre (secteur textile par exemple).

L'Algérie, comme beaucoup de pays exportateur de pétrole, est devenue entièrement dépendante de l'extérieur est soumise dangereusement aux fluctuations du prix du brut. C'est pour cela que timidement dès 1982, des réformes ont été mises en œuvre, pour encourager l'investissement privé et restructurer les entreprises publiques en séparant l'activité de production, de la commercialisation et de la distribution dans le but de faciliter la gestion. Les réformes ont aussi gagné le commerce extérieur. Cependant ces réformes seront graduelles et très lentes sans grands changements. C'est une période où, au contraire, il aurait fallu faciliter l'accès aux moyens et techniques et favoriser l'effort à l'exportation des secteurs privée et publique.

Placée sous le signe de la décentralisation, la période 1980-1990 se devait de rétablir les équilibres fondamentaux de l'économie. Une revalorisation de l'agriculture est tenté 12,6% du total des investissements est alloué au secteur pour la période 1980-1984 et 14,77% entre 1985-1989, ainsi qu'une augmentation importantes des investissements est observée dans les services notamment l'habitat, l'éducation et les infrastructures économiques 45,96% et 52,68% respectivement pour les périodes 1980-1984 et 1985-1989.<sup>81</sup>

On tente aussi d'améliorer les performances de l'économie par:

- l'ouverture graduelle à l'investissement privée en adoptant la loi 82/11 portant sur l'organisation de l'investissement privée, cette loi ouvre une brèche tout en préservant les activités stratégiques et en maîtrisant l'expansion des activités privées, l'ouverture au capital privé et étranger s'opère de manière graduelle sans effets notables, les investisseurs craignaient probablement un revirement de la part des autorités; à cause de l'opération de nationalisation massive des années précédentes.

- l'amélioration de l'efficience des investissements notamment par les projets de restructuration des entreprises. Peut-être aurait -t-il fallu chercher d'autres débouchés que le marché national et faciliter l'approvisionnement des entreprises.

---

<sup>81</sup> Ministère de la planification et de l'aménagement du territoire (MPAT), exécution des plans quadriennaux, 1980-89.

En cette période, le secteur privé est dans l'incapacité de remplir le rôle de suppléant au secteur public et cela pour diverses raisons :

- ) Historique tout d'abord : en marge de la stratégie de développement, le secteur privé n'a jamais été considéré comme un acteur possible de la croissance et cela dès l'adoption de la charte d'Alger ;
- ) L'accès limité au financement bancaire, alors que les sociétés nationales n'ont aucune difficultés à financer leurs déficits ;
- ) Le caractère patrimonial des entreprises : Qui limite la surface financière de l'entreprise la rend moins compétitive. Les activités se limitent généralement dans les services et le bâtiment pour profiter notamment de la demande publique et échapper à la concurrence étrangère ;
- ) Le coût de l'emprunt ;
- ) L'effet d'éviction.

Le choc pétrolier de 1986 et l'arrivée à échéance des emprunts contractés dans les années 1970 a fini d'engager l'économie algérienne dans une spirale d'endettement, une période marquée par une forte récession. Le système de gestion centralisé handicape les entreprises publiques et anéanti toute tentative de modernisation et d'amélioration des techniques de production, de management et de commercialisation.

Dans ce sens dès 1988 l'Etat accorde l'autonomie de gestion à ses entreprises et crée les fonds de participations qui permettent à l'Etat de continuer à financer le déficit des entreprises publiques. Les réformes de 1988 opèrent dans un cadre économique et financier obscurci, ces difficultés annihilent les tentatives des réformes de 1988 et 1990. Dans l'incapacité de faire face à ses engagements l'Algérie s'engage dans un processus de réforme économique plus profond, ces dernières concernent entre autre le taux d'inflation, le taux de change et la libéralisation du commerce extérieur.

### **1. 5. Le tournant des années 1990:**

Trente années après l'indépendance, les transformations des structures économiques ont débouché sur un autre type de spécialisation fondé sur l'exportation des seules matières premières réduites en fait aux hydrocarbures et à l'importation des produits alimentaires et autres biens manufacturés. Alors que les études du CEPII donnent le Maroc et la Tunisie comme les pays les plus compétitifs de l'Afrique du Nord pour les biens manufacturés, en

Algérie, en 1994, la part des hydrocarbures dans le total des exportations atteint 97% contre 12 % en 1961<sup>82</sup>.

Il y a bien substitution d'exportation sans remise en cause fondamentale du schéma traditionnel de la division du travail des PED exportateurs de produits primaires. C'est une substitution négative et régressive des exportations due à la polarisation croissante de la structure des exportations sur les produits pétroliers et gaziers. Cette forme de spécialisation transforme l'Algérie en un pays mono exportateur de produits primaires avec toutes les conséquences qu'une telle situation entraîne<sup>83</sup>, notamment la détérioration de la compétitivité internationale des produits autrefois exportés.

L'impératif de la diversification des exportations est posé avec acuité dès 1987 car la dépendance de l'Algérie vis-à-vis des exportations d'hydrocarbures est frappante ces dernières représentent 98% du total des exportations, plus de 66% du revenu gouvernemental et 37% du PIB (FMI 2011).

L'absence de diversification des exportations ouvre la voie à un certain nombre de problèmes :

Premièrement : la dépendance au secteur des hydrocarbures augmente la vulnérabilité du pays aux chocs exogènes. Par conséquent cela peut engendrer des coûts importants en termes d'instabilité macroéconomique qui pèsera négativement sur les décisions d'investissement et sur la croissance<sup>84</sup>. De plus dans la mesure où le revenu fiscal du secteur des hydrocarbures représente plus de deux tiers du revenu de l'État, une baisse du prix du pétrole engendrerait un déficit important.

Deuxièmement : le taux de chômage élevé nécessite de créer des emplois dans des secteurs intensifs en main d'œuvres.

Troisièmement : Si l'on prend en considération la théorie de la croissance endogène le développement de secteurs exportateurs crée des externalités positives notamment en terme d'apprentissage et de compétitivité.

Cependant une des barrières à la diversification des exportations est l'appréciation du taux de change réel consécutif à la présence du secteur des hydrocarbures. La dévaluation n'étant pas une bonne alternative en raison de son impact sur l'équilibre macroéconomique et les difficultés économiques qu'elle engendrerait, l'ouverture commerciale est une des réponses préconisées par le FMI.

---

<sup>82</sup> Chiffre de la banque mondiale 1983 et 1991.

<sup>83</sup> Nous faisons référence à la thèse de Raul Prébish sur la détérioration à long terme des termes de l'échange des pays exportateurs de produits primaires

<sup>84</sup> Kalafate (2001) p 134

Depuis 1987, date du premier contact de l'Algérie avec les instances du GATT, l'ouverture commerciale et l'intensification des échanges internationaux sont deux objectifs qui incarnent le facteur de croissance de l'économie algérienne et représentent des outils efficaces de l'allocation optimale des ressources. L'ouverture stimule la compétitivité de l'ensemble de l'industrie et accroît les incitations à l'investissement dans les secteurs hors hydrocarbures. En plus, la diversification de la production se substitue à la flexibilité des changes pour absorber les chocs (Kenen, 1969)<sup>85</sup>.

Cependant ce n'est qu'en 1990 que l'on pourra observer un changement radical pour le secteur privé. La fonction d'importer, d'exporter, de stocker, de transporter et de vendre des marchandises en état destinées à des tiers est élargie aux grossistes. Ces concessionnaires sont des personnes physiques ou morales, agréées par le conseil de la monnaie et du crédit.

S'agissant des exportations, la réforme vise à encourager et diversifier les exportations hors hydrocarbures. Une plus grande liberté d'action est laissée à l'entreprise pour envisager les formes organisationnelles les plus appropriées pour développer ses exportations, seul ou avec d'autres entreprises sans avoir à transiter par un quelconque monopole d'exportation. L'entreprise exportatrice peut aussi conserver en sa possession une partie de ses recettes en devise.

Depuis le début des années quatre-vingt-dix des réformes plus explicites sur la volonté d'ouverture sont mises en place. Les faits les plus marquants sont la volonté de l'adhésion de l'Algérie à l'OMC et l'abandon dès 1994 des restrictions quantitatives au profit de droits de douanes qui s'étendent désormais de 5 à 30%.

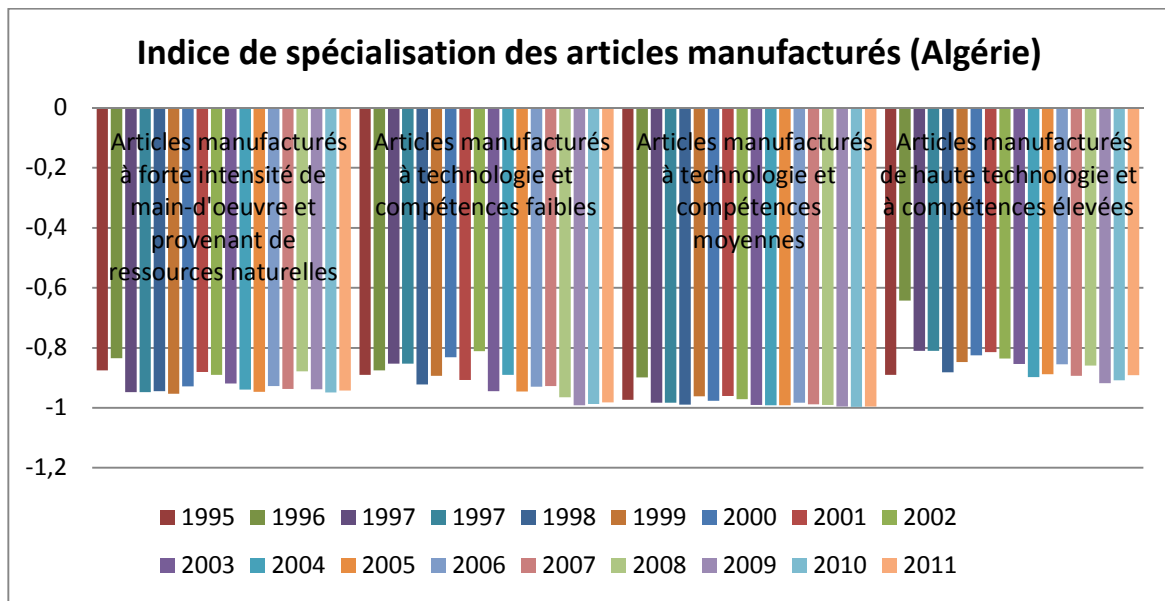
Malgré son ouverture et l'abaissement des lignes tarifaires les performances de l'Algérie en matière de production et d'exportation sont en deçà des objectifs visés par une politique commerciale ouverte.

Le tableau suivant présente les indices de spécialisation du commerce des marchandises qui sont utilisés pour mesurer le degré de spécialisation de la production/de la consommation de biens au travers du commerce. Ils sont calculés pour chaque groupe de produits. Il compare le flux net des biens (exportations moins importations) avec le flux total des biens (exportations plus importations), soit la balance commerciale normalisée par produits. Les valeurs sont comprises entre -1 et 1. Un indice positif indique qu'un pays a des exportations nettes (d'où sa spécialisation dans la production de ce produit spécifique) et les valeurs négatives, indiquent, a contrario, qu'un pays importe plus qu'il n'exporte ce produit

---

<sup>85</sup> Deiss J , Gugler P. (2012), p 415.

(consommation nette).



Source : calculer à partir des données du CNUCED, Indices de spécialisation du commerce des marchandises, annuel, 1995-2011

L'indice de spécialisation des articles manufacturés montre que l'Algérie est importateur net de produits manufacturés qu'ils soient intensifs en main d'œuvre ou intensifs en capital et cela pour la période 1995-2011. Période caractérisée par les multiples démarches du pays pour l'ouverture commerciale avec : les démarches pour une ascension à l'OMC dès 1996, accord d'association avec l'union européenne 2005, adhésion en janvier 2009 à la Zone Arabe de Libre Echange (ZALE).

Les différentes statistiques de ces dernières années sur le rapport du PIB aux exportations d'hydrocarbures, la faible part des exportations hors hydrocarbures, la corrélation entre les dépenses publiques et le cours du pétrole nous font douter du rôle effectif de l'ouverture. Nous l'avons vu dans la partie précédente l'ouverture est un catalyseur de la croissance, en ce sens qu'elle booste un certain nombre de facteurs mais elle n'est pas suffisante. L'ouverture ne garantirait donc pas une amélioration de la production et de la compétitivité ni permettrait explicitement une diversification des exportations. L'ouverture n'agirait pas directement sur les capacités de production ni sur la compétitivité des produits.

La section qui suit tente d'analyser par la méthode des moindres carrés et doubles moindres carrés la relation si controversée ouverture-croissance.

## **SECTION2: OUVERTURE ET CROISSANCE EN ALGERIE**

Dès le début des années 1990 l'ouverture en Algérie a été considérée comme la pierre angulaire des réformes. La panacée de la crise économique et politique que traversait le pays. Les tractations en vue d'une adhésion à l'OMC et l'adhésion à l'union européenne garantirait une diversification des exportations et donc une croissance forte. Cependant les chiffres du commerce extérieur parlent d'eux même il est indéniable que le pays est toujours tributaire des hydrocarbures. Cependant il nous paraît opportun d'étudier la relation ouverture - croissance avec un modèle économétrique afin d'apprécier les canaux à travers lesquels l'ouverture agirait sur la croissance si du moins relation il y a.

### **2.1. Le choix des variables du modèle :**

Dans notre mémoire de magister, nous avons déjà entrepris de démontrer la relation ouverture-croissance dans un modèle classique. Les résultats étaient non significatifs et nous avons incombé ce résultat à :

- ) la faiblesse de l'indicateur d'ouverture
- ) Un recul insuffisant en matière de période d'ouverture par rapport à la période étudiée 1970-2000 et l'ouverture datant de 1994.
- ) La prépondérance du secteur des hydrocarbures

Aujourd'hui avec le recul des années il serait intéressant d'utiliser le même modèle avec des données actualisées.

Le modèle a été représenté par un modèle de croissance classique utilisé par Greenaway, Wyn et Wright nous obtenons la fonction suivante:

$$Y = \beta_0 + \beta_1 K + \beta_2 X + \beta_3 L + \hat{\mu} \quad (1)$$

où

Y représente le PIB,

K: représente le capital,

X: représente les exportations,

L: représente la main d'œuvre,

$\hat{\mu}$ : est le terme d'erreur ou le résidu.

Il existe en effet différentes indices d'ouverture (chapitre 2 section 4). Le plus usité est le rapport des échanges au PIB ( $X+M/ PIB$ ), nous ne l'utiliserons pas car cette variable est généralement biaisée pour les pays exportateurs de pétrole. Un pays qui exporte beaucoup n'est pas forcément ouvert.

Pour exprimer l'impact de la libéralisation nous introduisons une variable muette (DUMO). Cette variable est égale à (0) pour toutes les années de pré-libéralisation et égale à (1) pour les années de post-libéralisation.

Le critère retenu pour définir la première année de libéralisation est celui de Sachs et Warner<sup>86</sup>. Nous avons intentionnellement omis le critère de la décote du marché noir, car c'est un critère qui est plus fortement liée à l'aspect macroéconomique et monétaire ainsi qu'à d'autres aspects qui sortent du cadre de notre étude. Ce critère a été largement critiqué par Rodrik et Rodriguez (1999).<sup>87</sup>

Ainsi en admettant les conditions citées par les deux auteurs, nous obtenons l'année 1994 comme date d'ouverture effective du commerce extérieur algérien. C'est une année qui correspond aussi à la signature d'un premier accord pour le rééchelonnement de sa dette extérieure ce qui explique l'application d'un certains nombres de réformes au niveau de la politique commerciale (l'abolition des restrictions quantitatives et un droit de douane moyen de 25%) ainsi qu'au niveau de la stabilité macroéconomique. Ce n'est qu'à partir de 1994 que l'on peut estimer que le commerce extérieur est libéralisé au sens de Sachs et Warner.

Nous avons estimés une fonction de production sous forme logarithmique. Ainsi nous obtenons la fonction suivante:

$$\text{LOG GDP} = \beta_0 + \beta_1 \text{LOG INVT} + \beta_2 \text{LOG EXPOBS} + \beta_3 \text{LOG LABOR} + \beta_4 \text{DUMO} + \hat{\epsilon} \quad (2)$$

Ou

$$\text{LGDP} = \beta_0 + \beta_1 \text{LINVT} + \beta_2 \text{LEXPOBS} + \beta_3 \text{LLABOR} + \beta_4 \text{DUMO} + \hat{\epsilon} \quad (3)$$

Cette estimation nous permet de mesurer l'impact d'une ouverture sur le niveau de la richesse national (PIB) et non sur la croissance. La raison pour laquelle nous n'avons pas utilisé le niveau de croissance comme variable régressée et que l'estimation de cette dernière ne donne pas de résultats significatifs.

## 2.2. Une estimation par les moindres carrés ordinaires :

Les régressions qui suivent, sont estimées en utilisant les données de la banque mondiale, sur une période de 1988 à 2009. Le choix de la période 1988-2009 est conditionné par la disponibilité de certaines données (éducation, IDE, transfert des compétences, etc). Les exportations de biens et services sont mesurées en monnaies locale et à prix constant. Il est de

<sup>86</sup> Sachs et Warner (1995): Une économie est dite fermée si elle vérifie au moins l'une des cinq conditions suivantes: Barrières non-tarifaires sur plus de 40% du commerce international, droit de douane moyen supérieur à 40%, taux de change parallèle différent de plus de 20% du taux officiel, économie de type socialiste, monopole d'Etat dans les principales industries exportatrices.

<sup>87</sup> Consulter la page 60



même pour l'investissement (INVT) et le PIB(GDP). La variable LABOR représente le volume de la main d'œuvre en million.

Les résultats sont donnés par l'équation de régression suivante :

$$\text{LGDP} = 1,1486 + 0,2683 \text{ LINVT} + 0,6724 \text{ LEXPOBS} + 0,091 \text{ LLABOR} - 0,039 \text{ DUMO} \quad (4)$$

(1,1739)    (8,7924)            (8,1497)            (1,0299)            (-2,0882)

$$R^2 = 0.99$$

$$\bar{R}^2 = 0.99$$

$$F(4,17) = 522,3464$$

$$D-W = 1.6133$$

$$Ddl = 17$$

- ) La qualité de l'ajustement est bonne car le coefficient de détermination est égal à 0,99. Le modèle explique 99% du PIB.
- ) Le test de Fisher de significativité de la régression indique que l'hypothèse de nullité de tous les coefficients sauf celui de la constante et du travail est refusée car la statistique de Fisher calculée est supérieure à sa valeur tabulaire au seuil de 5%.
- ) Le test de significativité des coefficients (t statistiques sont données entre parenthèse), indique que les résultats sont globalement significatifs au seuil de 5%, contrairement au travail effectué il y a plus d'une décennie. Cela signifie qu'il y a suffisamment de recul pour estimer l'impact de l'ouverture sur la croissance économique.
- ) L'investissement explique à près de 27% la production intérieure. Nous remarquons que les exportations des biens et services représentent plus de trois tiers de la PIB ce qui correspond au modèle économique algérien tiré par les exportations qui sont-elles même composée à plus de 90% par les hydrocarbures. Le facteur travail n'est pas significatif dans cette régression.
- ) Quant à l'ouverture elle a un impact négatif et significatif sur le PIB. Il se peut que l'ouverture soit négativement reliée à la croissance à cause de l'extraversion de la branche des hydrocarbures. Une ouverture au commerce international en présence d'une forte demande intérieure et une offre insuffisante induit l'accroissement des importations de biens finals.

### **Une autre approche pour évaluer les effets de la politique commerciale :**

Les effets de l'ouverture ne se limitent pas uniquement aux échanges internationaux. En générale, l'effet de l'ouverture sur la croissance passe par trois voies :

La formation du capital physique, A. Harrison (1996) : une croissance tirée par l'investissement et induite par l'ouverture.

L'accumulation du capital humain (Abdouni & Hanchane 2011) : croissance tirée par les compétences et induite par l'ouverture.

L'accumulation du savoir (Grossman & Helpmann) : croissance tirée par la technologie et induite par l'ouverture.

Les effets de l'ouverture peuvent se matérialiser par les IDE, aussi par la capacité d'accueil du pays, en accordant aux firmes multinationales des avantages notamment fiscaux et administratifs. Ces firmes peuvent améliorer l'efficacité globale d'une économie via la disponibilité des connaissances technologiques et organisationnelles transférables au reste de l'économie.

Pour tenir compte de cet aspect, nous avons introduit les investissements directs étrangers (IDE) à la régression.

Après calculer la variable (IDE) mesurée par les flux nets en monnaie courante a un coefficient non significatif. Probablement à cause d'observations manquantes (statistiques non disponibles pour certaines années) et du volume minime des IDE qui ne dépassent guère les 2% du PIB pour les meilleures années. Si les textes et les incitations existent<sup>88</sup> il n'en demeure pas moins que les IDE en Algérie sont marginaux.

Nous pouvons aussi intégrer le capital humain comme variable dans l'estimation du PIB.

La nouvelle théorie du commerce international met en exergue le rôle des économies externes comme déterminants de l'avantage comparatif des industries manufacturières. Dans le cadre de la théorie de la croissance endogène, les principaux facteurs qui expliquent la différence des niveaux de revenu et du taux de croissance entre nations sont: l'investissement en capital humain, les externalités liées à l'accumulation des connaissances et l'investissement en capital physique et en infrastructures. Le capital humain disponible n'est pas utilisable d'une manière différenciée dans toutes les activités. Il peut être nécessaire, soit pour assimiler et mettre en œuvre les méthodes de production modernes, soit pour concevoir des innovations techniques, or ce dernier aspect concerne plus les pays avancés. La plupart des PED ne sont pas au stade de la promotion des activités de recherche, mais à celui de l'assimilation du progrès technique étranger. Le moyen par lequel le capital humain peut soutenir la croissance de ces pays est donc constitué par les activités qui permettent l'accès à

---

<sup>88</sup> Voir mémoire de magistère de l'auteure p130 et 131

ce progrès. Cela suppose que l'économie soit ouverte sur l'extérieur; l'éducation peut difficilement stimuler la croissance dans une économie fermée. Mais l'ouverture sur l'extérieur sera d'autant moins efficace que la population sera plus pauvre en qualifications.

En se référant à la croissance endogène nous avons estimé une équation de production avec une variable (ED) représentant le capital humain. Le capital humain est nécessaire à l'assimilation de la technologie et des nouveaux moyens de production c'est un facteur fondamental de la croissance économique endogène. La présence de cette variable facilite la transition vers une économie dite ouverte, son absence la pénalise fortement.

ED représente le taux de scolarisation dans le secondaire, elle suggère le niveau de qualification de la main d'œuvre locale.

Cependant lorsque cette variable est introduite l'ensemble de la régression devient non significative.

Nous interprétons les résultats comme suit:

- J Il n'y a pas de relation directe entre le niveau du produit et le capital humain, car ce dernier agit sur en premier lieu sur le degré de sophistication des biens et services produits, sur la capacité de la main d'œuvre à assimiler les techniques de production...etc. le niveau de production de biens à haute valeur capitalistique (sophistiqués) étant par ailleurs assez faible. L'annexe 1 montre aussi la tendance à la baisse de la valeur ajoutée du secteur manufacturier pour la période (1988-2009), il en résulte que : l'effet du capital humain sur le PIB ne peut donc totalement s'exprimer.
- J Quant à la possibilité d'une relation indirecte par le biais des exportations. Par exemple éducation-exportations de biens hautement technologique-croissance, le résultat reste insignifiant. Cela résulte tout simplement du manque de sophistication des exportations algériennes. Le niveau des exportations de biens hautement technologiques ne dépasse pas 0,12% des exportations totales de marchandises<sup>89</sup>

Pour ce qui concerne la transmission des connaissances nous avons utilisé GRANT. Cette variable est mesurée par les subventions de coopération technique. Elles comprennent les subventions autonomes de coopération technique destinés à financer le transfert de compétences techniques et managériales ou de la technologie dans le but de renforcer la capacité nationale. Ceci en plus des subventions prévues pour renforcer la capacité d'exécuter

---

<sup>89</sup> Calcul de l'auteure à partir de statistiques de la banque mondiale.

des projets d'investissement spécifiques. Les données sont en monnaie locale courantes. Cette variable représente pour nous une variable représentative du transfert technologique et du savoir-faire. Le signe attendu de son impact sur le PIB est positif.

Cependant dans notre régression concernant l'Algérie le signe du coefficient n'est pas significatif. Nous utilisons les mêmes arguments que précédemment pour expliquer les causes de ce résultat.

En résumant :

- J Le volume restreint des IDE ne permet pas d'évaluer son impact sur le PIB dans une régression tel présentée ci-dessus. Cependant, nous tirons tout de même une information de la non significativité de l'estimateur. Ce dernier nous indique que des efforts supplémentaires doivent être consentis afin de rendre l'économie algérienne plus attractive.
- Ñ Le capital humain n'arrive pas à jouer son rôle dans la fonction de production. Le problème peut se situer au niveau de la mesure et l'appréciation du capital humain.
- Ñ Le transfert des connaissances n'a pas d'impact direct sur le PIB. L'absorption ou la captation d'une économie des nouvelles technologies repose essentiellement sur le niveau de qualification de ses individus. Le rôle de l'Etat ainsi que des entreprises dans la formation de sa main d'œuvre prend tout son sens dans un PED qui recherche dans une politique d'extraversion une opportunité de diversification et de croissance économique.

Si l'approche par le PIB n'est pas concluante et que ces variables n'ont pas d'incidence directe sur le produit notre intuition nous dirige vers une autre approche pour évaluer les effets d'une ouverture. Rechercher des interactions entre ces variables, les exportations et le PIB.

Nous pouvons ainsi élargir notre champ d'analyse en reconsidérant la propriété de convergence de l'estimateur des moindres carrés. En effet la question se pose lorsque une ou des variables explicatives supposées exogènes sont en réalité endogènes et par conséquent non indépendantes des aléas du modèle.

### **2.3. Une estimation par les doubles moindres carrés :**

Nous proposons d'utiliser une estimation en deux étapes (DMCO). Nous avons l'intuition que la relation entre ouverture et PIB, est une relation indirecte qui passe par les

exportations. D'autant plus que l'ouverture en Algérie est dictée par l'impératif de la diversification des exportations.

La logique est comme suit : Puisque les exportations de biens et services ont un impact positif sur le PIB, l'ouverture n'agirait elle pas sur le PIB par le biais des exportations ?

La variable EXPOBS englobe l'ensemble des biens et services exportés or nous avons dans cette thèse, longuement exposé l'impact positif de la production et des exportations des biens manufacturés en termes d'emploi, et de productivité. Nous utilisons donc ces dernières (MANUFX) au lieu de (EXPOBS). De plus, le pourcentage élevé des exportations des hydrocarbures du total des biens et services exportés risque de biaiser les résultats.

La variable MANUFX est estimée en dinars constant.

L'estimateur des DMC est un estimateur des variables instrumentales. Il est appliqué équation par équation.

Il s'agit de tester la relation entre le PIB, l'investissement, le travail et les exportations de biens manufacturés en première étape. En deuxième étape tester la relation entre les exportations, les importations de biens et services (M), l'IDE, les subventions de coopération technique (GRANT). A terme, nous essayons de dégager des conclusions concernant la présence ou l'absence d'interaction entre les variables instrumentales les exportations de biens manufacturés et le PIB.

## **Exposition du modèle : Le choix des variables instrumentales**

L'ouverture permet d'augmenter les importations domestiques de biens et services qui incluent des nouvelles technologies. Grâce à l'apprentissage par la pratique et le transfert de technologies, le pays connaît un progrès technologique, sa production devient plus efficiente et sa productivité augmente.

C'est avec cette conception du rôle des importations que nous avons fait le choix de l'utiliser comme variable explicative des exportations. La production nécessite un certains nombres de facteurs et de biens intermédiaires. Dans un pays qui souffre d'une offre insuffisante les importations garantissent l'approvisionnement de la production en inputs. En plus les importations représente un facteur de transfert technologique. Cette idée de l'introduction et de l'incorporation de la technologie et son impact sur l'évolution de la frontière technologique a déjà été portée par Romer (1990).

Les importations sont un moyen de diffusion de technologie mais qui reste limité par le niveau de qualification de la main d'œuvre (Romer, Grossman & Helpmann, Howitt).

(M) exprime la possibilité de procurer des gains de productivité par le biais des importations d'output et input. L'augmentation des importations d'output dynamise la compétition, c'est ce que Boureille (1994) définit comme les importations de stimulation. Tandis que les importations d'inputs peuvent augmenter la productivité via les effets d'apprentissages, de la variété et de la qualité.

Le signe attendu de cette variable est positif.

En ce qui concerne la variable GRANT, elle est définie ci-dessus, nous la réutilisons dans la DMC comme variable instrumentale.

Ainsi comme variables endogènes nous avons en plus du PIB, les exportations. Les investissements, le travail, l'ouverture, M et GRANT représentent les variables instrumentales.

A terme, nous essayons de dégager des relations concluantes entre les variables endogènes et instrumentales dans le but de définir le rôle de chacune d'elles dans la détermination du PIB.

Les fonctions sont estimées sous forme logarithmique :

$$\begin{cases} \ln L &= \alpha_0 + \alpha_1 \ln L_{INV} + \alpha_2 \ln D_{UM} + \alpha_3 \ln L_{EX} \\ \ln L &= \alpha_0 + \alpha_1 \ln L_{INV} + \alpha_2 \ln D_{UM} + \alpha_3 \ln L_{EX} \end{cases} \quad (5)$$

Où :

LGDP représente le logarithme du PIB

LINVT : l'investissement

LMANUFX : Exportation des biens manufacturés

LM : Importations de biens et services

DUMO : indice d'ouverture

Avant d'estimer la régression par les doubles moindres carrés (DMCO), nous estimons la régression des variables instrumentales sur la variable endogène :

$$\begin{aligned} \ln L &= \alpha_0 + \alpha_1 \ln L_{INV} + \alpha_2 \ln D_{UM} + \alpha_3 \ln L_{EX} + \alpha_4 \ln L_{IM} & (6) \\ \ln L &= 26,16 - 0,36 \ln L_{INV} + 0,51 \ln D_{UM} + 2,76 \ln L_{EX} - 4,17 \ln L_{IM} & (6') \\ &(2,5791) \quad (-0,7395) \quad (2,5011) \quad (9,4145) \quad (-3,5433) \end{aligned}$$

$$R^2 = 0.976$$

$$\bar{R}^2 = 0.971$$

$$F(4,17) = 179,2985$$

$$D-W = 1.1984$$

La régression est globalement significative avec le test de Durbin-Watson, les variables indépendantes expliquent à 97% les exportations manufacturières.

Nous remarquons d'abord le signe positif et significatif de l'indice d'ouverture, ainsi que les importations de biens et services. Cette dernière constatation est fidèle à la théorie de la croissance tirée par les importations (chapitre 2 section 1. P.49), bien entendu il s'agit là de la relation entre la qualité des importations et son impact sur les exportations des produits manufacturés.

La variable qui représente le transfert des connaissances a un signe négatif mais non significatif.

Le niveau du PIB, a lui aussi un signe négatif qui est conforme à l'intuition selon laquelle plus un pays est riche est plus il a tendance à produire des biens à valeur capitalistique au détriment de biens manufacturés.

Dans le but de rechercher des variables susceptibles d'impacter sur le niveau des exportations des biens manufacturés nous avons tenté dans une autre régression d'introduire les IDE et ED. Le niveau de qualification exprimée par ED aurait un impact positif sur les exportations dans la mesure où il permet une meilleure maîtrise de l'outil de production et donc favoriserait la productivité. Quant à l'IDE malgré qu'il ne fût pas significatif dans la régression ouverture-PIB nous tentons de l'introduire dans la régression suivante. Il est possible que cette variable ait une portée positive sur les exportations.

$$L = 0,2774 + 1,125L_1 + 1,806D + 0,370L_2 - 0,006ED \quad (7)$$

(0,049)      (1,5335)\*      (4,0734)\*\*      (1,7711)\*      (-0,4223)

$R^2 = 0.94$   
 $\bar{R}^2 = 0.92$   
 $F(4,13) = 51,4121$   
 $D-W = 0,8229$   
 $DDL=13$   
 (\*\*) Significatif à 95%  
 (\*) Significatif à 90%

Dans cette régression la variable des IDE est positivement significative il en va de même pour GRANT. Ceci revient à dire que le transfert des connaissances et de la technologie a une incidence sur le volume des exportations des biens manufacturés. Le niveau de scolarité demeure non significatif.

Nous suggérons plusieurs explications à ce résultat :

- ) Le niveau de qualification n'est pas à priori nécessaire à cette catégorie d'exportation.

J ou bien que les entreprises utilisent une main d'œuvre étrangère qualifiée lorsque certains processus de production nécessitent un certain niveau de savoir-faire et de qualification.

J La mesure du capital humain (ED) par le niveau de scolarisation n'est pas appropriée.

S'il y a bien une relation entre les variables instrumentales et les exportations (MANUFX) quant est -t-il dans une régression (DMCO) ?

Lorsque nous introduisons LIDE et LGRANT dans une estimation en deux étapes, les résultats ne sont pas significatifs :

L'équation (8) représente une DMCO où les variables dépendantes sont LGDP et LMANUFX, les variables explicatives sont LINV, LLABOR, LMANUFX. Les variables instrumentales sont : LINV, LLABOR, LM, DUMO, Constant.

$$L = 3,24 + 0,39 L + 0,57 L + 1,69 L \quad (8)$$

(10,725)    (9,597)    (10,405)    (3,051)

D-W=1,40

Ddl =18

Chi squared=5,619

Selon le test de Durbin-Watson la régression dans son ensemble est significative. Les coefficients des variables indépendantes sont significatifs avec des signes attendus.

Il est nécessaire dans une estimation par les (DMCO) de déterminer si les variables explicatives sont corrélées avec les aléas et de faire un choix entre l'estimateur des variables instrumentales (VI) et l'estimateur des (MCO). Nous avons testé l'hypothèse d'exogénéité de variable LMANUFX que nous avons traitée comme endogène. Si cette variable n'est pas en réalité endogène alors l'estimateur des variables instrumentales est moins efficace que celui des moindres carrés ordinaires. Le test d'Hausman tranche la question.

Avec le test d'Hausman, nous testons l'hypothèse  $H_0$  d'une covariance nulle entre les variables explicatives et les aléas. Sous l'hypothèse  $H_0$ , les estimateurs des MCO et des (VI) sont convergents, l'estimateur des MCO étant plus précis. Sous l'hypothèse  $H_1$ , la covariance est non nulle et l'estimateur des MCO est biaisé et non convergent, tandis que l'estimateur des (VI) est convergent. Le test consiste à vérifier si l'écart entre les deux estimateurs est significatif ou non. S'il n'est pas significatif, on accepte  $H_0$ .

Nous calculons alors la statistique de Wald nous obtenons la valeur du chi 2 pour la régression (8).



Nos résultats montrent que la valeur du  $\chi^2 = 5,619$  est supérieure à la valeur théorique (tabulaire) donc on ne peut pas refuser l'hypothèse nulle d'exogénéité. On rejette donc les estimateurs des doubles moindres carrés car biaisés et non convergent, l'endogénéité est rejetée à 10% et à 5%.

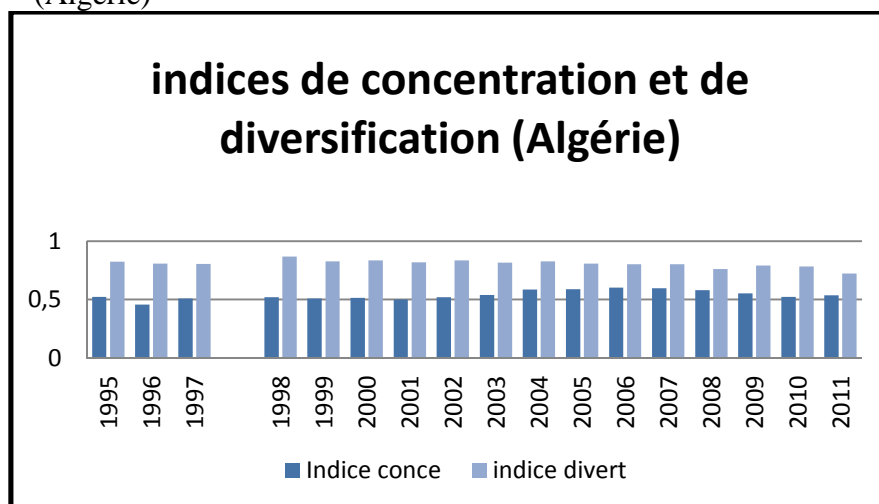
Le test d'exogénéité nous suggère de conserver la méthode des MCO pour estimer la relation entre ouverture et croissance.

L'analyse que nous faisons repose sur les fonctions de régression (4) (6') et (7)

De l'ensemble de ce qui précède nous pouvons dire que les exportations de biens et services dans leur ensemble ont un impact positif et significatif sur le PIB de l'Algérie. L'ouverture quant à elle, dans une régression simple, a un impact négatif sur ce PIB, nous l'expliquons par :

- ) Un volume d'exportations hors hydrocarbures très faible. Une caractéristique des pays exportateurs de matières premières est la faible diversification des exportations. Le graphe suivant représente l'indice de diversification et de concentration de l'Algérie.

Figure 3.2. 1 : Indice de concentration et de diversification annuel, 1995-2011 (Algérie)



Source : Elaborer par l'auteure à partir de statistiques de la CNUCED.

L'indice de Diversification, dont la valeur est comprise entre de 0 à 1, indique si la structure par produits des exportations d'un pays ou groupe de pays diverge peu ou beaucoup de la structure par produits des exportations totales dans le monde. Plus l'indice est proche de 1, plus la divergence est forte. En ce qui concerne l'Algérie, l'indice est proche de la valeur critique

Pour l'indice de concentration, aussi appelé indice de Herfindahl-Hirschmann, il mesure le degré de concentration des marchés (il a été normalisé afin d'obtenir des valeurs comprises entre 0 et 1). Une valeur de l'indice qui est proche de 1 indique un marché très concentré (concentration maximale). Au contraire, des valeurs proches de 0 reflètent une répartition plus égale des parts de marché entre les exportateurs ou importateurs.

L'indice de concentration sur le graphe prend des valeurs moyennes environ 0,5 mais il est relativement élevé en comparaison aux PED par exemple, qui bénéficient qu'en à eux d'un indice maximum de 0,15.

Ajouté à cela les statistiques du CNUCED permettent de constater que le nombre de produits exportés par l'Algérie est volatile et fluctuant, 107 produits en moyenne, contre 260 produits exportés par l'ensemble des PED<sup>90</sup>.

J) Une demande intérieure forte pour les produits d'importations (voir le graphe 3.3 annexe 1). Nous pouvons observer sur ce graphe une augmentation entretenue des importations qui correspond à l'augmentation du PIB dans le temps.

L'ouverture a donc un effet pervers sur la balance commerciale dans la mesure où elle dynamise les importations plus que les exportations hors hydrocarbures.

Par contre l'indice (DUMO) dans une estimation par les MCO a un impact positif et significatif lorsqu'il est relié aux exportations (MANUFX). L'ouverture est positivement reliée aux exportations de biens manufacturés. Seulement les faibles performances algériennes à l'exportation exposent un autre aspect des difficultés du pays qui n'est pas relié à sa politique commerciale. Nous reviendrons à ces entraves dans la prochaine section.

En considérant les importations, elles sont positivement reliées aux exportations de biens manufacturés conformément à la théorie qui explique que l'ouverture permet un accès aux inputs nécessaires aux exportations.

L'investissement tire le produit intérieur avec ou sans l'ouverture puisque le poids de cette variable dépend essentiellement des recettes des exportations d'hydrocarbures et ne dépend pas de la politique commerciale.

Les IDE, lorsqu'ils impliquent un transfert de technologie, sont en effet une source puissante d'apprentissage dont les bénéfices se diffusent à travers les secteurs par la mobilité de la force de travail (Coe & Helpman, 1993). Cette constatation est basée sur des études concentrées sur les pays développés et ne peut être généralisée systématiquement aux PED. Le

---

<sup>90</sup> CNUCED, Indices de concentration et de diversification des exportations et des importations par pays, annuel, 1995-2011

manque de main d'œuvres qualifiées et de formation adéquate de ces pays fait souvent obstacle aux opportunités qu'offre l'ouverture. Cependant dans l'équation (7) nous constatons qu'ils sont positivement liés aux exportations. Il en est de même pour (GRANT), ce résultat illustre si besoin est l'importance de l'ouverture dans la facilitation de l'acquisition des connaissances et techniques spécialement lorsque le pays a un désavantage comparatif dans la R&D (Grossman & Helpman).

Le point le plus saillant de cette estimation par les moindres carrés ordinaires et que l'ouverture ne représente ni le moteur ni le catalyseur de la croissance algérienne. Sur le PIB son impact est négatif, régressé sur les exportations de biens manufacturés il est positif. Mais au regard du volume des exportations hors hydrocarbures il nous paraît évident que la diversification des exportations ne dépend pas uniquement d'une politique commerciale ouverte mais elle dépend aussi d'autres facteurs que nous supposons structurelles.

Nous exposons dans la section suivante par l'analyse de la structure des exportations le problème de la spécialisation lié à l'extraversion de la branche des hydrocarbures et le phénomène de la concentration des exportations algérienne. Nous pensons que cet exposé permettra d'expliquer le manque de performances des exportations hors hydrocarbures malgré toutes les politiques favorables à l'ouverture entreprise par l'Algérie depuis 1994 ainsi que les raisons de sa difficulté à s'insérer dans l'économie mondiale.

### ***SECTION3 : Analyse de la structure des exportations***

L'analyse des exportations constitue un bon indicateur de l'appareil productif dans la mesure où les exportations, en reflétant notamment les avantages comparatifs, démontrent bien la capacité d'un pays à valoriser son système productif sur les marchés internationaux.

Le lien entre la structure des exportations et le développement économique peut être étudié à travers deux indicateurs : la diversification et la sophistication des exportations. Concernant le premier, plusieurs canaux permettent d'expliquer en quoi une plus grande diversification des exportations permet d'accroître les possibilités de croissance. Ils concernent par exemple la réduction de la dépendance à certains produits dont les prix et les volumes sont volatiles et peuvent engendrer une détérioration des termes de l'échange. Une plus grande diversification permet aussi de créer des effets multiplicateurs ou des effets de diffusion (effets spillovers) ainsi qu'une hausse de la productivité.

Concernant le second, avec le ratio d'exportations industrielles sur la population, nous pouvons apprécier le degré de sophistication des exportations, en plus une décomposition de

la croissance des exportations en marges extensive et intensive, permet de mettre en lumière les formes différenciées que prennent les processus de diversification. La sophistication des exportations est un indicateur des capacités du pays à assimiler le capital physique et humain comme levier de la transformation productive.

Le concept de diversification et de sophistication des exportations a été renouvelé par l'université d'Harvard, Cambridge, Etats-Unis. Ricardo Hausmann et Dani Rodrik avaient entrepris une nouvelle approche du développement économique comme processus de découverte de son potentielle économique « self-discovery », c'est-à-dire en termes d'identification et de concrétisation des opportunités économiques rentables que recèle une économie.

L'expression « self-discovery » avait été utilisée plusieurs années auparavant par les mêmes auteurs pour dire que l'entrepreneuriat dans un pays en développement consiste à découvrir les coûts de structure de cette économie, c'est-à-dire distinguer ce qui peut être produit avec profit de ce qui ne peut l'être.

Dans leur publication de 2003, les auteurs mettent l'accent sur ce qu'ils considèrent comme étant le défi majeur dans le processus de transformation d'une économie moderne, à savoir découvrir ce qu'il est rentable de produire. Il va sans dire qu'une grande valeur sociale ou privée doit être attachée à l'identification des nouveaux biens et services (nouveaux par rapport aux biens et services déjà échangés dans le pays) susceptibles d'être produits dans une économie. La recherche a évolué sur le même ordre d'idée pour aboutir à la carte de « l'espace produit » qui permet de situer un grand nombre de biens exportés dans le monde par rapport à d'autres. La distance entre chaque biens ou groupe de biens représente le coût que supportera un pays s'il veut passer d'une production à une autre.

L'Algérie enregistre un fort degré de concentration des exportations, ce fait résulte le plus souvent d'une hyperspécialisation sur des ressources naturelles ou des produits primaires. L'industrialisation d'une économie devient alors essentielle à l'élargissement de la base exportatrice.

Cependant les tentatives successives en faveur de la promotion des exportations, n'ont pas encore abouties et les exportations sont fortement concentrées. La nouvelle conception de l'analyse des exportations par une « carte produit » apportera, nous l'espérons des éléments de réponses sur les raisons de la concentration des exportations en Algérie et son manque de dynamisme.

### **3.1. Diversification**

C'est un fait désormais largement reconnu dans la littérature économique : le niveau de revenu par habitant et le degré de concentration sectorielle de l'activité économique évoluent conjointement à long terme. Les travaux empiriques d'Imbs et Wacziarg (2003) ont, en particulier, montré que diversification de la production et richesse vont de pair dans les pays dont le revenu par habitant est faible. Plus récemment, un certain nombre de travaux ont conclu que la diversification des exportations était liée de façon similaire, au revenu par habitant (Klinger et Lederman, 2006 ; Hesse, 2009 ; Cadot et al., 2011) : la diversification des exportations s'accroît à mesure que le niveau de revenu par habitant augmente, au moins jusqu'à un certain niveau de revenu. La diversification des exportations peut être de ce point de vue inclus comme facteur de régression dans un modèle de croissance (Cadot et al., 2011)

Ce type d'approche n'épuise cependant pas l'analyse du phénomène de diversification des exportations. Elle ne permet notamment pas d'examiner la transformation de la structure exportatrice dans les courts et moyen termes. Ces dimensions temporelles présentent pourtant l'intérêt d'identifier plus clairement les facteurs de blocage de la diversification. Ce sont ces aspects de la diversification des exportations qui font précisément l'objet de cette section.

En mettant en évidence un lien entre croissance économique et niveau de productivité « incorporé » dans les biens exportés, de nombreux travaux empiriques (Hausmann et Rodrik, 2003 ; Hausmann et al., 2007 ; Rodrik, 2006 ; Hausmann et Klinger, 2006) ont recentré le débat sur l'analyse du contenu de la diversification.

Les pays deviennent rarement riches en produisant une plus grande quantité du même bien. Le développement passe par des changements dans la production des pays. La transformation structurelle est le processus par lequel les pays s'engagent dans de nouvelles activités économiques. Les nouvelles activités économiques, sont quant à elle, celles qui permettent de relever les niveaux de productivité, d'offrir des salaires plus élevés et d'améliorer le niveau de prospérité de la population d'un pays. La transformation structurelle est cruciale pour la croissance économique : les pays qui sont à même d'améliorer leur production et leurs exportations en s'engageant dans des activités économiques nouvelles et plus complexes tendent à se développer plus rapidement (Hausmann, Hwang et Rodrik 2007)

Entre 1970 et 2008, les trois pays du Maghreb ont enregistré une transformation très significative de la composition de leurs paniers d'exportation. Par exemple, le Maroc qui, en 1970, était un exportateur de produits primaires agricoles et de phosphates est maintenant exportateur de vêtements, de produits chimiques et d'électronique. D'exportatrice de pétrole,

phosphates et produits agricoles en 1970, la Tunisie était, en 2008, passée à exportatrice de vêtements, d'électronique et de produits chimiques, quant à l'Algérie son panier d'exportation n'a strictement pas évolué comparativement à ses voisins, le pays demeure mono exportateur de produits primaire.

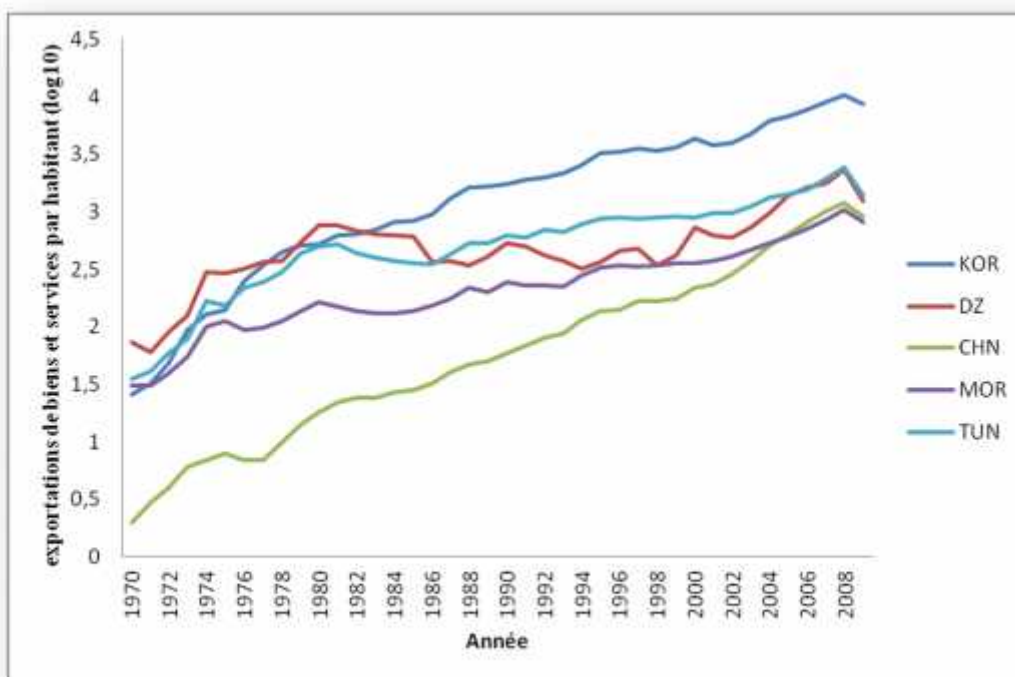
Le graphique 4.1 présente la dynamique des exportations de biens et services par habitant pour les trois pays du Maghreb et comparées à deux pays d'Asie : la Chine et la Corée du Sud. Nous avons choisi la Chine car elle représente le modèle d'extraversion réussi par excellence et aussi parce qu'au début des années 1970 la Chine était bien loin derrière les trois pays du Maghreb pour les rattraper 20 ans plus tard, quand à la Corée, elle affichait au départ un niveau d'exportation par habitant équivalent à ceux de la Tunisie et du Maroc et bien au-dessous de celui de l'Algérie pour les dépasser vers le milieu des années 1970.

Nous choisissons les exportations par habitant parce que la comparaison internationale des simples niveaux d'exportations industrielles n'ayant pas d'interprétation économique directe. Nous avons calculé des ratios rapportant ces niveaux à la population des pays. Nous préférons la population au PIB en raison des différences marquées dans la structure productive des pays de l'échantillon. En effet, les pays producteurs de pétrole ont des PIB/tête beaucoup plus élevés que les pays non pétroliers. Leur ratio d'exportations industrielles sur PIB tend donc à être mécaniquement plus faible et à masquer l'importance des produits industriels exportés.

Quant au graphique, non seulement il expose le manque de dynamisme du commerce extérieur des trois pays du Maghreb comparativement à la Chine, mais en plus il fait apparaître la dégradation de la situation des exportations de l'Algérie.

L'Algérie étant mono exportateur l'évolution des exportations des biens et services est fortement liée aux cours du brut, on note que les pics correspondent aux périodes d'appréciation du cours du pétrole ce qui démontre si besoin est que le manque de diversification des exportations ralenti la croissance des exportations et par ricochet la croissance économique. Car une diversification des exportations aurait atténué les effets des chocs pétroliers et en aurait résulté une tendance à la hausse des exportations, comme le montre le graphique de la Chine qui exprime une croissance entretenue des exportations qui ne peut être le résultat que d'une dynamique des exportations. Cette dynamique peut être consécutive de l'exportation de nouveaux produits (on parle alors de marge extensive) ou bien elle s'appuie sur l'accroissement d'exportations de produits déjà existants (on parle alors de marge intensive).

*Graphique 4.1-Exportations de biens et services par habitant*



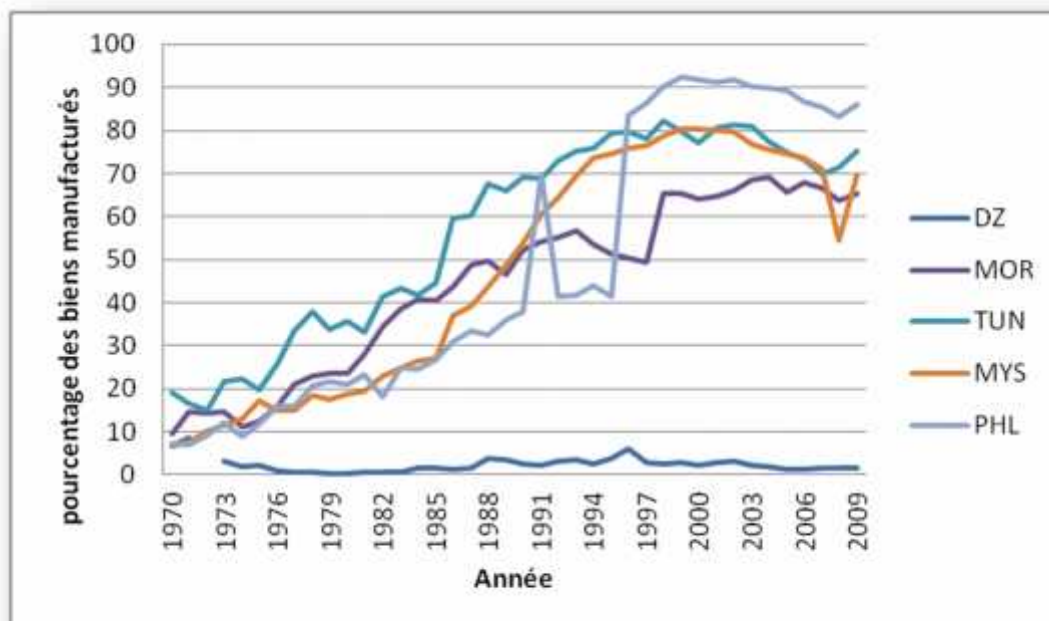
Source : Calculé à partir des Indicateurs du développement dans le monde (WDI) 2011.

De plus, le faible niveau de sophistication à l'exportation de l'Algérie pourrait être l'une des raisons pour lesquelles la croissance du PIB a été limitée, et le chômage plus élevé que dans les économies asiatiques qui avaient à la période de départ les mêmes niveaux d'exportations.

Le graphique 4.2 représente la part des exportations de biens manufacturés par rapport à l'ensemble des biens exportés. Comparativement à l'ensemble des pays du panel nous constatons les faibles performances de l'Algérie en la matière. Les exportations de biens manufacturés ne dépassent pas les 6% (1996) alors que des pays comme les philippines (PHL) et la Tunisie font un véritable bond plus de 80% de leurs exportations sont des biens manufacturés. La Malaisie (MYS) qui se situait en deçà du pourcentage du Maroc dépasse celui-ci. Les pays ont été choisis pour la similitude de leurs pourcentages au départ<sup>91</sup>, excepté pour la Tunisie avec un pourcentage de près de 20%, nous revenons à notre première constatation la dynamique des exportations des pays comme la Malaisie et la Tunisie qui ont su diversifier leurs productions alors que le pourcentage des exportations manufacturés de l'Algérie ne décolle pas avec un graphique qui tend à être plat.

<sup>91</sup> Le pourcentage des exportations de biens manufacturés en Algérie en 1970 était de 6,74% contre 6,55 % pour la Malaisie.

Graphique 4.2-Part des exportations de biens manufacturés dans les exportations des biens. (En pourcentage)



Source : Indicateurs du développement dans le monde (WDI) 2011.

Les exportations Hors hydrocarbures de l'Algérie ne dépassent pas les 10%. Le manque de sophistication du panier des exportations en est probablement la cause. Ce dernier n'offre pas de réels potentiels de croissance c'est pour cela que une transformation structurelle est une nécessité pour ce pays.

Les produits d'exportations traditionnels de l'Algérie offrent moins de possibilités de progrès technologiques rapides et d'absorption de mains d'œuvres hautement qualifiées que les produits plus sophistiqués exportés par les deux économies asiatiques. Ainsi l'identification et l'appui à la production dans les secteurs présentant un potentiel de croissance rapide en termes de productivité devrait être un objectif important de la politique économique en Algérie. Toute la question est de savoir comment faire évoluer la structure de l'industrie d'un pays et remonter ses produits dans la chaîne de valeur. En fin de compte, les pays se développent en étant capables d'accroître le nombre des différentes activités dans lesquelles ils sont à même de s'engager avec succès, et d'évoluer vers des activités de plus en plus complexes. Pour la plupart des pays, le message relatif aux politiques est clair : créer un environnement où puisse s'épanouir une plus grande diversité d'activités productives, en particulier, des activités relativement plus complexes.



Pour cela, il est important de comprendre d'abord le rôle de la composition de la production et des exportations dans la détermination de ses niveaux et de ses taux de croissance.

### **3.2. Evaluation de la composition des exportations :**

Les modèles de la théorie du commerce international ne permettent pas de prédire la trajectoire ou l'évolution de l'avantage comparatif, dans la mesure où cet avantage est le reflet des caractéristiques profondes du pays telles que ses dotations factorielles et ses différentiels technologiques. Dans ces modèles, la structure des produits d'un pays n'a aucune importance et ne crée donc pas de sources de dépendance en termes de trajectoire. Toutefois, nous l'avons déjà mentionné les recherches récentes ont montré que la structure de production importe effectivement, dans la mesure où elle affecte le modèle de mise au point de nouveaux produits et, ainsi, la dynamique en matière de productivité et de potentiel de croissance des pays. Ces travaux empiriques ont réinstallé la transformation structurelle au premier plan de la croissance économique (Hausmann et Hidalgo 2011, Hausmann Ricardo, Bailey Klinger 2007).

La transformation structurelle est la transition de la production des biens à faible valeur ajoutée vers des biens ayant une valeur ajoutée supérieure. C'est un processus par lequel un pays peut changer ce qu'il produit et la manière de le produire en vue d'assurer sa croissance future. La transformation structurelle, qui permet de diversifier le panier d'exportations, est associée à des changements dans les facteurs de production disponibles qui résultent de l'accumulation du capital humain, physique et institutionnel. La transformation structurelle, cheville ouvrière de la croissance économique, est le processus caractérisé par la diversification des activités, la plus grande division du travail, la complexité croissante des matériels utilisés et une modification du degré de qualification et des types de compétences exigés à ceux qui composent la force de travail<sup>92</sup>. Le développement économique est bien plus qu'un simple changement d'échelle de l'activité productive, il est tributaire du changement de la composition sectorielle de l'économie.

Les différences dans la capacité des pays à améliorer leur production et à se diversifier dans des produits complexes (ou sophistiqués) semblent expliquer pourquoi ils prennent leur envol ou restent pauvres (Mc Millan, Rodrik 2011). Un résultat empirique bien établi est que les pays spécialisés dans les biens sophistiqués croissent plus rapidement (hausmann2007).

---

<sup>92</sup> Trentième session de la CEPALC, Porto Rico, 2004, P 17.

La richesse d'une nation ne dépend plus uniquement de son avantage comparatif et de ses dotations factorielles mais aussi du degré de sophistication de ses exportations. Un pays devient ce qu'il exporte « *Countries become what they produce* » (Hausmann et al., 2007). Un pays devient riche s'il exporte des biens pour les pays riches (car produits sophistiqués) alors que les pays les moins riches (et ils le resteront) sont ceux qui persistent dans la fabrication de biens à destination de pays à faible revenu.

La nouveauté dans le cadre d'analyse d' Hausmann et al., (2007) est qu'ils établissent une hiérarchie en particulier dans l'espace des biens qui d'une part se prête à la mesure empirique et d'autre part a des implications déterminante sur la croissance. Car dans les modèles de croissance endogène basé par exemple sur les retombées d'apprentissage, les tests empiriques sont compliqués, car il est difficile d'estimer quel serait le ou les biens les plus susceptibles de générer des telles retombées.

Le modèle de complexité économique permet de dépasser cette lacune et offre un outil performant d'aide à l'analyse et d'aide à la prise de décision.

L'enjeu du développement d'exportations industrielles, nous l'avons compris, ne se limite donc pas à l'augmentation du degré de diversification. Dans leur publication au titre explicite ("What You Export Matters"), Hausmann et al. (2007) montrent que tout effort en faveur de la transformation de la base d'exportations vers des activités à plus forte valeur ajoutée se traduit par une croissance économique future plus élevée.

Les auteurs attribuent l'effet dynamique du mode de spécialisation à ce que Hausmann et Rodrik (2003) ont appelé l'absorption du « coût de la découverte » : la croissance future d'un pays s'accélère dès lors que les entrepreneurs ont facilement accès à des modes de production qui incorporent un savoir-faire technologique. La diffusion de nouvelles technologies de production est favorisée et facilite une diversification de la production.

L'appropriation de cette connaissance passe cependant par un processus de découverte très coûteux en raison de l'incertitude qui entoure la réussite d'un investissement dans la production et l'exportation d'un bien nouveau.

Une fois que ce coût de découverte a été absorbé par le ou les premier(s) innovateur(s), les autres entrepreneurs du pays seraient incités à accroître leurs investissements dans les secteurs déjà identifiés comme rentables. Ce processus d'imitation induirait alors un transfert de ressources des activités à faible productivité vers des activités à haute productivité, à l'origine d'une croissance économique.

C'est donc le rythme d'accumulation des investissements dans le processus de découverte qui permettra à un pays de s'écarter d'une spécialisation commerciale prédite par ses dotations factorielles. Les auteurs suggèrent ainsi que « les fondamentaux d'un pays lui permettent généralement de produire des biens plus sophistiqués que ceux qu'il produit actuellement » (Hausmann et al. 2007, p. 24).

Ce renouveau de la littérature a deux implications importantes : Tout d'abord, le fait qu'un pays exporte des produits industriels peut être important à long terme, même si ces exportations restent dans un premier temps limitées. Elles témoignent de la réalisation des investissements de découverte, stimulant l'appropriation et la diffusion des découvertes. Par ailleurs, cette littérature incite également à repenser les critiques à l'égard des stratégies de remontée de filière, qui ne sont pas toujours considérées comme une réelle diversification. Les produits d'une même filière demeurent en effet tous sensibles aux mêmes types de chocs (variation des prix des matières premières, etc.). Cependant, la littérature sur « l'espace des produits » montre que si des sauts technologiques sont envisageables, ceux-ci s'effectuent le plus probablement dans un premier temps au sein d'une même filière (Hidalgo et alii, 2007). Ainsi si le développement de filière peut en effet conduire à une forte vulnérabilité des exportations aux chocs affectant les produits qui les fondent, le développement de filières peut également déboucher sur une accélération de croissance future s'il contribue à réduire les coûts de découverte.

### **3.3. Sophistication des exportations et « espace produit » :**

La capacité d'un pays à exporter de nombreux produits complexes est interprétée comme une preuve de la disponibilité de nombreuses capacités.

Hausmann (2007) identifie les produits sophistiqués comme ceux exigeant un niveau de développement élevé pour être exportés.

Dès lors, la capacité d'une nation à produire de nouveaux biens dépend fortement de la possibilité de redéployer les facteurs de production déjà existants, c'est ce que l'on nomme « *capabilities* ». Ces aptitudes peuvent être du capital physique ou humain, du cadre institutionnel ou légal. Elles indiquent la capacité d'un pays à produire et à exporter des biens avec un avantage comparatif révélé. Par exemple, il est probablement plus facile pour un pays qui exporte des T-shirts d'ajouter à son panier de biens exportés des sous-vêtements que des téléphones portables. En d'autres termes, il est plus aisé de commencer à produire des biens proches de ce que l'on fait déjà avec ses propres aptitudes que des biens trop éloignés de son panier d'exportation. Cette façon de voir la structure des

exportations a été conceptualisée par Hidalgo et al. (2007), Hausmann et al. (2008) sous la forme de la méthodologie *espace-produit* ou *forêt de produits* en utilisant un algorithme par modèle de forces. Ce cadre définit la proximité entre les produits non pas comme une caractéristique physique mais plutôt comme la mesure de la possibilité pour un pays d'exporter un bien nouveau à partir de ce qu'il est déjà capable de faire.

Cette démarche lie les produits aux niveaux de revenu de leurs exportateurs avec l'avantage additionnel de relier la possibilité d'exporter un produit nouveau et plus sophistiqué avec la capacité du pays à l'exporter. Selon Hausmann et al. (2008), cette représentation ressemble à une forêt où chaque arbre est occupé par les entreprises, comme des « singes dans une forêt ». Il y a diversification lorsque les entreprises, sautant d'un arbre à un autre, développent de nouvelles capacités à exporter des produits générateurs de revenu. Toutefois, cette représentation implique une redistribution de facteurs de production d'un bien actuellement fabriqué vers un nouveau. Par conséquent, il est plus facile de transférer les facteurs de production entre des produits dont les « arbres » sont proches les uns des autres.

La carte de l'espace-produit, se compose d'un centre (le cœur de l'espace des produits) formé de groupes d'arbres portant sur les métaux, la machinerie et la chimie qui sont la marque de fabrique des pays à revenu élevé, et d'une périphérie caractérisée par des produits relevant de la confection, des produits animaux, des céréales, etc. et généralement occupée par les pays à faible revenu. (Voir l'annexe 2, figure 4.3)

Le cœur de l'espace des produits est densément peuplé par des arbres dont les produits requièrent des facteurs relativement similaires et le passage d'un arbre à un autre est court. La périphérie où les produits nécessitent des facteurs relativement différents, les arbres sont éloignés les uns des autres.

### **3.4. La conception de l'espace produit :**

Hidalgo et al (2007) cartographient Cet espace produit empiriquement. Plutôt que de tenter de définir et de mesurer directement la similarité des capacités nécessaires, ils mesurent la distance entre deux produits basés sur la probabilité que, si un pays exporte un bien il exporte les autres. Si deux produits ont besoin des mêmes capacités, un pays qui a un avantage comparatif dans l'un est susceptible d'avoir un avantage comparatif dans l'autre.

Cette mesure donne la distance entre chaque paire d'activités d'exportation qui crée l'espace de produit. La distance est mesurée à travers tous les pays. C'est une caractéristique

technologique des produits. Il y a donc un espace de produits dans lequel les pays se déplacent plutôt que d'un espace de produit pour chaque pays.

La mesure, inverse de la distance entre les biens  $i$  et  $j$  pour l'année  $t$ , que nous appelons proximité, est égal à :

$$\varphi_{i,j,t} = m \{P(x_{i,t}|x_{j,t}), P(x_{j,t}|x_{i,t})\},^{93}$$

Où pour chaque pays  $c$

$$x_{i,c,t} = \begin{cases} 1 & \text{si } R_{i,c,t} > 1 \\ 0 & \text{si } n \end{cases}$$

Et la probabilité conditionnelle est calculée en utilisant tous les pays de l'année  $t$ . Les probabilités conditionnelles sont calculées en utilisant les données d'exportation ventilées à travers un large échantillon de pays du commerce mondial, ces flux de données proviennent de Feenstra et alii (2005) et du COMTRADE.

La distance du bien  $i$  du panier d'exportations du pays  $c$ , à l'instant  $t$ , est « la distance » du produit par rapport aux capacités productives actuelles du pays. Pour estimer la distance par rapport à un groupe de produits, c'est la distance moyenne entre le pays et tous les produits au sein de ce groupe. La densité varie de 0 à 1, les valeurs supérieures indiquant que le pays a obtenu un avantage comparatif dans de nombreux produits à proximité et devrait donc être plus susceptibles d'exporter ces biens dans l'avenir :

$$d_{i,c,t} = \left[ \frac{k \varphi_{i,k,t} x_{c,k,t}}{k \varphi_{i,k,t}} \right]$$

Hausmann et Klinger (2007) montrent que cette mesure de la densité est en effet hautement significative pour prédire comment la structure productive d'un pays va évoluer dans le temps: les pays sont beaucoup plus susceptibles de passer à des produits qui ont une densité plus élevée, cela revient à dire que les dits produits sont plus proches de leur production actuelle.

Ils agrègent cette mesure de la densité, passant d'un pays, un seul produit, à une mesure globale de l'interdépendance de l'ensemble des exportations d'un pays. Cette mesure au niveau des pays est appelé « *open forest* ». Une valeur élevée d'*open forest* indique que le pays se trouve dans une partie dense de l'espace de produit; que le panier d'exportations actuelles est dans une partie de l'espace de produit qui est bien relié à de nouvelles et importantes opportunités pour la transformation structurelle. Au contraire, une faible valeur, indique que le pays est spécialisé dans une partie clairsemée de l'espace produit.

<sup>93</sup> La distance entre deux produits quelconques est le minimum des probabilités conditionnelles pour la paire d'avoir un avantage comparatif.

L'*open forest* est calculée comme suit :

$$\sigma_{i,t} = \sum_c \sum_j \left[ \frac{\varphi_{i,j,t}}{\sum_c \varphi_{i,j,t}} (1 - x_{c,j,t}) x_{c,i,t} P_{j,t} \right]$$

Si Hausmann et al. [2007] identifie les produits sophistiqués comme ceux exigeant un niveau de développement élevé pour être exportés. Le niveau de sophistication (appelé « productivité ») d'un bien  $i$  est mesuré par le niveau moyen de revenu des pays qui l'exportent. L'indicateur PRODY, correspond ainsi à la moyenne pondérée des revenus des exportateurs du bien  $i$ , où le poids est l'avantage comparatif révélé (ACR) de chaque pays  $C$  dans l'exportation du bien  $i$ .

$$PRODY_i = \sum_c x_{c,i} \cdot ACR_{c,i} \times Y_C$$

où  $x_{c,i}$  est la valeur des exportations du bien  $i$  par le pays  $C$ ,  $X_C$  la valeur des exportations du pays  $C$  et  $Y_C$  le revenu par habitant du pays  $C$ , mesuré par le PIB réel par habitant en PPA. L'indice d'avantage comparatif révélé (ACR) est défini selon Balassa (1964) comme le rapport de la part des exportations d'un produit donné dans le panier d'exportation du pays sur cette même part au niveau mondial:

$$ACR_{Ci} = \frac{x_{c,i}/X_C}{\sum_c x_{c,i}/X_C}$$

L'ACR est une norme rigoureuse permettant de considérer l'exportation compétitive sur le marché mondial. Afin d'exclure les exportations marginales, un pays est considéré exportateur d'un produit quand il présente un avantage comparatif révélé (ACR) dans celui-ci.

Selon l'équation ( $ACR_{c,i}$ ), plus le poids du bien  $i$  dans les exportations des pays riches est élevé, plus son PRODY est grand et plus il est considéré comme sophistiqué. Un produit est considéré comme complexe s'il exige de nombreuses capacités exclusives qui peuvent être induites de l'ubiquité de ce produit et de la diversité des exportations de ses principaux exportateurs. Les produits complexes sont ainsi exportés par très peu de pays (ubiquité<sup>94</sup> faible) et par des pays démontrant de nombreuses capacités exclusives.

Tandis que l'ubiquité appréhende la complexité à travers le nombre de pays qui exportent un bien, la diversité se concentre sur le nombre de produits qu'un pays exporte.

A partir de l'utilisation des outils d'analyse de réseau, Hidalgo et al. (2007) construisent une image de l'espace de produit. L'épine dorsale de l'espace est créée en prenant chaque produit et sa connexion à son voisin le plus proche. Les liens entre les produits sont ensuite codés par couleur sur la base de leur force (voir figure 4.3 de l'annexe 2).

<sup>94</sup> Ubiquité signifie le nombre de pays qui exportent le bien  $k$

Sur la carte de l'espace produit, chaque nœud est un produit; sa taille est déterminée par sa part dans le commerce mondial. Les distances physiques entre les produits n'ont pas de sens dans cette représentation: la proximité est indiquée par un code couleur des liens entre les paires de produits. Un lien bleu clair indique une proximité de moins de 0,40, un lien beige une proximité de 0,40 à 0,55, un lien bleu foncé une proximité de 0,55 à 0,65, et un lien rouge une proximité supérieure à 0,65. Les produits sont codés par couleur sur la base du regroupement par produit de Leamer (1984).

En revenant à la Figure 4.3, celle-ci révèle que l'espace produit est très hétérogène, avec une structure centre-périphérie. Il existe des produits périphériques de l'espace de produit qui ne sont que faiblement reliés à d'autres produits et des groupements parmi ces produits périphériques, telles que la grappe de vêtements (la grappe verte très dense à la base du réseau). Il y a aussi un noyau de produits étroitement liés dans le centre du réseau, principalement des machines et autres biens intensifs en capital, ainsi qu'une grappe de « l'électronique » (produits bleu clair en haut à droite de l'espace) qui est bien reliée à la base.

Cette structure hétérogène de l'espace produit a des implications importantes pour la diversification des exportations. Si un pays est la production de biens dans une partie dense de l'espace des produits, le processus de diversification des exportations est beaucoup plus facile, parce que l'ensemble des capacités acquises peut être facilement réaffectés à d'autres produits à proximité. En revanche, si un pays est spécialisé dans les produits périphériques, le redéploiement est plus difficile, car il n'est pas un ensemble de produits proches nécessitant des capacités similaires. Hausmann et Klinger (2007) et Hidalgo et al. (2007) montrent que les pays se déplacent dans le temps vers des activités de proximité, il est rare d'observer des sauts sur de grandes distances dans cet espace.

Le concept d'« espace produit<sup>95</sup> » développé par Hausmann and Klinger (2006 et 2007), nous l'avons vu, examine le processus par lequel un pays entame la production de nouveaux biens à l'exportation. Dans cet espace sont répertoriés les biens exportés dans le monde. Certains de ces produits sont proches les uns des autres ensuite la distance augmente de plus en plus entre les groupes de produits lorsque les capacités requises diffèrent. Un pays qui souhaite diversifier son panier d'exportation doit se spécialiser dans la production de biens qui sont proches de ses capacités car plus la distance est courte plus les effets de diffusion technologique intra-industrielle s'accroissent (Hausmann et Hidalgo 2012).

---

<sup>95</sup> En anglais, « Product space »

Par exemple, le secteur des hydrocarbures utilise un ensemble de capacités spécifiques (ressources naturelles, mais aussi l'industrie a besoin d'une autorité centrale, qui assure la sécurité depuis l'extraction jusqu'à son acheminement, elle garantit les droits de propriétés des firmes qui activent dans le secteur. Elle met à disposition le capital physique pour l'extraction et le transport des hydrocarbures jusqu'au port. Toutes ces capacités sont difficilement redéployables dans d'autres secteurs. Les infrastructures pétrolières sont inadaptées pour l'acheminement de produits agricoles comme les oranges : Peut-on se servir des pipelines pour acheminer ces produits ? Tout comme les ingénieurs de la SONATRACH seraient incapables de se charger du développement de nouveaux spécimens d'agrumes plus résistants aux maladies et plus juteux. L'ensemble des capacités du secteur d'hydrocarbures à fort intensité capitaliste, ne peut-être redéployer pour d'autres activités, ainsi que la main d'œuvre qui dans ce contexte n'est pas mobile.

Concernant l'Algérie, nous pouvons constater, annexe 2 figure 4.3.a, ainsi qu'à la figure 4.3.b, représentant successivement la carte produit de 1975 et 2000, que la spécialisation du pays n'a quasiment pas évolué en 25 ans et cela malgré les réformes successives. D'autre part, les petits carrés noirs sur les graphiques représentent les produits dans lesquels le pays a un avantage comparatif. Il en ressort que tous ces biens sont à la périphérie de l'espace produit et éloignés les uns des autres en plus ils sont faiblement connectés au reste des produits ce qui explique le sérieux retard que la diversification des exportations enregistre.

Ainsi le processus de diversification des exportations est inhibé car la plupart des nouvelles activités sont très éloignées sur la carte de l'espace produit (figure 4.3.b).

En plus des conséquences de la dynamique du taux de change, d'un marché fermé et protégé, d'une économie de rente, le choix de la spécialisation en Algérie est une voie qu'il faut explorer pour tenter d'expliquer le retard qu'accuse le pays en matière de diversification du panier des exportations.

Concernant la théorie du commerce international, l'évolution du panier d'exportation est une conséquence passive de l'évolution et du glissement de l'avantage comparatif induit par l'accumulation des facteurs. Ce glissement est facilité et encouragé par les efforts que consent le pays dans les secteurs de : l'éducation, la formation, la recherche scientifique, les infrastructures. Les efforts en matière d'accessibilité et de disponibilité de facteurs de production notamment le capital et le travail qualifié. Cet ensemble représente la transformation structurelle. Dans cette optique du glissement de l'avantage comparatif, le coût



du glissement d'une activité à une autre, ou d'un produit à un autre ne retient pas toute l'attention de la théorie du commerce international. Le concept d'espace produit ouvre une brèche est permet d'expliquer pourquoi les exportations de certain pays en développement comme l'Algérie stagne malgré les tentatives d'allègement des tarifs douaniers et les dispositions relatives à une politique d'ouverture économique.

## **CONCLUSION DU QUATRIEME CHAPITRE :**

Dès son indépendance, l'Algérie réfléchit à un modèle de développement qui puisse sortir l'économie d'un schéma de spécialisation de type coloniale.

Avec l'indépendance une brève tentative de valorisation de l'entrepreneuriat privé est tenté, mais l'avènement de la charte d'Alger (1964) y met fin et le cap est mis sur une planification socialiste de l'économie. La charte d'Alger laisse un espace restreint à l'initiative privée en la cantonnant essentiellement au secteur tertiaire et quelques entreprises familiales de petites envergures. C'est peut-être là une explication de l'incapacité du secteur privé à relayer le secteur public et relever le défi de la compétitivité.

Le concept de l'entrepreneuriat à la Schumpeter est absent de la culture économique algérienne. La stratégie de développement a neutralisé cet esprit au lieu de le cultivé.

Cette stratégie de développement fondé sur l'industrie industrialisante avait pour objectif la constitution d'un tissu industriel compétitif et se manifeste par :

La détermination des industries entraînant exprimées par des investissements massifs sur les industries ISMME et les hydrocarbures.

Une politique commerciale restrictive doublé d'une vision réductrice du rôle des exportations : la production nationale étant quasi réservé à la satisfaction de la demande intérieure, tout en considérant l'activité d'exportation comme une activité secondaire. Deux conséquences à cette approche : L'isolement des entreprises d'un environnement compétitif et limitation des débouchés. Quant à la demande intérieure, la concentration des investissements sur quelques industries, au détriment d'autres ou même au détriment de l'agriculture, a limité l'intégration industrielle ainsi que les échanges interindustriels en augmentant la dépendance vis-à-vis de l'extérieur.

A terme l'Algérie se retrouve avec une industrie non compétitive et grande consommatrice de capitaux.

La structure des investissements prévus se donnait pour objectif une transformation des structures économiques et sociales. Cette modification des structures était radicale et non progressive elle n'était pas réalisable en mobilisant l'épargne intérieure. Dans le cas de l'Algérie, la rente pétrolière a permis de financer la stratégie de développement, sans faire porter le coût de mobilisation de l'épargne intérieure et de l'endettement extérieur aux individus.

La politique industrielle des années 1970 aurait dû créer les conditions favorable à l'endogénéisation de facteurs de croissance. Au lieu de cela la fonction rentière des hydrocarbures s'est exacerbée et à créer une désindustrialisation<sup>96</sup>, c'est là le phénomène du Dutch disease.

Cependant le Dutch disease ne peut expliquer à lui seul les faibles performances des entreprises algériennes. L'extraversion de la branche des hydrocarbures a cantonné l'Algérie dans une spécialisation primaire rendant difficile les possibilités de diversification et cela malgré les démarches d'ouverture entamées depuis 1994.

La deuxième section qui traite de la relation ouverture-croissance dévoile par le modèle économétrique l'impact négatif de l'ouverture sur le PIB. Nous avons incombé ce résultat à :

Un volume d'exportation hors hydrocarbures très faible

Une forte demande sur les biens d'importations face à une offre nationale insuffisante.

L'ouverture ne garantit pas une diversification des exportations alors que tous les éléments semblent être réunis. Il faut donc rechercher les causes de cela ailleurs que dans la politique commerciale même si c'est assurément cette dernière qui, à l'origine, a créé cet état.

---

<sup>96</sup> Ben abdellah 2009.

La nature des exportations reflète les avantages comparatifs d'un pays et sa capacité à valoriser son système productif sur les marchés internationaux. Or la structure des exportations algérienne montre une concentration des exportations et une instabilité dans la nature des biens exportés.

Pour bénéficier des avantages de l'ouverture l'économie algérienne doit identifier les opportunités rentables qu'elle recèle et s'emploie à les concrétiser par le biais d'une politique industrielle franche. C'est le *self discovery*, ce concept consiste à distinguer ce qui peut être produit avec profit de ce qui ne peut l'être. Il ne s'agit pas de l'avantage comparatif mais de définir la voie de l'évolution sur l'échelle de la spécialisation en prenant en compte la dynamique de la demande mondiale.

Cependant la transformation sectorielle qui permet un pays de s'engager dans de nouvelles activités économiques a un coût. Chaque pays se situe sur une carte de produit virtuelle. Sa situation dépend de sa spécialisation. Plus ce pays est spécialisé dans des domaines spécifiques éloignés de la dynamique de la demande mondiale plus le changement structurelle sera coûteux pour la société.

Il s'agit donc plus particulièrement pour l'Algérie de s'engager dans des activités qui permettent de relever les niveaux de productivité, d'offrir des salaires plus élevés et d'améliorer le bien-être collectif. L'économie algérienne se situant dans la périphérie de la carte des produits, le noyau étant composé de biens à haute productivité, la transition vers des activités plus productive est complexe et coûteuse. La transformation structurelle est ardu pour cette économie et ne lui permet pas de se diversifier aisément c'est ce qui explique à notre avis le manque de dynamisme des exportations algériennes.

## CONCLUSION DE LA DEUXIEME PARTIE :

*Le concept de politique ouverte désigne généralement une politique qui n'introduit pas de biais anti- exportations, ou une politique qui entraîne un système d'incitations neutre à l'égard des activités tournées vers le marché intérieur »*

Selon la définition pure de l'ouverture celle-ci est une politique à effets neutres.

Mais quel sens prend la neutralité dans un contexte de politique économique ?

Dans les faits quoi que fasse un gouvernement ses actions en matière de politique monétaire, budgétaire, en subventionnant tel ou tel produit en protégeant un autre, ou pas ; ceci a un impact négatif ou positif. La "non politique" n'existe pas et quoi que fassent les gouvernements cela reste une action de politique économique qui provoquera des réactions (Dornbush R).

Au-delà, les politiques de développement réelles s'accommodent mal de l'opposition rituelle entre les stratégies de substitution aux importations et les stratégies de promotion par les exportations. Non seulement, les deux ne sont pas nécessairement incompatibles, mais surtout, les politiques qualifiées d'ouverture recouvrent en réalité des politiques très différentes qui vont d'un *export-led growth* plus mercantiliste que libéral car structuré par des

interventions fortes de l'État, à un *import-led growth* à la chilienne fondé sur l'unilatéralisme de l'ouverture commerciale et le renforcement des mécanismes de marché.

Il faut faire une distinction entre extraversion et ouverture et entre régime introvertie et protectionnisme

L'idée d'une politique tournée vers l'intérieur peut être actualisée, elle ne doit pas être mise en place uniquement dans le but d'économiser des devises. Elle doit s'inscrire dans une optique d'industrialisation de remplacement :

- ) des importations de biens de consommation,
- ) ensuite de biens intermédiaires
- ) et pour finir de biens de capitaux.

La politique de développement est une politique de long terme la politique commerciale et industrielle doivent également avoir une vision de long terme en plus de cela elle doit être franches et non empruntes d'hésitations.

À la vue des résultats contrastés de l'impact du commerce international sur les différents pays, nous pouvons légitimement nous interroger, quel est le choix le plus favorable à la croissance entre l'ouverture aux échanges extérieurs et le protectionnisme ?

Ce choix n'en est pas véritablement un. Il est, en réalité, plus ou moins imposé, par la situation propre du pays : la taille de son marché et son stade d'industrialisation. De plus, ce choix ne peut pas être totalement exclusif ; même les pays les plus extravertis, comme le Japon, ont édicté des mesures de protection contre la pénétration étrangère sur leur marché intérieur.

Tout est affaire de dosage. Les vertus du protectionnisme disparaissent quand la protection perd sa justification économique et sous prétexte de remplacement des importations, se transforme en protection généralisée de l'industrie manufacturière. Une telle dérive a connu une grande ferveur en Amérique Latine au lendemain de la guerre.

Il n'y a donc pas de recette miracle pour les PED, au risque de décevoir les amateurs de politiques *one fits all*, les sections précédentes démontrent que l'ouverture n'est pas toujours facteur de performance économique, de plus de nombreuses variables macroéconomiques et politiques déterminent la réussite de la politique commerciale ainsi que le démontre l'analyse dynamique de la croissance (Barro, Sala-i-Martin).

## **CONCLUSION GÉNÉRALE :**

A la lumière des développements de la théorie économique et de la pratique économétrique dans les domaines du commerce international et de la croissance, l'ouverture commerciale et économique est perçue comme un formidable facteur de croissance pour les économies. La littérature à ce sujet est prolifique, l'ouverture est synonymes d'élargissement de l'offre d'intrants, d'exacerbation de la compétitivité, d'externalités technologiques, d'élargissement du marché, etc. Nonobstant, l'histoire économique relate l'expérience de pays qui ont gagné et de pays qui ont perdu à l'ouverture.

Dans le même temps, les politiques autocentrées sont identifiées comme facteur ralentissant et biaisant la croissance économique. La politique commerciale faisant partie des instruments consubstantiels de la stratégie de développement, cette ambiguïté du résultat nous a amené à examiner la validité des propositions ci-dessus.

Le but de cette thèse était de répondre à la problématique à laquelle est confrontée la plupart des PED, celle de la politique commerciale idoine. La politique qui permettra à un pays de réaliser sa transformation économique et de fait lui permettra d'inscrire son économie sur le sentier de la croissance. Dans cette optique nous avons entrepris ce travail à partir de deux hypothèses :

- ) L'ouverture crée des conditions favorables à la croissance économique grâce à son effet catalyseur.

) Le protectionnisme freine la dynamique de la croissance.

L'Algérie fait partie des PED qui recherchent une solution au problème de la concentration des exportations. Les progrès accomplis en matière de politique de promotions des investissements et des aides aux exportations, des efforts consentis sur le plan macroéconomique, de la réduction des barrières tarifaires dans le cadre des accords multilatéraux n'ont pas permis au pays de réduire la forte dépendance à l'égard du secteur des produits primaires. Les réformes ayant échoué à mettre en place un secteur hors hydrocarbures autonome, la rente demeure la principale source de financement de l'économie algérienne. Aujourd'hui, la diminution des recettes extérieures impose des mesures d'austérité car l'Algérie est fortement vulnérable aux chocs externes.

Le gouvernement algérien rassure sur le fait que les mesures entreprises récemment concernant la rationalisation des dépenses publiques et des importations ne doivent pas faire croire à un revirement de la politique économique et commerciale.

Certes, il est essentiel, pour ce pays de promouvoir la diversification économique et la transformation structurelle en tant que moyen d'accélérer et de soutenir une croissance généralisée, partagée et génératrice de beaucoup d'emplois. Étant donné que les approches appliquées par le passé qui étaient impulsées par l'État et tirées par le marché, n'ont pas permis de promouvoir la transformation économique, il est nécessaire que l'État développementaliste utilise le marché comme instrument plutôt que comme « mécanisme ». L'ouverture en elle-même n'étant pas suffisante pour promouvoir un investissement à long terme, une croissance économique rapide et soutenue. La première des réformes serait de modifier l'idée que l'on a du rôle de la politique commerciale.

L'analyse de certain pays, en l'occurrence la Chine, l'Inde, Maurice, l'Afrique du Sud est intéressante à plus d'un titre Elle permet de :

- ) montrer la complexité du développement économique
- ) La pluralité de ses acteurs et intervenants,
- ) Le rôle des institutions qui contribuent à la réussite ou l'échec de la politique économique.

En plus l'ouverture commerciale suppose l'ouverture économique elle doit être accompagnée par des politiques industrielles, agricoles ou des politiques macroéconomiques. Le tout contribue à la construction d'institutions capables de conduire le développement économique et d'améliorer la compétitivité des économies. Par conséquent, les politiques

commerciales doivent s'intégrer de manière étroite à la politique économique dans l'objectif de réaliser de la croissance et de faciliter l'insertion internationale. Ainsi, les politiques commerciales ne peuvent être envisagées ni mises en œuvre en dehors des choix et des stratégies de développement. Au contraire, elles sont des éléments incontournables de toute stratégie de développement et constituent un instrument d'orientation et d'affectation des ressources vers les activités les plus productives. Par conséquent la dynamique des politiques commerciales doit s'intégrer dans la dynamique et l'évolution des choix globaux de développement.

La plus grande différence de ce point de vue entre les pays qui ont échoué et les pays qui ont réussi ne réside pas dans une plus ou moins grande ouverture sur le marché international mais plutôt dans la dynamique de développement et sa capacité à formuler des visions à moyen et long terme en vue d'appuyer le processus de croissance. A titre d'exemple, si les pays asiatiques étaient porteurs dès les années 1960, d'une vision du futur qui leur a permis d'opérer les changements nécessaires à fin de faire face aux contraintes des stratégies de croissance, la plupart des PED nouvellement indépendants se sont inscrits de manière passive dans une stratégie d'import-substitution. La vision stratégique du développement en Asie du Sud-est a permis aux pouvoirs publics d'opérer les arbitrages nécessaires en matière d'investissements, de financements, de subventions ou d'appuis institutionnels à des secteurs par rapport à d'autres. Les pays d'Afrique d'Amérique Latine n'ont pas été en mesure d'opérer les changements nécessaires, et l'essentiel de leur potentiel productif et d'investissement a été orienté vers les stratégies d'import-substitution de biens de consommation finales sans qu'ils soient en mesure d'opérer ni l'ouverture nécessaire, ni les remontées de filières dans les productions destinées au marché interne.

L'élément qui différencie les pays asiatique des autre PED est qu'ils ont intégré à leurs stratégies de croissance la dimension de l'intégration internationale. Depuis la fin des années 1960, l'option de l'ouverture sur l'extérieur et la promotion des exportations sont présentes dans les dynamiques de développement. Cette ouverture est cependant mesurée, et répond au besoin d'importation des biens d'équipements et des nouvelles technologies et au souci de l'exportation afin de maintenir à long terme l'équilibre de la balance de paiement. En comparaison, la plupart des économies africaines, n'ont pas su se détacher du modèle introvertie et évoluer sur l'échelle des spécialisations. Par la suite les plans d'ajustement structurelles et l'ouverture forcée des années 1980 n'a pas été en mesure d'apporter les gains espérés du fait de la faiblesse du potentiel productif.



Le rôle de l'Etat dans la dynamique de la croissance a été pour les pays qui ont réussi, prépondérant. Cet appui a été important et constant, et même contradictoire aux préceptes du libre-échange. Sa particularité, il a été sélectif et s'est orienté vers des secteurs spécifiques. Si au début de l'expérience de développement, l'appui des pouvoirs publics a profité aux secteurs de biens de consommations finales, il s'est progressivement détaché de ces secteurs pour se concentrer sur de nouvelles activités comme les secteurs intensifs en travail ou plus tard vers les biens intensifs en nouvelles technologies. L'expérience des PED ayant échoué est de ce point de vue différent dans la mesure où l'appui des pouvoirs publics a été constant et invariant, et s'est dirigé essentiellement vers les secteurs de biens spécifiques dans le cadre des stratégies d'import-substitution.

Cette position n'a pas permis :

- ) d'offrir la perspective de riper à un moment opportun vers d'autres productions plus stratégiques
- ) de circonscrire les comportements rentiers qui se sont développés.

L'efficacité de la politique commerciale réside dans son degré d'intégration à la stratégie de développement. Ses objectifs doivent être : appuyer les dynamiques de croissance et améliorer la compétitivité des économies.

Elle n'est pas nécessairement le produit d'un choix exclusif entre ouverture ou contrôle excessif. Au contraire, elle est le résultat d'une recherche permanente des combinaisons optimales entre ces deux alternatives afin de consolider le développement.

En définitif, concernant la politique commerciale, l'analyse pays a permis de dégager deux enseignements fondamentaux:

- ) Elle doit être dynamique, évoluer dans le temps selon les impératifs de la croissance et en fonction de la transformation économique. Elle ne doit pas non plus être exclusivement ouverte ou protectionniste. Le timing, nous l'avons vu, importe beaucoup dans la réussite ou l'échec de la politique commerciale. A cet effet, il semble que la protection soit nécessaire au développement de nouvelles industries comme l'avait préconisé List. En même temps, il est impératif de faciliter l'importation de biens d'équipement, des biens intermédiaires et des nouvelles technologies nécessaires au développement de ces nouvelles activités. D'autre part, il est nécessaire d'opter pour la libéralisation des produits des industries arrivées à maturité. Cette ouverture est nécessaire car elle introduit la concurrence nécessaire à l'amélioration de la compétitivité des entreprises et permet d'éviter les comportements rentiers.

) Elle ne doit pas être uniforme aux secteurs. Ainsi, l'ouverture ou le contrôle ne s'appliquent pas dans une politique commerciale dynamique de manière linéaire à l'ensemble des secteurs économiques. Au contraire, il s'agit d'options stratégiques qui sont mises en œuvre dans des secteurs spécifiques à des moments particuliers de leur développement. Ce point précis a fait échouer la majorité des politiques d'import substitution en Afrique et en Amérique Latine.

Les exemples pays ont montré comment la politique commerciale pouvait tenir un rôle positif ou négatif sur la croissance économique et le développement des pays.

La démarche de l'Algérie en faveur de son intégration internationale répond à la nécessité de diversifier son économie dans l'intention de rendre l'économie moins vulnérable aux chocs du marché des matières premières.

L'ouverture dans son sens large a été considérée depuis le début des années 1990, comme une panacée. L'orientation commerciale est guidée par les préceptes de la théorie du commerce international ainsi que par les recommandations des institutions multilatérales.

Il s'agissait pour le dernier chapitre d'évaluer l'impact de cette démarche sur la croissance économique.

Avant d'aborder l'analyse empirique nous avons observé deux faits :

- ) Première observation : l'Algérie est toujours mono exportateur, sachant que la diversification de la production est un élément favorisant la croissance.
- ) Deuxième observation : le taux de croissance moyen sur la période 1994-2009 est de 2%. Un taux faible au regard des réformes qui ont été portées et en deçà des potentialités du pays.

A priori ces deux éléments nous laissent anticiper un écueil à la relation ouverture croissance.

La méthodologie du travail empirique c'est donc organiser en deux étapes :

- ) Dans la première étape nous avons tenté de déterminer si l'ouverture avait un impact positif sur la croissance et quels en étaient les facteurs ?
- ) Les résultats n'étant pas concluants à nos yeux, nous avons en deuxième étape analysé la structure des exportations pour relever des éléments de réponses à la problématique de la diversification des exportations.

Dans la première étape donc, l'indice d'ouverture, a un impact négatif sur la croissance.

Il est expliqué par l'extraversion de la branche des hydrocarbures qui dynamise la demande intérieure dans le temps où il y a une insuffisance de l'offre nationale.

L'ouverture favoriserait l'augmentation de biens de consommation. Concernant le reste des variables explicatives l'investissement représente 27% du PIB alors que les exportations 67%. Des pourcentages conformes aux statistiques déjà connu.

Cependant l'ouverture ne se limitant pas aux échanges internationaux nous élargissons notre modèle à d'autres variables : l'accumulation du capital humain, la formation du capital fixe par le biais des IDE et l'accumulation des connaissances.

L'ensemble de ces variables introduites tour à tour dans une régression sur le PIB ne donne pas de résultats significatifs. La raison incombe à :

- la faiblesse des flux comme les IDE,
- à l'inadéquation de la variable utilisé comme le taux de scolarisation pour la mesure du capital humain,
- la nature des biens exportés.
- la possibilité que la variable (exportations) soit endogène au modèle.

Nous avons donc utilisé une estimation en deux étapes en recherchant l'impact de l'ouverture sur le PIB par le biais des exportations de biens manufacturés. Nous avons introduit à cet effet des variables instrumentales. Cependant les estimateurs des doubles moindres carrés sont rejetés. Le test d'exogénéité nous suggère de conserver la méthode des moindres carrés ordinaires (MCO).

Notons cependant que :

-L'indice d'ouverture (DUMO) dans une estimation par les MCO a un impact positif et significatif lorsqu'il est relié aux exportations de biens manufacturés (MANUFX).

-En considérant les importations, elles sont positivement reliées aux exportations de biens manufacturés conformément à la théorie qui explique que l'ouverture permet un accès aux inputs nécessaires aux exportations.

-L'investissement tire le produit intérieur avec ou sans l'ouverture puisque le poids de cette variable dépend essentiellement des recettes des exportations d'hydrocarbures et ne dépend pas de la politique commerciale.

-Les IDE, dans l'équation (7) sont positivement liés aux exportations. Il en est de même pour (GRANT), représentant le transfert des connaissances, ce résultat illustre si besoin est l'importance de l'ouverture dans la facilitation de l'acquisition des connaissances et techniques spécialement lorsque le pays a un désavantage comparatif dans la R&D (Grossman & Helpman).

En revenant à l'estimation de l'ouverture par les (MCO), le point le plus saillant est que l'ouverture ne représente ni le moteur ni le catalyseur de la croissance algérienne. Sur le PIB son impact est négatif. Régressée sur les exportations de biens manufacturés elle est positive.

Mais au regard du volume des exportations hors hydrocarbures il nous paraît évident que la diversification des exportations ne dépend pas uniquement d'une politique commerciale ouverte mais elle dépend aussi d'autres facteurs que nous supposons structurelles.

C'est la deuxième étape du travail empirique. En troisième section l'analyse de la structure des exportations, met en exergue le problème de la spécialisation lié à l'extraversion de la branche des hydrocarbures et le phénomène de la concentration des exportations algériennes. Elle permet d'expliquer le manque de performances des exportations hors hydrocarbures malgré toutes les politiques favorables à l'ouverture entreprise par l'Algérie depuis 1994 ainsi que les raisons de sa difficulté à s'insérer dans l'économie mondiale.

L'Algérie se situe sur la périphérie de la carte produit. Cela signifie qu'elle est spécialisée dans la fabrication de biens à faible productivité. La transition vers des activités plus productives nécessite une transformation structurelle ardue et coûteuse. Le glissement de l'avantage comparatif ne peut se faire naturellement mais conséquemment à une politique économique et industrielle volontaire où la politique commerciale jouera le rôle de catalyseur :

- qui sous certaines conditions rend possible une réaction.
- qui joue un rôle d'accélérateur de cette réaction<sup>97</sup>.

Les politiques commerciales doivent s'intégrer de manière étroite dans les stratégies de développement. Elles doivent avoir un caractère évolutif dans le temps, qui coïncide avec la transformation économique qui vise l'intégration internationale. Les politiques commerciales doivent être diversifiées selon les secteurs et différenciées au sein du même secteur.

L'ouverture telle qu'elle est entreprise par l'Algérie n'a pas d'effets notables sur la diversification des exportations et sur la croissance. L'ouverture ne joue donc pas son rôle de catalyseur.

Le problème pour nous se situe :

- dans l'absence de vision claire sur les choix industriels à faire.
- L'allocation de ressources à la production de biens non échangeables

---

<sup>97</sup> J. L. Guerin, 2000.

-substituer la politique commerciale à la politique industrielle. Le retour au protectionnisme ne peut garantir par son seul jeu, une dynamisation de la production et une substitution des importations.

La politique commerciale qu'elle soit ouverte ou restrictive ne peut se charger à elle seule de la transformation structurelle nécessaire à la diversification des exportations.

Dans cette optique plusieurs pistes restent ouvertes pour mieux apprécier les conséquences des politiques commerciales sur la croissance économique en Algérie :

-Les futures recherches ne devraient plus porter sur l'impact de l'ouverture sur la croissance économique mais sur la relation entre transformation économique et croissance, par exemple. Il faudra rechercher d'autres canaux de transmission.

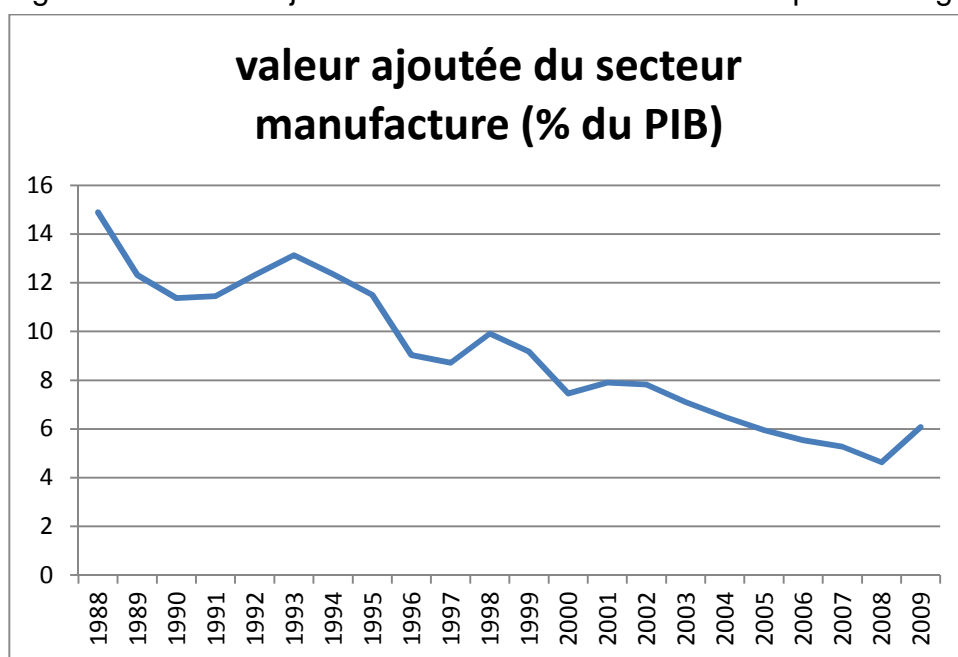
-Elles pourraient également se concentrer sur l'identification des secteurs et industries les plus productives pour l'Algérie et les moyens (politique industrielle et commerciale) d'y parvenir.

-Une autre voie peut être aussi tentée à savoir : dans quelle mesure utiliser la politique commerciale pour valoriser des industries déjà existantes ou favoriser le glissement de l'avantage comparatif.

## ANNEXE

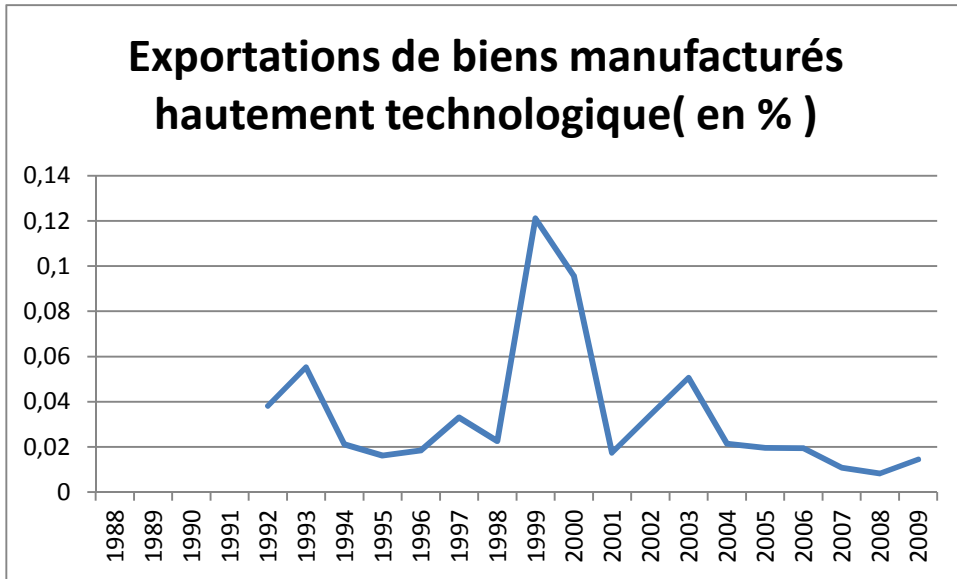
### ANNEXE 1

Figure 3.1 : valeur ajoutée du secteur manufacturier en pourcentage du PIB



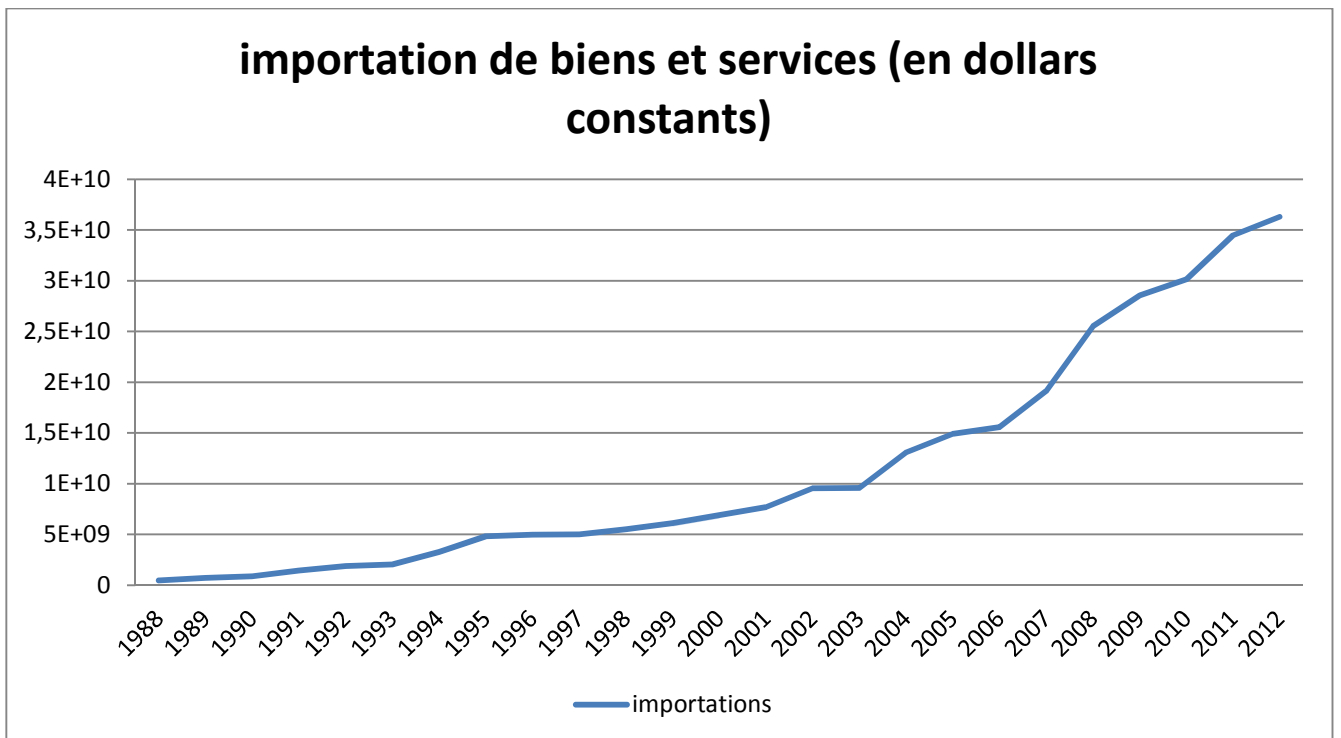
Source : statistiques de la banque mondiale. (World Bank indicators)

**Figure 3.2 :** Exportations de biens manufacturés hautement technologique( en pourcentage des exportations totales de marchandises)



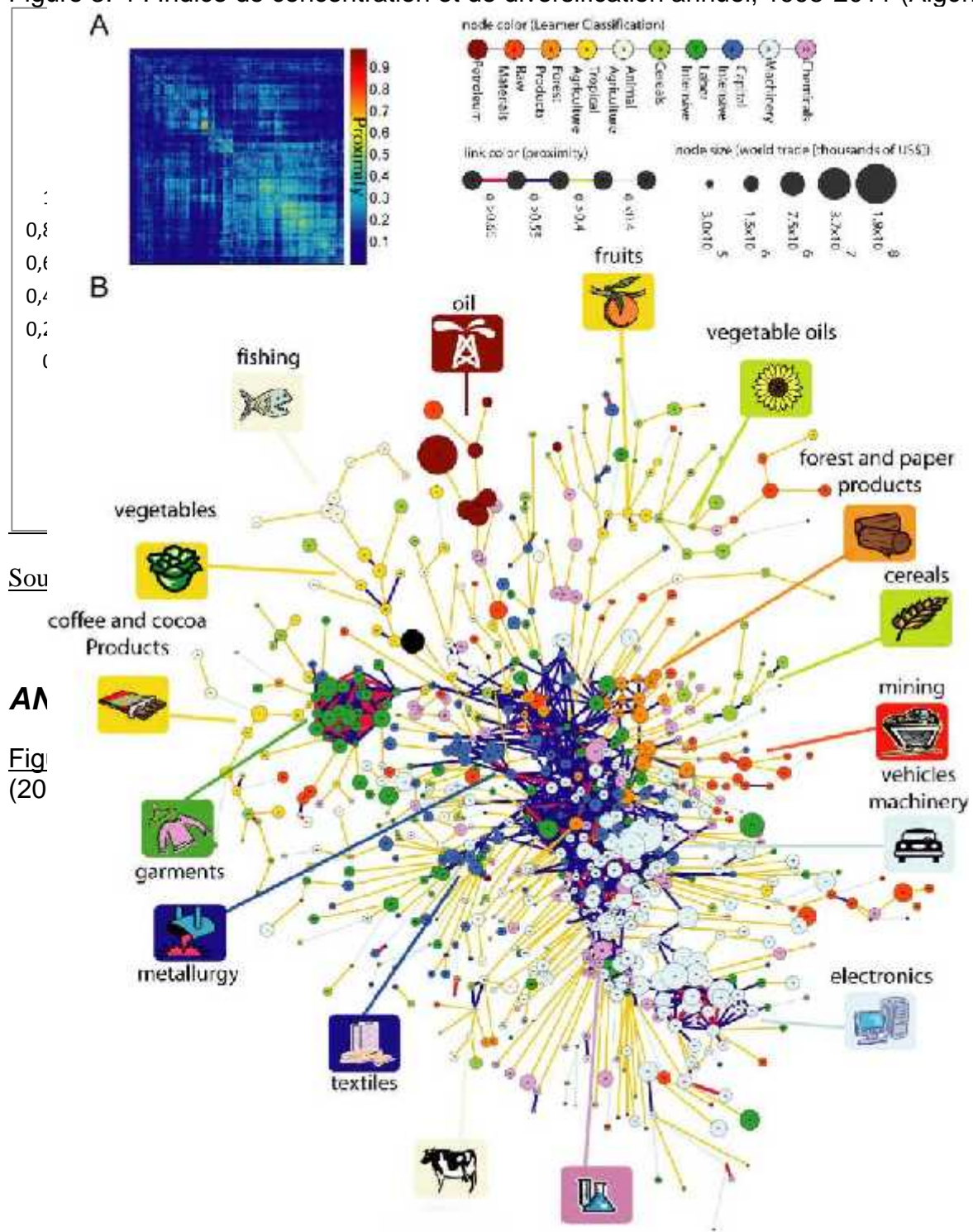
Source : calcul de l’auteure à partir de statistiques de la banque mondiale. (World Bank indicators)

**Figure 3.3 :** Evolution des importations de biens et services en Algérie



Source : calcul de l'auteur à partir de statistiques de la banque mondiale. (World Bank indicators)

Figure 3. 4 : Indice de concentration et de diversification annuel, 1995-2011 (Algérie)



Sou

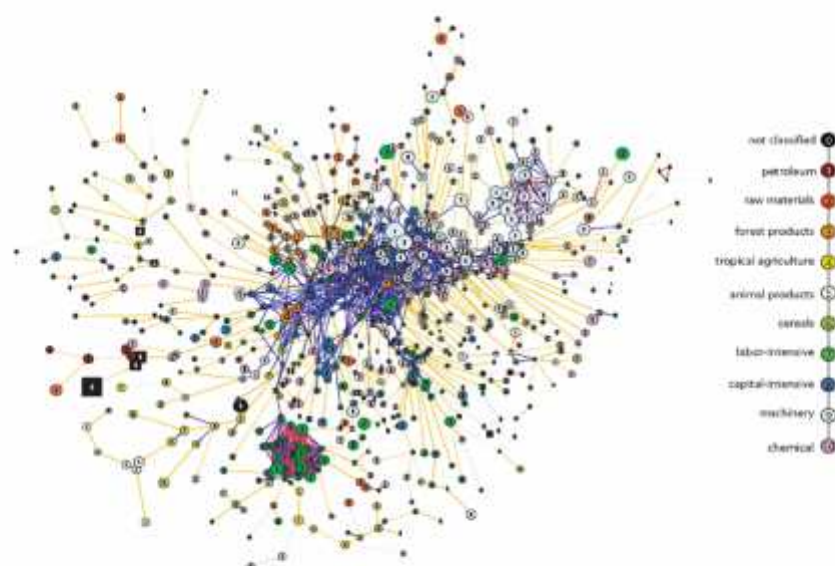
AN

Fig  
(20



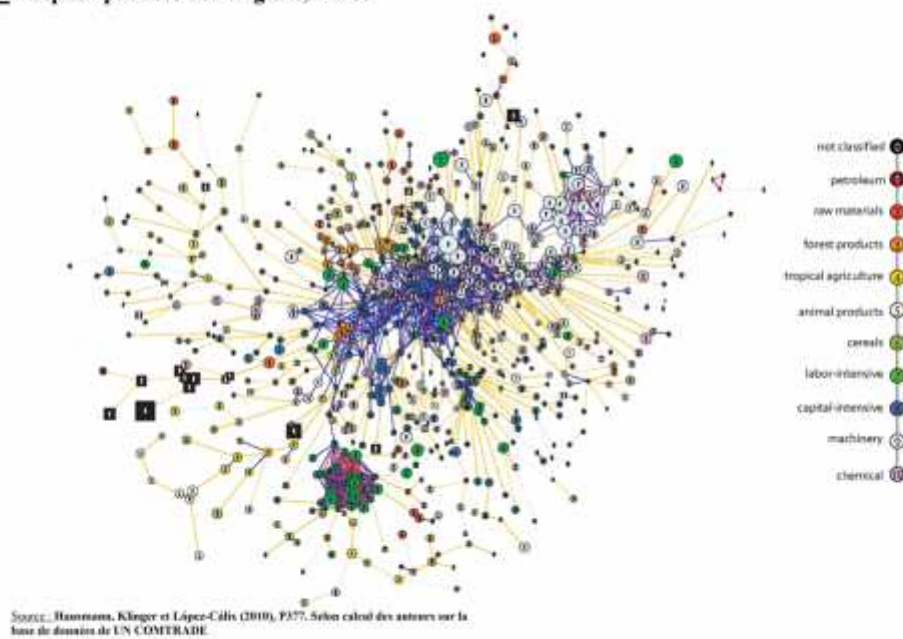
*L'espace produit et ses groupes de produit (selon classification de Leamer) :*  
*A matrice de proximité des groupes de produits des 775 produits de la classification type pour le*  
*commerce international (CTCI4) exportés durant la période 1998-2000.*  
*B. Cette structure est élaborée grâce à la méthode d'algorithme ressort pour graphe.*

**Figure 4.3.a: Espace produit de l'Algérie 1975**



Source : Hausmann, Klinger et López-Cálix (2010) p 377. Selon calcul des auteurs sur la base de données de UN COMTRADE.

**Figure 4.3: Espace produit de l'Algérie, 2000.**



### ANNEXE 3 :

#### Equation de regression N°4

Linear Regression - Estimation by Least Squares

Dependent Variable LGDP

Annual Data From 1988:01 To 2009:01

Usable Observations 22 Degrees of Freedom 17

Centered R\*\*2 0.991929 R Bar \*\*2 0.990030

Uncentered R\*\*2 1.000000 T x R\*\*2 22.000

Mean of Dependent Variable 26.270729299

Std Error of Dependent Variable 0.202324231

Standard Error of Estimate 0.020201732

Sum of Squared Residuals 0.0069378693

Regression F(4,17) 522.3464

Significance Level of F 0.00000000

Log Likelihood 57.46319

Durbin-Watson Statistic 1.613266

Variable	Coeff	Std Error	T-Stat	Signif
*****				
1. Constant	1.148657689	0.978491051	1.17391	0.25661636
2. LINV	0.268302211	0.030515042	8.79246	0.00000010

3. LEXPOBS	0.672403293	0.082506380	8.14971	0.00000028
4. LLABOR	0.091180586	0.088529227	1.02995	0.31746577
5. DUMO	-0.039725422	0.019023697	-2.08821	0.05213525

### Equation de regression N°6

Linear Regression - Estimation by Least Squares

Dependent Variable LMANUFX

Annual Data From 1988:01 To 2009:01

Usable Observations 22      Degrees of Freedom 17

Centered R\*\*2 0.9768454      R Bar \*\*2 0.9713972

Uncentered R\*\*2 0.9998282

Mean of Dependent Variable 13.515262545

Std Error of Dependent Variable 1.196136128.

Standard Error of Estimate 0.202294850

Sum of Squared Residuals 0.6956945044

Regression F(4,17) 179.2985

Significance Level of F 0.00000000

Log Likelihood 6.7761

Durbin-Watson Statistic 1.1984

Variable	Coeff	Std Error	T-Stat	Signif
*****				
1. Constant	26.16399079	10.14432762	2.57917	0.01950136
2. DUMO	0.50708531	0.20274054	2.50115	0.02289367
3. LGRANT	-0.36325566	0.49117706	-0.73956	0.46965629
4. LMHIGH	2.75912929	0.29307175	9.41452	0.00000004
5. LGDP	-4.17459809	1.17815017	-3.54335	0.00249783

### Equation de regression N°7

Linear Regression - Estimation by Least Squares

Dependent Variable LMANUFX

Annual Data From 1988:01 To 2009:01

Usable Observations 18      Degrees of Freedom 13

Skipped/Missing (from 21) 4

Centered R\*\*2 0.9405438      R Bar \*\*2 0.9222496

Uncentered R\*\*2 0.9994857

Mean of Dependent Variable 13.573368256

Std Error of Dependent Variable 1.304605254.

Standard Error of Estimate 0.363772995

Sum of Squared Residuals 1.7203002950

Regression F(4,13) 51.4121

Significance Level of F 0.00000001

Log Likelihood -4.4100

Durbin-Watson Statistic 0.8229

Variable	Coeff	Std Error	T-Stat	Signif
*****				
1. Constant	0.277476990	5.614954144	0.04942	0.00131719
2. DUMO	1.806873393	0.443577302	4.07341	0.02289367

3. ED	-0.006228545	0.014747820	-0.42234	0.67968072
4. LIDE	0.370573743	0.209226325	1.77116	0.09996057
5. LGRANT	1.125048597	0.733604288	1.53359	0.14910059

### Equation de regression N°8

Linear Regression - Estimation by Least Squares

Dependent Variable LGDP

Usable Observations 22 Degrees of Freedom 18

Centered R\*\*2 0.966785 R Bar \*\*2 0.961250

Uncentered R\*\*2 0.999998 T x R\*\*2 22.000

Mean of Dependent Variable 11.409232770

Std Error of Dependent Variable 0.087868297

Standard Error of Estimate 0.017296953

Sum of Squared Residuals 0.0053853223

Regression F(3,18) 174.6439

Significance Level of F 0.00000000

Log Likelihood 60.24968

Durbin-Watson Statistic 0.809566

Variable	Coeff	Std Error	T-Stat	Signif
*****				
1. Constant	0.838377838	1.304022795	0.64292	0.52838387
2. LINV	0.202641603	0.109357548	1.85302	0.08034708
3. LLABOR	1.283637100	0.376533702	3.40909	0.00312790
4. LMANUFX	-0.039366593	0.020493949	-1.92089	0.07072917

Linear Regression - Estimation by Instrumental Variables

Dependent Variable LGDP

Usable Observations 22 Degrees of Freedom 18

Mean of Dependent Variable 11.409232770

Std Error of Dependent Variable 0.087868297

Standard Error of Estimate 0.017296953

Sum of Squared Residuals 0.0053853223

J-Specification(1) 3.155977

Significance Level of J 0.07564938

Durbin-Watson Statistic 0.809561

Variable	Coeff	Std Error	T-Stat	Signif
*****				
1. Constant	0.838408152	1.304026689	0.64294	0.52837034
2. LINV	0.202643995	0.109357840	1.85304	0.08034454
3. LLABOR	1.283628093	0.376534890	3.40905	0.00312814
4. LMANUFX	-0.039366100	0.020494011	-1.92086	0.07073318

Linear Regression - Estimation by Instrumental Variables

Dependent Variable LGDP

Usable Observations 22 Degrees of Freedom 18

Mean of Dependent Variable 11.409232770

Std Error of Dependent Variable 0.087868297

Standard Error of Estimate 0.014362698  
Sum of Squared Residuals 0.0037131678  
J-Specification(0) 0.000000  
Durbin-Watson Statistic 1.409712

Variable	Coeff	Std Error	T-Stat	Signif
*****				
1. Constant	3.2435854744	0.3024128775	10.72569	0.00000000
2. LINV	0.3904432251	0.0406825825	9.59731	0.00000002
3. LLABOR	0.5716097703	0.0549324251	10.40569	0.00000000
4. LMANUFX	1.6960724684	0.5558879695	3.05110	0.00687586

Chi-Squared(1)= 5.619769 with Significance Level 0.01775899

## BIBLIOGRAPHIE

### Ouvrage en langue arabe :

دورنبوش روديقر. (1995)، "سياسات الاقتصاد المفتوح"، سلسلة التنمية الاقتصادية، معهد التنمية الاقتصادية، البنك الدولي.

### Ouvrages :

**Abdelmalki Lahsen et Sandretto René.** (2011), Politiques commerciales des grandes puissances, De Boeck, Bruxelles.

**Bhagwati Jagdish** (1990), Protectionnisme, Dunod, Paris.

**Barro Robert Joseph et SALA I MARTIN Xavier.** (1996), La croissance économique. Ediscience international et Mc Graw-Hill Book Co. Europe. Paris.

**Boillot Jean-Joseph.** (2006), L'économie de l'Inde, la découverte. Paris.

**Brahimi Abdelhamid.** (1991), Stratégies de développement pour l'Algérie. Défis et enjeux ,Economica, Paris.

**Dahmani, Ahmed.** (1999), L'Algérie à l'épreuve, économie politique des réformes 1980-1997, L'Harmattan, Paris.

**Deiss Joseph , Gugler Phillippe** (2012). politique économique et sociale, De Boeck Université, Bruxelles.

**Écrement Marc (1986).** Indépendance politique et libération économique, un quart de siècle du développement de l'Algérie 1962-1985, OPU & PUG, Alger-Grenoble.

**Krugman, Paul R, Obstfeld Maurice.** (1998), Économie internationale. De Boeck Université, deuxième édition, Paris-Bruxelles.

**Lamchichi, Abderrahim.** (1991), L'Algérie en crise, l'Harmattan, Paris.

**Linder, Peter.H. et Pugel, Thomas A.** (1997), Economie internationale , Economica, Paris, Dixième édition

**Mellah& Tehami.** (1980), Evolution des structures de l'économie algérienne de 1830 à 1980. OPU. Alger

**Villieu Patrick et Semedo Gervasio.** (1998), Mondialisation, intégration économique et croissance. Nouvelles approches, L'Harmattan, Montréal.

**Kébabdjian Gérard.** (1999), Les théories de l'économie politique internationale, Éditions Du Seuil, Paris.

**Lanzarotti Mario** (1992), La Corée du sud : une sortie du sous développement, PUF, Paris.

**Norel Philippe.** (2009), L'histoire économique globale, Éditions Du Seuil, Paris.

**Rodrik Dani.** (2008), Nation et mondialisation, La découverte, Paris.

**Stiglitz Joseph E.** (2002) , La grande désillusion, Fayard, Paris.

#### **Articles :**

**Abdouni, Abdeldjebbar et Hanchane, Saïd.** (2003) « La dynamique de la croissance économique et de l'ouverture dans les PED : quelques investigations empiriques à partir des données de panel. », [www.ceders.org/docman/task,doc\\_download/gid,46/](http://www.ceders.org/docman/task,doc_download/gid,46/), septembre 2008.

**Abdouni, Abdeldjebbar et Hanchane, Saïd.,** « Ouverture, capital humain et croissance économique : fondements théoriques et identification des liens à l'aide de données de panel» [en ligne]. Disponible sur : [www.ceders.org/docman/task,doc\\_download/gid,45/](http://www.ceders.org/docman/task,doc_download/gid,45/), (consulté le septembre 2008).

**Andreff Wassili et Hayab abderahmen** (1978). « les priorités industrielles de la planification algérienne sont-elles vraiment industrialisantes ? », revue tiers monde, tome XIX, N°76, Octobre-Décembre, p867-892.

**Baldwin Robert E.** (2003). «Openness and growth:What's the empirical relationship?» NBER working papers, N° W9578.

**Barajas Adolfo** (2010), Pays exportateurs de pétrole de la région MOANAP : prêts à relever Les défis à moyen terme, [en ligne], in : *FMI, perspectives économiques régionales : Moyen-Orient et Asie centrale*, disponible sur : <https://www.imf.org/external/french/pubs/ft/reo/2010/mcd/10/mreo1024chap1-2f.pdf> , (consulté le: 28/08/2013).

**Benabdellah Youcef**, (2008). « L'économie algérienne entre réforme et ouverture : quelle priorité ? » In : La Commission Economique pour l'Afrique des Nations Unies (UNECA). Mondialisation et développement durable : les effets économiques, sociaux et environnementaux de l'ouverture commerciale. Application aux pays du Maghreb et du Proche-Orient , avril 2008. [En ligne], Université Lyon 2, p4. Disponible sur : <https://www.gate.cnrs.fr/uneca07/communications%20pdf/Benabdallah-Rabat07.pdf>. (Consulté le: 20/02/2013)

**Ben Abdellah Youcef**, (2009). « Rente et désindustrialisation » Confluences Méditerranée, N°71, l'Harmattan, Avril.

**Ben romdhan Mahmoud** (2007) «commerce et stratégies de développement : le cas tunisien» Centre Africain de politique commerciale, N°53.

**Cadot O, Carrère C, Strauss-Kahn V.** (2009). «Export Diversification: What's behind the Hump? » CERDI, Etudes et Documents, E 2009.34, revised version, November.

**Clemens A Michael and Williamson Jeffrey G.** (2001) «A tariff- growth paradox? Protection's impact the world around 1875-1997» NBER Working Paper. N°.8459. September.

**Cling J-P, Letilly G.** (2001) « les zones franches d'exportation : un instrument d'insertion dans l'économie mondiale menacé ? ». [En ligne], disponible sur : <http://www.dial.ird.fr/publications> , (consulté le: 14/10/2010).

**Coe David T and Helpman Elhanan .** (1993), « International R&D spillovers», NBER Working Paper N°4444, August.

**Delgay-Troïse Denis.** *Commerce international [en ligne]*, disponible sur : <https://perso.univ-rennes1.fr/denis.delgay-troise/CI/ciplan.htm>.

**Démurger Sylvie** (1995), « ouverture et croissance industrielle en chine : étude empirique sur un échantillon de villes », document de travail N° 108, Centre de développement de l'OCDE, Septembre

**Diop Mouhamadou Bamba (sd).** «Quels secteurs pour quelle croissance économique au Sénégal ? » [en ligne]. Disponible sur : <http://www.dpee.sn/Quels-secteurs-pour-quelle.html?lang=fr> (consulté le 12/2013).

**Edwards, Sebastian.** (1992), « Trade orientation, distortions and growth in developing countries », *Journal of Development Economics*, N°. 39.

**Edwards, Sebastian.** (1998), « Openness, productivity and growth: what do really know? », *The Economic Journal*, 108, March.

**Frankel Jeffrey A. and Romer David.** (1999), « Does trade cause growth? » *The American Review*. Vol 89 N°3.

**Graz Jean-Christophe.** (2001), « Les nouvelles approches de l'économie politique internationale », *Annuaire français de relations internationales AFRI 2000, Volume I*.

**Green away David, Wyn Morgan and Wright peter.** (1997), « Trade liberisation and growth in developing countries: some new evidence», *World development*, Vol. 25, N°11.

**Grossman, Gene M and Helpman, Elhanan.** (1989) « Comparative advantage and long-run growth» National Bureau of Economic Research, working paper n°2809, January.

**Grossman, Gene M and Helpman, Elhanan.** (1989). « quality ladders in the theory of growth» National Bureau of Economic Research, working paper n°3099, September.

**Grossman, Gene M and Helpman, Elhanan.** (1990) « Trade, knowledge spillovers, and growth » National Bureau of Economic Research, working paper n°3485, October.

**Grossman, Gene M and Maggi Giovanni** (1997), «Free trade vs. strategic trade: a peek into a Pandora's box», NBER Working Paper, N° 6211.

**Guillaumont Patrick,** (1994) « Politique d'ouverture et croissance économique : les effets de la croissance et de l'instabilité des exportations », *Revue d'économie du développement*, n°1.

**Guguenheim Pierre** (2006), « Amérique Latine et Asie » [en ligne]. Disponible sur <http://local.attac.org/paris12/spip.php?article42> . (Consulté le 21/03/2009).



**Harrison Ann and Hanson Gordon**, (1999). «Who gain from trade reform? » NBER working paper n°6915, January.

**Harrison Ann**. (1995). «Openness and growth: a time series, cross-country analysis for developing countries». NBER working paper series, working paper N°5221, august.

**Hausmann R, Hwang J, Rodrik D.** (2007). « What you export matters», journal of economic growth, 12 (1). Publié en ligne en 2006.

**Hausmann Ricardo, Klinger Bailey** (2006). « structural transformation and patterns of comparative advantage in the product space» CID Working Paper N°128, August.

**Hausmann R., B. Klinger, J. R. López-Cálix** (2010). «Export Diversification in Algeria» in J. R. López-Cálix, P. Walkenhorst, N. Diop (Ed.) «Trade Competitiveness of the Middle East and North Africa: Policies for Export Diversification», World Bank 2010, p 63-102.

**Hausmann R, Hidalgo César** (2011). « the network structure of economic output» Journal of economic growth, 2011/16, p309:342.

**Hausmann R. et alii** (2013). «The Atlas of economic complexity: mapping paths to prosperity», MIT press.

**Hesse Heiko** (2009). « Export diversification and economic growth and development, IBRD Working paper N°21.

**Hidalgo C, Klinger B, A L Barabási et Hausmann** (2007). « the product space conditions the development of nations», science, vol317, p482-487.

**Hausmann Ricardo, Bailey Klinger.** (2007). « The Structure of the Product Space and the Evolution of Comparative Advantage», CID Working Paper No. 146  
April 2007.

**Heffer Jean** (2003). «L'âge d'or du protectionnisme américain». In: Histoire, économie et société., n°1. La politique économique extérieure des Etats-Unis au XXe siècle. pp. 7-22.

**Imbs Jean et Wacziarg Romain** (2003). «Stages of diversification», *American Economic Review* 93(1), p 63-86.

**Irwin Douglas A** (2002), «Did import substitution promote growth in the late nineteenth century?», NBER working paper, N°W8751

**Kirsten Koop**, 2004. « L'île Maurice à l'ère de la mondialisation : un modèle de développement de rattrapage », Autrepart, N°31, P109-132. Mars.

**Klinger Bailey et Lederman Daniel** (2006). «Diversification, innovation and imitation inside global technological frontier», World Bank policy research working paper, N° 3872, April.

**Krueger, Anne O.** (1985), « Substitution aux importations ou promotion des exportations: Leçons à tirer de l'expérience des PED », Finance et Développement, Juin.

**Levine Ross and Renelt David.** ( 1992), «A sensitivity analysis of cross- country growth regressions», The American Economic Review, Vol.82 No4, September.

**Madani Dorsati, (1999).** « A review of the role and the impact of export processing zone» [en ligne]. November, disponible sur: <http://elibrary.worldbank.org/doi/book/10.1596/1813-9450-2238>.

**McMillan Margaret and Rodrik Dani.** (2011), «Globalization, Structural Change And Productivity Growth», NBER Working Paper N° 17143, June

**Mendez Rodrigue** (1997). «Ouverture commerciale et convergence dans un modèle simple de croissance endogène», Annales d'Économie et de Statistique, N°47.

**Milner Helen V.** (1998). «Economie politique internationale : au-delà de la stabilité hégémonique», Problèmes économiques, N°2.578, Août. p1-6.

**O'rouke Kevin H and Lehmann Sibylle** (2008). « The structure of protection and growth in the late 19<sup>th</sup> century». Institute For International Integration Studies Discussion Paper. N°269.

**Péridy Nicolas et Jouini Nizard (2013).** « Diversification et sophistication comme levier de la transformation structurelle des économies africaines » Rapport des Nations Unies, commission économique pour l'Afrique, CEA-AN/EGM1/, février.

**Perrault Jean Louis.** (2005), « les politiques commerciales à l'angles des rapports d'échanges et des rapports de forces », Cahiers Français, mars 2005, pp. 68-73.

**Poncet Sandra, Felipe Starosta de Waldemar.(année)** « complexité économique et croissance : application au cas chinois », Revue Économique, 2013/3 (Vol. 64), p. 495-503).

**Rivera-Batiz Luis A. and Romer Paul M.** (1991), « International trade with endogenous technological change», NBER Working Paper, N°3594;

**Rodriguez Francisco et Rodrik Dani.** (1999), « Trade policy and economic growth: A skeptic's guide to the cross-national evidence », NBER Working paper, April,

**Rodrik Dani (2002).** « economic development as self-discovery » NBER Working Paper Series, N°8952, May.

**Sachs Jeffrey and Warner Andrew.** (1995), «Economic reform and the process of global integration», Brooking Papers On Economic Activity, 1:1995

**Sala-i-Martin Xavier. (1997)**, « I just ran two million regressions », The American economic Review, Vol 87, N°2, May. P187-183.

**Seker Murat. (2011)**, « Trade policies, investment climate, and exports across countries », policy research working paper 5654, the World Bank; May.

**Srinivasan, T. N. et Bhagwati, Jagdish. (1999)**, « Outward-orientation and development: Are revisionists right? », Yale / Columbia University, September, <http://www.columbia.edu/~jb38/papers-htm>

**Wacziarg Romain and Horn Welch Karen. (2008)**, « Trade liberalization and growth: new evidence », The World Bank Economic Review, VOL.22, N°2. pp. 187-231.

### **Thèses :**

**Boureille Pascale. (1994)**, *Relations entre importations et développement : le cas de l'Inde*, thèse doctorat, Grenoble : Université Pierre Mendès France.

**Férand Denis. (1999)**, *Structure industrielle et dynamique économique. Essai sur l'industrialisation Sud Coréenne*, Thèse de doctorat en économie internationale, Grenoble : Université Grenoble II, Pierre Mendès France.

**Guerin Jean Louis. (1999)**, *ouverture et croissance*, Thèse de doctorat, Paris : université de Paris1, 214 p.

**Kalafate Nadia. (2001)**, *Politiques commerciales et performance économique dans les PED*, mémoire de magister, Oran : Université d'Oran Ahmed Ben Bella, 170 p.

### **Conférences :**

**Borel F- X, Themejian K, Velay P. (2003)**, *débats récent autour de la politique commerciale stratégique [en ligne]*, in : Sandretto René, séminaire de politique commerciale internationale, Université Lumière Lyon 2, Disponible sur : <http://pcs44.tripod.com/pcs.pdf> , (consulté le 6/5/2008).

**Commission Économique pour l'Amérique Latine et les Caraïbes (CEPALC)**, *Développement du secteur productif dans le contexte d'économie ouverte*. Trentième session de la CEPALC san juan, porto rico, 28 juin – 2 juillet 2004, Porto Rico, 2004.

**Conférence des Nations Unis sur le Commerce et le développement (CNUCED).** *Le développement économique en Afrique : résultats à l'exportation après la libéralisation du commerce*, F.08.II.D.22, Genève, 2008.

**Jean-Marc Siroën.** *L'ouverture commerciale est-elle mesurable ?* In : XIème colloque bisannuel du GDR du CNRS, Economie et Finance Internationales, Tunis, 22-23-24 juin 2000, p 103-123.

### **Bases de données : numériques et supports papiers :**

**Banque Mondiale** «World Development Indicators» , [en ligne], Washington, disponible sur: <http://databank.worldbank.org/data/reports.aspx?source=world-development-indicators&Type=TABLE>, (consulté le 19/03/2014).

**CNUCED**, «Indices de concentration et de diversification des exportations et des importations par pays, annuel, 1995-2011 », [en ligne], disponible sur: <http://unctadstat.unctad.org/wds/ReportFolders/reportFolders.aspx>, (consulté le 15/04/2013).

**Font Monétaire International (FMI)**, Rapport du FMI 14/161. Juin 2014.

**FMI**, Statistique du FMI, [en ligne], disponible sur <http://www.adb.org/Document/Books/ADO/2008/ado2008-stattab.asp>. (consulté le 22/03/2009).

**CEPII**, Rapport du CEPII, 1998.

**Ministère de la planification et de l'aménagement du territoire (MPAT)**, exécution des plans quadriennaux, 1980-89.

**Office Nationale des Statistiques**, bulletin de l'ONS, 1979.

**Secrétariat d'Etat au plan**, tableaux de l'économie algérienne, 1973, p277.

## **TABLE DES MATIERES**

<b>INTRODUCTION GENERALE .....</b>	<b>2</b>
<b>PARTIE 1 : ÉVALUATION DE L'IMPACT DES POLITIQUES COMMERCIALES SUR LA CROISSANCE. ....</b>	<b>9</b>
<b>INTRODUCTION :.....</b>	<b>9</b>
<b>CHAPITRE1 : LA THÉORIE DU PROTECTIONNISME .....</b>	<b>11</b>
<b>SECTION1 : L'évaluation du protectionnisme.....</b>	<b>13</b>
<b>1.1 Fondement théorique des mesures commerciales : .....</b>	<b>13</b>
<b>1.1.1. Les effets d'un tarif douanier nominal .....</b>	<b>13</b>
<b>1.1.2. La protection non-tarifaire.....</b>	<b>16</b>
<b>1.2 Les arguments en faveur du protectionnisme : .....</b>	<b>19</b>
<b>SECTION 2 : Protectionnisme-croissance quel constat ?.....</b>	<b>23</b>

SECTION3 : Analyse hétérodoxes du commerce international.....	27
3.1. Le protectionnisme du XIX siècle :.....	27
3.2. L'école structuraliste et le protectionnisme des PED :.....	28
3.3. Le protectionnisme des pays industrialisés et le concept du Managed Trade .....	29
SECTION4 : L'économie politique internationale et la politique commerciale des PED...	30
4.1 Typologie du système commercial :.....	31
4.2 La théorie des régimes :.....	35
4.3. L'avènement du consensus de Washington :.....	36
<b>CONCLUSION DU PREMIER CHAPITRE :.....</b>	<b>38</b>
<b>CHAPITRE2:OUVERTURE ET CROISSANCE .....</b>	<b>41</b>
SECTION1 : Généralités sur les effets de l'ouverture .....	43
1.1. Ouverture commerciale et bien-être, rappel théorique .....	43
1.2. Les effets attendus de l'ouverture sur la croissance .....	47
1.2.1. Effets des exportations sur la croissance .....	47
1.2.2. Effets des importations sur la croissance .....	48
SECTION2 : L'ouverture et le modèle de croissance néoclassique .....	51
2.1. Le modèle de croissance néoclassique :.....	52
2.2. Introduction des politiques commerciales dans un modèle néoclassique.....	55
2.3. Ouverture et convergence .....	59
2.4. L'indice synthétique d'ouverture : .....	63
SECTION 3 : L'ouverture dans le cadre d'un modèle de croissance endogène (Romer) : .	67
3.1. Eléments de base du modèle.....	68
3.2 Le modèle de Romer et le transfert de technologie :.....	72
3.3. Le modèle de Romer en économie ouverte :.....	75
SECTION4: indices d'ouverture et déterminants de la croissance .....	78
4.1 Les indicateurs d'ouverture absolue.....	81
4.2 Les méthodes d'ouverture relative :.....	83
<b>CONCLUSION DU DEUXIEME CHAPITRE :.....</b>	<b>86</b>
<b>CONCLUSION DE LA PREMIERE PARTIE :.....</b>	<b>89</b>
<b>PARTIE2 : CHOIX DES POLITIQUES COMMERCIALES DES PED ET</b>	
<b>CROISSANCE ÉCONOMIQUE .....</b>	<b>91</b>
CHAPITRE 3 : STRATEGIES D'INDUSTRIALISATION ET POLITIQUE	
COMMERCIALE DES PED .....	94
SECTION1 Les stratégies d'industrialisation :.....	95
1.1. L'industrialisation par substitution des importations :.....	95
1.2. La Promotion Des Exportations .....	98
1.3 La politique commerciale au service de la politique industrielle :.....	102
1.4 Différence de choix d'instruments différences de résultats.....	104
SECTION2 : Les exemples indou et chinois .....	108
2.1. L'Inde .....	109
2.3. La Chine : .....	113
SECTION 3 : Le cas de l'Afrique, résultats mitigés :.....	117
3.1 Résultats de la politique d'extraversion de la décennie 1990 :.....	120
3. 2. L'Afrique du Sud.....	121
3.3. La zone franche pour promouvoir la croissance : le cas de La Tunisie et de Maurice	
.....	126
<b>CONCLUSION DU TROISIEME CHAPITRE: .....</b>	<b>131</b>
<b>CHAPITRE4 : POLITIQUES COMMERCIALES ET CROISSANCE EN ALGÉRIE</b>	
<b>.....</b>	<b>135</b>
SECTION 1 : stratégie de développement et politiques commerciales. ....	136

1. 1 La stratégie de développement : .....	137
1. 2 Le financement de l'industrie industrialisante : .....	138
1.3 Les conséquences de l'extraversion de la branche des hydrocarbures : .....	141
1.4 La naissance d'une économie de rente : .....	144
1. 5. Le tournant des années 1990: .....	146
<b>SECTION2: OUVERTURE ET CROISSANCE EN ALGERIE</b> .....	<b>150</b>
2.1. Le choix des variables du modèle : .....	150
2.2. Une estimation par les moindres carrés ordinaires : .....	151
Une autre approche pour évaluer les effets de la politique commerciale : .....	152
2.3. Une estimation par les doubles moindres carrés : .....	155
Exposition du modèle : Le choix des variables instrumentales .....	156
<b>SECTION3 : Analyse de la structure des exportations</b> .....	<b>162</b>
3.1. Diversification .....	164
3.2. Evaluation de la composition des exportations : .....	168
3.3. Sophistication des exportations et « espace produit » : .....	170
3.4. La conception de l'espace produit : .....	171
<b>CONCLUSION DU QUATRIEME CHAPITRE :</b> .....	<b>176</b>
<b>CONCLUSION DE LA DEUXIEME PARTIE :</b> .....	<b>179</b>
<b>CONCLUSION GÉNÉRALE :</b> .....	<b>181</b>
<b>ANNEXE</b> .....	<b>189</b>
ANNEXE 1 .....	189
Figure 3.1 : valeur ajoutée du secteur manufacturier en pourcentage du PIB .....	189
Figure 3.2 : Exportations de biens manufacturés hautement technologique( en pourcentage des exportations totales de marchandises) .....	190
Figure 3.3 : Evolution des importations de biens et services en Algérie .....	190
Figure 3. 4 : Indice de concentration et de diversification annuel, 1995-2011 (Algérie)..	191
ANNEXE 2 : .....	191
Figure 4.3 : Carte de l'espace produit tel que représenté par Hidalgo, Klinger et al (2007). P8 .....	191
ANNEXE 3 : .....	193
Equation de regression N°4 .....	193
Equation de regression N°6 .....	194
Equation de regression N°7 .....	194
Equation de regression N°8 .....	195
<b>BIBLIOGRAPHIE</b> .....	<b>196</b>
<b>TABLE DES MATIERES</b> .....	<b>203</b>

## Résumé :

En dépit des progrès accomplis en matière de politique de promotions des investissements et des aides aux exportations, de la réduction des barrières tarifaires, l'économie algérienne est toujours caractérisée par une forte dépendance à l'égard du secteur des produits primaires, une forte vulnérabilité aux chocs externes et une croissance sans emploi. Il était donc essentiel, pour ce pays de promouvoir la diversification économique et la transformation structurelle en tant que moyen d'accélérer et de soutenir une croissance généralisée. L'ouverture dans son sens large a été considérée depuis le début des années 1990 par l'Algérie et beaucoup d'autres PED, comme une panacée. Cette orientation commerciale est guidée par les préceptes de la théorie du commerce international ainsi que par les recommandations des institutions multilatérales.

De fait que l'instauration d'obstacles aux échanges ou leur suppression est l'une des questions qui a suscité le plus de controverses ces dernières décennies, cela nous a incité à évaluer l'impact de la politique commerciale sur la croissance économique.

Le but de cette thèse était de répondre à la problématique à laquelle est confrontée la plupart des PED, celle de la politique commerciale optimale. L'efficacité de la politique commerciale réside dans son degré d'intégration à la stratégie de développement. Elle n'est pas nécessairement le produit d'un choix exclusif entre ouverture ou contrôle excessif. Au contraire, elle est le résultat d'une recherche permanente des combinaisons optimales entre ces deux alternatives afin de consolider le développement. Les politiques commerciales sont définies comme l'ensemble des instruments et des actions qu'un pays met en œuvre pour atteindre ses objectifs de croissance et de développement. Est-ce que l'Algérie utilise les bons instruments ?

Il s'agit plus précisément pour ce travail de déterminer si l'ouverture telle qu'elle est entreprise par l'Algérie, peut avoir un impact positif sur la croissance ? En l'absence de réponse affirmative, quelles en serait la ou les causes ? Et à ce moment-là, quelles choix s'offre à l'Algérie en matière de politique commerciale ?

**Mots clés :** Politique commerciale, croissance, exportations, transformation structurelle, espace produits, politiques industrielles, Algérie, théorie des régimes, ouverture, protectionnisme.

## « trade policies and economic growth in developing countries. The case of Algeria »

### Abstract :

Despite the progress made in the promotion policy of investment and export subsidies, reduction of tariffs, the Algerian economy is still characterized by a strong dependence on the sector primary commodities, high vulnerability to external shocks and jobless growth. It was essential for this country to promote the economic diversification and structural transformation as a means to accelerate and sustain widespread growth. The opening in its broadest sense has been considered since the early 1990s by Algeria and many other developing countries, as a panacea. This market orientation is guided by the precepts of the theory of international trade as well as the recommendations of multilateral institutions. The introduction or suppression of trade barriers is one of the issues that has caused the most controversy in recent decades; this fact encouraged us to estimate the impact of trade policy on economic growth.

The aim of this thesis was to address the problem confronting most developing countries, which is the optimal trade policy. The efficiency of trade policy lies in its degree of integration into the development strategy. It is not necessarily the product of an exclusive choice between opening or excessive control. Rather, it is the result of a constant search for optimal combinations between these two alternatives to consolidate development. Trade policies are defined as the set of instruments and actions that a country uses to achieve its objectives of growth and development. Is that Algeria uses the right tools?

We tried with this work to determine if the opening as undertaken by Algeria, can have a positive impact on growth? In the absence of an affirmative answer, what can be the cause? And at that time, what kinds of choices are given to Algeria in trade policy?

**Key words:** trade policy, growth, export, structural transformation, products space, industrial policy, Algeria, international regimes theories, openness, protectionism.

## ” السياسات التجارية و النمو الاقتصادي للدول النامية . ”

على الرغم من التقدم المحرز في سياسة تعزيز دعم الاستثمار والتصدير وتخفيض الرسوم الجمركية، لا يزال يتميز الاقتصاد الجزائري بالاعتماد على المحروقات، الحساسية الشديدة للصدمات الخارجية ومعدل نمو غير كاف. على هذا البلد تعزيز سياسات التنويع الاقتصادي والتحول الهيكلي كوسيلة لتسريع وإدامة التسعينات، اعتبر الانفتاح بأوسع معانيه من قبل الجزائر والعديد من البلدان النامية الأخرى، حلا سحريا. ويسترشد هذا التوجه الاقتصاد لتعاليم نظرية التجارة الدولية فضلا عن توصيات الم

الدولية. في الحقيقة إن إدخال الحواجز التجارية أو حذفها هي واحدة من القضايا التي سببت الكثير من الجدل خلال العقود الأخيرة. قد دفعنا هذا إلى تقييم أثر السياسات التجارية على النمو الاقتصادي. الهدف من هذه الرسالة هو التطرق للمشكلة التي تواجه معظم البلدان النامية، ألا و هو السياسة التجارية المناسبة. كفاءة السياسة التجارية تكمن رجة الاندماج في استراتيجية التنمية. أنها ليست بالضرورة نتاج الاختيار الحصري بين الانفتاح أو الحماية المفرطة. وإنما هو نتيجة بـ بين هذين البديلين لتعزيز التنمية. يتم تعريف السياسات التجارية على أنها مجموعة من الأدوات والإجراءات التي يستخدمها بلد لتحقيق أهدافه المتمثلة في النمو والتنمية. هل الجزائر تستخدم هدف هذا العمل هو تحديد ما إذا كان الانفتاح كالذي تقوم به الجزائر له تأثير إيجابي على النمو؟ إذا كان لا، فما هو السبب؟ وبالتالي، ما هي الخيارات المتاحة للجزائر السياسة التجارية؟

**كلمات مفتاحية:** النمو، السياسة التجارية، الصادرات، التحول الهيكلي، فضاء المنتج، السياسة الصناعية، الجزائر، نظرية النظام الدولي، الانفتاح الاقتصادي، سياسة الحماية التجارية.

